A NOS LECTEURS

A partir du 1er décembre, la *Revue* reprend les conditions régulières de sa publication. Le 1er septembre dernier, nous avons fait part à nos lecteurs des appréhensions et des incertitudes qui nous obligeaient à restreindre provisoirement le nombre de pages de nos numéros : nous avons procédé alors à la manière des navires d'autrefois qui diminuaient leur voilure pendant la tempête. Dès que nous l'avons pu, nous sommes revenus en trois étapes à notre état normal : nous y rentrons définitivement aujourd'hui, avec la conscience d'avoir fait tout ce qui dépendait de nous pour que nos lecteurs souffrissent le moins longtemps possible des difficultés et des inquiétudes qui sont enfin et, nous l'espérons bien, définitivement dissipées.

ALBERT IER

SECOND FONDATEUR DE LA BELGIQUE

Parmi ces images populaires violemment coloriées qui fixent dans l'imagination des simples les aspects déjà légendaires de la guerre de 1914, je voudrais voir figurer une scène que les journaux ont rapportée : le Roi des Belges et le général Joffre passant en revue, sur la place de Furnes, un bataillon de chasseurs à pied allant au feu.

Quelques détails que l'on a sus depuis donneraient à ce tableau une signification singulièrement émouvante : le Roi, après la retraite d'Anvers, vient de fixer son quartier général dans ce coin de Flandre. Il n'est ni abattu, ni découragé, mais son cœur est tout meurtri de voir que la petite armée belge, en dépit de sa vaillance, a toujours dû céder sous le nombre. De tout son royaume, il ne lui reste plus qu'une demi-province, trois villes, quelques bourgs. Son gouvernement, ses ministres, ses conseillers, ont dû quitter le pays pour se réfugier en France. Son peuple, une grande partie de son peuple du moins, cédant devant la horde allemande, fuit sur les routes. Il n'est pas un vaincu, ce jeune Roi, puisque son armée est entière, et tient toujours la campagne, mais il sent cruellement l'amertume de l'heure présente. C'est alors que le général français, parcourant l'immense front des armées, vient le voir et, par son solide bon sens, son sang-froid et sa fermeté, augmente encore sa confiance dans la victoire. La fortune veut qu'à ce moment précis, un bataillon français, un bataillon d'élite, traverse la petite ville, partant pour les lignes de combat. C'est une troupe

glorieuse entre toutes; elle en est à son septième commandant; elle a vu le feu vingt fois depuis le commencement de la campagne; elle y retourne avec allégresse, et, à regarder passer ces braves qui lui présentent les armes, le Roi se sent tout réconforté. A côté de la sienne qui a si durement combattu, il y a maintenant toute l'armée française.

Que voilà une belle scène, rapide et concentrée, une scène de tragédie shakspearienne, toute chargée de signification! Nous sommes à un des momens décisifs de la guerre. La Belgique a tout donné d'elle-même, mais, en perdant ses villes, ses territoires, ses monumens, ses soldats, elle a créé son unité morale, et son âme nouvelle toute meurtrie, mais vibrante d'un sublime héroïsme, c'est dans le Roi qu'elle l'incarne. Albert Ier est pour son pays le héros national, ce sera demain le héros légendaire de cette guerre européenne. Car, dès à présent, sous nos yeux, la légende se forme : les anecdotes authentiques qui montrent le Roi accompagné de la Reine, combattant presque aux avant-postes, soutenant de son courage tranquille ses soldats fatigués, s'augmentent de ces détails que, seule, l'imagination populaire peut inventer. Elle sera belle et touchante, la légende, mais la réalité ne diminue en rien cette figure royale que le malheur a poétisée et que la victoire embellira encore.

*
* *

Les Américains disent que l'occasion donne à chacun une chance à courir; pour réaliser une belle vie, il suffit de ne pas manquer aux circonstances; personne qui n'ait son heure de fortune. Le roi Albert de Belgique, se trouvant jeté soudainement au milieu des plus grands, des plus terribles événemens que l'Europe ait vus depuis un siècle, n'a pas été un instant inférieur à la chance redoutable qui se présentait à lui et il a mis à l'accepter une simplicité parfaite. Il y a longtemps qu'un prince n'est entré aussi noblement dans l'histoire.

Rien pourtant ne semblait l'avoir préparé à un tel rôle. Avant ces jours fatidiques, ce héros de la guerre de 1914 devait, dans son pays, sa popularité, qui était grande, précisément à ce qu'il ne semblait pas vouloir s'élever au-dessus de l'exercice normal de sa fonction. Or, la fonction royale, en Belgique, telle que la définit la Constitution, est très limitée. Nulle part, en Europe, la formule fameuse : « Le Roi règne et ne gouverne pas, » n'est

plus strictement appliquée que là. Dans le régime établi par les Constituans de 1831, les mesures les plus minutieuses ont été prises pour garantir les libertés publiques contre toute tentative envahissante du pouvoir exécutif. La monarchie belge est essentiellement parlementaire, et le Roi, selon l'esprit de la charte fondamentale, n'a d'autre devoir que d'exécuter en temps de paix les volontés du pays, telles que le parlement les exprime, et de commander les armées en temps de guerre. Personne, en Belgique, il y a six mois encore, ne craignait ni n'espérait que le souverain aurait un jour cette dernière tâche à remplir.

Légalement, le Roi n'a pas d'opinion : il doit tenir la balance égale entre les partis ; il n'est que le premier fonctionnaire de la nation, le représentant de la communauté belge sous sa forme permanente, une sorte de président héréditaire de la République. En temps habituel, il suffit d'une intelligence ordinaire pour être un bon Roi des Belges, mais l'exemple des deux prédécesseurs d'Albert Ier a prouvé qu'on pouvait sans inconvénient être quelque chose de plus, car il s'en faut de beaucoup qu'ils aient été l'un et l'autre des hommes ordinaires.

Ils appartenaient à cette famille de Saxe-Cobourg-Gotha qui a fourni tant de souverains à l'Europe. C'est une race essentiellement politique, à la fois énergique et souple, merveilleusement apte à se plier aux circonstances et que, pour la branche belge comme pour la branche bulgare, le sang des d'Orléans a heureusement affinée. Elle a le goût de la diplomatie, des grandes affaires, et, placée par la destinée à la tête de petits États, elle s'ingénie à y jouer un grand rôle.

Quand on publia, il y a quelques années, la correspondance de la reine Victoria, on fut étonné d'apprendre quelle avait été l'influence que Léopold Ier avait eue sur la politique européenne. Dans son royaume, il n'a laissé le souvenir que d'un prince prudent et sage. Dès sa jeunesse, il avait été mis à une rude école. Dépossédé de ses États héréditaires par la conquête napoléonienne, errant, pendant de nombreuses années, d'armées en armées et de Cour en Cour, marié d'abord à la princesse Charlotte, héritière du trône d'Angleterre, qui mourut avant de recueillir ce magnifique héritage, remarié lors de son accession au trône de Belgique à Marie-Louise d'Orléans, fille de Louis-Philippe, c'était un prince vraiment européen, un cosmopolite de grande race comme le commencement du XIXe siècle en con-

nut plusieurs. Mais comprenant très bien le tempérament de son peuple et la situation particulière d'une nation très jeune et pourtant chargée d'une longue et lourde histoire, il n'en fut pas moins, pour les Belges, un souverain tout à fait national. Un peu distant, un peu lointain pour ses sujets, ce féodal allemand, assoupli par les malheurs de sa jeunesse et par la fréquentation des politiques anglais, sut se faire une popularité solide par l'éminence des services rendus. La connaissance du monde diplomatique, la fermeté et la finesse d'un caractère formé par la vie, autant que cette espèce d'autorité occulte qu'il avait su acquérir en Europe, assurèrent la tranquillité de la Belgique au milieu des tourmentes politiques de 1848 et de 1870. Ce roi constitutionnel fit ainsi œuvre de vrai roi.

Héritier de la sagesse pratique de son père, Léopold II y joignit les vastes ambitions d'une sorte de poète des « affaires. » On a souvent représenté le second roi des Belges comme un financier couronné, plus avide de profits que de gloire, plus soucieux de ses spéculations que de son peuple. C'est mal connaître et c'est diminuer cette complexe figure. Léopold II, en réalité, eut plus d'ambition pour son peuple que pour lui-même. Il désirait en faire un grand peuple, autant qu'un peuple riche; mais, plus autoritaire, au fond, que Léopold Ier, il voulait que cette prospérité et cette grandeur, son peuple ne les tînt que de lui. Mauvais courtisan des foules et peu soucieux de popularité, du moins en apparence, empêtré dans des règles constitutionnelles qu'il respectait et qui cependant l'exaspéraient, il avait rêvé d'imposer sa volonté par ses services, et d'exercer une autorité qui, pour être cachée, n'en était que plus grande. Mais ce royal homme d'affaires, qui avait cru découvrir que la vraie diplomatie moderne, c'était la diplomatie financière, avait dans l'esprit une part de chimère, cette part qu'on trouve chez tous les puissans imaginatifs, et sans laquelle, au surplus, on ne fait rien de grand. Quand cette chimère l'envahissait, il ne voyait plus qu'elle. Ce manieur d'hommes n'était pas un bon connaisseur d'hommes. On peut dire qu'il savait son peuple en gros, et qu'il l'ignorait en détail. Par une heureuse intuition, il avait compris que, pour donner un idéal commun à cette nation de bourgeois, de commerçans, de cultivateurs et d'artisans, laborieux, énergiques, mais un peu resserrés et écrasés par la politique des grands États voisins et résignés à un rôle secondaire,

il fallait aiguiller ses forces vers ces grandes affaires coloniales qui comportent un certain idéalisme, parce qu'elles comportent un risque. De là cette fondation de l'État du Congo, dont la réussite a quelque chose de paradoxal; de là ces entreprises belges plus ou moins patronnées par Léopold II, au Maroc, il y a quelque trente ans, en Chine, il y a quelque quinze ans; de là tout ce mouvement d'expansion économique dont le feu Roi était l'âme, et par lequel il tenta d'élever la Belgique au-dessus de ses occupations et de ses préoccupations habituelles. Elle fit quelque résistance; il parut n'en avoir cure. Sa méthode était de toujours entreprendre, sans trop se préoccuper des difficultés de l'entreprise. Échouait-elle? Il en commençait une autre. Si elle réussissait, il mettait ses sujets devant le fait accompli. C'est ainsi qu'il les dota d'une colonie presque malgré eux. Ce procédé, qui n'est nulle part sans inconvénient, devait déplaire particulièrement aux Belges, fort jaloux du droit de faire leurs affaires eux-mêmes. De là une impopularité dont Léopold II souffrit à la fin de sa vie plus qu'il ne voulut le laisser paraître.

A la vérité, l'opinion commençait à lui revenir. Le peuple belge, peu à peu, se rendait compte, non seulement de la valeur positive que représente le Congo, mais aussi de la valeur morale que comporte l'œuvre léopoldienne. En l'obligeant à porter les regards sur les grand'routes du monde, le Roi colonisateur l'avait rehaussé à ses propres yeux et lui avait fait entrevoir de magnifiques destinées. La guerre a interrompu une souscription nationale qui eût permis d'élever à Léopold II un monument digne de lui. Mais ce revirement était très récent, et il n'est que trop vrai qu'au moment de la mort du fondateur du Congo, il y eut presque du soulagement dans l'opinion moyenne en Belgique. La popularité qui accueillit Albert Ier, lors de son avènement, vint en partie de ce qu'il ne ressemblait pas à son oncle. On avait si souvent répété aux Belges que la personnalité de leur Roi dépassait la Belgique qu'ils étaient ravis d'avoir enfin un souverain à leur taille...

*
* *

C'est, en effet, avec la seule réputation d'un prince profondément honnête, consciencieux, laborieux, un peu timide, que celui qui devait être le héros de la Belgique nouvelle monta sur

le trône. Et il n'en était que plus cher à la nation. Comme on lui savait un gré infini de tout ce qui le différenciait de Léopold II, on lui savait gré d'être bon époux et bon père, de montrer des goûts simples et de ne laisser paraître aucune grande ambition; on lui savait gré de ce qu'il avait été élevé bourgeoisement dans la plus familiale des maisons princières; on lui savait gré de ce que son père, le comte de Flandre, frère puîné de Léopold II, avait toujours mis une sorte de coquetterie à vivre en simple particulier; on lui savait gré de ce que sa mère avait importé en Belgique le goût de l'intimité champêtre des petites cours allemandes d'autrefois; on lui savait gré enfin de ce que rien, ni dans son éducation, ni dans sa vie de jeune homme ne l'avait signalé à la curiosité, à la médisance ou à l'admiration spéciale des peuples. Il avait fait son éducation militaire à l'École militaire nationale, comme tous les princes; il avait accompli sérieusement un stage dans l'armée, comme tous les princes; à sa majorité, il avait fait un grand voyage, comme tous les princes, et il n'en avait même pas rapporté un livre, le livre du prince. Enfin, il n'avait rien fait qui le mît particulièrement en évidence, ce qui inspirait confiance à ceux qui voulaient un Roi qui régnât sans gouverner. Son mariage avait encore ajouté aux sympathies qui allaient à lui. C'était, en effet, un mariage d'un romanesque bourgeois, mariage d'amour autant que de convenance, qui avait uni l'héritier du trône de Belgique à une jeune princesse du plus noble sang, mais appartenant à une branche cadette, à une branche non régnante. Les journaux belges racontèrent alors avec attendrissement la vie rustique et ménagère que menait à Possenhoffen la tout aimable Élisabeth, duchesse en Bavière, fille d'un prince savant, — car le père de la Reine des Belges avait pris ses grades et s'était occupé de médecine pratique. On se félicitait de ce que la jeune mariée n'apportât dans la famille royale de Belgique ni grandes espérances, ni grandes ambitions, et la douceur de son sourire, la simplicité de son accueil, la délicatesse de sa charité ingénieuse, conquirent le peuple dès l'abord. Des enfans vinrent, que l'on vit se promener au bois, sur les boulevards de Bruxelles, et y jouer sans façon. Ils étaient charmans de grâce frêle et de gentille espièglerie : et le peuple s'émerveillait de pouvoir les regarder de si près. Tout cela créait autour du couple princier une popula-

rité de bon aloi qui, au moment de l'avènement, devint un universel enthousiasme. En vérité, jamais roi ne fut plus populaire qu'Albert Ier quand il monta sur le trône. Tout son passé rassurait. Peu soucieux de vaine gloire, ses trop sages sujets n'attendaient guère de lui que de la tranquillité.

***

C'est qu'ils ne le connaissaient pas. Se connaissait-il lui-même? Peut-être, s'il n'avait été marqué par le destin pour le magnifique et terrible rôle que nous lui voyons jouer, se fût-il contenté de répondre aux modestes espérances qu'on avait mises en lui à ses débuts. Que sait-on des princes qui ne sont pas encore entrés dans l'histoire? Qu'eût-on pu connaître de celui-ci, à qui toutes les initiatives trop personnelles étaient interdites? Pourtant, ceux qui l'avaient approché d'un peu près avaient confiance. Ils n'auraient pas osé prédire qu'il y avait en lui l'étoffe d'un grand roi, mais ils assuraient qu'il y avait l'étoffe d'un bon roi. Son éducation, dirigée avec un bon sens très ferme par le colonel Jungbluth, depuis général, et qui fut chef de l'état-major de l'armée belge, avait été fort soignée. Ce mentor excellent, qui est resté pour son disciple un ami intime et est encore aujourd'hui son conseiller ordinaire, sut développer avec beaucoup de méthode les qualités d'application et de sérieux qui forment le fond du caractère royal. Grâce à lui, le jeune prince grandit très ignorant des intrigues et même des plaisirs de Cour, plus curieux de voir des hommes que des courtisans, plus désireux d'étudier des faits que de mettre des théories à l'épreuve. Grâce au colonel Jungbluth, grâce aussi à M. Sigogne qui fut son précepteur attentif, l'esprit du prince fut attiré de bonne heure vers les problèmes sociaux qui préoccupent le monde moderne. Suivant les formules simplistes qu'aiment les foules, on répétait quelquefois en Belgique que le prince Albert serait un roi socialiste. Cela revenait à dire que, selon les traditions d'une partie de sa famille, il admettrait le développement de la démocratie comme un fait nécessaire de l'évolution des peuples modernes : il rêvait de le concilier avec la monarchie, élément de continuité et de stabilité sociales.

Ces idées, qui furent exposées dans un livre de M. Sigogne, passaient, avant son avènement, pour celles du roi Albert.

Malgré son souci de correction constitutionnelle, il ne chercha pas à les renier après être monté sur le trône. Quand on ne descend pas à l'application, ces idées sont d'ailleurs de celles qu'on peut accorder avec presque tous les programmes politiques. Sauf dans les partis extrêmes, y a-t-il un parlementaire qui se refuse à admettre l'antique formule : conservation par le progrès?

Mais chez le prince, ce n'était pas seulement une formule, et le Roi sut bientôt le faire voir, non par des actes politiques qui eussent dépassé ses fonctions, mais par son attitude, son genre de vie, le choix de ceux de ses collaborateurs qu'il avait le droit de choisir. Certes, parmi les grands officiers de la couronne, il y a des représentans de la plus haute aristocratie belge, tels que le comte Jean de Mérode, le comte d'Arschot-Schonhoven, le comte Renaud de Briey; mais parmi ceux qui devaient l'approcher de plus près, il y a aussi des hommes d'origine beaucoup plus modeste dont il avait apprécié comme prince le mérite et le dévouement. Dès les premiers mois du règne, il apparut que la jeune Cour serait extrêmement simple d'allures. La Reine et le Roi s'entendaient pour réduire l'étiquette au minimum; ils recevaient tout seul à leur table le poète Émile Verhaeren pour qui la Reine avait une admiration particulière et le conviaient à passer plusieurs jours de villégiature au château des Amerois, dans les Ardennes, où il était traité en ami. Mais ces traits et d'autres encore, tout en accentuant l'esprit bienveillant de la famille royale, ne faisaient-ils pas plutôt prévoir un règne à la fois aimable et sérieux, qu'un effort éclatant vers de plus hautes destinées nationales? Certes, la protection délicate et intelligente que la Reine accordait aux artistes et l'intérêt que les deux jeunes souverains manifestaient à tous les gens de lettres de quelque notoriété, montrent qu'à leur sentiment il ne suffisait pas à la Belgique d'être riche et prospère, mais qu'elle devait aussi s'élever à cette culture intellectuelle, sans laquelle il n'est pas de grand peuple. Tout cela cependant n'est que l'accompagnement, et non l'essentiel d'un grand règne.

Certains graves problèmes se posaient. Si la guerre leur a donné une solution imprévue et brutale, c'est une raison de plus pour tenir compte au Roi du soin avec lequel il les examinait, pour les résoudre avec le plus de ménagemens, mais avec le plus d'efficacité possible.

La question militaire était la plus urgente.

Absorbé dans les vaines querelles de la politique électorale, le Parlement belge avait toujours montré une certaine mauvaise volonté à examiner le problème de la Défense nationale. Le parti conservateur qui détenait le pouvoir, s'appuyant sur les campagnes toujours hostiles aux charges militaires, préféra longtemps, en dépit des apparences, croire à la bonne foi et à l'amitié de l'Allemagne plutôt que d'imposer à la nation les sacrifices nécessaires à sa sécurité. Ce sera l'éternel honneur de M. de Broqueville d'avoir su persuader sa majorité de la nécessité d'une réforme qui permît l'héroïque résistance de la Belgique à laquelle nous venons d'assister. Mais, dans cette œuvre difficile, le ministre n'aurait probablement pas abouti, s'il n'avait été soutenu, avec un zèle à la fois actif et discret, par le Roi.

La question des langues et des races n'était peut-être pas moins inquiétante. Au moment où l'agression allemande l'a en quelque sorte balayée de l'histoire, la querelle des Flamands et des Wallons prenait une dangereuse âpreté. En tout cas, elle arrêtait l'unification morale de la nation. Avant le formidable ouragan qui, en fondant sur le pays, a fait plus en une heure que quatre-vingts ans d'efforts, les Belges, on peut le dire aujourd'hui, puisque c'est le passé, n'étaient pas bien sûrs d'avoir une nationalité véritable. Le sentiment national, ou mieux la conscience nationale était encore un peu confuse pour beaucoup d'entre eux. Le peuple s'élevait difficilement au-dessus de l'esprit de clocher. Les classes cultivées, cherchant à soutenir leur patriotisme par une culture qui leur fût propre, tentaient de le rattacher à diverses doctrines plus ou moins artificielles, soit qu'elles voulussent expliquer le fait belge contemporain par l'ingénieuse théorie de l'historien Henri Pirenne, qui voit dans les Pays-Bas flamands et wallons une sorte de synchrétisme éternel où se rencontrent en un heureux amalgame les civilisations française et germanique, soit qu'avec un réalisme un peu étroit, elles admissent que les avantages économiques dont Flamands et Wallons bénéficient à vivre ensemble, étaient suffisans pour constituer les élémens d'une sorte de patriotisme mercantile, analogue au sentiment qui unit les associés d'une firme commerciale en pleine prospérité.

Ces idées, si habilement défendues qu'elles fussent, ne pou-

vaient évidemment pas remplacer le haut sentiment de la patrie qui anime les vieux peuples vraiment unifiés par l'histoire. L'âme belge, pour la plupart des Belges, n'était guère qu'un thème de discours officiels. Le respect un peu ironique qu'on témoignait à ceux qui cherchaient à la définir ou à en propager le culte, ne pouvait arrêter les flamingans intransigeans qui, dans leur particularisme étroit, rêvaient d'extirper la culture française des provinces flamandes, non plus que les intransigeans wallons qui, dans la violence de leurs ripostes, allaient jusqu'à méconnaître aux Flamands le droit de cultiver et de propager leur langue. Avant la guerre, en somme, il y avait en Belgique les élémens d'une nationalité, les élémens d'un sentiment patriotique, mais tout cela manquait de cohésion et de netteté : c'est la guerre qui aura créé l'âme belge, illustrant une fois de plus d'un magnifique exemple la pensée de Renan que, pour la formation d'une patrie, les douleurs valent mieux que les gloires. Devant leurs campagnes ravagées, devant leurs villes incendiées, devant leur territoire envahi par l'ennemi, Flamands et Wallons se sont sentis tout à coup passionnément, unanimement Belges, et, par une intuition immédiate et profonde, ce sentiment nouveau, ce sentiment de la patrie enfin clair et impérieux comme un devoir religieux, ils l'ont tous incarné dans la personne du Roi. « Le Roi, la Loi, la Liberté, » dit un vers médiocre de la *Brabançonne*. Pour la plupart des Belges, ce n'était là qu'un refrain, tout au plus une devise : c'est maintenant une maxime sacrée. Heureuse fortune pour un prince de grouper autour de lui, de réunir en lui toutes les forces morales de sa nation! Dangereuse fortune aussi! Mais, comme s'il avait été averti par un instinct secret, il semble que le roi Albert s'y était préparé. Il s'y était préparé en développant, en cultivant en lui une minutieuse conscience professionnelle qui, sans doute, risquait de n'avoir à s'exercer que sur de petites choses, mais où il a pu trouver, dans des circonstances tragiques, les élémens d'un magnifique héroïsme.

*
* *

Quelques mois avant la guerre, j'eus l'honneur d'avoir une longue conversation avec le Roi des Belges, conversation qui n'était destinée à aucune publicité, mais dont certains détails me paraissent pouvoir être divulgués sans inconvénient. Elle

porta sur trois thèmes principaux qui prennent aujourd'hui toute leur valeur: l'admiration que donnait au souverain le réveil du sentiment patriotique en France, le respect qu'il éprouvait pour l'œuvre accomplie par son oncle Léopold II et le désir qu'il manifestait qu'on développât entre Belges ce qui unit, et non ce qui divise.

Et, dans cette conversation où le bon sens du Roi m'apparaissait très clair et très net, à chaque tournant de phrase, un même mot revenait sans cesse, qui aujourd'hui m'apparaît tout chargé d'émotion : *maintenir!*

A plusieurs mois de distance, il me serait impossible de reproduire les termes exacts dont le Roi s'est servi, mais j'ai très vivement présente à la mémoire l'espèce de tableau qu'il me faisait de l'œuvre accomplie par la dynastie, œuvre de construction, de fusion, d'unification. Il me montrait comment ses deux prédécesseurs s'étaient efforcés, par une action discrète et continue, d'amalgamer les élémens divers d'un peuple bilingue et de développer les forces d'action d'une nation pleine de ressources, mais qui ne les soupçonnait pas toutes.

« Pour moi, ajoutait-il, je tâche aujourd'hui de maintenir ce qui a été fait. C'est déjà une tâche assez difficile que de maintenir ce qui a été fait. »

L'admirable et touchante modestie, et en même temps, le beau programme qu'il y avait dans le mot : maintenir!

Maintenir l'œuvre si sage de Léopold Ier, habile et prudent agent des Puissances, qui avait voulu faire de la Belgique indépendante et neutre un gage de la paix européenne; maintenir l'œuvre de Léopold II, qui avait trouvé moyen de concilier les devoirs de la neutralité avec l'effort vers la grandeur nécessaire à une nation pour qu'elle croie en elle-même; maintenir enfin l'œuvre du peuple belge tout entier, son histoire, ses traditions, ses libertés, ses espérances. Le Roi ne se doutait pas alors que, pour accomplir ce programme, il devrait montrer la fermeté des grands politiques et le courage des plus vaillans guerriers.

*
* *

Ceux qui ont passé à Bruxelles les premiers jours d'août 1914 n'oublieront jamais la fièvre qui, alors, s'empara brusquement de la ville. Paisible, volontiers railleur, satisfait à l'ordinaire,

il n'était peut-être pas de peuple qui parût moins susceptible d'enthousiasme militaire que le peuple bruxellois. La veille encore, s'il suivait avec un intérêt passionné les événemens européens, il se réjouissait de ce que sa neutralité le garantissait de la tourmente. Il se disposait à recueillir les blessés et les fugitifs, comme en 1870, et se félicitait de ce qu'à la déclaration très nette de M. Klobukowski, ministre de France à Bruxelles, s'engageant au nom du gouvernement de la République à respecter la neutralité belge, le ministre d'Allemagne, interviewé par *Le Soir*, eût répondu par une phrase banale, mais qui paraissait satisfaisante. « Je n'ai pas à faire de déclaration analogue à celle de Monsieur le ministre de France, avait déclaré le diplomate allemand avec une subtile hypocrisie. Que nous respections la neutralité belge, mais comment en douterait-on ? C'est une chose entendue. »

Le soir de ce même jour, le ministre des Affaires étrangères de Belgique recevait l'ultimatum allemand.

La ville l'apprit dans la matinée du 3 et, brusquement, cette nouvelle fit éclater mille sentimens divers et violens : la stupéfaction, la déception, l'irritation. Tant de gens avaient compté sur la bienveillance allemande ! L'inquiétude éclatait chez tous ; la joie apparaissait seulement chez quelques militaires, heureux de combattre aux côtés des armées françaises.

Toutefois, la colère dominait. En quelques heures, tout ce peuple méthodiquement travaillé par l'Allemagne depuis des années ne connut plus qu'un sentiment unanime : la haine, la haine ardente et raisonnée que provoquent l'amitié trahie et la confiance trompée. On ne put empêcher la foule de casser quelques carreaux des innombrables magasins allemands qui pullulaient dans la ville.

Par bonheur, presque en même temps que l'ultimatum, on connut la réponse digne, ferme et modérée du gouvernement. Ce fut un soulagement universel ! On n'avait pas douté de la réponse : tout de même, on était heureux d'en connaître les termes. L'inébranlable résolution qu'on y sentait donnait confiance, et ce qui affermit encore cette confiance, ce fut ce qu'on apprit du rôle que le Roi avait joué dans le conseil où l'on avait résolu de résister à la menace germanique. Certes, il avait été soutenu, et la décision avait été prise à l'unanimité, mais, dès les premiers mots de la discussion, c'est en lui que s'était person-

nifié, sous sa forme la plus haute, le sentiment de l'honneur national.

Et, depuis cet instant, il a été l'âme de la résistance. Ce jeune roi qui, quelque intérêt qu'il portât aux choses militaires, ne s'était montré jusqu'alors rien de moins que militariste, fut tout à coup un roi-soldat. Dans la difficile et douloureuse campagne de la petite armée belge qui s'efforçait de couvrir Bruxelles, il fut tout de suite au premier rang, encourageant les hommes de sa présence, les animant de son exemple et de sa parole. Il fut au combat de Haelen, au combat de Cortenaecken et, quand l'armée dut se replier sur Anvers, il dirigea la retraite. Durant le siège d'Anvers, on le vit presque toujours aux avant-postes, surveillant tout par lui-même, tandis que la Reine, à ses côtés, donnait à la population civile l'exemple du calme, de la confiance et de la générosité.

A partir de ce moment, la Belgique tout entière a senti que la vie nationale s'était concentrée dans le couple royal. Que l'on cause avec les soldats ou que l'on traverse les provinces envahies, que l'on consulte les réfugiés de toute classe et de tout état qui campent dans les villes et les campagnes de France, d'Angleterre, de Suisse et de Hollande, un même sentiment se fait jour : la reconnaissance et l'admiration. Dans ce peuple d'esprit très moderne, très démocratique qu'est le peuple belge, on voit renaître un sentiment très ancien, l'amour, l'amour mystique du Roi, du Roi créateur du peuple, protecteur naturel du peuple, incarnation du peuple et de ses destinées. Le Roi cherchait ce qui pouvait unir, il l'a trouvé ; les circonstances le lui ont apporté et il a su le mettre en œuvre. Après des souffrances et des travaux partagés en commun, il n'est plus question pour un Flamand ou un Wallon de douter de sa nationalité : il y croit de tout son cœur. Le pays prospère manquait de la cohésion, de la force morale qui fait l'unité d'un grand peuple : des ruines qui le recouvrent aujourd'hui, cette force se lève, merveilleusement agissante et d'autant plus claire qu'elle se manifeste dans un homme. Le Roi s'était proposé de maintenir, il a fondé.

L. Dumont-Wilden.

EN EXTRÊME-ORIENT

I

LA DÉCLARATION DE GUERRE

Je ne pensais pas à la guerre ; mais jamais l'idée de l'Allemagne triomphante ne m'avait tant obsédé que depuis quelques mois. J'étais revenu au Japon à quinze ans de distance ; et le premier changement que j'y constatai, dès mon arrivée, me serra le cœur : les Allemands nous y avaient presque entièrement supplantés. L'influence anglaise y était restée relativement stationnaire ; mais tout ce que nous avions perdu, l'Allemagne l'avait gagné. Notre amitié pour les Russes n'en était aucunement la cause. Les Japonais se rapprochaient chaque jour de la Russie qu'ils n'avaient jamais tant admirée que depuis qu'ils l'avaient vaincue ; et l'accord que nous avions conclu avec eux en 1907, où nous nous engagions à nous appuyer mutuellement pour assurer la paix et la sécurité dans nos possessions asiatiques, avait achevé de dissiper les légers nuages qui s'étaient glissés entre nous pendant la dernière guerre. Si même il y avait une nation dont la civilisation leur semblât présenter quelques analogies avec la leur et, par suite, leur inspirât un peu de sympathie désintéressée, c'était incontestablement la France. Ils l'ont souvent dit ; ils l'écrivent encore : on peut les en croire. Mais leurs intérêts n'ont rien à voir avec leur sympathie ; et c'était précisément ce qui donnait à leur désaffection des choses françaises une signification si triste. Nous retrouvions

chez eux, dépouillée de toute prévention, de tout parti pris agressif, et, pour ainsi dire, à l'état pur, l'opinion que nous étions un peuple à son déclin. Ils savaient sur le bout du doigt la leçon que les Allemands leur avaient apprise. Ils la répétaient sans animosité, parfois même avec une sorte de mélancolie courtoise. Nous n'existions plus à leurs yeux que sous la forme d'un syndicat de banquiers; et, sauf les jours où ils souriaient à nos capitalistes, ils préféraient nous ignorer.

Autrefois nos Écoles militaires, nos maîtres, nos livres, nos systèmes, notre langue avaient été en honneur. C'étaient maintenant les professeurs allemands, les livres allemands, l'armée allemande, les méthodes allemandes, la science allemande, la langue allemande. A la Faculté de Droit de Tôkyô, cent élèves suivaient le cours du professeur français, et mille celui du professeur allemand. Sur vingt-quatre boursiers envoyés en Europe, dix-neuf étaient dirigés vers Berlin, et ceux qui venaient à Paris devaient encore séjourner en Allemagne. Une chaire de russe créée, c'était toujours une chaire de français supprimée, jamais une chaire d'allemand. La médecine, comme la musique européenne, était entièrement allemande. Un de nos compatriotes, M. Jacoulet, professeur à l'École des Langues Étrangères, me disait que les quatre cinquièmes des élèves qui lui arrivaient ignoraient jusqu'au nom de Pasteur; mais la statue de je ne sais quel docteur allemand voisine, sous les ombrages de Kamakura, avec celle du colossal Bouddha. Notre littérature elle-même avait cédé le pas à la littérature allemande. Les Sudermann et les Hauptmann reléguaient au second plan nos romanciers et nos dramaturges.

Vers la fin de juin, le comte Okuma, actuellement Président du Conseil, voulut bien se rappeler qu'il m'avait reçu jadis et m'accorda la faveur d'une audience. Je ne lui cachai point mon étonnement de voir les Japonais aussi engoués de la culture germanique, et je lui demandai à quelles raisons nous devions attribuer un détachement que le gouvernement japonais lui-même semblait encourager. Il me répondit d'abord que l'humeur japonaise était très versatile; qu'il ignorait pourquoi les nouveautés allemandes l'attiraient aujourd'hui plus que les nouveautés françaises; que, du reste, il n'était pas surprenant que les Japonais eussent étudié de préférence la médecine en Allemagne, puisque leurs premiers maîtres avaient été des

Hollandais et que la langue hollandaise était une langue germanique. Je précisai davantage; et il finit par me dire que les étudians japonais trouvaient chez les Allemands des facilités de travail plus grandes, une discipline sociale plus en harmonie avec celle du Japon, enfin des idées peut-être moins subversives.

Je ne méconnaissais point la part de vérité qui entrait dans cette réponse. Mais il ne me disait pas tout; il ne voulait pas me dire : « Pourquoi ne vous défendez-vous pas? Si nous vous délaissons, c'est que vous vous abandonnez. » En effet, pourquoi ne nous défendions-nous pas? Les armes nous manquaient pour le faire. Les Allemands possédaient un journal, rédigé en anglais, une revue et surtout une agence télégraphique, qui alimentait les journaux japonais et leur distribuait à bas prix les calomnies les plus effrontées. Non seulement ils ajoutaient à nos travers, mais ils en inventaient. Ils francisaient leur corruption et germanisaient nos inventions. Ils mentaient chaque jour avec une obstination que renforçait encore leur impunité; car nous n'avions, pour les démentir, ni journal, ni agence, rien. Les Français, impuissans, haussaient les épaules ou prenaient l'habitude de baisser la tête. Mais dans les feuilles qui leur arrivaient de France, et qui leur apportaient l'écho de nos tribunes officielles, ils lisaient que notre pensée continuait de rayonner sur le monde. Et cela leur faisait grand plaisir.

Nous gardions cependant une position importante et dont il semblait que personne ne pût nous déloger. Nous représentions encore pour l'Extrême-Orient une grande idée, l'idée catholique. Depuis la réouverture du Japon, nos Missions Étrangères avaient reçu de Rome le privilège d'y travailler. Elles y ont fait tout ce qui leur était humainement possible, sans créer la moindre difficulté à notre diplomatie et sans blesser en quoi que ce fût la susceptibilité nationale des Japonais. Nous avions, grâce à elles, dans chaque ville et dans bien des campagnes, un Français qui enseignait le français, qui réagissait contre les influences antifrançaises et dont les efforts associaient indissolublement l'image de la France à celle du désintéressement et de l'abnégation. Ces consuls et ces agens consulaires de l'ordre spirituel ne nous coûtaient rien. Notre rupture avec Rome a ouvert dans cette œuvre admirable de défense et d'expansion une brèche par où l'ennemi a passé. Ces dix dernières années

ont vu les Jésuites allemands organiser une Université au cœur de Tôkyô, les Pères du Verbe Divin allemands, qui sont nos ennemis les plus acharnés, s'installer sur la côte occidentale, et les Franciscains allemands dans l'île de Yeso. La presse japonaise a pu écrire que le protectorat des catholiques de l'Extrême-Orient serait désormais confié à l'Empereur d'Allemagne. Et les intérêts de l'esprit français aussi, sans doute!

Il y a pire. Les Marianites français ont fondé à Tôkyô un collège que fréquentent huit cent cinquante élèves, auquel le gouvernement japonais accorde les mêmes prérogatives qu'à ses propres établissemens, et où, malgré les nouvelles tendances, ils ont maintenu comme obligatoire l'étude de la langue française. C'en est le dernier rempart. Nous étions à la veille de le démanteler ou, pour mieux dire, nous avions déjà commencé. Leur maison de recrutement étant supprimée en France, ils seraient bientôt dans l'impossibilité de remplacer leurs vides par des Français. Le Supérieur, un Alsacien, l'abbé Heinrich était venu trouver notre ministre des Affaires étrangères : « Notre œuvre ne mourra pas, Monsieur le Ministre : les œuvres catholiques ne meurent pas. Mais c'est la langue française qui est menacée d'y mourir. J'ai encore des Alsaciens. Après eux, je serai réduit à m'adresser aux Allemands. » Et le ministre, qui connaît l'Extrême-Orient, avait levé les bras au ciel : « Je sais, je sais! Mais que puis-je? »

Tout cela me paraît aujourd'hui de l'histoire ancienne, oh! très ancienne! Depuis vingt ans, partout où je suis allé, en Europe, en Amérique, en Extrême-Orient, j'ai retrouvé l'Allemand insolent, haineux, malhonnête. Il ne se contentait pas d'exploiter nos fautes, ce qui était son droit : il se montrait aussi habile à falsifier notre histoire qu'à contrefaire nos produits. Partout je l'ai entendu proclamer ou insinuer l'idée de notre décadence. Docteurs des Universités ou commerçans de Hambourg, diplomates ou émigrans, un égal mépris de la vérité les animait contre nous. Ils apportaient dans la mauvaise foi et dans l'improbité une discipline vraiment stupéfiante. Mais je n'avais jamais été à même de revoir un pays où nous occupions naguère un rang très honorable, et d'y pouvoir constater ce que ces quinze dernières années nous y avaient enlevé de prestige et d'autorité morale. Je n'avais jamais eu l'occasion de mesurer ainsi le résultat du travail incessant qui s'accomplissait

contre nous et des abdications successives où nous étions pacifiquement acculés.

Je quittai le Japon sur une impression de tristesse amère; et, ma place retenue au Transsibérien, je passai en Corée dans la seconde quinzaine de juillet. Ce fut là que j'appris la déclaration de guerre. Je dus revenir de Séoul au Japon, où je trouvai, non sans peine, une place sur un paquebot japonais à destination de Marseille. Du moment où le terrible télégramme nous était parvenu, j'avais consigné chaque soir mes impressions de la journée. Ce que j'en détache aujourd'hui peut-il retenir un instant l'attention du lecteur? Il n'y percevra que de faibles échos des répercussions qu'ont eues sur l'Extrême-Orient les événemens formidables de l'Europe. Mes notes me paraissent bien pauvres! Tant mieux, s'il ne lui est pas indifférent de savoir ce que voyait et éprouvait un Français, au milieu d'étrangers, dans ces pays lointains, à l'heure la plus tragique qu'ait vécue notre patrie.

*
* *

C'était à Séoul, le dimanche 2 août : je rentrais vers six heures au Sontag Hôtel, dans la rue des Légations. Devant la grande porte du Palais, où le vieil Empereur détrôné achève sa vie dramatique au milieu de ses concubines, je croisai un officier japonais que je ne connaissais que pour l'avoir rencontré à la Résidence générale. Il me salua, sourit et hésita un instant comme s'il voulait m'aborder, puis il passa son chemin. J'y fis à peine attention : j'étais las; la journée avait été torride, et l'orage menaçait. Dans le jardin de l'hôtel, devant le perron, le Directeur, un Français, M. Boher, me cria dès qu'il m'aperçut : « Vous savez la nouvelle? Un télégramme est arrivé à trois heures. L'Allemagne déclare la guerre à la Russie, et la France va marcher. » Il était assis sur un banc. Sa femme japonaise se tenait debout, silencieuse, indifférente ou grave, les mains à sa ceinture, et je remarquai le scintillement de ses bagues, car il en est des détails insignifians qui s'enfoncent en nous sous le coup des grandes émotions, comme de la poussière et des corps étrangers que les projectiles entraînent avec eux jusqu'au fond de nos blessures. Près de lui, une jeune gouvernante allemande, fraîche et rose, riait de sa bouche trop large aux dents mal plantées, sans doute pour se donner une contenance. Les

trois enfans du Consul français jouaient dans le jardin. Je jetai les yeux sur le plus petit. J'avais à peu près son âge, quand, il y a quarante-quatre ans, presque à la même époque, sur les coups de midi, mon père entra dans la chambre où ma mère travaillait et s'écria : « Nous avons la guerre! » Et je me rappelle que, devant son émotion et devant le saisissement de ma mère, je me pris à pleurer. Aujourd'hui, j'éprouve une angoisse où se mêle un sentiment de délivrance. Enfin!

Enfin on va donc se mesurer et jouer la partie suprême! Depuis quarante ans, j'attends cette heure qui devait venir et qui me surprend si loin de mon pays. Mon enfance, mon adolescence, ma jeunesse ont été préparées à la recevoir. J'ai pu croire que je ne la verrais jamais; parfois même je l'ai souhaité. Mais ce n'étaient là que des mouvemens de découragement trop justifiés, hélas! par notre misérable politique intérieure. Dès que je sortais de France, dès que je m'éloignais du centre tumultueux et surchauffé, où le bruit et l'ardeur de nos querelles nous illusionnent sur notre activité, je comprenais que la guerre de 1870 se poursuivait implacablement dans tous les coins du monde, que nous continuions de battre en retraite, et que cela ne pouvait pas durer. Tout vaut mieux qu'une désagrégation lente.

*
* *

La colonie étrangère de Séoul est peu nombreuse. En dehors de la Mission, nous comptons à peine une vingtaine de compatriotes, dont les uns font du commerce, et dont les autres exploitent une mine d'or à environ deux journées de la ville. Les Allemands ne l'emportent ni par le nombre, ni par la qualité. Mais commercialement ils sont beaucoup plus forts, et, comme partout au Japon, on s'accorde à leur reconnaître une influence prépondérante. Le seul journal anglais qui se publie en Corée, une misérable petite feuille, le *Seoul Press*, est dirigé par des Japonais à leur entière dévotion. Bien que le gouverneur, le général Terauchi, ancien élève de notre École militaire, ait des sympathies nettement françaises, son entourage passe pour être très germanophile. Lorsque j'allai lui rendre visite, je vis, affichée à la porte de la Résidence, la liste des nouveaux ouvrages qui venaient d'entrer dans la bibliothèque des officiers: ils étaient tous anglais et surtout allemands; il n'y en avait

pas un français ni même traduit du français. Enfin, des Bénédictins allemands ont ouvert une école professionnelle. Mgr Mutel, pour les mêmes raisons qui préoccupent les Marianites de Tôkyô, s'est résigné, en désespoir de cause et la mort dans l'âme, à recevoir ces Teutons qui, du reste, ne doivent enseigner que dans la langue coréenne ou japonaise. Quelques Anglais et quelques Américains, agens des mines, composent la colonie anglo-saxonne laïque. Mais les Missions américaines sont très riches et si actives, qu'elles ont à plusieurs reprises inquiété le gouvernement japonais, qui les accuse d'avoir excité les Coréens à la résistance comme elles avaient poussé les Chinois à l'insurrection.

Le coup de foudre de la guerre éclaira très diversement les physionomies de cette petite colonie européenne. Chez les Français je remarquai le même sentiment de délivrance que j'avais éprouvé. On acceptait résolument une calamité que chacun, au fond de soi-même, jugeait inévitable, et on l'envisageait avec confiance. Il n'en fut pas ainsi du côté des Allemands : ils parurent décontenancés ou ils plastronnèrent. Le hasard faisait passer sous mes yeux de petits tableaux où s'opposait, de la manière la plus vive, l'impression des deux races. Le 3 août au matin, le jeune chancelier du consulat français vint à bicyclette nous annoncer la mobilisation générale. Il était ému, un peu pâle, avec de la fièvre dans les yeux. Mais, bien que, pour partir, il fût obligé de vendre ses meubles et qu'il dût renoncer à des études qui le passionnaient, il respirait le beau contentement d'une jeunesse dont l'heure a enfin sonné. Au même moment, un Allemand de son âge, envoyé en Corée par une maison de commerce et descendu depuis quelques jours à l'hôtel, sortait de sa chambre, les yeux rouges, les traits battus, gémissant sur la débandade de ses bénéfices escomptés.

Le même matin, j'aperçus, dans la galerie vitrée de l'hôtel, un énorme dos rond courbé sur le registre des arrivées. C'était le consul allemand qui, le chapeau enfoncé jusqu'aux oreilles, relevait les noms de ses nationaux. Cela fait, la moustache en croc, de gros yeux farouches dans sa tête bismarckienne, il se promena de long en large, d'un pas lourd, dévisageant les étrangers, comme si la maison lui appartenait. Il était réputé à Séoul pour la vigueur et la sûreté de ses impairs. C'est lui qui,

deux jours plus tard, lorsqu'on apprit que l'Allemagne violait la neutralité de la Belgique, disait au consul belge : « N'ayez pas peur, nous ne vous prendrons point de territoire ; mais nous vous forcerons d'entrer dans notre système douanier. » « — Quelle brute! » pensait le consul belge. Je comparai son arrogance à la discrétion scrupuleuse de notre consul. Du temps que la Corée était indépendante, la Légation française occupait à Séoul une résidence charmante qu'elle y avait construite et qui s'élève derrière le Sontag Hôtel. Mais nous l'avons vendue, et notre consulat est maintenant en dehors de la ville, au bout d'un faubourg, dans une campagne montagneuse. J'y allais souvent, et j'y trouvais toujours M. Guérin préoccupé de la mobilisation, soucieux de remplir exactement son devoir, très éloigné d'affecter aux yeux des étrangers et des Japonais une attitude de conquérant matamore.

Nos Missionnaires, dont l'appel des réservistes désorganisait l'œuvre patiente et difficile, recevaient le coup avec sérénité. « Nous travaillerons pour ceux qui partiront, disaient les anciens, le sourire aux lèvres. Nous reprendrons notre bâton de voyage. Ça empêchera nos vieux membres de s'ankyloser. » Mais les Bénédictins allemands avaient la mine renfrognée des capucins de baromètre qui indiquent le mauvais temps.

Enfin un petit intermède comique nous fut donné à l'hôtel, où la politesse et l'humanité françaises faisaient joliment ressortir leurs contraires germaniques. Parmi les voyageurs, rares à cette époque brûlante de l'année, il y avait un Allemand accompagné de sa femme : lui, entre les deux âges, rasé comme un Américain : elle très brune, jeune et belle. Par égard pour cette jeune femme et aussi pour cet homme qui paraissait bien élevé, nous nous abstenions, lorsqu'ils étaient là, de commenter les premières dépêches qui nous étaient favorables. Pendant les deux ou trois jours qu'ils restèrent à l'hôtel, ils n'entendirent pas un mot dont pût se froisser leur amour-propre national. M. Boher tenait à épargner ses hôtes ; et, plus d'une fois, il attendit leur sortie pour inscrire sur son tableau noir des nouvelles qui les eussent désobligés. Le matin de leur départ, ils demandèrent leur note, et pendant que le caissier la faisait, le mari, s'adressant à M. Boher, lui dit : « Rien de neuf, ce matin ? » — « Non, Monsieur. » — « Bon, bon ! Nous sommes tranquilles. Notre armée va vous envahir. Nous avons décidé de ne livrer de

sérieuses batailles qu'au centre de la France. Nous prendrons Paris. Nous vous écraserons. Il vous est impossible de nous résister. Alors seulement nous nous tournerons contre l'Angleterre. Vous comprenez que sa flotte de carton ne nous fait pas peur. Je suis diplomate. Je sais à quoi m'en tenir. » M. Boher ne répondait rien; mais il avait jeté un coup d'œil significatif à son caissier. Et la jeune dame souriait; et le mari se rengorgeait et continuait de nous pourfendre de droite à gauche et de haut en bas. Le caissier, lui, allongeait la note. La vue de cette note interrompit brusquement l'éloquence prophétique du monsieur, et la dame ne sourit plus. « Vous me dites que vous êtes diplomate, reprit alors M. Boher : on ne s'en douterait pas. Mais je suis sûr que vous n'entrerez pas si facilement en France et qu'en tout cas, lorsque vous en sortirez, vous aurez la note à payer. » Ils payèrent celle qu'on leur tendait et disparurent sans ajouter un mot, par économie.

Les Anglais, du premier moment, furent pour nous, et il ne leur vint pas à l'esprit que l'Angleterre pourrait garder la neutralité. Très menacés par l'envahissement du commerce germanique, ils avaient senti leur erreur de 1870 et qu'un nouveau triomphe de l'Allemagne serait pour eux le commencement du déclin. Leur sentiment s'exprimait sous une forme catégorique, que je retrouvai textuellement dans le *Seoul Press* : « Nous ne vous laisserons pas écraser. »

Les Américains se réservaient. L'un d'eux, à qui le consul de Belgique demandait de quel côté se rangerait l'opinion des États-Unis, répondit en haussant les épaules : « Oh! vous nous connaissez : nous penserons ce que pensera l'Angleterre. » Je crois que c'est assez vrai de l'Est Américain, beaucoup moins de l'Ouest. Les missions américaines, qui se recrutent surtout dans le *far west*, avaient été jusqu'ici trop germanophiles, pour que nous pussions compter, du premier coup, sur leur sympathie.

Restaient la population japonaise et la foule coréenne. Les deux premiers jours, les Japonais ne manifestèrent rien. Mais, lorsqu'on sut qu'un croiseur allemand avait arrêté deux de leurs bateaux de commerce, la presse commença à montrer les dents; et l'Allemagne fit alors, dans la personne d'un de ses plus obscurs sujets, une démarche qui accusa la platitude obséquieuse que ses commerçans trouvent moyen de concilier avec leur arrogance. Un certain Bolljahn, ancien professeur d'allemand,

homme à tout faire du consulat, courut aux bureaux de rédaction des journaux japonais, et, chapeau bas, les pria d'excuser l'erreur qu'avait commise le croiseur du Kaiser. « Ce n'était certainement qu'une erreur, un simple petit malentendu. » Les Japonais s'amusèrent gravement des excuses de ce gros gars qui leur était dépêché par le consul; ils en prirent acte et en informèrent leurs lecteurs. Et tout à coup, à la nouvelle que nous avions coulé le *Panther* (?) ce fut une explosion de sympathies françaises qu'aucun symptôme n'avait permis de prévoir. L'ultimatum de leur alliée l'Angleterre à l'Empereur d'Allemagne ne fit que donner à ces sympathies une sorte de consécration politique. Dans les magasins, dans les tramways, dans les rues, dans les bureaux de poste, nous étions abordés par des gens qui nous souhaitaient la victoire. Le directeur du Sontag Hôtel, qu'atteignait la mobilisation, recevait deux beaux sabres de samuraï et des lettres où on lui disait : « Frappez fort! » L'ascendant de l'Allemagne était donc à la merci du premier coup de canon! Je compris, mieux encore que je ne l'avais fait, tous les bénéfices que nous retirerions de la guerre, si nous étions vainqueurs... J'aurai bientôt l'occasion de revenir sur cette volte-face qui n'était étonnante que par sa soudaineté populaire.

Quant aux Coréens, les bruits de guerre les avaient un instant tirés de leur apathie. Mais, du moment que ce n'étaient point les Russes qui marchaient contre les Japonais, ils s'y replongèrent.

*
* *

Il y a, à Séoul, dans le même quartier que le Sontag Hôtel, et tout près du Palais de l'ancien Empereur, un petit club européen, où l'on pénètre après avoir traversé deux cours aux portes coréennes. La Résidence générale y envoyait, vers onze heures du matin et vers six heures du soir, la traduction anglaise des dépêches de la guerre. On les affichait dans la salle du Bar; et, deux fois par jour, la plupart des Européens s'y réunissaient. Ces dépêches étaient parvenues au Japon en anglais; là, on les avait traduites en japonais, et, transmises en japonais, elles étaient, à leur arrivée à Séoul, retraduites en anglais. Nous nous mettions à plusieurs, le nez sur la carte, pour tâcher d'identifier, à travers cette succession d'avatars fantastiques, les noms propres étrangers que la langue et l'écriture japonaises

sont souvent incapables de rendre. Ce n'était pas notre seul ennui. D'où venaient ces dépêches et quel crédit pouvions-nous leur accorder? Dans ce pays perdu, nous étions des proies toutes désignées pour les lanceurs de faux renseignemens intéressés et pour les mystificateurs. Je remarquai que, si les bonnes nouvelles étaient volontiers accueillies, l'effet en était peut-être moins sûr que celui des mauvaises, et que les unes et les autres empruntaient de leurs effets mêmes une force de persuasion qui renversait les lois les plus élémentaires de la logique.

Le 6 août, il nous fut annoncé que les Anglais venaient de livrer une grande bataille navale, où ils avaient coulé sept cuirassés allemands et n'en avaient perdu que deux. A l'hôtel, Français et Anglais burent le champagne en l'honneur de cette première victoire. Mais, deux jours plus tard, un télégramme, dont on me dit, dans la suite, qu'il avait été fabriqué à Shanghaï par de mauvais plaisans allemands, nous informait qu'un combat naval avait eu lieu où, sur dix gros vaisseaux de guerre, les Anglais en avaient eu quatre coulés et six gravement endommagés. Sa victoire n'avait coûté à la flotte allemande que quatre torpilleurs. Et le télégramme ajoutait que Londres et Paris étaient dans la consternation. Nous fûmes atterrés. Quelques-uns de nous pourtant émirent un doute sur la véracité du télégramme. Mais, à ce moment, le gros consul allemand qui, depuis trois jours, ne mettait pas le pied au Club, et dont la présence, ce matin-là, y était d'autant plus choquante qu'on devait y offrir le coup de l'étrier aux membres français appelés sous les drapeaux, entra dans la salle du Bar, de son pas d'invasion, flanqué de son Bolljahn. L'apparition de ce personnage, qui fit que tout le monde se plongea dans la lecture des vieux journaux, entraîna la conviction du désastre. Et ce fut une ombre qui pesa lourdement, ce jour-là, sur la joie que nous donnait la magnifique résistance des Belges.

Dès le 8 août, on nous annonça la mort du vieil empereur d'Autriche, au milieu de cet embrasement de l'Europe qui s'était allumé aux flambeaux de son agonie. Mais il mourut plusieurs fois. Il mourut lorsque nous étions à Hong-Kong; il mourut lorsque nous étions à Singapore; il mourut lorsque nous étions à Port-Saïd. Quand les nouvelles chômaient, les journalistes l'enterraient. Et personne n'avait le temps de s'arrêter à cette tragique figure.

*
* *

Les derniers soirs de mon séjour à Séoul, nous nous rendions à la gare, au passage de l'express de Moukden. Des compatriotes, des amis, refoulés de Mandchourie par la guerre, revenaient en toute hâte au Japon et nous télégraphiaient pour avoir des nouvelles, et pour échanger, pendant les quinze minutes d'arrêt, quelques paroles françaises. Les Allemands devaient en faire autant, car nous y rencontrions d'ordinaire le consul d'Allemagne.

Les trains japonais arrivent et repartent avec une ponctualité surprenante. Les voyageurs sautaient sur le quai et formaient rapidement deux groupes. Les Autrichiens, les Allemands, des Américains se pressaient autour du Teuton; les Français et quelques Anglais autour de nous. De vagues Levantins couraient de l'un à l'autre. Comme l'express qui monte à Moukden part un quart d'heure environ après celui qui en descend, il y avait aussi des Russes à qui leur consul et leur pope venaient serrer la main. Les Japonais se portaient en grand nombre à ce spectacle où leur humeur guerrière flairait une odeur lointaine des champs de bataille. Les trains disparus, nous sortions de la gare. La foule des hommes vêtus de blanc, plus blancs encore sous la lumière électrique, et des femmes au kimono sombre, mais à la ceinture diaprée, s'écartait devant nous et nous suivait du regard. Le consul russe et le pope, que nous avions salués, s'en allaient les premiers. Derrière eux, le consul d'Allemagne s'avançait pesamment, escorté de son Bolljahn, qui se dépensait en gesticulations et semblait lui faire avec ses bras un moulinet protecteur. Nous fermions la marche. Et nous rentrions dans la ville aux lourdes portes chinoises, si fantasques le soir. Le silence s'étendait sur la grande avenue qui mène au palais en ruines, où la Reine fut assassinée. Mais l'intérêt de tout cet exotisme s'était éteint pour nous comme un feu de bengale dans une tempête.

Puis ce fut le départ des premiers réservistes, la foule japonaise encore plus nombreuse, et des *Banzai!* mariés aux cris de *Vive la France!* On les envoyait à Simonoseki où *L'Amazone* les attendait. La mobilisation s'était faite sans peine. Ceux mêmes qu'elle lésait douloureusement n'avaient point hésité.

Je connus des situations émouvantes : un veuf obligé d'abandonner ses quatre petits enfans; d'autres, où le résultat de quinze ou vingt ans d'efforts était non seulement compromis, mais ruiné d'un coup. Aucune récrimination ne s'éleva. L'empressement alla même trop loin, puisque des Missionnaires de la Corée s'embarquèrent qui, trois semaines plus tard, à Hong-Kong, furent reconnus impropres au service par le médecin compétent du *Dupleix*.

Peut-être y aurait-il quelque tempérament à introduire dans un système dont la rigueur est indispensable en France, mais qui, sans dommage pour le pays, pourrait être plus flexible, lorsque ceux qu'il touche atteignent ou dépassent la quarantaine, représentent des intérêts français, et sont éloignés de la mère patrie par cinquante jours de traversée. Je crois aussi, puisque j'effleure cette question, qu'il serait bon de tenir compte, dans le choix des destinations, de l'esprit du peuple où résident nos nationaux. Il importait peu qu'on envoyât nos Missionnaires du Japon et de la Corée en Chine, en Indo-Chine ou en France. Non seulement les Japonais, bien qu'ils n'enrôlent pas leurs bonzes, comprennent cette nécessité patriotique; mais on peut assurer que le départ de nos prêtres pour l'armée a rehaussé leur prestige aux yeux de cette nation militaire. Les chrétiens japonais ont été fiers que leur « Père » courût à la défense de son pays; et les autres n'en ont conçu que plus de respect envers la France. L'effet n'a pas été le même en Chine, lorsque nos Missionnaires se sont dirigés sur Tien Tsin : les Chinois ne font aucun cas du guerrier et n'aiment point à voir chez eux de soldats européens...

Les réservistes allemands étaient tous, les uns après les autres, enfournés dans la gueule de Tsing-Tao. On annonçait que les Japonais se proposaient d'intervenir, que leurs arsenaux travaillaient jour et nuit et que cette forte position, où l'Allemagne avait dépensé des sommes considérables et avait déjà réalisé un symbole de sa puissance, tomberait bientôt entre leurs mains. Les malheureux y allaient sans ardeur, comme s'ils avaient entendu ce que disait, à ce moment-là, aux gens de Shanghaï, un des leurs qui en revenait : « On peut faire un signe de croix sur tous ceux qui y sont : notre Kaiser les a indignement sacrifiés. »

*
* *

Mais où les aurait-on envoyés? Tous les chemins leur étaient coupés. Pour moi, j'étais bien décidé à continuer mon voyage par le Transsibérien, où ma place, depuis longtemps, était arrêtée pour le 12 août, à Kharbine. Mais les fausses nouvelles d'une invasion de la Finlande par trois cent mille Allemands et d'une entrée en campagne de la Turquie me fermaient la route d'Odessa et celle de la Suède. Je pris brusquement le parti de regagner le Japon où je savais qu'un paquebot japonais, à destination de Marseille, lèverait l'ancre vers la mi-août.

Il y a une journée de chemin de fer de Séoul à Fusan, une nuit de bateau de Fusan à Simonoseki et, par le train, une trentaine d'heures de Simonoseki à Tôkyô. Ce voyage et celui qu'une semaine plus tard je refis de Tôkyô à Simonoseki m'ont laissé une extraordinaire impression. J'étais toujours aussi loin de la France; j'en étais même plus loin en revenant de Séoul au Japon, et pourtant il me semblait que la terrible agitation qui devait régner chez nous s'était communiquée à tout ce qui m'entourait, que j'étais ballotté sur les remous de la guerre et enveloppé de la même atmosphère ardente. Mes compagnons, les incidens du voyage, l'état des esprits, les préparatifs du Japon, et même les désordres de la nature, tout m'entretenait dans l'illusion que je m'étais rapproché de la seule vie qui, en ce moment, me paraissait enviable.

J'avais quitté Séoul en compagnie des Missionnaires réservistes. A peine le train s'était-il ébranlé que les prêtres disparurent : il ne resta plus que des troupiers. Ils entonnèrent les chansons qu'ils avaient chantées jadis aux étapes des grandes manœuvres. Ces airs allègres des casernes de France changeaient pour nous jusqu'à la physionomie du pays qui défilait sous nos regards. Les aspects de la terre se dénationalisent si facilement! Des montagnes qui se soulevaient à l'horizon nous faisions les Vosges. Les misérables paillotes aux murs de guingois pétillaient au soleil comme les toits de nos hameaux. Les rizières immobiles jaunissaient comme nos moissons. Mais le passage du train ne faisait lever ici que des têtes de paysans aux longs cheveux, dont la peau a les tons jaunes de la glèbe qu'ils travaillent.

A Taïku, la seule grande ville par où l'on passe et qui forme le second diocèse de la Corée, de nouveaux Missionnaires nous rejoignirent avec leur Évêque, Mgr Demange, un des plus jeunes évêques de la chrétienté, mobilisé lui aussi. Simple soldat, il voyageait en troisième classe. Les Japonais et les Coréens, dont le wagon était rempli, regardaient silencieusement ce bonze étranger qui différait des autres bonzes étrangers par le ruban violet de son chapeau, sa ceinture violette, sa chaîne d'or et sa grosse bague. Leur sens de la hiérarchie ne comprenait pas très bien sa présence parmi eux.

Une nouvelle sensationnelle nous attendait à Fusan. Toute la semaine les ultimatums s'étaient succédé : ultimatum à la Russie, à la France, à la Belgique, à l'Italie (?). Ultimatum de l'Angleterre. Ultimatum de la Turquie (?). Ultimatum de la Roumanie (?). Le buste bien connu de Guillaume nous apparaissait au centre d'un feu d'artifice incendiaire d'ultimatum, et toute conversation entre États ne semblait plus pouvoir s'engager que par la voie de l'ultimatum. Nous ne fûmes donc pas surpris outre mesure lorsqu'on nous dit que le gouvernement de Washington avait envoyé au gouvernement de Tôkyô un ultimatum pour lui défendre d'entrer dans le conflit. C'était le télégramme du jour, et il annonçait que le Ministère et les conseillers de l'Empereur étaient en train de délibérer. J'ignore d'où avait été lancée cette information que je n'ai point retrouvée le lendemain dans les journaux du Japon et qui visait surtout à impressionner les Coréens et à ranimer chez eux l'idée que les États-Unis entendaient modérer ou refréner les ambitions japonaises. Elle sortait sans doute de la fabrique de Shanghaï ou des Philippines. Cependant il est probable que les rapports se tendirent un peu entre Tôkyô et Washington. La presse japonaise en eut vent; et elle se demanda si décidément les États-Unis considéraient le Pacifique comme un lac américain. Puis elle enregistra des démentis officiels.

Nous nous éloignions de Fusan. La nuit était sombre et la mer très douce. Sur le pont obscur du paquebot, les réservistes de Taïku s'étaient installés pour dîner, au milieu des treuils et des cordages. Les pipes et les cigares s'allumaient difficilement, car il soufflait une brise délicieuse. « Je vous invite tous, dit l'Évêque, à venir goûter, d'ici quelques mois, le petit vin du pays dans mon village d'Alsace! » « Accepté! » répondaient des voix

joyeuses. Quelqu'un dit : « Sûrement *ils* sont moins gais que nous! » Je pensai : « O les braves gens de France qui garderont leur gaieté jusque sous la mitraille! » Vers dix heures, l'Évêque descendit à l'entrepont où il essaya de dormir parmi les pauvres Japonais qui, déçus dans leur espoir de faire fortune en Corée, retournaient au Japon. Les autres missionnaires cherchèrent sur le pont une place où s'étendre. L'un d'eux, l'économe, enveloppa ce qui restait du pain dans un linge, puis dans une couverture, et s'en servit comme d'oreiller. Je dirais qu'ils se préparaient à la vie des camps, si leur dure existence de missionnaires coréens ne les y avait, depuis beau temps, entraînés.

*
* *

A Simonoseki, je leur fis mes adieux, et je me dirigeai vers la gare. Les trains étaient bondés. Ils le sont toujours au Japon. L'après-midi, les contrôleurs passèrent dans les wagons et lurent à haute voix un télégramme que mon voisin eut l'obligeance de me traduire : « L'armée navale japonaise est prête à commencer un mouvement. »

La chaleur était lourde. Les yeux se fermaient. La douceur mystérieuse des paupières baissées sur ces yeux obliques baignait tous les visages jaunis d'une ombre de ressemblance avec ceux des Bouddha. Je remarquais les soins délicats des parens, et souvent des pères, pour leurs petits enfans. Nous en avions plusieurs, tous très sages. Celui qui était en face de moi dormait recroquevillé sur la banquette : et, la nuit, chaque fois que je sortis de ma somnolence, je vis son père qui l'éventait et qui, de temps en temps, sans le réveiller, lui épongeait les tempes. Ainsi furent choyés, caressés, préservés et rafraîchis pendant les chaudes nuits de la canicule, les petits êtres qui devaient être un jour les soldats de Port-Arthur et qu'un auteur japonais a nommés des *boulets humains*.

Le lendemain matin, à Shizuoka, on vendait des journaux anglais sur le quai de la gare. Le premier que j'ouvris me donna un éblouissement : nous étions entrés à Mulhouse aux acclamations des habitans. Je pensais bien que ce n'était pas une victoire définitive. Mais l'idée que nos régimens foulaient la terre alsacienne, que les filles d'Alsace s'étaient pressées, pour les voir, aux portes et aux fenêtres de leurs villages, — dont le souve-

nir hospitalier m'était resté tout imprégné des couleurs les plus tendres et des parfums les plus savoureux de l'automne, — cette idée me pénétrait d'une joie si vive qu'il ne me souvient pas d'en avoir éprouvé de plus vive. Les émotions individuelles n'atteignent jamais l'intensité de ces grandes émotions collectives, qui accroissent le sentiment de notre personnalité en même temps qu'elles le purifient de toutes ses mesquineries égoïstes. Mon visage dut trahir une allégresse que d'ailleurs je ne songeais point à dissimuler, car mon voisin japonais me pria de lui communiquer mon journal, et, l'ayant lu, me dit : « Je vous félicite : nous serons tous heureux que vous repreniez l'Alsace-Lorraine. Vous êtes un grand peuple. Les grands peuples n'oublient jamais. »

Il est possible que cette entrée en Alsace ait été une médiocre opération militaire. J'ai entendu, au cours de mon voyage, des officiers anglais la blâmer. Mais les événemens ont souvent une importance symbolique très disproportionnée à leur importance réelle. Rappelons-nous la prise de la Bastille ! J'y pensais devant l'effet que cette nouvelle produisit sur les Japonais. De tous les étrangers, ils furent ceux dont le sentiment s'accorda le plus intimement avec le nôtre. Elle frappait leur imagination comme une première scène qui éclaire tout le sens de la pièce. Le temps que nous avions mis à laver l'injure de 70 attachait au drame qui commençait l'intérêt pathétique des vengeances longuement couvées. Ce peuple, qui ne s'est jamais lassé d'admirer ses *Quarante-Sept Ronins*, retrouvait inconsciemment dans le spectacle que nous lui offrions les traits les plus excitans de leur histoire. Pendant des années, la France, elle aussi, s'était tue. Comme le chef de la bande héroïque, qui endormait la vigilance de l'ennemi au bruit de ses débauches, elle avait laissé se propager dans le monde sa réputation de nation divisée, appauvrie par ses excès, enivrée d'oubli. Et soudain, au moment où ses amis découragés secouaient la tête, elle se redressait et prenait à la gorge, sur le lieu de l'ancienne insulte, l'ennemi qui l'avait tant fait souffrir. Ce fut, autant que j'en pus juger, sous ces couleurs romanesques, que notre premier succès s'imposa à la sensibilité populaire.

Les petites gens que je connaissais, les kurumaya même qui me conduisirent à l'Ambassade, avaient appris les mots d'*Alsace Lorraine*. Tous les yeux m'adressaient des regards de fête.

Le long des rues, les crieurs de journaux, qui portent à leur ceinture un trousseau de sonnettes, vendaient en courant des *gokwai*, ces supplémens sur papier de chandelle où les dernières nouvelles sont imprimées à la hâte. Ils se succédaient à si peu d'intervalle que le gouvernement en modéra bientôt la vente pour calmer l'excitation du public.

J'arrivai à notre Ambassade. Je l'avais revue, quelques mois plus tôt, avec la tristesse qui m'attendait dans tous les endroits où l'on pouvait constater la diminution de la France. Elle avait tant vieilli, cette vieille Légation, qui n'avait pour elle que son beau jardin japonais et son emplacement devant une des douves du Palais Impérial! Ses murs de bois dégradés criaient misère. Depuis plus de deux ans, le gouvernement japonais nous avait aimablement cédé un grand terrain dans une des parties les plus animées de la ville. Mais notre Sénat avait refusé les crédits, peut-être excessifs, qu'on lui avait demandés; et les Japonais ne s'étonnaient même plus de cette piteuse installation qui correspondait dans leur esprit à l'état actuel de l'influence française. Cependant, ce mardi 11 août, elle me parut la plus belle des Ambassades. J'entendrai toujours un des premiers mots qui m'y accueillirent : « Nous n'avons plus des âmes de vaincus! » Ceux qui ont vécu à l'étranger comprendront mieux encore que les autres ce qu'un pareil mot révèle d'humiliations accumulées, de mouvemens de colère impuissans, de blessures silencieusement et impatiemment subies.

L'ambassade avait perdu une bonne moitié de son personnel. Dès le 5 août, son attaché militaire, le lieutenant-colonel Lerond, ses secrétaires M. Maugras et M. Bonmarchand, le capitaine Vorus, s'étaient embarqués à Yokohama pour l'Amérique. Les Japonais leur avaient fait une ovation. Le paquebot avait arboré le pavillon français; et les attachés militaires allemand et autrichien, qui prenaient la même route, s'étaient cachés dans leur cabine.

L'ambassadeur, M. Regnault, n'était que depuis quelques mois au Japon. Mais les Français n'oublieront jamais ce qu'il avait déjà entrepris contre la prépondérance germanique; et l'histoire dira un jour de quelle heureuse initiative il pesa sur la décision du gouvernement japonais. Revenu de sa villégiature, il avait groupé autour de lui les derniers membres de son Ambassade, l'attaché naval, M. Brylenski, le secrétaire inter-

prète, M. Bourgois, le chancelier, M. Gallois. Ce petit centre, courbé sur les câblogrammes, frémissant d'allégresse et d'espoir, était merveilleusement chargé d'électricité française. L'ambassade recevait des visites du matin au soir. Les officiers de l'État-major apportaient à l'ambassadeur leurs félicitations et leurs vœux. Chaque courrier lui remettait des paquets de lettres d'inconnus enthousiastes. Et dans presque toutes ces lettres revenait le mot ou l'idée de vengeance.

La presse fulminait contre les Allemands. Des journaux qui, quelques mois auparavant, sur l'instigation de l'ambassade allemande, avaient naïvement proposé que le Prix Nobel de la paix fût décerné au Kaiser, le caricaturaient aujourd'hui avec des yeux d'halluciné et des moustaches furieuses. Les assassinats d'Alsace, la Belgique massacrée, soulevaient une indignation unanime. Le professeur de droit international, le Dr Nirakawa, écrivait dans un des journaux les plus écoutés : « En ce moment, par sa conduite envers la France et la Belgique, l'Allemagne viole les principes des lois internationales et prouve qu'elle est l'ennemie de l'humanité. Le Japon n'a même pas besoin pour agir d'invoquer le prétexte de l'Alliance Anglaise. Celui qui a violé les lois du monde est l'ennemi du monde. Le Japon doit aider la Russie, la France et l'Angleterre à punir leur vieille ennemie. Il n'a pas de devoir plus urgent. » Ce fut à peine si quelques voix s'élevèrent, non pour justifier l'Allemagne, mais pour affirmer leur admiration de la science allemande. Ces quelques Japonais n'avaient pas tort, puisque, depuis vingt ans, leurs Écoles, leurs Universités, leur Armée, leur Gouvernement, tout les avait encouragés à prendre au sérieux le bluff de la science exclusivement allemande. Mais les autres ne s'embarrassaient point de ces considérations métaphysiques et savaient parfaitement qu'ils ne se contredisaient pas en marchant contre l'Allemagne.

Le Japon avait, lui aussi, à se venger. « N'oublions pas, s'écriait le même M. Nirakawa, l'inqualifiable intervention des Allemands en 1895 ! » Il pouvait être tranquille : aucun de ses compatriotes n'avait oublié que l'Allemagne, la Russie et la France avaient forcé le Japon, vainqueur de la Chine, à lâcher sa prise. Il s'était vengé de la Russie ; il allait se venger de l'Allemagne. Quant à la France, elle avait une excuse à ses yeux : il avait compris qu'en suivant son alliée, la Russie, elle

n'avait fait qu'obéir à cette sorte d'obligation morale que les Japonais appellent le *giri* et dont le respect est très fort chez eux; enfin il sait que l'amiral français s'opposa nettement à ses deux collègues allemand et russe, qui voulaient bombarder la flotte japonaise. Au souvenir toujours cuisant de la violence qui lui avait été faite s'ajoutait celui du fameux barbouillage où le Kaiser avait essayé de peindre un Saint Georges prussien tombant, la lance en arrêt, sur le Péril Jaune incarné dans un dragon. Ce tableau avait été trouvé d'aussi mauvais goût par les Japonais que par tous les peintres, même allemands. Il offensait également l'esthétique et la diplomatie. Quinze ans après, le dragon, allongeant sa tête du côté de Tsing-Tao, brûlait d'y répondre.

Durant ces quinze années, les Japonais, — qui manquent parfois de sens critique, mais qui n'en manquent pas plus que beaucoup d'Européens, et dont la force de résistance à toute influence susceptible de les déjaponiser leur permet d'en manquer, — s'imaginèrent qu'ils retireraient de la culture allemande des bienfaits inappréciables. Ils se mirent à l'école des Allemands. Du reste, l'idéal en quelque sorte messianique qu'ils se proposent étant d'élaborer une civilisation où l'âme orientale et l'âme occidentale harmonieusement fondues donneraient le ton à l'univers, il leur était indispensable d'assimiler les vertus germaniques. Je montrerai un jour que cet essai d'assimilation ne fit que jeter dans leur esprit un brouillard heureusement passager. Les méthodes allemandes ne sont point vraiment éducatrices. Elles ne favorisent que la médiocrité. Mais leurs intellectuels avaient beau les adopter : aucune reconnaissance ne les liait à un pays qui ramène tout, et même la science, au point de vue commercial et industriel.

Ils en étaient avertis; et, s'ils ne l'avaient été, un récent scandale, que leur politique de clans avait démesurément amplifié, leur eût ouvert les yeux sur les dangers que l'on court à trop fréquenter les Allemands. Ce n'est pas le moment de raconter cette histoire retentissante. Je n'en veux retenir qu'un trait. La maison Siemens-Shuckert, qui fournissait à la marine japonaise des appareils électriques, fut convaincue d'avoir versé à de hauts personnages des pots-de-vin considérables. D'autres maisons européennes (pas françaises) avaient suivi son exemple. Mais ce qui aggravait le cas de la maison

allemande, ce n'était pas seulement que son consul de Yokohama eût trempé dans ces sales affaires, ce fut surtout une lettre d'un de ses principaux chefs où se lisaient des phrases comme celles-ci : « De récentes commandes montrent que nos amis du ministère travaillent consciencieusement. Si le capitaine X continue de nous ennuyer, on exigera son déplacement. Nos amis s'occuperont de faire déplacer ceux qui ne nous sont pas favorables. » Dans cette grossière mainmise sur les rouages intérieurs d'un pays étranger, dans cette espèce d'impérialisme attentatoire et brutal, vous reconnaissez la marque allemande. Rien ne pouvait inquiéter ni atteindre plus profondément la légitime susceptibilité du peuple japonais. Mais il ne parut pas y attacher trop d'importance. Aucune campagne anti-allemande ne se dessina dans la presse. L'ambassadeur, le comte Rex, qui offrait des dîners de cent couverts aux directeurs des journaux et aux officiers japonais revenus d'Allemagne, attribua sans doute cette réserve à la crainte respectueuse dont son pays avait frappé les Asiatiques. Il ne connaissait pas les Japonais. Il ignorait que leurs ressentimens s'enveloppent de silence. L'Allemagne ne peut s'en prendre qu'à elle-même de leur zèle à se tourner contre elle. L'Angleterre et la France y ont moins travaillé que sa politique agressive, l'intempérance de son Kaiser, l'esprit corrupteur de son industrie, et, chez une nation dont les sociologues et les philosophes se flattent d'avoir créé la psychologie ethnique, une extraordinaire incompréhension des âmes étrangères jointe, du reste, à un sens pratique très roué de leurs besoins matériels et commerciaux.

« Ils sont nos maîtres en fait de commerce ! » disaient les Japonais. C'était vrai. Le développement commercial de l'Allemagne en Extrême-Orient, pour qui du moins n'en considérait que la façade, tenait du prodige. Je crois cependant qu'il en était beaucoup de leur commerce comme, sur les quelques points où j'ai pu l'étudier, de leur science : l'un et l'autre se soutenaient par un labeur opiniâtre, mais ne résistaient que par l'immense crédit qu'on leur faisait et que semblaient mériter leurs efforts. Toujours est-il que, de jour en jour, l'importance de ces maîtres grandissait en Chine. Ils avaient fait de Tsing-Tao comme un Hong-Kong prussien. Le Japon ne laisserait pas échapper l'occasion de les en évincer, quand une si noble cause la lui mettait dans la main. Avec lui, la civilisation la plus

haute de l'Orient allait, pour la première fois, aider de ses armes la plus haute civilisation occidentale. Il n'est pas souvent donné à un peuple d'accorder ainsi son intérêt particulier et celui du monde. Nous attendions avec confiance son branle-bas de guerre. L'Empereur se disposait à redescendre des hauteurs de Nikko afin de consulter les mânes de ses Ancêtres. On pressentait le résultat de cette consultation.

*
* *

A Yokohama, les derniers réservistes étaient mobilisés. M. Regnault m'offrait de m'embarquer sur l'*Amazone;* mais il ne savait quand elle partirait. L'insécurité des mers pouvait encore la retenir une semaine ou deux. Je me décidai pour un paquebot japonais, le *Katori Maru*, qui venait de quitter Yokohama, et que j'avais tout le temps de rattraper à ses escales de Kobé ou de Nagasaki; et j'arrêtai la dernière place vacante.

Était-ce l'imminence de la déclaration de guerre du Japon? Des centaines d'Américains et d'Allemands gagnaient précipitamment Shanghaï. On eût dit qu'il y avait de la panique dans l'air. Il y eut au moins un peu d'affolement quand, la veille du jour où les réservistes devaient prendre le train et ceux qui étaient dans mon cas rejoindre le *Katori Maru*, un typhon s'abattit sur la côte et rompit en plusieurs endroits la grande voie directe de Tôkyô à Kobé. Il fallait quelques jours pour la réparer. Une seule ligne restait ouverte, celle qui monte jusqu'à Nagano sur la côte occidentale et redescend par Nagoya, une des lignes les plus pittoresques du Japon, mais terriblement longue.

Au consulat français, on se remuait comme on ne l'avait jamais fait depuis l'ouverture du pays. Le consul, obligé d'envoyer de nouveaux avis aux mobilisés, les achevait dans le bruit des conversations qui se croisaient par-dessus sa tête. On entendait : « Je vous dis qu'il vaut mieux partir par Tôkyô à onze heures du soir. — Les Belges ont certainement posé des mines. — Les Américains affirment que les Japonais ont demandé à l'Angleterre un million cinq cent mille livres sterling pour marcher. — Comment voulez-vous que le Père Z aille au feu? Il est trop gros. — C'est absurde : quelles que soient les conditions de l'Angleterre, le Japon marchera. — On passera le Rhin. — Courez à la gare! »

Tout à coup, les conversations cessèrent. Une petite dame,

coiffée d'une toque à plume, s'avançait sous ce grand tapage. Elle paraissait bouleversée : Monsieur le consul, dit-elle, je veux à tout prix retourner à Shanghaï : que dois-je faire? » Elle était depuis trois jours au Japon; mais elle voulait retourner immédiatement à Shanghaï, où elle craignait pour son mari. « Que craignez-vous ? » lui demanda le consul. Elle ne savait pas ce qu'elle craignait; et nous ne sûmes jamais ni ce qu'elle était venue faire à Yokohama, ni pourquoi elle tenait tant à partir, à moins que ce ne fût parce qu'elle voyait tous ces départs autour d'elle. « Attendez le prochain paquebot, » lui dit-on. Elle répondit, les lèvres tremblantes : « Le prochain paquebot... dans cinq jours! » — « Alors, Madame, répliqua l'un de nous, prenez la route de Nagano. » — « Non, pas ça! s'écria le Consul. Une petite femme comme vous! C'est un voyage trop dur, un voyage où il faut porter ses bagages soi-même! » L'épouvante agrandit ses yeux : « Oh! je ne puis pas... J'ai trois malles et deux boîtes à chapeau. » Et elle s'en alla discrètement comme elle était entrée. Pourquoi ai-je retenu cet incident? Je revois encore cette pauvre petite dame très bien qui ressemblait à un oiseau effaré au milieu de ces rumeurs de guerre, que traversaient les derniers coups de vent du typhon.

*
* *

Ma dernière journée à Tôkyô fut morne. J'avais passé une partie de la nuit à lire un paquet de journaux français, dont le dernier datait du 15 juillet. Essayez de relire ces journaux d'avant la guerre : l'impression qui s'en dégage vaut celle des plus éloquentes prédications. C'est un jet de lumière effrayante sur notre superbe et misérable aveuglement. Une fourmilière ne serait pas plus pitoyable, qui croirait mener le monde quand un pied est levé sur elle. On n'avait aucune appréhension, aucun pressentiment. Les affaires d'Autriche commençaient à perdre de leur actualité. Cependant, çà et là, on parlait encore avec une sympathie émue du peuple autrichien et de sa vieille monarchie. Un journal publiait la photographie des membres de l'ambassade allemande et inscrivait sous le nom de l'Ambassadeur : *sincère ami de la culture française*. Les radicaux continuaient cette campagne contre la loi de trois ans qui déconcertait tous les étrangers. Un de leurs organes demandait que la France usât mieux de sa richesse,

« que le gouvernement, que les grands établissemens de crédit prissent des initiatives, qu'on fît à bref délai des appels à l'épargne, non pour des dépenses militaires et improductives, mais pour des œuvres rémunératrices. » Un autre raillait ceux qui voyaient toujours à l'Est l'ennemi héréditaire : « La guerre que vous redoutez ou que vous recherchez selon vos intérêts ou vos affinités est problématique, et, la sagesse des nations aidant, cette guerre n'aura sans doute jamais lieu, ne vous en déplaise...» Les derniers échos de la condamnation de Hansi se perdaient dans les bruyans préparatifs d'un procès scandaleux. Les fêtes de Guernesey avaient redoré le buste du poète de *L'Année Terrible*. Mais nul n'entendait le pas, qui se rapprochait d'heure en heure, d'une nouvelle Année Terrible.

Tôkyô avait été touché par le typhon. Sur le bord des canaux et des douves du Palais Impérial, des saules pendaient, sabrés, déchiquetés. Les tuiles jonchaient les routes bordées de masures. Les tramways passaient solitaires dans ces vastes terrains vagues qui séparent les grands villages dont la ville se compose. Il y avait peu de monde dehors. Je ne rencontrai d'autre groupe animé qu'une corporation d'ouvriers qui conduisaient l'un des leurs au cimetière : ils chantaient en riant une complainte criarde; et le vent agitait, dans les mains des porteurs bouddhistes, les fleurs de lotus métalliques et les bannières fleuries. Les sonnettes des crieurs de journaux carillonnaient dans les rues désertes. On était au 14 août. Après la fiévreuse attente des premiers jours et les nouvelles radieuses de la défaite allemande devant Liége et de notre entrée en Alsace, les télégrammes étaient devenus plus vagues : « Nos engagemens de cavalerie prouvaient notre supériorité... Une grande bataille allait se livrer...» Oh ! cette grande bataille toujours imminente, cette grande bataille qui commençait toujours, nous a-t-elle assez obsédés ! Pendant plus d'un mois, nous en avons traîné la hantise.

Dans l'après-midi, je me trouvai au Club européen avec un ami Français et un Anglais. Comme nous en sortions, on y apporta un supplément de journal; et, incapables de déchiffrer les caractères japonais, nous restions là devant ce papier chiffonné comme devant une serrure à secret qui garde peut-être un trésor. Le Club était vide. J'insistai pour qu'on appelât un garçon qui pût le traduire ou, du moins, le lire. Il en vint un, à demi somnolent. Il baragouina quelques mots d'anglais. Je ne

comprenais rien; mais mes compagnons eurent un haut-le-corps : « Que dites-vous? Répétez! » Et le garçon, perdu dans les noms géographiques, répéta d'une voix incolore : « La flotte autrichienne est entrée en Suisse. »

Lorsque j'arrivai, le soir, vers dix heures, à la petite gare d'où part le train de Nagano, je faillis avoir un accès de découragement. Deux mille personnes se pressaient sous son hangar. Mais ce fut là peut-être que je sentis le plus vivement la bonté du peuple japonais, dès qu'on intéresse son imagination. Il suffisait que je fusse un Français, et sans doute retournant en France, pour que cette foule silencieuse et compacte m'ouvrît un passage. Des gens s'empressèrent, me dénichèrent un petit coin dans un wagon déjà encombré, m'y installèrent moi et mes valises, dont j'avais presque honte au milieu de tous ces Japonais qui feraient le tour du monde avec ce qu'ils emportent au fond de leurs manches.

L'entassement était indescriptible. Ceux qui n'avaient pas trouvé de place s'asseyaient sur leurs talons. D'autres se coulaient à moitié sous les banquettes. Des jambes nues s'entrecroisaient dans un tel désordre que c'était à se demander comment leurs propriétaires les reconnaîtraient. Des femmes accroupies dormaient avec leur bébé sur leur dos. Et le voyage dura plus de vingt heures sans un cri, sans une plainte, sans autre bruit qu'un murmure d'admiration, quand les premiers rayons du soleil nous découvrirent, dans toute sa grâce sauvage, un paysage de vallées et de montagnes dont les forêts nous envoyèrent des bouffées de fraîcheur. Je me disais que bien des trains français avaient dû ou devaient encore ressembler à celui-ci; et cette pensée m'ôtait toute fatigue. Nous atteignîmes Nagoya à la nuit tombante. L'express de Nagasaki ne passait qu'à une heure du matin. Des rencontres imprévues de compatriotes, l'excitation qui était autour de nous et surtout en nous-mêmes, notre crainte de manquer le paquebot, le désarroi des employés, les trains assaillis donnaient à cette chaude nuit d'août un charme dont nous trompions, faute de mieux, notre douleur de n'être pas en France.

Le lendemain soir, en descendant à Simonoseki, nous entendîmes crier le texte de l'ultimatum que le Japon venait de lancer au Kaiser : nécessité pour le Japon de défendre les intérêts généraux en Extrême-Orient; injonction aux navires

allemands de quitter immédiatement les mers chinoises et japonaises, ou de se laisser désarmer; transfert, sans aucune compensation financière et sans condition, du territoire de Kia-Tcheou au gouvernement japonais qui le rendrait à la Chine. Le Kaiser pouvait prendre huit jours de réflexion. On lui donnait ses huit jours. Dans la façon dont cet ultimatum était tourné, dans ses expressions mêmes vibrait l'écho de l'ancienne injure. La riposte du Dragon au saint Georges de Berlin était d'une admirable ironie.

Le comte Rex allait plier bagages. Et les Pères du Verbe Divin allemands, et les Jésuites allemands, que feraient-ils? Je connais assez les Japonais pour être sûr qu'ils ne seront point inquiétés et que l'on continuera de les traiter avec une courtoisie parfaite. Mais iront-ils jusqu'au bout de la besogne qu'ils avaient entreprise et dont les Japonais ne se rendaient pas compte? J'aime nos Missionnaires. Partout où ils ont été, où ils sont, où je les ai vus, ils ont mis en valeur les plus belles qualités de notre race : l'intelligence et l'humanité. Mais les Allemands!... Je n'ai garde de leur reprocher leur amour de l'Allemagne. Je leur reproche la haine sourde dont ils poursuivent, sous le couvert de la religion, des œuvres françaises qui inspirent le respect aux indifférens et qui commandent la vénération aux âmes chrétiennes. Ce n'est pas le désir de propager la foi qui les a amenés au Japon. Ils n'y ont été conduits que pour arracher à nos Missions le fruit d'un demi-siècle de labeur. Leur seul but était d'étendre aux milieux catholiques la campagne de calomnies et de dénigrement, où s'employaient leurs collègues de la diplomatie, de la science et du commerce. Ces agens maquillés du pangermanisme manquaient de dignité. Traqués en Allemagne par la police impériale, comme les nôtres ne l'ont jamais été en France, même aux jours des plus déplorables iniquités, ce n'était point la Germanie pacifique et idéaliste qu'ils prônaient, — on leur eût pardonné d'y croire encore, — c'était le pouvoir de fer et d'or du Kaiser. Leur Kaiser! Il fallait voir comme ils en parlaient et comme ils parlaient d'ailleurs de tout ce qui est allemand! Ils ne disaient pas « la Science; » ils disaient : « la Science Allemande. » Ils ne disaient pas « la Civilisation; » ils disaient : « la Culture Allemande. » Leur Dieu était aussi « le Vieux Dieu Allemand. » La mort de l'Impératrice douairière du Japon avait mis tous les

fonctionnaires en deuil. Ils ne manquèrent pas l'occasion de faire leur cour au Pouvoir et ils achetèrent des flots de crêpe. Les Japonais eux-mêmes trouvèrent qu'ils en avaient trop acheté. Il leur en restera assez, je l'espère, pour porter le deuil de leurs ambitions.

***

Je refis, pendant la nuit et au jour levant, la route que j'avais suivie jadis, au mois de mai, de Moji à Nagasaki. Rien n'avait changé dans cette charmante nature montagneuse, où les bras de mer ont une apparence de beaux lacs endormis. Mais, sous le soleil d'août, la baie de Nagasaki, dont j'avais gardé une impression radieuse, n'était qu'un paysage à peine perceptible : une sorte de buée grise autour d'une mer pâle. La ville semble mourir. Toute son animation et toute celle du port s'étaient condensées le long des flancs du *Katori Maru* où des grappes suspendues de charbonniers et de charbonnières se passaient, en se les jetant, des paniers de charbon qu'ils vidaient dans les soutes. Le *Katori* faisait du charbon, comme s'il n'avait pas dû en refaire jusqu'à son retour. Enfin, nous allions donc partir ! Sur le pont, une émigrante japonaise disait à son petit garçon qui était en colère et qui voulait tout casser : « Allons, tais-toi, vilain Allemand ! » Mais je n'en souris même pas, car je venais de lire dans le *Nagasaki Press* que la nouvelle d'une défaite française était confirmée et que nous avions quitté Mulhouse.

ANDRÉ BELLESSORT.

(A suivre.)

COMME UNE TERRE SANS EAU...

PREMIÈRE PARTIE

I. — « SANS-MON-AUTO ».

« Ah! là, là, sans mon auto!... »

Les lèvres de Camille Joubert remuent à peine, mais les mots n'ont pas besoin d'être prononcés distinctement. Hélène les sait par cœur. Ils sont le refrain de chaque jour. D'ordinaire, elle n'y prend plus garde : aujourd'hui, un peu énervée, elle hausse les épaules :

— Oui, oui, tu l'as déjà dit.

— Quoi? demanda le jeune homme affalé sur les cousins.

A cette question saugrenue, sa voisine ne prend pas la peine de répondre. Elle connaît si bien cet état d'engourdissement général que présente son mari tout le long de leur existence monotone! Elle-même souvent ne montre pas beaucoup plus d'énergie. Il lui arrive de copier les gestes indolens de Camille, de jouir, comme lui, de l'agréable torpeur que procure, par un moite après-midi, l'élan bien réglé d'un auto qui roule, sans but, dans une allée forestière.

Cependant, cette fois, elle regarde son mari, secoue la tête, ébauche un sourire pincé, — pitié ou rancune, on ne saurait dire et elle-même ne se rend pas bien compte de ses sentimens... Camille a fermé les yeux. Non pas qu'il dorme. Mais c'est si fatigant de toujours regarder! Et quoi? je vous le demande : des arbres, des champs, parfois des maisons lorsqu'on cahote

sur du pavé, des gens poussiéreux qui passent. Mieux vaut, vraiment, clore les paupières et savourer les menues sensations du « sybaritisme à pétrole, » comme dit l'ami Patriesco, celles, par exemple, de humer un air bien à soi, de n'être pas forcé d'avoir une conversation, d'être à l'abri de tous les embêtemens de l'existence. Gustave est là qui a la charge de penser à tout... Gustave, c'est le chauffeur des jeunes Joubert.

Hélène est moins blasée. Elle regarde se dérouler le cinéma de verdure que le soleil, par moment, baigne dans son or limpide; elle aime faire de la vitesse lorsqu'on est « en palier, » et frissonne avec joie aux tournans brusques. Et puis elle a faim et, justement, voici la grille de Versailles. Il n'y a plus qu'à se laisser glisser. Une délicieuse avenue de tilleuls taillés et de grilles fleuries descend jusqu'au cœur de la ville. Et déjà elle aperçoit le hall du « palace » où ils vont goûter, tous trois, car Chien-Chien est de la partie : Chien-Chien dort, entre eux, gros comme un peloton de laine, noir, ébouriffé et qui, lui aussi, commence à avoir ses vertiges d'estomac et rêve de choux à la crème.

Il est cinq heures. Il y a des gâteaux sur les tables et de la musique. Le chocolat mousse et fume.

Grand, blond, flexible, un peu voûté, par nonchalance plutôt que par timidité, Camille s'avance le premier. Il porte un grand nez mince, une petite moustache taillée et un monocle. Il n'a pas d'arrogance. Tout lui est indifférent, jusqu'à lui-même; seulement, il a adopté l'allure « mondiale, » comme dit Maracajas, qui demande un flegme avantageux. Nu-tête, — c'est bien porté, — un petit veston de sport kaki, avec une ceinture dans le dos, pour donner du pli, Chien-Chien sur le bras, — cela redevient à la mode, — Camille Joubert sait où il va. Ici, il est chez lui; il a sa table.

Quelques pas plus loin s'avance une jeune femme déguisée en drapeau d'une nation inconnue; jaune, blanc, vert; un toquet couleur serin tout neuf, un trotteur immaculé, des bas émeraude. C'est Hélène. Jolie, du reste : blonde, fine, plutôt petite. Elle regarde franchement et l'on aperçoit tout de suite ses yeux bleu de lin. Comme son camarade, elle a un nez droit et mince, mais qui n'a rien d'excessif; il se marie à ravir avec les lèvres menues qu'elle apetisse encore volontiers.

Le trio étrange marche entre les rangées des tables animées.

On regarde Hélène et Camille. Que leur importe? Ils ont cependant, au fond d'eux, le contentement naïf de se savoir examinés, contentement qui va jusqu'à la fierté lorsqu'ils devinent une sourde hostilité.

Connaître tout le monde et ne saluer personne, c'est du dernier chic. Tutoyer les maîtres d'hôtel, ne pas même s'apercevoir qu'il y a des tziganes et qui s'évertuent, s'affaler sur un sofa sans rien commander, — il faudrait voir qu'on ne connût pas leurs habitudes! — c'est une entrée assez réussie...

Les voici installés à leur table. Juste à ce moment paraissent, à l'autre bout du hall, Patriesco et Maracajas. La vie est très bien réglée. On ne se serre pas la main. C'est vieux jeu. On ne demande pas de ses nouvelles; on est là, c'est que l'on va bien. On ne dit rien. On a surtout besoin de se refaire : on se prépare à manger et à boire. On regarde les gâteaux, les tartes sur leur planche. Les doigts se tendent. Seul le King-Charles a envie de causer, mais sa maîtresse lui ferme la bouche avec un éclair au café.

Quoiqu'ils viennent, l'un d'Égypte et l'autre de l'Amérique du Sud, Patriesco et Maracajas se ressemblent comme deux frères rasés par le même coiffeur, habillés par le même tailleur et qui auraient été éduqués par le même palefrenier. Ils ont des yeux luisans de vice et de cynisme. Et si Khan-Khan, qui vient les rejoindre et qui saisit un gâteau par le milieu du corps avant même de s'asseoir, si Khan-Khan ne peut passer pour un troisième sosie, ce n'est pas que l'envie lui en manque; seulement, il n'y a que deux mois qu'il a débarqué d'Asie Mineure et il ne sait pas encore tous les gestes de son emploi. Quant à Camille Joubert, qui ne vient que de Paris, il serait désolé qu'on le distinguât de ses amis exotiques. Il est de leur bande et il s'en glorifie. Sauf Khan-Khan, — ce qui n'est que provisoire, sans doute, — ils ont tous leur auto, d'une forme et d'une couleur bien à eux. Ils ont le luxe éclatant, tapageur et méprisant.

Des parvenus, supposez-vous? La calle aux mains, l'esprit mal dégrossi, le vêtement trop neuf et marchant sur les talons avec la grâce de pachydermes déguisés en hommes du monde? Il n'y a plus de parvenus.

Des arrivistes, alors? Le coude pointu, la charité bien ordonnée... De l'insolence certes, mais pas avec tout le monde. Il faut choisir son heure et son public. L'arriviste est, tour à tour, im-

pertinent et servile; son front qui menace les cieux connaît aussi la poussière. Ne pas trop se fier à son élégance; ce talon rouge est souvent un pied plat. L'importance qu'il se donne est temporaire; maître ce matin, valet ce soir... L'arriviste en imposait hier encore : aujourd'hui, ses manœuvres sont connues, et l'on sourit lorsqu'on le rencontre. L'espèce n'en est pas tout à fait perdue.

Maracajas et Patriesco ne sont pas des arrivistes. Ce sont des « arrivés. »

Il faut marcher avec son temps. Le parvenu, c'est la patache avec sa litière de paille pilée. L'arriviste, c'est l'express farouche qui brûle les stations. Au siècle de l'aéroplane, il faut faire plus. Cent quatre-vingt-dix à l'heure, en attendant mieux ou pire. Sitôt visé, sitôt le but atteint. Quelquefois même, on le dépasse. Il s'agit de régler sa vitesse et de savoir où l'on veut aller. Les néo-arrivistes ne le savent pas toujours. Alors, au lieu de partir, ils arrivent, tout simplement, tout de suite.

Au lieu de travailler, comme faisait le parvenu, pour s'offrir plus tard un équipage semblable à celui du seigneur de son canton, ou de défoncer quelques poitrines, de monter sur le dos des camarades sans défense, comme agissait l'arriviste en mal de voiture au mois, l'arrivé, avant tout effort, se procure un auto. Comment faire figure dans les « Splendid » et les « Savoy » sans un auto ? C'est comme une mise de fonds. C'est l'outil.

Le terrassier a une pelle ; le couvreur une large culotte de velours à côtes ; le cocher un fouet ; le pêcheur à la ligne un chapeau de paille. L'« arrivé » a un auto.

Comment se l'est-il procuré ? C'est son secret. J'imagine qu'il y a un garage spécial pour voitures d' « arrivés » et une société anonyme pour l'avance des fonds, une société qui doit très bien faire ses affaires. Spéculer sur l'arrivé n'est pas si sot. Il y a des risques, certes, mais une masse d' « arrivés » seront « quelqu'un, » très vite.

Il y a des « arrivés » qui ont quatre-vingt mille livres de rentes, il y en a d'autres qui n'ont pas le sou ; il y a des « arrivés » parfaitement honnêtes, et d'autres qui feraient assez bonne figure au bagne ; mais ce sont tous des « arrivés : » ils se connaissent, ils se comprennent, ils se fréquentent et ne fréquentent qu'eux.

On fuyait les parvenus, on évitait les arrivistes : avec les

« arrivés, » nulle précaution à prendre : ils ne nous voient même pas !

Camille Joubert, depuis sa sortie du lycée, s'est engagé dans la troupe. Il y est connu sous son prénom, tout court, et sous le surnom de *Sans-mon-auto*.

Les tziganes font le plus de bruit qu'ils peuvent. Autour d'eux les chaises sont vides que de vieilles caricatures un peu dures d'oreille viendront bientôt couver. Un garçon inoccupé manie nonchalamment, sur une desserte, un menu, un couteau. L'inaction l'énerve. L'orchestre joue une valse lente. L'homme regarde, et ses mains, sans qu'il s'en aperçoive tout d'abord, imitent les gestes dont il est le perpétuel témoin. Le couteau, c'est l'archet, le menu l'instrument. Et voici un musicien de plus. Quelle ardeur il déploie ! La main s'éloigne, se rapproche, trépide, se soulève, appuie. Le couteau, en mesure, entre dans le carton. Qu'importe, il n'y a qu'à le retourner. Et la symphonie reprend. L'homme ne sait ce qui se passe autour de lui, les cliens défilent, ses collègues courent, le patron traverse, important. L'homme, les yeux agrandis, les mains frémissantes, continue à taillader son carton sur l'air du tango brésilien.

Souvent l'on côtoie quelque glace sans se voir. Aucun des « arrivés » ne se reconnaîtra jamais dans ce musicien comique.

L'oisiveté des arrivés se travestit en une agitation factice, en une sorte de frénésie mondaine qui ne dupe qu'eux-mêmes.

Dans des poses définitives qu'ils croient être l'exacte copie de la tenue des plus riches personnages, avec des gestes de mauvais acteurs de cinématographe, l'Argentin Maracajas, Patriesco, le Grec d'Alexandrie, et Khan-Khan de Smyrne, sont aux authentiques millionnaires d'alentour ce qu'est, aux tziganes qu'il copie, le garçon de café mélomane. Hélène et Camille tiennent assez bien leur rôle, la toilette de l'une et le chien de l'autre aidant.

A travers son monocle qui le défigure, Camille s'en rend peut-être compte. Il n'a pas la même façon de regarder que ses compagnons. Les autres paradent, lui observe. Oh ! sans se fatiguer, sans se mettre martel en tête. Il y a longtemps que son cerveau n'a eu un véritable effort à accomplir, mais il fonctionne encore, par habitude, et Camille Joubert n'en ressent qu'un plaisir modéré.

C'est que, du matin au soir, il fait à peu près les mêmes gestes, en compagnie des mêmes gens. Il répète le jour son existence de la veille, modèle de la vie du lendemain.

Quelles journées !

Vers dix heures et demie, cette « brute d'Ernest » vient ouvrir les volets, sous prétexte que le tub de Monsieur est prêt. A onze heures, l'œuf à la coque et le thé sur une gigogne dans le boudoir de Madame qui, bien entendu, n'est jamais prête. Alors il faut ouvrir le journal, oh ! pas pour voir ce qui se passe, — Camille s'en moque, — mais pour parcourir le conte du jour, quelquefois drôle, le plus souvent rasant. Un peu avant midi, on entend dans la rue de lugubres appels de trompe. C'est Gustave, le chauffeur, qui s'impatiente. « Tu en es, Hélène ? — Où vas-tu ? — Je ne sais pas. — Je suis prête dans cinq minutes. — Je descends. — C'est ça. Tu lui tiendras compagnie. » Et c'est le départ pour le Bois, avec pointe sur une route, du côté de Vaucresson ou de Montmorency. Vers une heure, déjeuner dans « un sale restaurant » où l'on vous empoisonne et l'on vous pille, à Saint-Cloud, ou ailleurs, où on se trouve. Liqueurs. Cigares. Ce qu'on ferait la sieste, si on était confortablement assis ! Mais Gustave a fini de déjeuner. Il a une bonne trogne de poivrot de luxe. Il va faire de la vitesse. En route pour Rambouillet ou quelque chose dans ce genre. Camille n'est pas très fort en géographie. Il connaît le nom des auberges. C'est le principal. L'air vous fouette le visage. On frôle d'autres voitures. On va. On va. La vie passe. Cinq heures arrivent. Une halte à Versailles, pour le chocolat réparateur.

— Dis donc, Sans-mon-auto, qu'est-ce qu'on fabrique ce soir ? interroge Maracajas.

— Demande à Hélène.

— Rien de prévu.

— Alors, la « barbe ? »

Après ce bel effort, quelques minutes de repos. Puis :

— Vous avez été loin ? s'enquiert Patriesco.

— Je ne sais pas. Chez Machin, là-bas, sous des arbres. Le garçon s'appelle Félix.

— Mantes ?

— Peut-être bien.

— C'était frais ?

— Oh ! rien de trop. Et vous ?

— Jusque chez Farman, à Étampes.

— On volait ?

— Oui, des types. Chose a cassé du bois, puis s'est flanqué la... figure dans la boue. Il était furieux.

— Ça devait être rigolo ?

Un petit intermède de rires. Les accidens sont vraiment les seules distractions de l'existence.

— Moi, dit Khan-Khan, que personne n'interrogeait, j'ai été au Hammam !

— Alors, aujourd'hui, on peut te fréquenter.

Nouveau déchaînement de rires. Cette fois la conversation est tout à fait tombée.

Hélène joue avec le petit chien, qui accepte de faire les exercices qu'il connaît, assuré qu'il aura pour lui ce qui reste de gâteaux.

Camille, qui regardait dans le vague du côté de la sortie, aperçoit Gustave qui s'avance entre les rangs des tables.

— Qu'est-ce qu'il veut ? On ne peut être une minute tranquille !

— Monsieur sait qu'il y a réception chez le père de Monsieur ?

— Réception ?

— Mais oui ! s'écrie Hélène. C'est féerie, ce soir.

— Flûte ! j'avais complètement oublié. Tu ne pouvais m'en faire souvenir plus tôt, toi ! hein ? marchand de kilomètres.

— Père ne sera pas content, avertit Hélène.

— Dites donc, les gosses, je vous invite. Fichons le camp. Qu'est-ce qui paye ?

— Qui est arrivé le premier ?

— C'est nous, dit Camille. Et il tend un louis au garçon.

Tous se lèvent, sauf Khan-Khan :

— J'attends la monnaie.

— C'est ça, mon vieux.

Khan-Khan s'habitue mal à avoir de l'argent. Il en fut longtemps privé et vécut d'expédiens; quoiqu'il dispose d'un certain crédit, il continue de grappiller. Sur le louis de Camille, c'est bien le diable s'il ne parvient pas à « étouffer » une pièce de quarante sous.

Il cligne des yeux, ses pommettes saillent, sa petite barbe frisottée se ratatine. Un garçon, tout près, le juge sans scrupule :

— Sale youpin!

— Tout le monde n'est pas Rothschild, rectifie un autre qui sait qu'il est plus sage de ne jamais généraliser.

Devant le perron du « palace, » les Joubert daignent préciser leur invitation :

— A ce soir, neuf heures, à la Prairie, mes petits agneaux, dit Camille.

— Smocking, ajoute Hélène.

— On soupera? s'informe Khan-Khan.

— Oui, oui, mon vieux mendigot, et les cigares seront à discrétion. Mais je ne garantis pas l'argenterie.

— Garage? interroge Maracajas.

— Tout ce qui se fait de mieux... la belle étoile : n'emmenez pas trois voitures... Allons, en route.

Et Camille Joubert se tasse au fond de l'auto avec Chien-Chien et sa femme. Il s'agit de regagner Paris et de s'habiller pour revenir dîner à Gif chez Jean Joubert. Ah! la vie n'est pas une sinécure! Que de kilomètres entre les repas!

Hélène prend des poses pour traverser Versailles et remonter l'avenue de Picardie. Quant à Camille, il chantonne son mot favori :

« Ah! là! là! sans mon auto... »

Il n'en dit pas davantage : mais il se comprend. « Sans mon auto! la vie serait pire que le bagne... Sans mon auto..., j'avalerais ma langue tout le long de la semaine. Sans mon auto, je serais le plus malheureux des hommes. Tandis que, grâce à lui, c'est à peu près supportable : on oublie jusqu'à la longueur des jours... »

Car si Camille Joubert n'a pas le loisir d'analyser ses journées, il observe au moins en bloc qu'elles sont toutes interminables. Et c'est une impression qu'il a depuis son extrême jeunesse, du temps de sa gouvernante, du temps de son précepteur, du temps qu'il était étudiant, et qui s'est perpétuée depuis son mariage. Les jours sont des espèces de cercles sans fin autour desquels les hommes sont condamnés à tourner, à tourner, sans répit. Et plus ils se donnent de mal, plus ils courent, plus le cercle s'allonge.

Grâce à son auto, Camille Joubert a quelquefois l'illusion de doubler les étapes, d'avaler la vie en bouchées doubles, d'arriver plus vite au but, son lit. Car le bonheur de la vie, c'est le som-

meil. Dormir est vraiment une chose exquise. Encore Camille partage-t-il ses nuits en nuits ratées, quand un cauchemar est venu les agiter, et en nuits dignes de ce nom, avec la petite mort du sommeil de plomb. De ces nuits-là vraiment il n'y a rien à reprendre, c'est l'idéal grâce à quoi la vie est supportable. Dans l'aride traversée du jour incommensurable, Camille Joubert aperçoit au bout une oasis qui n'est point un mirage.

Lorsqu'il rentra cet après-midi-là pour s'habiller, il jeta un œil d'envie et de regret sur son lit. Comme il était loin encore, sous sa couverture de couleur, froid, quasi anonyme ! Vraiment, le lit savait que la journée n'était pas finie, qu'elle serait aujourd'hui particulièrement longue avec cet après-dîner à la Prairie. Bien après minuit, il s'éveillerait, pour ainsi dire, ouvrirait la blancheur fraîche de son mystère pour accueillir son fidèle ami, l'envelopper de douceur, de ténèbres et d'irréalité.

A sept heures, nouveau départ en auto, pour la vallée de Gif où les Joubert possédaient une grande villa qualifiée de Château de la Prairie dans les *Annuaires* mondains.

Il y avait cinquante ans, la Prairie n'était qu'une hutte qu'un jeune garçon des environs s'était construite, lui-même, pour abriter ses toiles et ses pinceaux. Petit paysan, peu instruit, mais à qui des messieurs de passage avaient reconnu du goût pour le dessin et à qui l'on avait d'abord offert des crayons de couleur, puis des pinceaux et des planchettes. Antoine Joubert s'était mis à reproduire ce qu'il voyait, ce qu'il connaissait depuis toujours, c'est-à-dire les prés, la rivière, les peupliers ; parfois il ajoutait un personnage, par exception. Ce qu'il aimait de la Prairie, c'était la prairie elle-même, sa splendeur naïve, sa délicieuse solitude, sa couleur de chaque jour et la féerie de ses métamorphoses aux diverses saisons. Des gens du pays s'intéressèrent à ce petit artiste, le firent entrer dans un atelier de Paris, puis aux Beaux-Arts, mais il s'ennuya au milieu des rapins bruyans, et un jour, il s'enfuit de Paris. Jamais depuis il n'avait été infidèle à la Prairie. Avec l'argent de ses premiers tableaux, il acheta un champ, et c'est là que, de ses propres mains, il échafauda un abri où il passa toute sa vie à peindre sans relâche ce qui, chaque matin, surgissait, ce qui chaque soir s'éteignait devant ses yeux.

Ce jeune garçon devint célèbre à trente ans sous le nom de Joubert. A quarante ans, il entrait à l'Institut, à l'applaudisse-

ment universel. C'était vraiment un grand peintre, un des plus puissans paysagistes de l'école française. Pour parvenir à la gloire il ne fit rien que de belles toiles. Toute sa vie se passa dans un petit coin de la vallée de l'Yvette, entre le village de Gif et le hameau de Courcelles, du bois d'Aigrefoin au moulin de l'Abbaye. Il fut l'homme d'un seul paysage. Mais avec un rideau d'arbres, un ruisseau, un champ et le soleil, un artiste véritable peut se procurer toutes les sortes d'émotions, et puis, son génie aidant, les communiquer à la foule.

Joubert n'était pas un esprit compliqué. Jamais il ne fit savoir les intentions symboliques de ses compositions. Il peignait sincèrement ce qu'il voyait. Il ne trichait point; il ne passait pas à côté des difficultés; il ne les cherchait pas davantage. Ses paysages n'étaient ni des rébus ni de la trigonométrie. Ils n'exprimaient que la beauté des heures, que la surprise des saisons.

Les titres de ses envois au Salon étaient d'une exquise naïveté : *La Prairie à midi ; — Soirée d'automne ; — La Prairie au crépuscule ; — Au Printemps, le matin ; — La neige sur la prairie; — Clair de Lune*. Dans les salles modernes du Louvre, les Joubert sont reposans. La fortune des audacieux est aussi courte qu'elle a été rapide, à moins que leur audace n'ait été que la servante de la sincérité éclairée. Pour avoir vu juste et s'être exprimé en peinture française, le vieux Joubert vivra autant que nos musées, autant que le goût des belles choses.

La sincérité, — le mot est de La Rochefoucauld qui s'y connaissait, — la sincérité est une ouverture de cœur. Ce fut tout le secret du vieux Joubert. C'est parce qu'il aima profondément un petit coin de son terroir et parce qu'il sut noblement exprimer son amour qu'il ne signa que des œuvres impérissables.

Sa vie suivit la même ligne droite. Il se maria à une bonne fille de son village. Quand il le put, il acheta une maison. Il eut un fils à qui il fit donner une belle éducation. Ses habitudes de plein air et souvent de pleine solitude l'éloignèrent de la connaissance des hommes et lui inculquèrent de la bienveillance. Il savait qu'il ne vivait pas comme ses voisins, mais il reconnaissait à chacun le droit d'agir à sa convenance. Aussi ne s'inquiéta-t-il point trop lorsque son fils manifesta des idées d'émancipation gagnées à l'École des Beaux-Arts, parmi les sculpteurs en herbe.

Car Jean Joubert, le fils du vieux Joubert, avait décidé qu'il serait sculpteur.

A demi somnolent dans le fond de son auto, Chien-Chien en boule ébouriffée sur ses genoux, Camille Joubert s'amusait à retracer à grandes lignes la vie de ses parens.

« Pas folichon, le vieux Joubert, premier du nom ! Il est au Louvre, paix à la cendre de ses pipes ! »

Puis il ajouta, tout haut, s'adressant à sa femme :

— Tu l'as connu, toi, n'est-ce pas ?

— Qui ça ?

— Le vieux de la Prairie.

— C'est à lui que tu penses ? C'est drôle ! Nous sommes très « famille » ce soir. Moi je pensais à papa, à mon pauvre papa.

— Fâcheux que le Vieux et ton père ne se soient pas connus davantage. Ils étaient faits pour s'entendre.

— C'était pas des gens d'aujourd'hui.

— Ah ! non.

— Ils ont peut-être été heureux.

— C'est possible... Le magot chinois qui est sur le guéridon du salon, le nez tourné vers le mur, trouve peut-être lui aussi sa vie très folâtre... D'abord je crois bien que, sur terre, tout le monde s'amuse, sauf moi... n'est-ce pas, Chien-Chien ?

— Dieu ! que tu es agaçant avec ta neurasthénie !

— Tu crois que c'est de la neurasthénie ?

Hélène Joubert se rencogna dans les coussins, négligea de répondre, et son pied nerveux battit et fit remuer la couverture dont elle était enveloppée.

Camille mit son monocle pour regarder la route.

— Est-ce qu'on arrive ? Où diable sommes-nous ?

Hélène se contenta de hausser les épaules.

Ils n'avaient pas l'habitude de se livrer à de longues conversations : sitôt qu'ils commençaient à parler posément, l'un ou l'autre poussait une exclamation qui changeait le cours des idées. On eût dit qu'ils avaient peur de se prendre au sérieux. A s'entretenir de choses graves, ils se seraient crus déshonorés. Car ils mettaient leur honneur à s'offrir de perpétuelles vacances, non pas qu'il convînt de « s'amuser, » mieux valait faire semblant, se jouer la comédie, car il fallait éviter ces fâcheuses manières de collégiens en goguette : la consigne était de « se raser. » Camille y réussissait merveilleusement. Il croyait vraiment

être le chef-d'œuvre accompli de la nouvelle humanité, celle qui ne croit à rien, pas même à son scepticisme.

Hélène était plus simple. Elle n'avait pas été élevée dans le luxe factice qui avait tant nui à l'éducation de son mari, mais ce luxe, elle l'avait frôlé, convoité. Et l'histoire de sa jeunesse défilait en tableautins devant ses yeux.

Sa toute petite enfance, à la campagne, chez de pauvres gens qui se levaient et se couchaient avec le jour. Une mare avec des canards. Des poules, des cochons, un âne qu'elle appelait Bichon. La soupe et des pommes de terre. Des pains ronds énormes, à chair noire. Un aïeul, au coin de l'âtre, qu'on avait chargé de lui enseigner à lire, mais qui bientôt écouta émerveillé son élève.

Puis dans un vieux quartier de Paris, trois pièces, une pour son père, une autre, toute petite, pour elle, la troisième qui servait à la fois de cuisine et de salle à manger. Le jour, l'école des sœurs. Le soir, le dîner avec son père, un gros homme court, barbu, quasi muet, qui l'adorait.

Enfin, la découverte du Paradis Terrestre. Une visite chez Mme Jean Joubert, au Parc Monceau. L'image même de la bonté, de la douceur, dans un cadre « trop large, trop doré. » C'était l'avis de Mme Jean Joubert. La petite fille, qui avait lu les *Contes* de Perrault, trouva le décor tout naturel et elle se prit d'une tendre vénération pour la mère de Camille, pour Camille aussi, il faut bien le dire, Camille qui avait la tête et même les épaules de plus qu'elle , mais qui était un bon grand garçon sans énergie dont elle faisait ce qu'elle voulait.

Il y avait bien aussi Jean Joubert, le père de Camille, celui que le papa Farau appelait « le patron : » mais elle ne s'était jamais sentie attirée vers lui. C'est que, fillette, elle avait déjà démêlé la vérité. Jean Joubert signait les œuvres de Farau. Farau, inconnu, vivait chichement. Jean Joubert était riche, célèbre. Et Hélène gardait rancune à son beau-père d'avoir étouffé, à son profit, le génie paternel...

Puis, ç'avait été, tout à coup, la mort de son brave homme de père, tombé un jour à la renverse, du haut d'un échafaudage dans l'atelier, comme un soldat frappé à l'assaut.

Enfin, son année de couvent et son installation, pour les vacances, chez les Joubert. Mme Jean Joubert, la faisant asseoir, près d'elle, un matin, dans sa chambre où elle était confinée, malade, et lui demandant tout bas : « Épouseriez-vous Camille ? »

Mme Jean Joubert avait trouvé cet arrangement pour corriger l'injustice du sort : la fille de Farau devenant celle de Jean Joubert.

Hélène entendait encore ces mots, cette voix déjà atteinte par la mort, comme fêlée, mais dont la blessure même rendait la douceur plus pathétique.

Bien calée dans ses coussins, emmitouflée, un peu nerveuse, agacée de sentir son mari si veule, Hélène s'attarde plus que de coutume à l'évocation des deux êtres qui l'ont le mieux aimée, son père et la mère de Camille. Celle-ci surtout, avec ses yeux de violette et son sourire silencieux, apparaît dans sa mémoire plus vivante que jamais.

Pourquoi tout à coup se sent-elle glacée par cette évocation? Pourquoi imagine-t-elle le sourire de l'absente moins confiant? Pourquoi ses yeux se détournent-ils des yeux auxquels elle eut tant de joie jadis à se confier? Camille n'est-il pas toujours là, près d'elle, Camille que sa mère lui a donné? Oui, ils vivent bien l'un près de l'autre, à se toucher le coude. Mais quelle intimité ont-ils? Quelle vie mènent-ils? Est-ce cela que Mme Joubert attendait de celle qu'elle avait choisie pour fille?... Hélène, brusquement, détourne la tête de ces pensées... Si elle est agacée, croit-elle, c'est plutôt que l'auto file, dans la clarté tiède du long crépuscule de juin, vers la demeure de « l'autre » dame Jean Joubert, si différente de la première.

Car non seulement Jean Joubert a trouvé un nouveau collaborateur, plus moderne, pour succéder à Farau, mais il a épousé une nouvelle femme, tout à fait de son temps. Veuve d'un musicien célèbre, elle-même artiste, elle était restée en relations avec tous les maëstros de la terre. L'hôtel de la rue Lalo était le théâtre, — quelle expression eût été plus juste? — d'originales et brillantes réceptions. Chacune était présidée par un musicien en renom, compositeur ou virtuose. Le reste de l'assemblée était le tout Paris-Snob auquel se joint volontiers le Paris occupé, qui ne laisse perdre aucune occasion de se distraire.

Mme Jean Joubert avait le « génie » de l'organisation, de la mise en scène, et elle avait trouvé en son second mari l'homme décoratif qui lui était nécessaire et dont elle avait été si cruellement privée du temps de son ours de premier époux.

Outre les réceptions de février et de mars, il y avait les réceptions d'été à la Prairie, — une concurrence tapageuse aux

dimanches si familiers de Mme Adam. La Prairie faisait face à l'Abbaye. Une rivière, autant dire un ruisseau, les séparait, mais quel ruisseau! l'Yvette, la rivière chantée par le vieux Joubert, comme Corot avait découvert et chanté les étangs de Ville-d'Avray.

Mme Jean Joubert avait eu une « idée délicieuse. » Elle avait acheté toutes les parcelles de terre enclavées dans les champs qu'avaient acquis tour à tour le vieux Joubert et son fils; elle avait fait bâtir une somptueuse villa et ceindre d'un mur toute la propriété.

« Ce sont les champs sacrés par le génie, la foule ignorante ne doit pas les saccager. Gardons jalousement ces trésors familiaux. L'élite seule désormais pourra y poser le pied. »

Telles furent les paroles de Mme Jean Joubert, et qu'elle prononça musicalement comme si elle avait, pour les accompagner, pincé les cordes de sa harpe d'or.

Et l'élite en effet était conviée à fouler d'un orteil respectueux ces herbes vénérables, l'élite parisienne, telle du moins que la concevait Mme Jean Joubert, onze cents personnes, dont six à sept cents étrangers de marque plus ou moins authentique.

Cette année, Mme Jean Joubert ménageait à ses invités quelques surprises sensationnelles.

Hélène redoutait particulièrement ces dîners trop guindés où sa belle-mère réunissait, selon son expression, la « sur-élite. » Mais ni elle, ni son mari ne pouvaient se dispenser d'y figurer. Ils arrivèrent au moment où la sur-élite passait dans la salle à manger au son d'un quatuor de violons invisibles.

Par exception, ce soir-là, le président de semaine était un peintre, membre de l'Institut, le successeur même du vieux Joubert. C'est que les surprises étaient picturales autant que musicales. Les menus en avertissaient. Ils reproduisaient, en couleurs, — petits chefs-d'œuvre de chromolithographie, — deux des tableaux les plus célèbres du regretté maître : *La prairie au crépuscule* et *Un clair de lune*. Pourquoi ces images? La maîtresse de la maison craignait-elle que quelques-uns de ses hôtes ignorassent le vieux Joubert? La précaution n'était certes pas inutile. Mais Mme Jean Joubert avait eu d'autres raisons en posant devant chacun de ses invités de choix ces charmantes lithographies en couleurs. Elle demanda même que chacun conservât sur soi son menu.

— Vous en aurez besoin ce soir! — ajouta-t-elle en souriant mystérieusement.

Le repas fini, les invités se répandirent dans le parc. Il y avait des allées illuminées pour la circonstance. Un orchestre sous une charmille agrémentait la promenade et remplaçait les oiseaux qui n'ont pas l'habitude de chanter sur commande et qui n'aiment ni la trop nombreuse compagnie, ni les lampes électriques.

Une cacophonie de trompes et de sirènes marquait l'arrivée du « gros de l'élite. » C'étaient tous les Maracajas, les Khan-Khan, les Patriesco de Paris, mêlés à quelques Français de France, à la démarche plus timide.

Ce fut bientôt dans le parc un grouillement piailleur de perruches en détresse. On se retrouvait, on se saluait, on s'exclamait. D'autres groupes, au contraire, passaient silencieux, guindés : les dîneurs peut-être, dont l'importance se trouvait diminuée par toute cette cohue de second plan.

A neuf heures et demie, une petite cloche appela tout le monde vers une partie du parc qui, jusqu'à ce moment, était restée plongée dans l'obscurité. Sur une pelouse en contrebas, des chaises avaient été disposées, non en rangs, ce qui est trop banal, mais en petit tas de trois, de cinq, de onze. On allait pouvoir s'asseoir par groupes sympathiques.

Maracajas et Patriesco auxquels s'étaient jointes Aline Arnal, de la Renaissance, et Mariette Marion, de l'Alcazar, se placèrent d'autorité en bordure, du côté d'une minuscule estrade de fortune, bâtie entre deux arbres. Camille Joubert, sa femme, et Chien-Chien qu'on avait été reprendre dans l'auto, vinrent grossir la compagnie. Khan-Khan allait de groupe en groupe, cherchant à faire des connaissances utiles.

— Nous avons brûlé Fichte et Mouron dans la côte de Jouy, bluffa Patriesco. Ils étaient furieux.

— Ils avaient leur gros Ariel?

— Oui! et vous, vous êtes venus vite?

— Une heure sept, d'une traite... Deux cent dix aujourd'hui... sans compter le retour à Paris...

— Par où? si on s'allongeait?

— Bonne idée... Il fait triste ici, dit languissamment Camille Joubert... Ah! sans mon auto...

Le concert commençait. Des instrumens, du chant, une

petite comédie à deux personnages. On causait sur le gazon. Beaucoup d'invités tournaient le dos à l'estrade.

On attendait dix heures et demie. Le programme, — illustré lui aussi de deux chromos, — marquait pour cette heure la surprise.

Quand le moment arriva enfin, les candélabres électriques s'éteignirent, une nuit sans lune régna un instant, il y eut des cris de femme, des clameurs d'imaginaire effroi, puis le silence se rétablit. Pendant cet intervalle, l'estrade avait disparu.

Il y avait un peu de bise. Un violon bientôt y collabora d'une façon tout à fait subtile, puis on vit s'allumer sur la droite un gros feu de Bengale rouge, en contrebas, à l'orée d'un boqueteau. Les arbres se silhouettèrent, projetant sur la plaine une ombre d'une longueur démesurée et sur toute la campagne une illumination crépusculaire. Bien des spectateurs attendaient encore la surprise. Par bonheur pour la maîtresse de la maison, il y eut quelques cris d'admiration. On s'informa. Le mot courut de lèvres en lèvres.

— Tableau du maître... Le Joubert sur place : *La prairie au crépuscule!*

Les feux de Bengale, — le soleil, — se succédaient, prolongeant la vision en même temps qu'une symphonie à peine murmurée par l'orchestre requérait le silence indispensable à l'extase générale.

— C'est la carte forcée, dit Maracajas.

— Le musée à la campagne. Quelle décentralisation ! s'écria Patriesco.

— Pauvre vieux! soupira Camille, il n'avait pas prévu cette comédie!

— C'est grotesque! siffla Hélène. Cette femme n'a qu'une vague notion du ridicule.

Tout à coup, la musique se tut, la lumière mystérieuse s'éteignit. Alors les applaudissemens crépitèrent comme une pluie subite qui se serait abattue sur la campagne.

Quand les invités crurent avoir suffisamment payé leur écot à tous les Joubert, morts et vivans, une voix perça la nuit et pria tous les assistans de tourner leurs chaises vers la gauche.

Il y eut un peu de flottement, quelque malicieuse rumeur.

— J'aime mieux le cinéma, » assura Maracajas.

Mais à ce moment, à l'étonnement général, la lune apparut

au loin, assez haut, au-dessus d'un rideau de peupliers, éclairant la rivière, un saule et la prairie. C'était le second chef-d'œuvre annoncé.

— Il ne manque que la signature, gouailla Khan-Khan.

— Dommage, hein! mon vieux, répliqua Camille, sans quoi tu aurais essayé de le bazarder...

— Mais qu'est-ce qu'on aperçoit là-bas sous le saule?

— Une nymphe qui va se baigner?

— Non, une fée qui va nous offrir des rafraîchissemens.

— Vous n'y êtes pas, mes agneaux. C'est ma belle-mère qui va jouer de la harpe...

Camille disait vrai. Mme Jean Joubert, pour se produire en beauté devant Tout-Paris accouru à la Prairie, n'avait pas hésité à corriger un tableau du vieux maître et, dans son calme et simple paysage, à introduire un personnage de poésie à la Corot.

A la fin du morceau, avec une modestie de Diane surprise, elle disparut derrière un groupe d'arbres, la lune éteignit son phare dépoli en même temps que les lampadaires se rallumaient le long des allées qui menaient au buffet.

— Nous avons bien gagné de boire, dit Khan-Khan.

— Suivez-moi, je connais un raccourci, — suggéra Camille.

Ils galopèrent à travers les pelouses comme des invités faméliques. Lorsqu'ils furent en vue des tables, Khan-Khan et les comédiennes tombèrent en extase :

— Voilà le plus beau tableau de la soirée.

— Ça valait le voyage!

— Est-ce qu'il y a des chaises pour tout le monde?

— Non, dit Camille, pour les dames seulement!

— Bah! au premier occupant! » assura Patriesco.

Il y avait déjà, assis, un feutre couronnant ses longs cheveux blancs, la pipe au coin des lèvres, un vieillard drapé dans un vaste manteau à pèlerine, et qui semblait avoir, depuis longtemps, fui les tableaux de Mme Jean Joubert.

C'était Manin, le vieil impressionniste.

Il fumait avec violence, soufflant de blanches volutes par le nez et par la bouche comme une locomotive sous pression tout environnée de vapeur impatiente. Même, il marmottait des paroles acrimonieuses.

— Gare à vous, je reconnais les mèches du Vieux-Pain-Sec,

avertit Camille. S'il nous voit, c'est nous qui aurons le terrible commentaire. Une fois par mois, ça suffit. Nous n'y couperons pas jeudi prochain...

Les amis battirent en retraite vers la droite.

— Pauvre Manin, dit Hélène, il en fera une maladie...

— Pas si à plaindre, l'artiste, dit dédaigneusement Maracajas. Ce soir, on le nourrit.

— Oui, mais, dit Camille, il a dû venir à pied, ce vieux batla-dèche.

Ayant découvert un « site » confortable, Patriesco, avec désinvolture, s'emparait d'une petite table et s'installait avec les trois jeunes femmes.

— Khan-Khan, mon vieux corsaire, prends cette Évian et va la troquer contre une bouteille de champagne. Je suis un type dans le genre du vieux Joubert : j'ai horreur de la peinture à l'eau.

Sous une vaste tente circulaire, — empruntée à un cirque ambulant, — plusieurs centaines de petites tables éclairées par des lampes multicolores étaient rangées en cercles concentriques, et présentaient chacune un confortable souper pour plusieurs personnes. Comme breuvage, des eaux minérales et du champagne.

Au milieu de la piste, un bar avec tabourets pour les amateurs de boissons américaines. Ce dernier détail plut beaucoup à Maracajas, qui tout de suite faussa compagnie à ses amis.

Ils ne le revirent qu'une heure plus tard, parfaitement ivre, avec cette particularité qui lui était habituelle : l'oubli total de la langue française. Il avait la ribote patriotique. Il chantait dans le patois espagnol des estaminets du port de La Plata. Personne ne le comprenait, mais il n'en avait cure. Pour lui, il s'amusait comme un fou, s'encourageant, s'applaudissant, reprenant les refrains « en chœur, » imitant avec les pieds, les mains et une mimique extraordinaire toute une foule de buveurs en goguette.

Camille dirigea habilement le gai pochard vers les autos, puis appelant le chauffeur de Maracajas, il le pria de partir seul :

— Il est trop drôle, ce soir, nous le gardons pour nous, venez le prendre à la maison, il aura eu le temps de nous débiter tout son répertoire...

Patriesco avait l'ivresse amoureuse; il offrait tour à tour son cœur à l'une et l'autre comédienne. Puis il se tournait vers Hélène.

— Je suis le berger Pâris, assurait-il, il me faut trois déesses.

Des trois déesses, Hélène était la plus gaie. Cette soirée exceptionnelle excitait sa verve. Mariette Marion, au physique de parfaite commère de revue, était du reste d'une bêtise légendaire et réelle. Elle s'endormait et demanda, en bégayant, à monter dans la voiture délaissée. La petite Arnal, qui tenait beaucoup moins de place, ne voulut pas quitter Hélène; Patriesco suivit les dames éveillées, abandonnant « Junon à Morphée. » Il ne restait plus que Khan-Khan. Il supplia qu'on l'admît en « lapin. » Si bien que la voiture des Joubert, — vaste limousine, — emmena tous les amis réunis.

Patriesco, qui avait horreur du noir, décrocha des lanternes vénitiennes et les suspendit au plafond de l'auto.

Camille laissait à chacun son initiative. Il adorait la situation de spectateur. Ce soir, d'ailleurs, sa mélancolie était souriante. A cause de sa sveltesse, il était assis entre les deux dames sur le siège du fond. En face, Maracajas continuait à chanter, en sourdine, dans sa langue nationale. A côté de lui, mû par l'exemple, Patriesco se mit à déclamer en grec, en roulant des yeux blancs vers Hélène. Mais ses genoux parlaient français et parfois, aussi, ses gestes équivoques. Camille avait le monocle complaisant. Khan-Khan, plus lucide, comptait sur les os de son poing fermé et caressait tour à tour chacune de ses poches avec précaution, comme si elles avaient contenu des œufs frais pondus.

Hélène, que les privautés de Patriesco n'émouvaient guère, entonna, avec la petite cabotine, une scie à la mode lancée récemment par Dranem. Et dans tout ce brouhaha mêlé aux clameurs des sirènes dans la nuit et au bruit du moteur, Camille sentait fondre son apathie.

— Mes petits, je suis désolé de ne savoir ni le grec, ni l'espagnol. Et, cependant, je veux faire ma partie dans le concert. Souffrez que je parle français et que je vous improvise une petite conférence sur ce sujet : *L'auto et la tortue sont des bêtes de la même famille.*

— Bravo! Bravo! crièrent tous les auditeurs qui reprirent aussitôt leurs exercices personnels.

Camille ne se laissa pas démonter et commença :

— La plus belle conquête de l'homme, a dit M. de Buffon, c'est l'auto. L'auto remplace tout et ne peut être remplacé par

rien. C'est la maison qui marche. Il va au-devant de l'air et du soleil. On croit qu'il fait du bruit, mais quels délicieux silences on y goûte! Si l'on est fatigué, il vous berce et vous endort. Si l'on est gai, avec nous il bondit de joie. Si l'on est en colère, il hurle. C'est un autre nous-même, plus obéissant, moins vicieux, plus solide. Quel est l'idiot qui a prétendu que l'auto n'avait pas d'âme? N'est-il pas tour à tour bon et méchant? n'a-t-il pas ses lubies, ses entêtemens, ses élans magnifiques... Quand j'étais petit, j'enviais la vie de la tortue qui ne quitte jamais sa carapace et trotte sans répit. Aujourd'hui, mon rêve est réalisé: je suis la tortue qui fait couramment du 80 à l'heure. Et j'emmène du monde. L'autortue, fable. Autre progrès appréciable : La fortune jadis n'avait qu'une roue à se mettre. L'auto en a quatre, sans compter le rechange... Est-ce que vous m'écoutez?

— Non, affirma Patriesco.

— Alors, je continue, dit Camille en fermant les yeux. Sans mon auto, mesdames, je me traînerais misérablement dans les bouges. Avec lui, je parcours le monde ou tout au moins, ce qui est quelque chose, le département de Seine-et-Oise, qui m'a vu naître...

Mais il fut interrompu au beau milieu de son élan par un grand remue-ménage. Patriesco et Maracajas tenaient chacun un bras de Khan-Khan en criant :

— Fouillez-le! Fouillez-le!

Khan-Khan gigottait comme un lapin qu'on soulève par les oreilles.

— Arnal, ici, ici, à gauche, dans la poche du pardessus.

— Doucement, doucement, c'est fragile, cria le prisonnier.

— Qu'est-ce que c'est? demanda Hélène.

— Des pêches!

— Parbleu... en eau trouble...

— Passez-m'en une, gémit Camille, je meurs de soif.

— Et ici, à droite, la poche a une fluxion.

— Un sac de petits fours!

— Enfin, nous allons pouvoir souper.

— Khan-Khan est gentil; il pense à tout.

— Vive Khan-Khan!...

— C'était pour ma mère, avoua le dévalisé comme excuse.

— Pour sa mère! Khan-Khan voudrait nous faire croire qu'il a une mère!

— Des dépouilles du soir, Khan-Khan avait jonché l'auto, murmura Joubert, tandis que la compagnie se partageait le butin reconquis.

Les lanternes à ce moment jetèrent une dernière lueur, puis s'éteignirent.

— Dodo ! mes petits, proposa Camille.

Mais Khan-Khan, désolé, commença de psalmodier en turc une longue lamentation où il injuria de tout son cœur et à l'abri des coups ses compagnons voraces...

Bientôt, ce fut l'arrêt à la grille de l'octroi, puis la traversée rapide du Paris nocturne, désert et sonore.

Gustave s'informa de l'itinéraire à suivre :

— Chez moi, d'abord, cria Camille, qui proposa de terminer la journée par des liqueurs fortes.

Quelques minutes plus tard, l'auto stoppait rue de Courcelles, et les six amis se tassèrent dans l'ascenseur. Les jeunes Joubert habitaient, au cinquième sur la rue, un appartement à gros balcon de pierre, avec vue sur le boulevard. Tout le monde, cette fois, était à l'unisson, et Camille entonna une scie d'atelier dont tous les autres reprirent le refrain. Sur le palier, la petite Arnal posa les mains sur les épaules de Camille, Maracajas sur les épaules de la comédienne ; Hélène suivit, puis Patriesco et Khan-Khan. Et la scie reprit. C'est dans ces dispositions qu'ils pénétrèrent dans l'appartement. Camille toucha le commutateur et, la porte fermée bruyamment, il se dirigea vers la salle à manger, emmenant le monôme à sa suite.

Hélène sortit des bouteilles, des petits verres. Maracajas, sous prétexte que cela portait bonheur, laissa tomber le sien qui s'éparpilla en miettes sur le parquet. Dans le silence qui suivit, un cri strident se fit entendre, qui partait de quelque pièce éloignée de l'appartement.

— Écoutez, écoutez, on a crié, dit la petite Arnal, vite émue.

— C'est Khan-Khan qui ne peut pas digérer les gâteaux que nous lui avons mangés, dit Patriesco.

— Chut ! Tais-toi donc, rasta, répéta la comédienne. Tu n'entends pas que c'est un « gosse » qui appelle...

— Gisèle, dit Camille. .

— Tu crois ? murmura Hélène.

— Qui ça, Gisèle ? s'informa la petite Arnal.

— Ma fillette.

— Vous avez une fille! oh! montrez-la-moi! moi qui aime tant les enfans!...

— C'est ça, cria Maracajas, allons dire bonjour à la gosse de Sans-mon-auto.

— Ah! non, pas vous, les hommes, dit la comédienne, vous lui feriez peur.

— Mais enfin, pourquoi Théodora n'est-elle pas auprès d'elle? demanda Camille. C'est insupportable!

Hélène sonna la gouvernante, puis alla frapper à sa porte. La porte était fermée à clef et rien ne remua à l'intérieur de la chambre.

« Elle a découché! » supposa Hélène sans trop s'émouvoir.

Les cris cependant redoublaient :

— Quel enfant horripilant! marmotta sa mère. On ne peut sortir une minute sans qu'elle nous fasse des histoires. Camille, sers donc ces messieurs. Je reviens...

La petite Arnal s'était ravisée. Les cris de l'enfant lui faisaient mal, mêlés aux gémissemens lugubres de Chien-Chien abandonné dans l'antichambre.

— Moi, je m'en vais, déclara-t-elle, en ouvrant elle-même la porte.

— Et les liqueurs? réclama Khan-Khan.

— Tiens, voilà la bouteille de fine, cria Camille, tu n'auras pas perdu ta journée.

Maracajas et Patriesco furent plus difficiles à déloger. Ils ne pouvaient plus se lever de leur chaise. Enfin, de peur de ne pas retrouver de voiture dans la rue, les « amis » des Joubert se résignèrent à partir.

Camille, la porte poussée, resta un moment immobile dans l'antichambre; machinalement, il logea son monocle dans son œil pour se considérer dans une glace : « Sale mine! J'ai bien envie de ne pas me lever demain... » se proposa-t-il à mi-voix.

Alors, plus voûté que jamais, à longues enjambées traînantes, il alla jusqu'à la chambre de sa fille, mais il n'entra pas.

Hélène s'occupait de calmer l'enfant, qui avait un gros chagrin :

— Gisèle a appelé, appelé, Théo pas venue. Alors Gisèle appelé maman. Maman pas venue, pas venue. Papa pas venu. Personne venu. Gisèle toute seule, abandonnée dans la grande nuit. La grosse horloge a sonné toutes les heures, toutes les heures. Gisèle pleurait, pleurait.

— Tu aurais bien mieux fait de dormir.

— Gisèle avait trop de chagrin.

Camille entendait les pauvres petites paroles haletantes de sa fille, mais il était bien trop fatigué pour intervenir. D'ailleurs, l'enfant, puisque la gouvernante n'était pas là, cela regardait Hélène.

— Ils sont partis, dit-il seulement. Je vais me coucher.

Et il s'enferma dans son cabinet de toilette. Il était deux heures du matin. Il allait enfin se coucher, et cela valait bien qu'il procédât à quelques cérémonies préalables. Pendant ce temps, assise près de Gisèle, Hélène, furieuse, grondait sa fille.

— Là, tu es contente? Tu fais partir nos amis. Ils n'ont même pas pu me dire au revoir. Tu es une méchante petite fille. Allons, dors vite!

— Gisèle n'a plus envie de dormir.

— Ma petite fille, je vais te donner le fouet!

— Gisèle n'a plus envie de dormir.

Hélène s'était levée et marchait nerveusement dans la pièce, jetant sur un siège son manteau et murmurant des phrases sans suite, excitée, autant par cette piteuse conclusion de la journée que par toutes les folies gamines du retour en auto.

« On s'amusait si bien! » déplora-t-elle à mi-voix comme un enfant dont on vient d'arrêter les jeux et qui rentre à l'étude le sourcil mécontent.

Puis elle pensa à cette gouvernante, cause de tout. Fallait-il la mettre à la porte? « Bah! dans le jour elle soigne bien la petite. A quoi bon changer de tête? Est-ce que toutes ne se valent pas? Seulement, oui, pour découcher, elle devrait bien choisir les nuits où nous sommes chez nous!... »

Lorsque Camille revint dans sa chambre, la petite voix de Gisèle gémissait encore et Hélène grondait toujours. Il ferma sa porte pour avoir la paix.

Alors il passa la main sur son front, tapota ses petites moustaches rigides, puis acheva de se déshabiller avec méthode.

« Pour une journée bien remplie, c'est une journée bien remplie. Il y a bien quatre heures que je ne pensais à rien... C'est toujours ça de gagné sur cette invention saugrenue qu'on appelle la vie. Dommage qu'on n'ait pas pu continuer... Comment diable avons-nous une fille?... Est-ce qu'on a des enfans aujourd'hui? Est-ce qu'ils en ont, eux?... »

Et il revit tout à coup la fuite de ses compagnons de plaisir, dégrisés, éreintés, bêtes.

Il n'a plus qu'à se mettre au lit...

Pourquoi ne va-t-il pas embrasser Gisèle, — dont il aime tant la petite frimousse éveillée, blonde et rose, — pourquoi ne va-t-il pas revoir sa femme? Il devrait avoir pas mal de choses à lui dire qui le choquent confusément, mais saurait-il encore lui parler? Et tout finit par un mouvement d'épaules. Rien ne sert à rien. Mieux vaut dormir...

Le voici étendu, ses lèvres dessinent une moue de dépit, — il n'est pas très satisfait de lui, — puis elles remuent une dernière fois pour laisser sortir comme un murmure ses mots favoris :

« Ah! là, là! sans mon auto!...

II. — L'ATELIER

Le premier jeudi de chaque mois, il y avait dans l'atelier de Jean Joubert une réception à laquelle sa femme ne paraissait point. C'est que, si elle aimait les artistes, elle ne pouvait souffrir les bohêmes, si elle adorait les peintres, elle avait de la répulsion pour les rapins. Au contraire, tout maître qu'il fût devenu par la grâce des salons et des parlotes officielles, Jean Joubert avait besoin de voir de temps à autre de vrais artistes, de ces êtres originaux qui n'ont pas pour perpétuelle, pour unique préoccupation le succès et l'argent, qui laissent à leurs propos la plus vivifiante liberté, à leurs cheveux la longueur qui permet au vent de les remuer, et qui ont un tel culte pour l'art qu'ils hésitent parfois à mettre la main à la pâte et aiment mieux ne rien faire que de mal faire.

Réunion de ratés, dira-t-on : de tout un peu, des ratés aussi. Rien de plus répandu et de plus attristant que les ratés. Il y en a dans tous les métiers, mais particulièrement, il faut bien le dire, dans « les arts » où le génie et la niaiserie se coudoient journellement. Les ratés sont des incapables, des orgueilleux, que l'insuccès a aigris. Parmi les artistes qui fréquentaient chez Jean Joubert, il y avait surtout des inquiets, des défians : de ceux qui se défient d'eux-mêmes, de ceux qui se défient des autres. Ils étaient de deux catégories suivant leur caractère, les écœurés toujours à la recherche des tares confraternelles, et les goguenards, aiguisant sans cesse les pointes à lancer à la ronde.

Au fond de l'atelier de Jean Joubert, un escalier de bois, aux rampes de tapis d'Orient, montait à une sorte de large plate-forme où des divans formaient le cercle autour d'une table avec tout ce qu'il faut pour fumer.

C'était là-haut que se réunissaient les amis peu décoratifs de Joubert et, parmi les plus assidus, le vieux Manin, Pounasse et Saint-Chinard.

Hélène faisait les honneurs à la place de sa belle-mère, ce dont elle était ravie. Après cinq ans de mariage, elle n'avait pas encore su se créer un salon personnel. Mais autant il lui était peu agréable de seconder sa nouvelle belle-mère, les jours de réception, autant elle était heureuse de prendre la première place dans l'atelier de Jean Joubert. D'abord, les habitués l'amusaient. Non pas qu'elle se moquât d'eux. Mais ils lui semblaient si loin d'elle par la situation mondaine qu'elle les regardait un peu comme on regarde des excentriques... Et puis, elle y était fêtée d'une façon tout à fait particulière par Rigal, l'ancien camarade, plus jeune, de Farau, et son successeur. Comme le père d'Hélène, le nouveau praticien réalisait tout ce que Jean Joubert signait sans la moindre hésitation.

Sous ce nouveau collaborateur, le « genre » de Jean Joubert s'était brusquement modifié. A l'histoire et à la légende qui avaient fait jusqu'alors son succès, il préférait maintenant les temps modernes et jusqu'à l'actualité. L'auteur d'*Alexandre* acceptait d'exécuter des Monumens aux morts de 1870. Et, aujourd'hui, il avait peine à suffire aux commandes qui arrivaient du fond des provinces.

Les habitués n'apparaissaient guère avant cinq heures, — car tous travaillaient et, en hiver, il faut profiter des heures de soleil, — mais Hélène venait toujours une demi-heure plus tôt, heureuse, avant de préparer le thé et le tabac, de fureter dans le grand atelier, guidée par son ami Marcel Rigal.

C'était un gros homme, un peu court de jambes; il arborait une abondante barbe rousse taillée en pointe et balayant son inséparable veston de velours gros bleu. Il était volontiers jovial, mais lorsque Hélène entrait, il devenait subitement sérieux, — d'un sérieux comique, prétendait Hélène qui cependant, de son côté, s'appliquait à se montrer à son avantage.

Ce jour-là, elle portait une jolie robe hortensia avec une souple écharpe orange dans laquelle elle s'enveloppait ou qu'elle

rejetait avec grâce. Dans ses cheveux dorés, pas le moindre bijou, une simple rose thé, venue le matin même dans un envoi du Midi.

Avec des yeux d'artiste, Rigal se nourrissait de ce charme, de cette élégance, de cette simplicité si décorative qui lui appartenait à lui tout seul, quelques instans.

— Venez par ici, lui dit-il, j'ai quelque chose à vous montrer.

Délicatement, il souleva les linges mouillés et découvrit une maquette de glaise. C'était un minuscule groupe qui représentait Hélène debout, caressant les cheveux de sa fillette :

— J'ai vu ça, un jour...

— Que c'est joli ! s'écria la jeune femme.

— Chut ! c'est entre nous. Je ne veux pas le montrer au patron. Quand cela sera au point et cuit, je le porterai chez vous.

— Comment avez-vous pu vous souvenir de tous nos traits? Car ce n'est pas seulement délicieux, c'est d'une ressemblance criante...

Rigal fit un geste comme s'il s'excusait de savoir ainsi, par cœur, la jeune femme. Il regarda au loin dans l'atelier, passa sa main sur son visage pour cacher qu'il rougissait et, à mi-voix, ajouta :

— Il y a si longtemps que je vous connais, Hélène !... En souvenir de votre père, j'ai eu l'idée de modeler cela.

Pour Rigal, parce qu'elle était la fille de Farau, Hélène était la jeune et spirituelle reine de l'atelier Joubert. Dès qu'il avait été installé à la place de Farau, il s'était promu serviteur de la jeune femme. Il l'admirait. Quand elle entrait, l'atelier lui paraissait prendre une vie qu'il n'avait point à l'ordinaire. Elle obtenait du discret sculpteur tout ce qu'elle désirait. On eût dit qu'il s'ingéniait à remplacer à la fois le père absent et Mme Jean Joubert, dont il avait su la grande amitié pour la jeune fille.

Jamais, du reste, il ne laissait paraître cette sorte de respectueuse passion qu'il avait vouée à Hélène. Il semblait heureux de la voir, voilà tout.

La présence d'Hélène non loin de sa propre vie lui était une compensation à son obscurité acceptée, certes, mais cependant quelquefois lourde à porter.

« Bah ! se disait-il parfois, c'est pour elle que je travaille ! »

Et, le pied sur le barreau de la selle, le ciseau d'une main,

le maillet de l'autre, il attaquait le marbre, décidé à lui faire rendre tout ce que, dans ses rudes flancs, il recelait de force, de grâce et de beauté.

Hélène se laissait choyer. Elle avait toujours trouvé autour d'elle quelqu'un qui la chérissait. Ç'avait d'abord été un vieil homme, aux champs, puis son père, puis Mme Jean Joubert. Tous étant partis, il lui semblait tout naturel de recevoir désormais les hommages de Rigal qui remédiaient à la fâcheuse apathie de Camille.

Cette amitié, ce culte de Rigal pour Hélène paraissait tout à fait légitime à Camille. Il avait toujours considéré Rigal comme un domestique dans le vieux sens du mot, — attaché à la maison, — et par conséquent obligé, par sa dépendance même, à l'affabilité et au dévouement. Il avait même une vague reconnaissance à ce brave garçon près de qui il sentait sa femme mieux qu'en sécurité, protégée, garantie et bien conseillée.

Aussi n'arrivait-il jamais en même temps qu'Hélène. La visite de l'atelier ne l'intéressait guère : il prétendait ne rien comprendre à la sculpture, « art figé, trop précis et trop propre, en contradiction avec notre siècle agité, coloré et poussiéreux. »

Mais vers cinq heures, au moment de l'arrivée des « fauves, » comme il les appelait, il faisait son entrée nonchalante, sans Chien-Chien, que la fumée des pipes incommodait. Quoiqu'il restât volontiers vautré sur un divan, il daignait à chaque coup de timbre se lever pour accueillir en haut des marches le père Manin, Saint-Chinard, Pounasse ou quelque autre...

Pounasse était un petit bonhomme sec, à barbiche grise, vêtu, hiver comme été, d'une vareuse de drap vert foncé et coiffé d'un béret suranné en velours noir, retombant sur l'oreille. Il avait la spécialité des éreintemens. Il parcourait les expositions et donnait à qui voulait l'entendre des nouvelles des « camarades. »

— Charette a enfin livré son chef-d'œuvre. On dirait une page du Larousse ouvert au hasard. De tout un peu. Un paysage, une scène de drame, une idylle d'oiseaux, des champignons, une route, un pont, une maison fermée, une roulotte qui marche et fume. Il paraît que c'est symbolique; l'explication est en bas en vers de différentes longueurs, plus obscurs encore que le tableau lui-même... Il va obtenir un gros succès. Et quel beau titre, si simple, si clair : *La Vie! L'avis* aux amateurs de rébus!

— Charette a trouvé sa voie, renchérit Saint-Chinard : un

gros petit homme rasé dont les yeux pétillaient. Au fond, c'est un comique. Ses effets sont un peu cherchés, mais, le premier instant de stupeur passé, cela devient irrésistible.

— C'est un grand travailleur, dit avec un imperturbable sérieux le père Manin. Tout ce qu'il fait est très bien fait. Il ne lui manque que d'être artiste.

— Un artiste, un artiste, s'écria Clément-Duron, est-ce qu'il peut y avoir encore des artistes, aujourd'hui?

Clément-Duron portait une rude moustache taillée à mi-poil, de couleur indécise, et de grosses lunettes rondes montées sur écaille. C'était un essayiste. Il venait aux réunions de Jean Joubert parce qu'il fallait, malgré tout, fréquenter ses contemporains, mais il vivait d'une façon plus intense avec les morts. Il découvrait, un à un, les petits maîtres des musées. Il avait publié plusieurs ouvrages de courte haleine sur quelques ignorés qu'il n'était d'ailleurs pas parvenu à faire beaucoup connaître, ses livres étant peu lus. D'ordinaire il se contentait d'écouter, de faire son profit des conversations. Il était tout étonné lui-même d'avoir jeté ces mots, révélateurs de ses croyances, point de départ de ses minces travaux.

Le père Manin prit à pleine main la grande mèche blanche qui pendait sur son front et la rejeta brusquement sur le haut de sa tête. C'était signe de bataille. Personne ne s'y trompa. Camille Joubert regarda vers Hélène et tous deux se rapprochèrent du vieil impressionniste.

— Monsieur, dit le père Manin, non seulement il peut y avoir des artistes aujourd'hui, mais il ne peut y en avoir qu'aujourd'hui. Un artiste, Monsieur, est un être vivant. Je ne connais pas d'artiste mort. On ne trouve pas d'artistes dans les musées, mais des chefs-d'œuvre et des navets. Le musée, c'est notre petite éternité à nous, Monsieur. Une fois que nous y sommes entrés, il n'y a plus rien à espérer. Or, un artiste, Monsieur, est un bonhomme qui espère, qui tâtonne, qui s'efforce, qui désire réaliser son rêve, et pour espérer, pour tâtonner, pour s'efforcer, pour désirer, il faut être de ce monde. S'il y a des artistes aujourd'hui, Monsieur? Mais Paris en regorge et la province ne cesse pas d'en mettre en circulation! Rien que dans cet atelier à cet instant, sauf vous, Monsieur, tout le monde est artiste. N'est-pas, Rigal!

— Oh! moi, maître, je ne suis qu'un ouvrier.

— Oui, comme les bougres qui ont bâti les cathédrales...

— Mais moi, dit Camille, en pliant son grand corps vers le vieux peintre courroucé, je ne suis pas un artiste...

— Tu as tort. Tu es le petit-fils d'un rude lapin!

— Mais ma belle-mère, par exemple, elle, voilà une artiste, prononça lentement Camille.

— Mon petit, elle est, avant tout, une femme; les meilleures volontés commettent des erreurs.

Le vieux Manin avait hâte de revenir à l'essayiste sans talent :

— Donc, Monsieur, le monde est plein d'artistes. Il y en a d'ailleurs qui ne sont ni peintre, ni sculpteur, ni poète, il y en a qui sont mécaniciens, d'autres qui sont laboureurs. L'artiste est celui qui veut sortir quelque chose lui-même. Vous, Monsieur, vous fouillez les musées, les catalogues, les cadavres, vous cherchez chez les autres; ça n'est plus ça du tout. Vous n'êtes déjà plus de ce monde. L'artiste, lui, ne vit que sur lui-même, mais d'une façon intense. Tout ce qui n'est pas effort personnel lui est étranger.

Clément-Duron écoutait de tous ses yeux qui étaient devenus aussi grands que les verres de ses lunettes rondes.

Saint-Chinard avait allumé sa toute petite pipe, et jouissait du double plaisir de fumer le tabac d'autrui et de voir Clément-Duron recevoir « une juste volée. »

Pounasse grattait son béret. Debout, appuyé contre un mur, une jambe repliée, il ressemblait à un héron hésitant. C'est qu'il avait de graves préoccupations et qu'il avait résolu de les exposer à Jean Joubert. Et Jean Joubert ne paraissait pas.

— Dis donc, Camille, ton père ne vient pas ce soir?

— Non, dit le jeune homme, il m'a prié de l'excuser auprès de vous. Il a été appelé je ne sais où et ça durera longtemps, paraît-il.

Le béret de Pounasse s'agita frénétiquement. Camille haussa les épaules; il devinait aisément ce que signifiait toute cette pantomime et il essaya de s'écarter de Pounasse. Mais celui-ci le saisit par la manche avec autorité :

— Mon petit Camille, j'ai une communication à te faire... Je... Ton père... Enfin tu sais quelle vie difficile je mène...

— Changez-en...

— C'est facile à dire, mon petit. J'ai passé l'âge... En tout cas,

je ne peux pas changer cette semaine, sous prétexte que c'est le petit terme...

— Et vous comptiez sur papa...

— C'est tout à fait cela. Merci de m'épargner des paroles difficiles...

— Oh! ne me remerciez pas. Je n'ai pas beaucoup de principes, mais j'en ai un féroce... Je ne me laisse taper sous aucun prétexte... Si vous avez faim, venez dîner chez moi, mais, quant à vous donner un louis, c'est impossible. J'ai les doigts gelés.

— Ton père...

— Mon père fait ce que bon lui semble, moi de même. Inutile d'insister.

Pounasse s'en prit à nouveau à son béret, puis il battit en retraite vers l'escalier non point pour partir, mais pour rattraper Clément-Duron qui essayait de filer à l'anglaise. Pounasse, et il eut de l'étonnement à le constater, n'avait jamais rien demandé à Clément-Duron. Certainement, celui-ci ne lui refuserait pas l'aide indispensable!

Manin avait allumé sa pipe. Saint-Chinard, un petit verre au creux du poing, souriait en regardant Clément-Duron se défendre de Pounasse :

— Que d'assauts! que d'assauts!

Tandis qu'Hélène s'entretenait avec Rigal, Camille était revenu s'asseoir près du vieux Manin.

— Ote donc ce verre de ton œil, mon pauvre Camille. Ça ne sert à rien et ça t'enlaidit...

Camille laissa tomber son monocle, remua une épaule, comme s'il condescendait à ce sacrifice pour ne pas contrarier un vieillard maniaque, puis il dit en riant :

— Clément-Duron n'aura pas à se plaindre de vous. Vous lui avez fourni de gentilles notes pour sa prochaine plaquette...

— J'ai horreur de ces godelureaux : ils ne jurent que par le passé, ne savent rien voir autour d'eux et croient exister lorsqu'ils ont aligné sur du papier quelques malheureux points d'interrogation. Quel parasite! ce Clément-Durillon...

— Oh! très joli.

— Quoi, très joli?

— Durillon!

— J'ai dit Durillon? Ça n'est pas très drôle. Il ne faut pas grand'chose pour t'amuser...

— Ah! si. Il n'y a qu'ici que je me distrais un peu. Partout ailleurs, c'est « la barbe... »

— Travaille...

— Ah! par exemple, ça serait le bouquet.

— Mon petit, le travail est la plus grande volupté qui soit sur la terre. Quand le Bon Dieu a dit à notre père Adam, en le chassant du Paradis : « Désormais tu travailleras à la sueur de ton front..., » il s'est montré d'une magnanimité dont tu ne peux avoir une idée exacte, toi qui ne fais rien de tes dix doigts que de serrer la main à des imbéciles...

— A part vous, mon vieux maître, tout le monde travaille pour gagner sa vie...

— Gagner sa vie, quelle jolie expression et qui ne veut pas dire « faire de l'argent, » comme tu le crois peut-être, mais mériter le bonheur... Ce que je fais, on ne l'aime guère, on ne me le cache pas, moi-même parfois n'en suis pas très content, mais mon effort, mes recherches, ma sueur aux tempes, c'est ma raison d'exister... Oui, oui, mon petit, vois-tu, je n'ai pas le sou, et cependant, je gagne ma vie, oui, j'ai conscience de gagner ma vie...

— Comment peut-on vivre sans argent?

— Comment peut-on vivre avec l'argent, rien qu'avec l'argent?

Le vieux Manin, tout en lançant vers le plafond de l'atelier de belles bouffées, se caressait la barbe de sa main droite, une jolie main fine, nerveuse, blanche, aux doigts vivans, malicieux. Et Camille s'avoua que la main « nature » du vieux peintre était plus belle que la sienne qu'une manucure accommodait chaque semaine, le jour où Antoine, son coiffeur, venait lui « brûler » les cheveux.

Manin avait déposé sur la table, à côté de lui, un large paquet plat, soigneusement ficelé. Camille était intrigué.

— Ce sont des croquis que Rigal m'a demandé de lui apporter.

— De vous, mon bon maître?

— Mais oui. Ça t'étonne?

— Je croyais que vous ne travailliez qu'en plein air, le pinceau aux doigts.

— Quelle idée! La peinture, c'est l'orchestration, c'est la musique à l'usage du public et de la postérité. Mais la base, la vraie composition, la lutte de l'homme avec la nature, c'est le dessin!

Tout en parlant, Manin, avec précaution, dénouait la ficelle, la roulait sur deux de ses doigts, pour la déposer dans la poche de son long veston de velours noir un peu élimé, mais méticuleusement propre. Ensuite, il ouvrit le papier qu'il plia avec le même respect. Alors apparut un carton que le vieil homme déposa sur ses genoux et ouvrit entre sa poitrine et la table.

Camille s'était levé et, penché près de l'épaule du bonhomme, il écouta ses commentaires.

— Çà, c'est ma femme de ménage sortant, de mauvaise humeur, de mon atelier. Rosine bougonne souvent, mais c'est la crème des femmes. Depuis vingt ans, elle me sert à déjeuner, elle fait mon lit et, une fois par mois, un petit savonnage, jamais elle n'a augmenté ses prix. Elle est probablement la seule en France, ou tout au moins à Vaugirard... Ça, c'est Son Excellence mon concierge, qui fait les courses bien mieux qu'il ne balaie les escaliers de son immeuble. Il a besoin de sortir, cet homme, cela se voit du reste sur son visage... Ça, c'est sa femme, à qui il serait encore plus nécessaire de ne point rester enfermée dans sa loge, mais qui a renoncé à améliorer sa santé. Quelle figure de sacrifice !... Et voici le crâne luisant du père Joseph, l'aide-cordonnier ; il vit tout le jour dans un espace qui ne doit pas beaucoup excéder le mètre cube. Il est sourd et boite, dit-on, des deux jambes. Je ne l'ai jamais vu debout. Le nez sur le cuir, il travaille du matin au soir. Je ne suis pas certain qu'il bouge pour aller déjeuner... Celle-ci est une petite couturière que j'aperçois de la fenêtre de mon logement. Elle chante en cousant. Elle se résigne à ses pauvres semaines, à cause du dimanche qu'elle consacre à un monsieur en jaquette collante qui est la plus parfaite tête à gifle de mon arrondissement. D'ailleurs, le voici...

Et le vieux Manin brandit un magnifique dessin, peu poussé, mais extraordinairement exact, représentant un de ces petits messieurs à bonnes fortunes qui ne raffinent point sur l'honneur.

— Il s'appelle ou du moins se fait appeler Carlos, reprit Manin. Comment ne pas aimer un jeune homme qui a nom Carlos ? Pauvre petite !...

Camille « découvrait » son vieux maître, comme il l'appelait couramment, car ses moqueries en face des Patriesco et des Maracajas n'étaient qu'une manière d'être dans le ton, de ne pas « couper » dans le genre artiste... Camille ne connaissait de

Manin qu'une douzaine de toiles dont la couleur violente déformait tellement le dessin, qu'il s'était toujours demandé si Manin savait réellement dessiner, et voilà qu'on lui montrait des croquis presque aussi parfaits que ceux du grand'papa Joubert. Eh! oui, l'ermite de Vaugirard était bien l'élève du patriarche de la Prairie. Même don de voir net, de faire loyal, de ne s'intéresser qu'à ce qui, l'un et l'autre, les entourait. Les paysans de Joubert et les petites gens de Manin pouvaient se donner la main. Ils étaient de la même race et ils avaient trouvé, pour les exprimer, deux peintres, leurs frères.

Camille se rapprochait pour mieux goûter le détail des dessins, pour mieux se rendre compte de la simplicité d'un trait parfait, pour tâcher de deviner le secret de cette aisance souveraine.

Mais l'admiration de Camille, qu'il révélait par de sincères exclamations, était dominée par une sorte d'écœurement à voir défiler de si piteux modèles. Ainsi, c'était cela que le vieux Manin prenait pour l'humanité, une femme de ménage, des concierges, un savetier bancal, une ouvrière chlorotique, un calicot bellâtre... Et il comparait, à cette grise médiocrité, le monde brillant qu'il connaissait, toutes ces femmes de luxe qu'il coudoyait, tous ces jeunes gens de famille, habillés à l'extrême dernière mode, et ces voitures plus coûteuses que les plus beaux équipages des princes de l'Ancien Régime. Pauvre Manin, qui niait le règne et le pouvoir de l'argent, parce qu'il croupissait dans une impasse de Vaugirard, d'où il n'entendait même pas le grand bruit fastueux de la vie moderne!

Et Camille, remettant machinalement son monocle, regarda venir vers eux Hélène, toute blonde et bleue, avec, mollement posés sur ses bras, les deux bouts de l'écharpe orange, Hélène, dans la vive lumière des globes électriques. C'était vraiment une délicieuse apparition et qui effaçait toutes ces pauvretés humaines évoquées par Manin, comme la lumière du jour chasse les plus déplaisantes visions nocturnes.

Manin continuait de feuilleter ses croquis devant Hélène et Rigal. Pounasse aussi s'était rapproché, un Pounasse un peu rasséréné. Saint-Chinard, toujours assis et souriant, clignait des yeux du côté de son petit verre vide. Camille, un peu en arrière, examinait tour à tour chacun des amis assemblés, cherchant ce que le vieux peintre retiendrait de ces visages, s'il s'avisait de les

regarder. La surprise, tirant les traits délicats d'Hélène, lui infligeait un visage qui ne lui ressemblait pas. Pounasse grimaçait pour retenir quelque observation désobligeante qu'il ne laisserait certainement pas perdre. Rigal avait la figure illuminée par l'admiration. La mèche blanche du vieux Manin se balançait drôlement de son nez à son oreille. Quant à Saint-Chinard, il avait les yeux ronds du gourmand qu'on oublie.

Vers six heures, il arriva deux vieux sculpteurs inséparables et dont l'un, devenu aveugle, s'appuyait sur le bras de son camarade. Camille eut un mouvement d'humeur. Ces deux ruines l'exaspéraient :

— Vraiment, ils abusent! murmura le jeune homme qui fit semblant de ne les avoir pas vu entrer pour s'éviter la corvée de les accueillir. Quand on est dans cet état-là, on reste chez soi ou bien on s'installe sur le pont des Arts, avec une sébille et un caniche !

Il vint encore quelques autres visiteurs, puis un peu avant sept heures le vieux Manin se leva :

— Je suis un novateur, mais mon estomac ne veut rien savoir : c'est un acharné traditionaliste. Camille, tu serreras la main de Jean de ma part. Bonsoir, mon petit Rigal. Adieu, vous autres ! Hélène, mon enfant, viens que je t'embrasse.

Comme il sortait, un petit monsieur à pèlerine, le nez busqué chaussé d'un mauvais binocle entra et demanda à voix basse à parler à « Monsieur Rigal. »

— C'est moi, monsieur, dit le praticien, à qui justement il s'était adressé. Que puis-je pour vous?

— Je désire vous entretenir à part, mon cher maître.

Le groupe des amis venus reconduire le vieux peintre s'éloigna discrètement, non sans jeter de temps à autre un regard vers le seuil de l'atelier. Ils virent Rigal se pencher sur un journal de format médiocre que lui tendait le petit homme à pèlerine et ils entendirent un juron. Puis Rigal saisit le papier, le froissa et il était sur le point de rudoyer l'individu, quand Jean Joubert entra.

Les derniers mots de Rigal parvinrent aux oreilles grandes ouvertes de Saint-Chinard :

— Et puis en voilà assez! Remportez votre torchon et fichez-moi le camp!

L'homme à la pèlerine et au mauvais lorgnon s'agrippa au

socle d'une grande maquette de plâtre. Il ne voulait pas s'en aller. Rigal lui posa une main un peu rude sur l'épaule. Jean Joubert à ce moment s'interposa :

— Laisse-le aller. Il fait son petit métier. Demande-lui son nom et son adresse.

Haut de forme en tête, le pardessus soigneusement fermé, la main droite au fond de la poche et tenant la canne dressée comme une épée, Jean Joubert étalait sur son col de soie, taillée à la Henri IV, sa barbe saine, brillante, immuable, parfaite.

Hâtivement, le petit homme myope se fouilla, à la recherche d'une carte graisseuse et disparut.

Dès son entrée, Jean Joubert avait deviné de quoi il s'agissait : il arrivait justement des bureaux du *Fouille-Tout* qui, dans son édition de midi, publiait ces mots en manchette :

UNE GRANDE INJUSTICE VA ÊTRE RÉPARÉE

suivis d'un article qui commençait ainsi :

« L'effondrement artistique de M. Jean Joubert n'aura pas suivi de loin son effondrement financier. C'est un homme à la mer, à qui personne n'osera jeter la bouée de sauvetage. *M. Jean Joubert n'est l'auteur d'aucune des œuvres qu'il a signées depuis vingt ans.* Depuis huit ans en particulier, c'est JEAN RIGAL qui... »

Et Jean Joubert avait versé à l' « administration » la somme nécessaire pour arrêter (au moins quelques mois) le scandale menaçant.

Laissant Rigal congédier en douceur le pauvre petit rédacteur inconscient, Jean Joubert alla serrer la main de ses derniers visiteurs. Ils étaient tous restés en bas dans l'atelier et entouraient l'œuvre en chantier : *Un mobile blessé,* fort dramatique dans son hardi réalisme. Jean Joubert, à cette vue, haussa les épaules. Il connaissait la scène qui se renouvelait chaque mois avec une touchante régularité. Pounasse secouait sa tête en pain de sucre qui faisait remuer son béret comme une outre vide. Saint-Chinard, sous son vaste feutre, laissait s'épanouir sa large face et lançait ses deux bras en l'air comme s'il essayait d'embrasser la nouvelle statue. Les autres tournaient autour comme pour chercher le meilleur morceau à signaler, à applaudir...

Cette fois, Jean Joubert n'avait ni le temps ni le goût de recevoir leurs hommages. Certes il n'était point terrassé. Toutes

les nouvelles qui l'avaient brusquement surpris le matin, puis l'après-midi de ce même jour n'étaient pas même parvenues à entamer sa décorative sérénité. Mais il avait hâte de parler à son fils, en attendant le retour de sa femme, qui s'attardait probablement à quelque concert, il avait à prendre des résolutions avec Rigal et eût été heureux de voir partir immédiatement ces gêneurs. Saint-Chinard cependant ne manqua pas de tendre ses paumes vers le ciel.

Il songeait :

« Un mobile ! Souvenir de la guerre ! La Guerre ? Qui est-ce qui songe encore à la guerre ? C'est pour sa croix de commandeur ! »

Il s'écria :

— Ça vient, ça vient. Ça sera épatant : il a rudement du talent, ce Joubert !... Et cet homme, là, qui tombe en héros, pour son pays !

— Oui, oui, c'est bon, dit le sculpteur, tu es bien gentil, mais...

— Mais ce n'est pas pour nous que tu as endossé cette belle pelure... Compris... D'ailleurs, j'ai de petits tiraillemens d'estomac qui me disent que l'heure de l'apéritif a sonné, et même la demie... au revoir...

Pounasse s'approchait, ayant en toute hâte repris son air de circonstance... Machinalement, Jean Joubert plongea deux doigts dans son gousset et tira un louis que l'autre reçut dans la poignée de main...

— Le dernier, mon pauvre vieux, j'en ai peur, dit Jean Joubert.

— Allons donc ! soupira l'autre, sincèrement atterré.

Quelques instans plus tard Jean Joubert, qui ne songeait même pas à retirer son élégant pardessus, entrait dans le cabinet-bibliothèque installé près de l'atelier et appelait Rigal et son fils. Hélène, devinant qu'il y avait du drame dans l'air, « des embêtemens d'homme, » selon son expression, s'était éclipsée en laissant échapper sa mauvaise humeur.

— Décidément, tout finit de travers depuis quelque temps...

— Mon pauvre Camille, commença le sculpteur, en plastronnant comme s'il s'agissait de l'aventure d'un autre, il nous arrive une chose effroyable. Turfeld est en fuite. J'ai été prévenu ce matin. Il laisse douze millions de déficit. Il avait ma confiance et le maniement de toute notre fortune. Nous sommes ruinés. Et, qui pis est, sans doute pour nous empêcher de nous relever,

par une suprême canaillerie, il me déshonore. L'article que vous avez lu, Rigal, dans le *Fouille-Tout* est de lui; on ne me l'a pas caché. Alors, c'est bien simple, depuis quelques heures, j'ai cessé d'être riche et je ne suis plus sculpteur. J'ai arrêté la vente du sale petit canard, mais on le criait sur les boulevards depuis une heure quand on m'a apporté « les bonnes feuilles. » C'est dire que tout le monde à Paris sait déjà à quoi s'en tenir.

Camille, appuyé au dossier d'un fauteuil, mettait et tour à tour rejetait son monocle dans le creux de sa main, n'arrivant pas à imprimer sur son visage son habituelle expression d'indifférence. A sa stupéfaction se mêlait moins d'angoisse qu'une singulière curiosité. Lui que tous les événemens, — les grands comme les petits, — laissaient indifférent, il était intrigué. Sans essayer de prévoir l'avenir, il avait l'impression que quelque chose d'important allait enfin se produire dans sa vie. Mais tout cela était encore bien vague et lorsque son père eut fini, il dit seulement à mi-voix :

— Quelle histoire!

Rigal était cramoisi de colère :

— Pourquoi ne m'avez-vous pas laissé étrangler la bête puante qui est venue m'apporter son infâme butin?

— Mais, mon pauvre ami, parce qu'il n'est pour rien dans ce qui m'arrive. S'il n'avait pas été là, lui et son frère, car ils sont deux pour tendre leurs pièges et, pendant que je traitais avec l'un, l'autre accourait pour recevoir de toi leur second salaire, — s'il n'avait pas été là, un autre bandit aurait surgi.

— Monsieur Joubert, je ne veux pas vous quitter...

— Mon petit Rigal, tu es un brave garçon. Tu avais raison, tout à l'heure, quand tu disais à cet individu que personne ne pouvait savoir quelle était la part de chacun de nous dans nos travaux. Nous étions indispensables l'un à l'autre!

— Nous étions, nous étions... nous sommes, monsieur Joubert. Il n'y a rien de changé.

— Pour toi, peut-être, pour moi, c'est la chute irrémédiable. A moins que ma femme...

— Mme Jean n'est pas atteinte?

— Non.

— Eh! bien, alors?

— Alors, c'est l'inconnu... J'attends. Et j'avoue que je voudrais bien être plus vieux d'une heure ou deux.

Un domestique entra, à ce moment :

— Madame prie monsieur de monter chez madame.

— Ah ! parfait, répondit Jean Joubert en serrant la main de Rigal. A demain, mon petit. Tu viens, Camille ?

Camille balança son grand corps, tel un rameau dans la tempête et, sans un mot, suivit son père.

— Chez elle, mauvais signe, dit Jean Joubert.

La bibliothèque de l'architecte unissait l'hôtel à l'atelier et il eût été aisé à Mme Jean Joubert de s'y arrêter en rentrant. Mais, sans doute, avait-elle besoin d'un vaste décor pour donner plus de solennité à l'entretien qu'elle voulait avoir avec son mari.

Son grand salon, divisé en deux par un large et haut portique à colonnes doriques, était dans une gamme blanc et or, où l'or dominait comme au théâtre. Il y avait trop de chaises, mais on savait qu'elles n'étaient point là pour une vaine parade. Enfin, avec trois marches pour y parvenir, une petite estrade où se dressait aux regards, comme un prince chamarré, assis sur son trône, l'or éclatant de la harpe, reine de ce lieu.

C'est au pied de l'estrade que Mme Jean Joubert attendait, debout, son mari. Tous les lustres électriques étaient allumés. De même qu'il y avait trop d'or, trop de chaises, il y avait trop de lumière : tous les meubles, tous les cadres, toutes les moulures du plafond renvoyaient mille rayons qui se contrariaient et aveuglaient les deux hommes.

Mme Jean Joubert n'était pas seule : Hélène se trouvait là, au vif étonnement de Camille. D'un mouvement de tête, il essaya de lui faire comprendre qu'elle pouvait s'en aller. Mais elle ne bougea point. Alors Camille, s'approchant, lui dit :

— Ça n'est pas amusant, tu sais... et, comme tu n'es pour rien dans tout ce qui se passe... je te rejoindrai dans un quart d'heure et te mettrai au courant...

— J'en sais plus long que toi ! répliqua assez sèchement la jeune femme.

Camille eut un mouvement de surprise. Hélène se plongeant volontairement dans les tracas ! Il n'en revenait pas. Elle allait en être bien punie ! Et, tout à coup, cessant de considérer sa femme comme une camarade, il eut peur de la voir souffrir. Il lui tendit la main, pour l'emmener :

— Je t'en prie, ma chérie. Père et moi préférons être seuls avec Madame...

— Et moi, je préfère rester, articula nettement Hélène en dégageant sa main de celle de son mari.

Alors, Camille changea de ton, et, puisque la douceur ne produisait pas l'effet qu'il en attendait, il s'essaya à montrer de la fermeté :

— Laisse-nous, Hélène !

Mais Hélène eut un rire nerveux, laissa couler vers son mari un regard dédaigneux, haussa les épaules et, tournant le dos à Camille, se rapprocha de sa belle-mère.

Mme Jean Joubert portait sa robe cuirasse des jours de grand concert, sa robe olympienne. Elle attendit la fin du dialogue ébauché entre Hélène et Camille. Lorsque Camille, ayant épuisé toutes ses réserves d'énergie, laissa tomber, le long de son corps, ses grands bras inutiles, elle prit enfin la parole :

— Ainsi, Monsieur, vous voilà ruiné. C'est on ne peut plus ridicule. Je ne vous croyais pas si maladroit. Quand vous m'avez demandé d'unir ma vie à la vôtre, je vous ai exposé mes conditions : aucun souci, sauf celui de l'art que je professe. Notre pacte est rompu. A la catastrophe, vous ajoutez le scandale. C'est complet. Et si j'eusse hésité à quitter un homme malheureux, je ne puis rester au côté d'un homme compromis. Il ne nous reste donc plus qu'à nous séparer. Je ne suis pas assez riche pour vous sauver. Pour payer les quelques dettes de la communauté, je viens d'accepter de partir pour l'Argentine où je donnerai douze concerts...

Puis, ayant pris un temps et tournant mollement ses regards vers sa belle-fille :

— J'emmène Hélène.

La jeune femme eut un geste de surprise que Camille prit pour un mouvement de révolte et qui le fit s'écrier :

— Pardon, pardon, Madame... vous pouvez disposer de vous, mais je ne...

Il hésita, ce qui permit à Mme Jean Joubert de ne pas attendre la fin de la phrase.

— Monsieur mon beau-fils, je ne dispose pas d'Hélène sans son consentement. Quand le temps presse, il ne convient pas de réfléchir trop longtemps... Et, au lieu de vous révolter, ne devriez-vous pas plutôt me remercier? Contrainte de choisir entre vous trois, il me plaît de sauver Hélène de cette débâcle. Elle n'a ni l'âge, ni le goût de la misère. Car c'est cela, Mon-

sieur, que vous pouvez lui offrir jusqu'à nouvel ordre. Près de moi, elle continuera à mener la vie élégante pour laquelle elle est née. A l'abri des soucis matériels, elle aura de grandes impressions d'art. A mes côtés, elle recevra les hommages de l'élite dans tous les pays que nous traverserons...

Camille, le monocle à l'œil, oublia un moment de qui l'on parlait et regarda fixement cette femme aux étranges propos. Il y avait en elle de la conférencière et de la commère de revue, et la conférencière était plus ridicule de ressembler à une commère de revue, la commère de revue plus grotesque de parler comme une conférencière.

Mais cette silhouette bouffonne ne le retint pas longtemps, et il se tourna vers Hélène qui continuait de le fixer ironiquement. Pendant quelques secondes, il soutint son regard, essayant de lui suggérer une pensée qui lui était venue et dont il ne pouvait se débarrasser : « Et Gisèle, qu'est-ce qu'elle devient dans tout cela? Une mère n'abandonne pas sa fille. » Mais bientôt il baissa les yeux, par brusque peur d'être trop bien compris. Mme Jean Joubert ne songeait pas à la petite fille. Il ne fallait pas, pour rien au monde, lui suggérer quelque décision saugrenue et irrévocable à son endroit.

Toutes ces réflexions contradictoires, toutes ces soudaines préoccupations et cet effroi de la solitude entrevue, lui martelaient le cerveau, confondaient en lui les images et les idées. Il cherchait vainement à débrouiller ce qui allait sortir de toute cette comédie. Car c'était une comédie : Hélène ne suivrait pas cette femme qu'elle détestait. Les quatre ans de Gisèle allaient tout remettre d'aplomb. Et puis, son père n'était pas aussi ruiné qu'il voulait bien le prétendre. Tout s'arrangerait et la vie, la vie stupide, continuerait. Car la vie était absurde et ce drame même en était la preuve. Est-ce que vraiment elle valait qu'on se donnât tant de mal pour elle? Et Camille commença à voir, à entendre et à penser tout à fait trouble.

C'était son père maintenant qui parlait. Sa sérénité s'était, d'un coup, désagrégée; il parlait d'une voix molle, il cherchait ses mots, mêlant des promesses et des rancœurs, hésitant devant une affirmation et puis s'élançant dans d'interminables et inutiles récits. Camille cherchait à ne pas écouter et, cependant, il s'efforçait de comprendre. L'histoire de son père et de sa belle-mère lui était fort indifférente. C'était son aventure à lui qui

roulait dans son cerveau, comme un cheval débridé galope en cercle sur une piste, cherchant une issue. Hélène poursuivant Gisèle,... Gisèle poursuivant Hélène couraient dans le clair appartement de la rue de Courcelles, et Camille les regardait sans pouvoir faire un geste, sans comprendre ce qui arrivait.

Il porta en vain sa main à son front, sur ses yeux. Il n'entendait plus que des mots dépourvus de sens. Son père et sa belle-mère parlaient maintenant ensemble. Par moment, Hélène aussi lançait une phrase, d'une voix sifflante. Puis tout le monde se tut.

Camille crut apercevoir sa femme d'abord, les bras croisés. Un de ses pieds battait nerveusement le tapis. Mme Jean Joubert était montée sur l'estrade et, appuyée à sa harpe, avait l'air de faire un solennel serment. Près de lui, effondré dans un fauteuil, la tête dans les mains, son père pleurait.

Alors Camille ferma les yeux. A cet instant, un auto qui passait corna devant l'hôtel et Camille songea à sa propre voiture. Elle était bien à lui, cette voiture, il la garderait, il vivrait désormais toute la journée dedans. Ce projet insensé lui suggéra la plus pénible vision. Il était sur le bord du trottoir et faisait signe à son chauffeur. Mais celui-ci sans doute ne comprenait pas et, sans s'arrêter, filait dans l'avenue, puis, là-bas, se perdait dans la foule. Une autre voiture apparaissait, dans laquelle était montée Mme Jean Joubert et Hélène, qui toutes deux lui adressaient de la main un dernier adieu et roulaient dans une autre direction. Puis ce furent les voitures de Patriesco et de Maracajas, dont les sirènes faisaient un bruit d'enfer et qui, à leur tour, dans une troisième rue, diminuèrent, jusqu'à se perdre dans la brume...

Et Camille était toujours là, au bord de son trottoir, tendant le bras et puis le laissant retomber. D'autres rues s'ouvraient, d'autres autos s'enfuyaient : il était tout seul au centre d'un carrefour. La vie se retirait de lui, le vidait. Et un grand frisson de froid le saisit et le força de s'appuyer à un meuble pour sortir de ce salon infernal, de ce cauchemar.

JACQUES DES GACHONS.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

L'ALSACE FRANÇAISE

1871-1914

I

L'EUROPE ET LA GUERRE

La guerre qui sévit sur le monde depuis quatre mois déroule à nos yeux un spectacle grandiose, à la fois terrifiant et sublime. L'Europe entière est divisée en deux camps, et l'enjeu de la bataille est le principe même de notre civilisation deux fois millénaire. Il s'agit en effet de notre arche sainte, de l'inestimable trésor de la tradition gréco-latine et helléno-chrétienne, il s'agit de toutes les conquêtes spirituelles du passé et de tout l'avenir humain.

Chose curieuse, chacun des deux partis prétend détenir cette arche sainte. Chez l'un comme chez l'autre, cette conviction est inébranlable. Mais voyons leurs argumens, leurs paroles et leurs actes.

Dans l'un des camps, formidable usine de guerre, arsenal de destruction, école d'égoïsme national et d'arrogance militaire, se déchaînent avec une violence inouïe les bas instincts de la nature humaine, la convoitise et l'envie, la rapacité insatiable et la haine sauvage. Ces passions hideuses ne sortent pas ici comme ailleurs des bas-fonds de la société. Elles sont savamment cultivées par les hautes classes et systématiquement inoculées au peuple. On le dresse, on l'excite ainsi à faire la guerre à tous les autres. Depuis quarante ans, la prétendue supério-

rité morale et intellectuelle de la race germanique est le dogme fondamental de l'enseignement en Allemagne. De ce dogme on dérive le droit du peuple allemand à dominer, à exploiter à son profit ou à exterminer tous les peuples de la terre, pour régner en maître sur le monde. Mais, quand on va au fond de cette supériorité, douée d'un si féroce appétit, on voit qu'elle se fonde uniquement sur le culte du sabre et du canon. Car l'idéal humanitaire des grands Allemands d'autrefois, de ceux qui comptent dans l'histoire de la pensée et de l'art, n'y est pour rien, et, lorsque les pangermanistes triomphans daignent les invoquer encore, c'est uniquement pour les ravaler à leur médiocre niveau et tenter de les englober ainsi dans leur grossier matérialisme. Le triomphe apparent de la force brutale a enivré l'Allemagne depuis l'ère de Bismarck. Parce qu'elle lui a donné depuis quarante ans l'hégémonie de l'Europe, elle est persuadée qu'elle lui vaudra l'empire du monde. Aussi l'Allemagne n'a-t-elle plus d'autre Dieu que le canon et le considère-t-elle comme l'arbitre suprême des nations. « La Prusse, a dit Mirabeau, n'est pas un peuple qui a une armée, c'est une armée qui a un peuple. » Aujourd'hui, il n'y a plus d'Allemagne, il n'y a plus qu'une Prusse énorme, avide, insatiable, dont la voracité augmente à mesure qu'elle s'agrandit. Parce que ce Moloch a englouti ce peuple, les autres se laisseront-ils manger par lui?

Passons à l'autre camp. Il se compose de tous ceux qui se révoltent contre le culte de la force brutale et contre sa domination meurtrière des âmes et des nations. Ici, l'on croit à la Liberté, à la Justice et au Droit. On les vénère comme les gardiens incorruptibles qui veillent au palladium de la civilisation. Voilà les Dieux qu'invoquent ces peuples, voilà le trésor pour lequel ils se battent. Le passé a connu des luttes semblables, mais, ici, un fait nouveau s'est produit. Pour la première fois, les nations, qui veulent la liberté pour elles-mêmes et les autres, ont osé affirmer qu'en prenant les armes et en se liguant contre d'iniques oppresseurs, elles ont pour but non des conquêtes matérielles, mais l'établissement de la véritable fraternité humaine. Chose merveilleuse, dès que, sous le coup de foudre d'une menace mortelle, elles eurent pris cette résolution, elles sentirent, comme par un influx d'en haut, qu'elles venaient de conclure un pacte plus indissoluble que tous les traités écrits et que ce pacte sacré contenait le gage de la victoire finale. Car

aussitôt, au-dessus de leur propre affranchissement, elles virent flotter l'image d'une humanité plus haute, unie par les liens de l'Ame et triomphante par la loi de l'Esprit.

Le grand fait spirituel de cette guerre est d'avoir arraché tous les masques. L'âme nue des peuples s'est échappée de ses cavernes. Aux bonds de tigre de l'Autriche et de la Prusse, le lion belge et le lion d'Angleterre se sont dressés sur leurs pieds, d'un geste héroïque et sublime. A la voix du tsar magnanime, la Pologne réveillée a sorti la tête de son tombeau, et la France, qui retrouva en vingt-quatre heures son âme tout entière, a vu surgir autour du champ de bataille européen les génies inspirateurs des nations. Les alliances se nouent pour d'autres raisons qu'autrefois. Souverains et peuples parlent un langage nouveau. Les raisons déterminantes ne sont plus des raisons d'ordre matériel et particulier, mais des raisons d'ordre moral et universel. Le danger qui fait sortir les épées des fourreaux n'est plus un danger national, mais un danger européen et mondial. De là ce nouveau sentiment de solidarité qui court comme une étincelle électrique à travers toutes les nations indépendantes. Ce qui rassemble, à l'heure actuelle, les Serbes et les Belges, les Russes, les Français et les Anglais en un même élan, c'est la certitude qu'en se battant contre l'Autriche et l'Allemagne ils défendent l'indépendance de l'Europe en même temps que la leur. En ces derniers temps, les publicistes allemands ont souvent reproché à la France et à la Russie d'ourdir contre l'Allemagne une tentative d'*encerclement*. Est-ce que, par hasard, à une Triplice menaçante et tracassière, on n'avait pas le droit d'opposer une modeste Duplice ? Vraiment l'Allemagne a joué trop longtemps le rôle du loup de la fable qui accuse l'agneau de troubler le cours de son ruisseau pour avoir un prétexte de le dévorer. Si aujourd'hui il y a encerclement contre l'Allemagne, c'est le cercle des peuples libres qui se dresse par la force du droit contre le droit usurpé de la force brutale. Ils savent que s'ils n'avaient pas le courage de le faire, le militarisme prussien asservirait le monde sous son joug de fer et tuerait l'humanité au cœur des peuples, comme il l'a déjà tuée au cœur de l'Allemagne.

De cette ligue spontanée, conclue au fort de la détresse, on peut espérer, à l'issue de la lutte, non seulement un remaniement de la carte européenne, mais encore la constitution d'une

Europe fédérée sur le principe des nationalités libres et sur la compréhension réciproque des peuples. Ainsi s'approfondira à la fois le sens de leur originalité propre et de leur commun idéal. Le but rêvé des Allemands, dans cette guerre, est la domination de la race germanique sur le monde. Le nôtre est la formation d'une conscience européenne par toutes les nations affranchies.

Tel est le caractère nouveau de cette guerre. Il fallait le constater, avant de parler de la part qu'y prend l'Alsace. Cette part est à la fois très modeste et très importante, car elle est la suite et la conclusion d'un long passé. Si je devais résumer en trois mots le rôle qu'a joué l'Alsace, au cours de son histoire, entre la France et l'Allemagne, je dirais qu'elle y apparut dès l'origine comme une *pomme de discorde* qui essaya vainement de devenir un *tampon* et finit par être, par la force des choses, le *brandon* d'un immense incendie. Sans les événemens extraordinaires qui se déroulent sous nos yeux, cette image pourrait paraître bizarre; mais les métamorphoses à vue d'œil, qui changent en ce moment la figure et l'âme des nations, nous font mieux comprendre les sentimens qui couvèrent en elles pendant des siècles. Dans sa longue élaboration, l'Alsace a pu hésiter entre les deux génies qui se disputaient son âme. Ce fut la France qui, par sa culture intellectuelle et son charme, rattacha l'Alsace à la grande tradition gréco-latine. Ce fut elle encore qui lui donna la conscience de la liberté. A travers ces deux grandes révélations, l'Alsace se découvrit elle-même. C'est pour cela qu'elle ne veut plus et ne pourra plus être séparée de sa libératrice.

J'essayerai d'esquisser, en traits rapides, ce petit chapitre de psychologie nationale en m'aidant de mes souvenirs personnels.

II

L'ALSACE SOUS LE JOUG PRUSSIEN

Si l'on se reporte à ce qu'était l'Alsace avant la date fatale de 1871, qui l'arracha à la France par le traité de Francfort, si l'on cherche à se retracer cette époque évanouie par les récits des rares survivans, on croit rêver. Le contraste est si fort avec les passions qui se déchaînèrent depuis, que ce temps appa-

rait comme une idylle patriarcale sous un voile de légende. Comparée au présent, sa douceur semble une cruelle ironie. Sous la monarchie de Juillet comme sous le second Empire, l'industrie florissante du Haut-Rhin avait répandu l'aisance et la richesse dans le pays. Dans le Bas-Rhin, à Strasbourg, s'était développée une vie intellectuelle active. On accourait à son Université de tous les pays. La Faculté de médecine et de droit, la Faculté des lettres, comme la Faculté de théologie protestante, s'appliquaient à commenter les idées et les méthodes de France et d'Allemagne en les comparant et en les combinant souvent avec bonheur. Des deux côtés du Rhin, on appréciait ces travaux. Les Français apprenaient à connaître la littérature et la philosophie allemandes. Les Allemands, qui, à cette époque, étaient encore idéalistes, y trouvaient une rigueur et une clarté qui manquaient souvent à leurs idées profondes, mais confuses, si bien qu'un métaphysicien wurtembergeois disait alors à un critique alsacien : « Depuis que vous ne résumez plus mes livres, je ne sais plus exactement ce que je pense. » On conçoit l'idée généreuse que cette largeur d'esprit et ces échanges féconds firent naître alors dans la tête d'un certain nombre d'Alsaciens et de Français de marque, à savoir que l'Alsace était destinée par sa situation géographique à devenir un trait d'union entre l'Allemagne et la France, après avoir été, pendant des siècles, une cause de division entre ces deux grandes nations. Là pourrait s'opérer une sorte de synthèse de leurs deux civilisations si diverses, mais faites pour se compléter. Là les intellectuels des deux pays pourraient se rencontrer et s'instruire réciproquement sans renoncer à leur originalité. Les villes de Genève et de Liége n'ont-elles pas déjà joué un rôle analogue dans l'histoire de la pensée européenne ? La Suisse romande et la Belgique, ces petites Frances vivaces et indépendantes, n'ont-elles pas envoyé à la grande France des essaims d'idées nouvelles, et même quelques génies créateurs? Telle fut la pensée de Nefftzer, le fondateur du *Temps*, et de Charles Dollfus, fondateur de la *Revue germanique*, qui rendit à son heure d'éminens services en mettant la France au courant du mouvement intellectuel de l'Allemagne, alors peu connu chez nous. Cette idée fut chaleureusement approuvée par les premiers écrivains français, qui, par l'étendue de l'esprit et la puissance du talent, dirigeaient l'opinion publique et for-

maient une sorte de triumvirat littéraire. J'ai nommé Renan, Taine et Sainte-Beuve. Pour ne pas oublier un point essentiel, rappelons cependant que, si les Allemands du Sud acceptaient alors sans protester l'idée de l'Alsace française servant de trait d'union intellectuel entre l'Allemagne et la France, les Allemands du Nord ne l'accueillaient qu'avec une réserve hautaine et un sourire dédaigneux. Tout bon Prussien se souvenait qu'au traité de Vienne (1815), après la bataille de Waterloo, la Prusse avait obstinément réclamé l'annexion de l'Alsace et qu'elle ne fut conservée à la France que par l'habileté de Talleyrand et grâce à la protection énergique de l'Angleterre et de la Russie. Lorsqu'en 1866 Bismarck imagina d'entraîner l'Autriche à prendre au Danemark le Sleswig-Holstein, avec l'arrière-pensée machiavélique (dont personne ne se doutait alors) d'en faire plus tard le prétexte d'une guerre contre l'Autriche, cette spoliation peu héroïque d'un petit peuple par deux puissantes monarchies militaires excita en Allemagne un enthousiasme universel. Celui que M. Thiers a si justement nommé « un sauvage de génie » avait su réveiller au fond de sa race l'idée de la grande Germanie envahissante et conquérante. On entendit alors de paisibles professeurs d'université faire allusion à l'Alsace-Lorraine au milieu d'un cours sur l'*Edda* ou les *Niebelungen* et s'écrier à l'improviste : « L'Allemagne devra verser encore des torrens de sang pour reconquérir ses provinces perdues. » Pour l'État prussien, Strasbourg n'a jamais été autre chose qu'une citadelle avancée de la culture germanique et l'Alsace qu'une riche proie, convoitée depuis Frédéric II.

Le résultat de la guerre de 1870 fut un désastre pour l'Alsace-Lorraine. Son annexion à l'Allemagne arrachait à la mère-patrie deux provinces devenues françaises par toutes leurs fibres. Elle ne bouleversait pas seulement leur vie économique et sociale, elle interrompait leur croissance naturelle, elle compromettait leur bien spirituel le plus précieux, leur culture intellectuelle conquise de siècle en siècle, au prix d'un long effort. Bismarck avouait sans détour que l'Allemagne n'avait pas la prétention de gagner le cœur des Alsaciens, que l'Alsace ne représentait pas autre chose pour elle qu'un glacis et un rempart contre la France. Mais l'Allemagne, gonflée d'un orgueil sans bornes par sa fortune inespérée, ne l'entendait pas ainsi. A son gré, sa victoire était si belle qu'elle devait séduire sa

victime. Et si grande était l'idée subite qu'elle avait prise de sa supériorité qu'elle n'en douta pas un seul instant. Elle s'attendait donc à voir l'Alsace, éblouie de sa force et de sa beauté, se prosterner à ses pieds et se jeter dans ses bras rédempteurs comme une fille repentie. Grand fut l'étonnement des Allemands, amère leur désillusion, de voir les Alsaciens pleurer la défaite de la France comme la leur propre et recevoir leurs conquérans avec une dignité froide et un silence dédaigneux. Dans cet arrachement violent à la mère-patrie, l'Alsace se sentait plus française que jamais.

Ce sentiment était pour tout Alsacien une de ces vérités primordiales qui ne se discutent pas. Les faits psychiques spontanés ne se démontrent-ils pas d'eux-mêmes comme la lumière du jour et n'ont-ils pas la valeur d'un axiome en mathématique? Dans les grandes villes d'Alsace, comme Strasbourg, Mulhouse et Colmar, la haute bourgeoisie forme une sorte d'aristocratie intellectuelle. C'est en elle que réside la conscience et la culture morales du pays. C'est contre elle que vint se heurter l'esprit conquérant, chicanier et tyrannique de la Prusse. L'un des Alsaciens les plus distingués de la nouvelle génération demeurée au pays, M. Fritz Kiener, a décrit mieux que personne l'attitude de cette bourgeoisie et la résistance calme, mais invincible, qu'elle opposa au nouvel esprit germanique. « La génération de nos pères, dit-il, a vécu depuis l'annexion dans la confusion et l'étourdissement. Elle ne trouva pas sa voie entre les aspirations de son âme et la dure réalité. C'est pour cela qu'elle était devenue muette. Mais, dans sa résignation, elle continua d'agir par la noblesse de sa vie et par sa sensibilité intime... La bourgeoisie alsacienne, privée de son élite par l'émigration et rejetée dans les limites étroites de la vie provinciale, après avoir vécu dans le vaste horizon de la vie française, se trouva par l'occupation allemande en face de trois organismes auxquels elle ne comprenait rien du tout : l'*armée allemande*, l'*école allemande* et la *bureaucratie allemande*. Ce sont trois institutions dont l'ensemble est d'une force et d'une solidité merveilleuses pour façonner le caractère allemand à la prussienne, mais auxquelles le caractère alsacien s'oppose d'une manière absolue. » J'ajouterais volontiers que c'est une machine d'acier introduite dans un corps vivant. Elle fonctionne admirablement pour elle-même, mais elle mécanise

le corps qu'elle prétend organiser, en abaissant les caractères et en faussant les âmes. La Prusse avait cru que les Alsaciens s'inclineraient devant ses hautes castes, militaires, professeurs et fonctionnaires, qui forment chez elle une hiérarchie strictement graduée. Elle l'avait cru, parce que les Allemands sont à leurs pieds. L'Alsacien indépendant et frondeur, habitué à juger les hommes selon leur valeur intrinsèque, et non selon leur étiquette administrative, trouva les officiers allemands aussi peu cultivés qu'arrogans et lourds. Les professeurs d'université lui semblèrent érudits, mais pédans, dépourvus d'intuition et de largeur. Quant aux fonctionnaires, il les jugea prétentieux et vides. Il était habitué à d'autres grâces et à des supériorités plus aimables. Il avait sans doute conservé le souvenir d'une autre Allemagne, celle du temps jadis, dont le sérieux et la bonhomie ne manquaient pas de charme, mais il n'avait rien de commun avec cette nouvelle Allemagne bottée, éperonnée et casquée. Celle-ci lui était profondément antipathique. Il constatait qu'en perdant sa naïveté l'âme allemande avait perdu sa profondeur et que l'esprit prussien, ce projectile fait de violence et d'hypocrisie, l'avait empoisonnée et déchiquetée jusqu'aux moelles, comme une balle explosible. Les Alsaciens comprirent alors que la fameuse *Kultur*, qu'on leur prêchait comme une école de vertu et de régénération, comme le sommet de la science et de la civilisation, n'était au fond qu'un mélange de bas servilisme et de morgue insolente. M. Kiener a parfaitement vu la force secrète qui servit à l'âme alsacienne de bouclier contre cette puissance meurtrière. « Ce qui empêche, conclut-il, la bourgeoisie alsacienne de se plier devant les prétentions des fonctionnaires allemands et devant l'arrogance des officiers, c'est la culture française qui est devenue chez elle une tradition familiale (1). » Il advint donc pour l'Alsace ce qui advient pour tous les peuples annexés malgré eux. La société se divisa en deux camps ennemis, les conquérans et les conquis. Indigènes et immigrés n'eurent que des rapports administratifs. Tout contact entre eux était un froissement. Les Alsaciens fermèrent leur porte à l'étranger et vécurent de souvenir dans un recueillement douloureux, qu'égayait, de temps à autre, la visite d'un Français, dont le

(1) *Revue Alsacienne Illustrée*, XI, 1909, 2e et 3e fascicules.

sourire leur apportait un rayon d'espérance. Les journaux allemands avaient beau dire : « La terre d'Empire nous appartient. Les Alsaciens se rallient, » les immigrés s'irritaient de voir toujours le bouquet tricolore sur la poitrine des femmes en deuil, des jeunes mariées et même des paysannes. La police défendit de le porter dans les rues. A l'Assemblée de Bordeaux, en 1871, les derniers députés français de l'Alsace avaient lu et signé le célèbre manifeste : « Nous déclarons nul et non avenu un pacte qui dispose de nous sans notre consentement. La revendication de nos droits reste à jamais ouverte à chacun et à tous. » Cette déclaration s'était inscrite comme un article de foi dans le cœur de tous les Alsaciens. J'ajoute que par l'attitude ferme et invariable de l'Alsace, elle s'inscrivit dans la conscience du monde politique et du monde pensant comme la plus grave des questions européennes. Car elle plaçait le problème des nationalités sur son vrai terrain, je veux dire le droit des peuples au libre choix de leur patrie, droit aussi sacré que le droit de l'homme à sa liberté. Ce fut, pour l'Alsace, la période protestataire, qui dura près de trente ans. On sait que nombre de députés alsaciens s'en firent les éloquens défenseurs au Reichstag.

Vers 1890 cependant, il se produisit une crise dans la conscience alsacienne. C'était au lendemain du boulangisme. Le parti radical triomphait en France. Personne sans doute n'y oubliait l'Alsace, mais, dans la lutte violente des partis qui se disputaient le pouvoir et au milieu des préoccupations coloniales, les politiques d'alors avaient l'air de négliger l'Alsace. Les pacifistes internationaux et les tripoteurs d'affaires parlaient d'une possible alliance avec l'Allemagne que celle-ci offrait à la France, à la condition d'une renonciation catégorique et définitive à toute prétention sur l'Alsace-Lorraine dans les temps futurs. J'ajoute qu'aucun gouvernement français, quel qu'il fût, n'eût jamais pu assumer la honte d'une pareille alliance. Il eût été immédiatement renversé. Car, si pacifique qu'elle fût (pacifique jusqu'à désarmer au moment où l'Allemagne augmentait ses armemens en des proportions fantastiques), la France sentait que fermer son oreille à la voix de ses provinces perdues, mais toujours fidèles à son souvenir, et accepter à ce prix une alliance humiliante avec leur oppresseur, c'eût été non seulement devenir la vassale de l'Allemagne et la complice du mili-

tarisme prussien, mais trahir à la fois le génie français, sa tradition et sa mission libératrice dans le monde. La France ne voulait pas cependant prendre la responsabilité d'une guerre pour sa cause seule. Elle ne pouvait le faire que poussée à bout par l'Allemagne et avec l'approbation de l'Europe.

L'Alsace voyait donc reculer l'heure de sa délivrance dans un avenir de plus en plus incertain.

III

L'IDÉE DE L'AUTONOMIE, CRISTALLISATION DE L'AME ALSACIENNE

Une nouvelle génération avait grandi dans l'intervalle. Le régime prussien, qui dresse les hommes pour en faire des machines obéissantes, avait tout essayé pour la circonvenir. Il s'était même efforcé de se rendre agréable et de simuler l'innocence en rentrant ses griffes. A l'école comme à l'université, maîtres et professeurs avaient prêché sur tous les tons aux jeunes Alsaciens les splendeurs du nouvel Empire et les merveilles incomparables de la *Kultur* allemande. Pourquoi donc l'Allemagne, présente et toute-puissante, inspirait-elle à cette jeunesse une invincible répugnance, tandis que la France, absente et affaiblie, gardait pour elle tout son attrait et lui avait laissé au cœur une inguérissable nostalgie? C'est que la nouvelle culture allemande ne parlait que de sa propre grandeur, de sa force matérielle et de sa supériorité morale, au nom de laquelle elle prétendait soumettre l'univers, tandis que l'âme française s'ouvrait généreusement à tous les peuples et à toutes les idées, essayant de les comprendre et de les juger sous la norme de l'*humanité*, ce concept de la tradition gréco-latine qui correspond à l'idée de la civilisation dans toute sa largeur. Mais comment devait s'y attacher la jeune génération alsacienne, puisque la dure politique l'en avait séparée et que, d'autre part, ses nouveaux maîtres s'étaient juré d'extirper en Alsace jusqu'au souvenir de cette France et de sa tradition? « Attendez la revanche... » disaient les voix de plus en plus rares et plus faibles qui venaient de l'autre côté des Vosges. « Oubliez la France et faites-vous Allemands... ou nous vous écraserons! » disaient les grosses voix, de plus en plus menaçantes, qui venaient de l'autre côté du Rhin.

Sans appui d'aucun côté, les jeunes Alsaciens de 1890 se demandèrent ce qu'ils allaient devenir dans leur isolement. Quel rôle, quelle mission l'histoire implacable et la Providence mystérieuse leur assignaient-elles dans le monde ? Leur angoisse fut indicible. Serrés comme dans un étau, ils constatèrent qu'ils manquaient d'air respirable. Ils étouffaient. C'est alors que l'idée de l'autonomie leur apparut comme un *modus vivendi* provisoire, comme une ancre de salut dans le naufrage de leur individualité menacée jusqu'en ses derniers arcanes.

« Depuis quarante ans, dit M. F. Eckard, avocat distingué de Strasbourg, l'administration allemande fait miroiter devant nos yeux l'image d'une constitution indépendante, depuis quarante ans, nous nous laissons éblouir par ce mirage qui, chaque fois que nous croyons l'atteindre, s'évanouit dans le désert des espoirs chimériques. Nous demandons à être mis sur le même rang que les autres États de l'Empire. » Si une telle constitution avait été octroyée à l'Alsace, elle aurait obtenu, sous la surveillance d'un *statthalter* allemand, un parlement libre, nommé des fonctionnaires indigènes, voté et perçu les impôts et organisé elle-même son instruction publique comme les autres États de l'Empire. Mais un tel projet était irréalisable. Jamais ni l'Allemagne, ni l'empereur, pour lesquels l'Alsace n'est pas autre chose qu'un gage de la victoire, un champ de manœuvres militaires et un terrain d'exploitation industrielle, n'y auraient consenti. Le chancelier Bethmann-Holweg parlait au *Reichstag* d'une constitution alsacienne, chaque fois qu'il voulait caresser les oreilles des socialistes par un air de flûte libéral, mais un discours du ministre de la guerre lui répondait aussitôt comme une canonnade pour faire voter un nouveau crédit militaire. Quant au Kaiser, il dit un jour ironiquement à un député alsacien : « Je vous accorderai une constitution, mais c'est moi qui resterai le seigneur du pays, *der Landesherr.* » On devine ce que ce mot avait d'absolu et de méprisant dans la bouche de cet autocrate effréné. Avouons que l'idée d'une autonomie de l'Alsace, sous la tutelle germanique, est la plus naïve des chimères. Autant faire garder la brebis par le loup. M. Eckard le savait sans doute en la réclamant, car il ajoute judicieusement : « L'autonomie a deux faces : l'une d'ordre politique et l'autre d'ordre moral... En somme, c'est l'autonomie morale qui est la plus importante, car un peuple vaut moins par sa constitution

que par la valeur et le caractère des élémens qui la composent. »

C'est de cette autonomie morale que je veux dire un mot, car c'est elle qui s'est constituée chez les Alsaciens en ces vingt dernières années par un de ces mouvemens subits et irrésistibles qui soulèvent parfois l'âme collective d'un peuple. Ces lames de fond la bouleversent et la troublent un moment, mais, quand elles s'apaisent, on s'aperçoit que la mer est devenue transparente. Il s'est opéré une cristallisation de la conscience nationale.

Fouillant dans leur passé historique, les jeunes Alsaciens du vingtième siècle découvrirent que, ethnologiquement parlant, leur race était un composé d'élémens celtiques primitifs et d'élémens germaniques immigrés. Ils jugèrent que ce double sang, répandu sur une mince bande de terre, aux riches cultures, aux vastes horizons, entre le Rhin impétueux et les Vosges placides, aux forêts séculaires, constituait leur tempérament original. Bonhomie patriarcale et volonté tenace, une franchise un peu rude avec une bonté solide et une loyauté absolue, de l'ironie mordante pour se défendre, plus de sens pratique que de rêve et de mysticisme, plus de persévérance que de grandes envolées, mais le goût des idées générales et la capacité de comprendre les plus hautes aspirations de l'âme et de l'esprit, voilà le caractère alsacien dans ses traits les plus généraux. Les jeunes gens de 1900 le retrouvèrent en eux-mêmes indélébilement marqué. Si l'histoire les avait incessamment ballottés entre deux races et deux civilisations, ils s'étaient conservés intacts, à travers les temps, avec leur caractère, avide d'espace et d'avenir, comme le grand fleuve qui se hâte vers la mer lointaine, mais indestructible par ses souvenirs, comme les sommets des Vosges couronnés de roches celtiques et de châteaux en ruine. Ils se seraient bien gardés de rejeter les germes féconds que leur avaient apportés les grands génies de l'Allemagne d'autrefois comme les Herder, les Gœthe et les Beethoven, mais ils n'avaient rien de commun avec l'Allemagne impérialiste et pangermaniste. Ils avaient trop frémi d'enthousiasme au contact de la France chevaleresque et républicaine, ils avaient suivi avec trop de sympathie, dans ses hauts et ses bas, les fluctuations tumultueuses de sa littérature et de sa pensée. La France avait gagné leur cœur par sa grâce, sa courtoisie, la finesse de son goût, son amour de l'art et son sens esthétique. Enfin les

mots de *liberté* et de *fraternité* qu'elle avait inscrits sur sa bannière orientaient leur esprit vers la plus haute et la plus pure humanité. Ils jurèrent de conserver, à tout prix, ce trésor inestimable avec la langue de leur vraie patrie et de le développer à leur manière.

Regardant en elle et autour d'elle, cette jeune et grave Alsace se découvrit des traditions de famille, des légendes originales, une architecture spéciale, un art et une littérature autochtones. Elle résolut de leur donner la forme française, claire, élégante, ailée. Ce fut, pour cette œuvre d'épuration et de résurrection nationale, une heureuse émulation entre les Alsaciens restés en Alsace et ceux qui avaient émigré en France. Le beau roman de M. Paul Acker, *les Exilés*, les récits émouvans de M. André Lichtenberger, *Juste Lobel* et *le Sang nouveau*, les *Images d'Alsace-Lorraine* de M. Émile Hinzelin, la *Légende dorée de l'Alsace* de Mlle Marie Diemer, les poèmes gracieux de Georges Spetz, de Robert Redslob et de Mlle Elsa Koeberlé accentuèrent cette renaissance d'une Alsace française. Pendant que Rodolphe Reuss, professeur à la Sorbonne, écrivait sa savante et forte *Histoire d'Alsace*, Fritz Kiener, professeur à Strasbourg, démontrait l'existence d'une Alsace autonome, au point de vue intellectuel et social, dans sa saisissante brochure sur *la Bourgeoisie alsacienne*, tandis que M. Eckard en esquissait la formule politique dans son *Autonomie de l'Alsace-Lorraine*. Ajoutons que M. Boll, dans le *Journal d'Alsace-Lorraine*, et l'abbé Wetterlé, dans le *Nouvelliste Alsacien-Lorrain*, devinrent les défenseurs courageux et infatigables de cette campagne sur le terrain de la politique quotidienne. Si toutefois l'on cherchait le centre vital de ce mouvement, on le trouverait dans la *Revue Alsacienne illustrée*, fondée en 1904 par le docteur Pierre Bucher à Strasbourg. On peut dire que cet homme aussi modeste que distingué, doué d'un puissant esprit organisateur, a été, par son enthousiasme contenu et sa foi indomptable, l'instigateur le plus actif et la cheville ouvrière de la nouvelle conscience alsacienne. Pour terminer ce court exposé, je me bornerai à citer la réponse que je lui fis, il y a quelques mois, lorsqu'il me demanda de formuler ma pensée sur le *dilemme tragique* posé devant l'âme alsacienne, dilemme dont sa vie entière est, à mes yeux, l'exemple vivant et la solution victorieuse : « Si notre pensée, lui disais-je, s'oriente toujours vers la France, c'est que

la France a gardé son idéal de justice et de liberté, adopté par nous depuis deux cents ans, idéal qui nous rattache par elle à la glorieuse tradition gréco-latine, à la civilisation, à l'humanité, tandis que l'Allemagne a renié son idéal d'autrefois pour adopter celui de la force, de la domination brutale et d'un grossier matérialisme intellectuel. Le Christ a dit : « L'homme ne vit pas seulement de pain, mais de la Parole de Dieu. » On pourrait ajouter : les nations ne vivent pas seulement de charbon et de fer, mais aussi de sentiment et de pensée. Nous ne renions aucune des idées fécondes que nous a léguées le passé, qu'elles nous soient venues d'Allemagne ou d'ailleurs, mais comment oublierions-nous la France, qui nous a donné la conscience de nous-mêmes en nous enseignant la liberté qu'elle a enseignée au monde? La question politique n'est que la surface des choses, mais la question de notre autonomie intellectuelle est une question de vie ou de mort. Elle touche à l'intégrité de notre âme et de notre intelligence. Il s'agit pour nous *d'être ou de n'être pas* (1). »

IV

LA RUÉE DU PANGERMANISME

Ce sont les Allemands qui ont inventé le terme de « psychologie des peuples, » *Voelker psychologie*, mais il semble que ce fut uniquement pour démontrer aux autres nations leur écrasante supériorité. La croissance rapide de l'orgueil allemand, poussé aujourd'hui jusqu'à la démence, offre un cas extraordinaire de contagion mentale et de suggestion collective. Nous avons assisté à l'empoisonnement moral de tout un peuple. La responsabilité en remonte, en premier lieu, à ses gouvernans, à la dynastie des Hohenzollern et à la caste militaire des hobereaux prussiens qui lui sert d'appui; en second lieu, aux guides intellectuels de la nation, aux professeurs d'université qui, depuis quarante ans, ont perdu toute indépendance et se sont faits les plats valets du militarisme prussien, foulant aux pieds, avec une inconscience superbe ou une hypocrisie profonde, non seulement le noble idéal humanitaire des Gœthe et des Schiller,

(1) *Cahiers alsaciens*, janvier 1914.

mais encore les notions les plus élémentaires du droit et de la justice.

Pour faire comprendre la naissance et le développement du pangermanisme, il faudrait faire l'histoire de la mentalité allemande de Frédéric II à Bismarck et de Bismarck à Guillaume II. Le premier a fondé la grandeur de l'État prussien ; le second a créé l'unité allemande ; le troisième incarne l'impérialisme germanique et son rêve de domination universelle. Ce n'est pas ici le lieu de faire cette étude, mais trois paroles de ces trois illustres personnages, qui sont devenus les idoles des Allemands d'aujourd'hui, les caporaux d'après lesquels ils se sanglent et se dressent pour parader devant l'univers, peuvent résumer ce développement. Frédéric II a dit : « Un souverain n'est tenu à être honnête que lorsqu'il le peut sans se nuire. Dès que son intérêt l'exige, la fourberie devient son devoir. » Bismarck élargit le principe : « Là, dit-il, où la puissance de la Prusse est en jeu, je ne connais plus de loi. » Guillaume II conclut : « Pour moi, l'humanité finit aux Vosges. » Voilà le virus prussien dans toute sa candeur et dans toute sa beauté. Par quelle colossale aberration d'esprit, par quelle ivresse de la force brutale, par quel délire de servilité une nation, qui passait jadis pour un peuple de penseurs, en est-elle arrivée à s'assimiler ces maximes, à les faire passer dans son sang jusqu'à se croire le peuple unique, le peuple élu, la nation cultivée par excellence (*Vollkulturvolk*), le peuple-Dieu, dont tous les autres ne pourront être que les très humbles serviteurs ? Je renvoie ceux que trouble cette énigme à la lettre récente de M. Émile Boutroux sur *l'Allemagne et la guerre* (1). Dans cet admirable exposé, le savant philosophe a fait, avec une merveilleuse pénétration, la métaphysique du pangermanisme, dont le bouillon de culture est un fond de grossièreté et d'envie. Je ne veux ici que signaler l'attitude de cette mentalité monstrueuse vis-à-vis du mouvement autonomiste en Alsace.

Convaincu de la force militaire écrasante de l'Allemagne, les pangermanistes avaient souri des protestataires alsaciens comme d'un platonisme impuissant. Dans les autonomistes, qui se plaçaient sur le terrain constitutionnel, ils virent un danger sérieux. C'était un centre de groupement, un noyau d'opposition future.

(1) Voyez la *Revue des Deux Mondes* du 15 octobre 1914.

Un fait surtout les irrita. La jeune Alsace commençait à étendre sa propagande sur un groupe d'Allemands immigrés et à les convertir à ses idées. Un professeur de l'Université de Strasbourg, Hessois d'origine, M. Werner Wittich, avait publié une très intéressante brochure, où il démontrait, par des raisons esthétiques, la nécessité pour l'Alsace de conserver sa culture française (1). Ce fut un scandale dans l'Université et dans les cercles officiels. Quoi! des Alsaciens rebelles incitaient des Allemands à aimer la France? Quel attentat à la majesté du peuple allemand! Dès lors, on organisa contre les autonomistes une campagne de calomnies et de persécutions.

La *Gazette de Westphalie*, le premier organe du pangermanisme, qui exerce une sorte de terrorisme sur les autres journaux allemands, dénonça la jeune Alsace comme une pépinière de conspirateurs et appela contre elle les rigueurs du gouvernement. Elle exigea la suppression des libertés relatives qu'on lui avait tardivement accordées. On avait été trop bon d'ériger l'Alsace en terre d'Empire et de la doter d'un gouvernement particulier, il fallait en faire purement et simplement une province prussienne gouvernée par un général prussien et soumise à l'état de siège. Le Kaiser corrobora ces menaces en déclarant que l'Alsace, « qui avait connu son gant de velours, allait sentir son gant de fer. » Les industriels qui avaient gardé dans leurs fabriques quelques ouvriers français durent les chasser ou donner leur démission de directeur. Les sociétés d'étudians où l'on cultivait la littérature française furent dissoutes, le *Souvenir français* supprimé. La jeune Alsace n'avait pas voulu comprendre, la malheureuse! que payer l'impôt de guerre extraordinaire pour les nouveaux armemens et l'impôt pour la flotte allemande était le plus grand des honneurs et un brevet de noblesse mondiale. Elle fut décrétée « une race inférieure. »

Pendant les affaires du Maroc, l'Allemagne, qui exerçait son hégémonie en Europe par un système d'intimidation méthodiquement poursuivi, avait soumis la France à une série de vexations où l'on sentait l'esprit chicaneur des pangermanistes et où l'orgueil impérial trouvait son compte. La France, qui avait cédé à presque toutes les injonctions du gouvernement allemand depuis une série d'années, avait fini par adopter à son

(1) *Kultur und Nationalbewusstsein im Elsass*, Strasbourg, 1909

égard une attitude de résistance calme et ferme, qui fut taxée immédiatement par son altière ennemie de rébellion agressive. Les intrigues de l'Autriche auraient déchaîné le cyclone européen pendant la guerre balkanique sans la modération et la longanimité de la Russie. On avait conclu la paix tant bien que mal et nos pacifistes innocens recommençaient à se livrer à leurs douces bergeries. Cependant l'atmosphère de l'Europe était surchargée d'électricité. Un nuage noir, sinistre et impénétrable, enveloppait cette énorme citadelle de guerre qu'est devenue l'Allemagne. La fin de l'année 1913 approchait. C'est alors que se produisit en Alsace, aux premiers jours de novembre, un incident qui révéla aux yeux de tous la haine grandissante amoncelée contre nous de l'autre côté du Rhin et la guerre sans merci que méditait, depuis vingt ans, l'état-major allemand. Je veux parler de l'affaire de Saverne.

Qu'on se remémore le fait initial. Il est typique de l'âme prussienne et de son système d'éducation. Un petit hobereau de la Prusse orientale, le lieutenant von Forstner, en garnison à Saverne, dans les Vosges, tout près de la frontière française, s'était mis en tête d'avoir raison de ces « têtes carrées d'Alsaciens » et de leur apprendre la manière allemande, *die deutsche Art*. A cet effet, il imagina un tour qui lui parut infiniment spirituel. Un matin, avant l'exercice, ayant rangé son peloton devant lui, il voulut forcer les soldats à dire l'un après l'autre : « *Ich bin ein Wakes*, » ce qui, en patois alsacien, signifie : « Je suis un voyou. » Ordre d'ajouter : « *Je crache* sur le drapeau français. » J'atténue le verbe en le traduisant, pour épargner au lecteur l'ignominie de l'original. Tous refusèrent d'une seule voix en présentant les armes. Ils furent mis aux arrêts en bloc, non sans avoir été frappés à coups de crosse par les sous-officiers. L'épisode se renouvela plusieurs jours de suite. Une des victimes de cette infamie, ayant rencontré par hasard le rédacteur d'un journal de Strasbourg, lui raconta les faits. Celui-ci s'empressa de révéler au public le genre d'éducation que le militarisme prussien réserve aux jeunes Alsaciens et par lequel il se propose de lui inculquer la fameuse culture allemande, *die deutsche Kultur*, dont les professeurs parlent pompeusement, du haut de leurs chaires, comme d'une sacro-sainte révélation. On était suffisamment renseigné sur la brutalité de la discipline prussienne, mais le fait était si inouï, si révoltant, qu'il fit le

tour de la presse. Un cri d'indignation partit, non seulement de l'Alsace, mais encore, il faut le reconnaître, d'un certain nombre de journaux allemands. A Saverne, ce fut presque une révolution. La population, fort paisible en temps ordinaire, se mit à railler les officiers de ses lazzis. Quand le lieutenant Forstner, triomphant de son exploit, se promenait dans les rues avec un sourire ironique et provoquant, les gamins lui renvoyaient l'injure dont il avait voulu déshonorer les recrues alsaciennes. De jour en jour, l'échauffourée grandissante menaçait de tourner à l'émeute. Chose à noter, le maire de Saverne, un Allemand, et la police elle-même prirent ostensiblement parti pour la population. Au contraire, le colonel von Reuter approuva et soutint son lieutenant dont on demandait le déplacement. Le commandant de Strasbourg, le général von Deimling, consulté, les encouragea tous les deux et ordonna les mesures les plus sévères. Des mitrailleuses furent placées dans la cour de la caserne, des patrouilles balayèrent les rues de la ville. Le colonel von Reuter, à la tête de son bataillon, fit arrêter une cinquantaine de bourgeois tranquilles avec les juges sortant de leur tribunal et les enferma, pour toute une nuit, dans une cave humide. Quant au lieutenant von Forstner, le hobereau loustic, héros de cette aventure, il se précipita sur un cordonnier inoffensif et lui fendit le crâne d'un coup de sabre. Là-dessus, l'ordre rentra dans Saverne. L'affaire était terminée à la satisfaction de l'honneur prussien. — Quant à la mentalité du général von Deimling, qui, de Strasbourg, avait dirigé la répression et peut-être suggéré l'incident, elle se trahit cyniquement par un mot qu'il avait dit peu avant : « Je suis las de tirer à blanc. » Le cas ayant été porté, par le maire de Saverne, devant un tribunal civil, celui-ci osa blâmer la conduite des militaires à Saverne en condamnant les deux officiers à un minimum d'amende. Le Reichstag lui-même, comprenant qu'il ne s'agissait pas seulement d'une humiliation infligée à l'Alsace, mais encore d'un conflit entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire, prit parti pour le pouvoir civil opprimé dans un vote qui fit grand bruit. Mais aussitôt, par ordre de l'empereur, un conseil de guerre cassa le jugement du tribunal favorable à la population de Saverne. Il suffit ensuite d'une lettre enthousiaste du Kronprinz au colonel von Reuter pour faire rentrer dans un silence de mort les juges, le Reichstag, la presse et le public. L'opposition

disparut en un clin d'œil, comme une bande de souris, trottinant sur un grenier, disparaît aux quatre coins quand se montre à la porte la tête du chat.

C'est ainsi que la Prusse pratique, depuis quarante ans, la politique du terrorisme et l'éducation de la haine. Ceux qui connaissent son histoire n'en ont pas été surpris. L'étonnant est qu'elle ait réussi à l'inculquer à toute l'Allemagne par le vertige d'une mégalomanie insensée et furieuse. La guerre actuelle en est la preuve et le fruit.

V

L'ALSACE FRANÇAISE DANS L'EUROPE FÉDÉRÉE

Elle est venue, cette guerre que tout le monde pressentait, qu'on sentait dans l'air lourd de haine, mais à laquelle la France et toutes les nations s'efforçaient de ne pas croire. Vainement la diplomatie européenne fit des prodiges de patience pour l'éviter. Elle s'est déchaînée tout à coup, comme un ouragan de fer et de sang, parce que l'Allemagne la voulait et la préparait depuis des années. Elle devait être, dans sa pensée comme dans celle de Guillaume II, la mainmise sur l'Europe et le commencement de sa domination sur l'univers, déjà fouillé en tous sens par les espions du nouvel Empire comme par les tentacules d'un polype monstre. La race supérieure devait régner sur le monde. Mais ce qu'elle nous a montré, dans son premier assaut, c'est une explosion de fureur et de sauvagerie que personne n'aurait crue possible. Les Huns et les Vandales nous semblent maintenant des enfans en vacances en comparaison des Germains dernier modèle. Les sinistres incendiaires, les assassins méthodiques, qui ont ravagé la Belgique et la France, ne se sont pas contentés de piller et de tuer sans merci les vieillards, les femmes et les enfans. Ils ont fait marcher des populations entières devant leurs canons et leurs fusils en allant à la bataille. Ils ont repoussé dans les flammes les pauvres habitans des maisons qu'ils allumaient. Les chefs non seulement l'approuvaient, ils l'avaient ordonné et présidaient au massacre. Exaspérés d'avoir été battus sur la Marne et repoussés sur l'Aisne, ils se vengeaient ainsi. Il y a là un sadisme féroce avec tout un système de barbarie calculée que le monde n'avait pas

encore vu. Mais ce qui dépasse l'imagination, c'est l'adhésion en masse des plus notoires intellectuels de l'Allemagne à ces crimes inouïs de lèse-humanité. Le manifeste collectif, qui essaye de justifier les massacres de Louvain et la destruction de la cathédrale de Reims comme des « cruautés disciplinées » et nécessaires à la grandeur allemande, restera une tache ineffaçable au front de cette nation. Nous savons maintenant ce que la grandeur germanique nous apporterait si elle parvenait à se substituer à la civilisation.

Quels sont, au milieu de la tourmente européenne, les sentimens de l'Alsace retenue par l'ennemi dans un cercle d'acier comme un otage qui attend l'heure de la fusillade, mais qui sait, malgré tout, que l'heure de la délivrance approche et qui l'attend avec une confiance imperturbable? On devine ses pensées; il est presque superflu de les exprimer. Placée au centre du cyclone et se trouvant, comme disent les marins, « dans l'œil de la tempête, » elle voit, de temps à autre, le ciel s'éclaircir au milieu des rafales et l'azur éclatant de lumière sourire à travers la trouée des nuages. Elle regarde, elle écoute... et déjà elle entend le canon français tonner aux flancs du Donon et sous le ballon de Guebviller. Elle écoute et songe... C'en est fait maintenant de son rêve passé d'être un trait d'union entre la France magnanime et la savante Allemagne. Celle-ci lui a trop bien montré ce qu'elle est devenue. Ses liens sont rompus à jamais avec le maître insolent et le tyran sans pitié comme sans honneur. C'en est fait aussi de la combinaison boiteuse d'une autonomie bâtarde, qui la livrerait impuissante aux ruses et aux assauts d'un voisin sans scrupule. Quoi qu'il arrive, elle appartient à jamais à la France qui, en ce moment, lutte pour son existence et pour celle de tous les peuples opprimés. Elle écoute les voix confuses qui viennent de partout et se souvient de sa longue, de sa douloureuse histoire. N'était-elle pas déjà gauloise, — et française en puissance, — il y a deux mille ans, quand César jeta dans le Rhin le pillard Arioviste et ses trente roitelets allemands? Et, six cents ans plus tard, ne reçut-elle pas comme un effluve de la Gaule chrétienne et latine quand sa patronne sainte Odile versa, du haut de sa montagne, un flot de charité divine et de foi lumineuse sur la vaste plaine encore noire de forêts et fauve de barbares tumultueux? Ne devint-elle pas française pour toujours quand, mille ans plus tard, *la*

Marseillaise jaillit, comme un hymne libérateur, de la poitrine d'un gentilhomme français, Rouget de l'Isle, au pied de la cathédrale de Strasbourg, chez un magistrat de la ville, entre ses deux filles enthousiasmées et les volontaires de l'armée du Rhin? — Oui, l'Alsace songe à tout cela. Alors, à travers ses deuils, une espérance la traverse comme une flèche. Elle se dit que la France, aimée des nations et des Dieux, ne peut pas mourir. Comment l'Alsace, en pensant aux cinq mille Alsaciens partis au premier cri de guerre sous le drapeau français, ne sentirait-elle pas bondir dans son cœur l'étincelle celtique et la flamme française?

Une Europe nouvelle, l'Europe fédérée, se lève à l'horizon. Son pacte, cimenté par le sang versé pour la cause commune, s'est conclu d'un libre élan vers un même idéal de justice et d'humanité. Elle châtiera les coupables et réglera les limites et le sort des peuples selon leurs âmes et leurs volontés. Alors l'Alsace-Lorraine, qui fut pendant un demi-siècle, aux mains de l'Allemagne, le gage d'une victoire inique, celle de la force brutale sur le droit, l'Alsace-Lorraine rendue à la France sera le gage et le symbole d'une victoire sereine et radieuse : celle du Droit sur la Force.

ÉDOUARD SCHURÉ.

VISIONS DE GUERRE

Coulommiers. — Le Champ de bataille de l'Ourcq et l'Ordre du jour du général Joffre. — Un Quartier général d'armée. — Soissons après le bombardement. — La ruine de Senlis.

... Par les champs paisibles, les bois qui jaunissent dans la blonde lumière de l'automne, nous gagnons Coulommiers. A Chailly-en-Brie, première maison brûlée : les Allemands sont venus jusqu'ici... Le doux matin d'octobre, un ciel bleu rient sur les villages qui ont repris leur physionomie quotidienne, ces routes, ces pentes où a fourmillé un passage d'armées. Le calme plateau descend mollement vers la vallée bleuâtre, le Grand-Morin qu'on devine...

Voici Coulommiers, petite ville vieillotte, ancien cœur provincial de la Brie. Ils y sont restés deux jours. A l'hôtel de l'Ours, où nous déjeunons, ils ont bu toute la cave (sept mille francs de vin) et fait leurs ordures dans les chambres. La petite salle à manger sent le phénol. On a lavé à force. Les murs étaient gluans de sauce. Ils y jetaient les os de lapin, les fonds de plats, et puis les plats, à la volée. La ville est intacte : ils n'ont pas eu le temps, chassés par les Anglais.

Ici s'est arrêté leur élan. Coulommiers demeurera parée de ce souvenir : Von Kluck y toucha la borne mystérieuse. Ils descendaient, après leurs victoires de Belgique et du Nord ; ils descendaient par masses, en chantant, vers la cité promise. « *Parisse! Parisse!...* » Henri Biraut a conté, dans *l'Opinion*, l'entrée du conquérant. Des témoins nous le montrent, précédé de ses fourriers. Ils s'abattent avec leurs uhlans, à l'Hôtel de Ville. Que demandent-ils? Un cheval et une voiture. Et hop! à la recherche du champagne. Halte à chaque café; on monte des

caves les paniers pleins, on va les entasser, par successifs voyages, dans la cour de la maison élue. Soudain, de grands cris : ce sont des cyclistes à toute vitesse, puis la galopade des hussards de la mort, revolver au poing; l'infanterie, baïonnette au canon : *État-Major! État-Major! personne à la rue!...* Alors, dans le silence et le vide ainsi faits, l'auto de von Kluck apparaît...

Peu après, repue de pois au lard et de sardines à l'huile, Son Excellence fait comparaître la gardienne : « — Les maîtres sont à l'armée? Bien. Avez-vous des enfans? — Cinq fils sous les drapeaux. — Parfait. Je leur promets ma protection quand ils seront incorporés dans l'armée allemande. » Puis faisant dresser, dans un petit salon du rez-de-chaussée, trois lits pour deux généraux et lui, il ordonne qu'on amasse dans les autres pièces de la paille, pour son escorte... — « C'est ici la dernière étape, prononce-t-il; demain nous quitterons Coulommiers pour entrer à Paris. » Et, se tournant vers la vieille paysanne en larmes, il lui assène un dur regard, il l'écrase, de toute sa haute, large carrure : « Dans huit jours, vous serez Allemande!... »

Mais les musiciens sont là, rangés devant la maison. Le général sort sur le perron, le concert commence. Des officiers n'ont pas craint, pour régaler leurs hôtes forcés, d'inviter « l'habitant : » — « Les meilleurs artistes de l'Allemagne composent l'orchestre de von Kluck. Ils n'ont pas d'égaux pour lui jouer *la Mascotte* et *Carmen*, qu'il préfère... — Dans deux jours, ajoute un jeune officier de l'état-major, ils nous feront danser sur les boulevards, aux bras des midinettes... » *Parisse! Parisse!* c'est le but merveilleux, une hantise... La Ville élevait, au bout des combats et des marches, son mirage doré... Du dernier des « Boches » à l'Empereur, règne l'idée fixe. Même voici, pour tenir lieu de la souveraine présence, un très haut personnage, entouré d'une imposante escorte!... C'est, dit-on, le prince Frédéric-Eitel qui arrive. Le second fils du Kaiser est désigné pour entrer dans la capitale à la tête des troupes, passer sous l'Arc de Triomphe... Les cuivres de l'orchestre chantent, cependant que plus haut encore résonnent, salves annonciatrices, les voix brutales du canon proche. Il salue le triomphe allemand? Non; la défaite.

Les Anglais, au Sud-Est de la ville, ont repris le contact. Toute la journée du lendemain, un dimanche, autour de von Kluck et de ses cartes, grand remue-ménage d'estafettes : les

mauvaises nouvelles se succèdent. « La méprisable petite armée du général French » avance. A l'aube, elle est là; un kilomètre encore, et elle enlève cet état-major qui ne se résigne pas à ouvrir les yeux, hésite, stupéfait... Lorsqu'à huit cents mètres enfin ses sentinelles tombent, von Kluck se décide à tourner les talons, monte en auto... C'est la fuite. Adieu, *Parisse!*...

Encore les grands plateaux lumineux, les bois touchés d'or et de pourpre. Çà et là, pour témoigner du drame qui s'est joué sur ce théâtre, — et sans elles on ne s'en douterait guère! — des voitures brisées, abandonnées... Il semble que toute la nature dise, avec sa paix : Pourquoi la guerre?... La route s'incline, sinue en lacets charmans, vers la Ferté-sous-Jouarre, le ruban miroitant de la Marne... La ville a relativement peu souffert : quelques maisons trouées d'obus, quelques toits défoncés. Le charmant château, où coucha Louis XVI au retour de Varennes, est dévasté, détruit. Il nous faut faire, pour atteindre l'Ourcq, un détour de vingt kilomètres; les ponts sont coupés. Ces délicieuses petites vallées, ces chemins de bois, tout ce paysage de France redevenu si calme et où ils ont traîné leurs lourdes bottes, leurs canons, leurs convois, nous semblent plus chers encore. On songe au mot de Flaubert, à ces lieux si beaux qu'on voudrait les serrer sur son cœur.

***

Voilà l'Ourcq et le canal, et les petits ponts qu'ils ont essayé de faire sauter. Et voilà Lizy. Nous stationnons sur une place, devant une boutique à devanture rouge : Gombault, épicier; volets clos. Un voisin, mécanicien, chez qui l'on a pillé les bicyclettes et cassé les vitres, nous invite : « Entrez, ça vaut la peine! »

Il nous conduit par un couloir d'arrière... L'humble débit est un amas de choses innommables; denrées éventrées, bouteilles brisées, paquets en lambeaux, tiroirs vidés pêle-mêle... Dans la chambre du haut, même saccage; des armoires forcées et des commodes ouvertes dégorge le fouillis des nippes arrachées, piétinées. Les meubles sont en morceaux, les cadres disloqués, et partout l'odeur ignoble, le relent excrémentiel. La voisine nous montre des lambeaux d'une robe de soie rose, exprès choisie. On a eu beau ouvrir les fenêtres, depuis... c'est à

vomir. Partout nous retrouverons cette marque : détruire et puis souiller, pour le plaisir... Cette dégradante manie les peint. Déjà, en 70, c'était leur signature...

Nous gagnons les plateaux de la bataille. Après les sombres jours de la retraite, c'est de ce point, jusqu'à la lointaine frontière des Vosges, que se sont levées, pour la reprise de l'offensive, toutes les armées de Joffre. Glorieuses journées du 5 au 10 septembre, déjà baptisées : Victoire de la Marne ! L'Histoire saluera, d'une admiration étonnée, cette lutte gigantesque, quand elle la connaîtra mieux. Ici s'opéra l'un des plus prodigieux renversemens de la destinée. La France, qui roulait au gouffre, s'est ressaisie. Elle se cramponne au sol, y reprend force, comme Antée. La nation, du premier de ses généraux au dernier de ses soldats, fait front. Et l'innombrable légion barbare qui déjà, croyant tenir Paris, escomptait la facile défaite de nos armées, à son tour chancelle. Frappée au centre, pressée aux ailes, elle recule, elle fuit.

Une grande route bordée d'arbres longe les vastes terrains où déjà se voient les tranchées, et les tombes. La terre remuée là, ces épaulemens, ces trous où leurs tirailleurs étaient blottis, toute cette défense sent l'improvisé, pioches et pelles fiévreuses. Ils ne s'attendaient pas à voir surgir, si prompte et si hardie, cette armée de Paris, qui fonce, menace, de flanc. Le sol maintenant est nettoyé. Ensevelisseurs et brancardiers ont fait la toilette. Les blessés qui, sur place, longuement moururent, les morts aux figures noires que, plusieurs jours après, on vit encore, par tas, joncher les champs de leurs cadavres gonflés, toute cette épouvante a disparu. Plus rien que la terre brune, le chaume à perte de vue. L'immense écume de la bataille, le pêle-mêle des débris : caissons épars, fusils en monceaux, cartouches allemandes jetées par centaines de chargeurs, casquettes, sacs, on l'a soigneusement ramassé. Pourtant voici, oublié en arrière de cette crête, un de ces étroits hauts paniers à trois compartimens qui semblent faits pour les longs cols des bouteilles de vin du Rhin, et qui a contenu leurs obus jaunes et bleus. Une batterie a tiré d'ici...

Les talus de la route sont couverts de branches fracassées. Les fils télégraphiques emmêlent leurs guirlandes coupées. De

loin en loin, un peuplier fauché net. D'autres portent de profondes blessures rousses, fibres arrachées, sang séché de la sève. Il est quatre heures et demie. On s'arrête pour interroger des paysans, qui travaillent, dos courbés, dans un champ. Soudain on entend le canon. Cela vient de loin, — une trentaine de kilomètres, — du côté de l'Aisne. Roulement de tonnerre sur lequel se détachent des détonations sourdes... « Ça n'arrête pas ! » dit tranquillement le vieux et il appelle sa femme, en train d'arracher des pommes de terre. La vieille, toute torte et ridée, avec sa bouche finaude, conte la bataille, comment les Allemands sont arrivés, se sont fait faire du café toute la nuit. Leurs officiers parlaient français, connaissaient le pays... Elle remémore tout cela sans émotion visible, comme une chose naturelle, avec cette philosophie paysanne qui est une foi, et où l'on sent la patience, la résistance triomphante de la race.

Le soir vient. Nous gagnons Vareddes. Un pont de planches jette sa réparation de fortune sur un ruisseau bordé de saules. Quelques façades éventrées, des murs criblés de balles. Ici, une quincaillerie montre, à l'air, son pauvre étalage d'articles de ménage. Les vitres sont en miettes. Plus de porte, ni de fenêtres. Les balcons pendent... Là, sur un vantail, cet avis à la craie : « Les pillards seront fusillés sur place. » Arrêt à l'école. L'institutrice est rentrée de la veille. On savonne à grande eau les parquets bruns de sang, les murs, les meubles... Il y a eu du sang partout ! On avait empilé les blessés dans la classe, dans les petites chambres. Matelas et canapé sont couverts de larges plaques raides. Dans le jardinet où ne reste plus qu'une allée, avec quelques rosiers contre le bâtiment, une grande fosse ronde occupe tout le centre. Quarante-cinq Allemands y sont enterrés. Sur la terre frais retournée, flambe un grand feu bas, alimenté de choses informes. Un paysan retourne le brasier ; ce sont les vêtemens des morts qu'on fait brûler depuis le matin. Dans un coin, contre le mur, trois Français ont été couchés à part.

J'ai cueilli, en m'en allant, la seule rose du jardin : une chétive petite rose sanglante, presque noire, la dernière de l'année... Et j'ai songé au vers d'Agrippa d'Aubigné :

Une rose d'automne est plus qu'une autre exquise...

J'ai mis la fleur funèbre dans une enveloppe ; elle y séchera pieusement.

Passé ensuite à Barcy, pauvre petit village vide, aux trois quarts démoli... Barcy, Vareddes, Saint-Soupplets, Étrépilly, lieux hier obscurs, désormais lettres étincelantes du nom de gloire! Dans ces maisons, ces ruelles, ces fermes ravagées et noircies, on s'est battu avec acharnement. L'église de Barcy, sur l'humble place, est en ruines. Point de mire des obus, le clocher est à jour, et les cloches à nu. Le toit est crevé. Contre un hangar, à vingt mètres, git le cadran de l'horloge. Plus d'aiguilles. Qu'importe ! il marque une heure impérissable...

Nous repartons. Au ciel bleu a succédé un ciel balayé de nuées. L'ombre s'épaissit vite, insidieuse, sur la morne étendue des sillons, la vapeur des creux. Et de nouveau, éparses, puis bientôt serrées en rangs funèbres, par tous les grands vallonnemens du plateau, voilà les tombes... Leurs longues files s'alignent, bombant le chaume ras, les champs déserts. Des sections de képis, au bout de bâtons, surmontent ces fosses anonymes. Quantité d'autres, bordant le chemin, s'égrènent, petits tas ronds de terre jaune... Je songe aux mères, aux femmes, aux sœurs... Beaucoup ne savent pas encore. Au loin pèse un immense horizon gris, aux lourds nuages... Minute poignante. Nous nous découvrons pour un salut muet, et nous quittons, la gorge serrée, le cœur gros, ce cimetière solennel et sinistre...

Et je me rappelle, chemin faisant, cet admirable ordre du jour du commandant en chef à l'armée de Paris, où le général Joffre, en immortalisant les vivans, ressuscite les morts, dans la pérennité de l'héroïsme. Page encore inédite et que je suis heureux de pouvoir publier. Elle resplendira désormais, comme une couronne toujours fraîche, sur ces sillons funèbres.

ORDRE GÉNÉRAL N° 5

AUX TROUPES DE LA SIXIÈME ARMÉE

« La sixième armée vient de soutenir pendant cinq jours entiers, sans interruption ni accalmie, la lutte contre un adversaire nombreux et dont le succès avait jusqu'à présent exalté le moral. La lutte a été dure; les pertes par le feu, les fatigues

dues à la privation de sommeil et parfois de nourriture ont dépassé tout ce que l'on pouvait imaginer; vous avez tout supporté avec une vaillance, une fermeté et une endurance que les mots sont impuissans à glorifier comme elles le méritent.

Camarades, le Général en chef vous a demandé, au nom de la Patrie, de faire plus que votre devoir : vous avez répondu au delà même de ce qui paraissait possible. Grâce à vous, la victoire est venue couronner nos drapeaux. Maintenant que vous en connaissez les glorieuses satisfactions, vous ne la laisserez plus échapper.

Quant à moi, si j'ai fait quelque bien, j'en ai été recompensé par le plus grand honneur qui m'ait été décerné dans une longue carrière, celui de commander des hommes tels que vous.

C'est avec une vive émotion que je vous remercie de ce que vous avez fait, car je vous dois ce vers quoi étaient tendus, depuis quarante-quatre ans, tous mes efforts et toutes mes énergies, la revanche de 1870.

Merci à vous et honneur à tous les combattans de la sixième armée. »

Claye (Seine-et-Marne), 10 septembre 1914.

Signé : JOFFRE.

Contresigné : MAUNOURY.

De quel commentaire affaiblir ce trait de feu?... La nuit est venue, on rattrape l'Ourcq, la voiture roule silencieusement, vite, par la Ferté-Milon, vers X... Dans la forêt très sombre, on dépasse de longues files d'Anglais et d'Écossais, cyclistes, cavaliers. A un carrefour, un officier, coiffé de la casquette plate, nous arrête, vérifie le sauf-conduit.

A mesure qu'on approche de la petite ville, la route se couvre de postes et d'arrière-gardes; sur les bas-côtés, des feux de cuisines et de popotes éclairent des groupes de soldats au bivouac, des files de chevaux à la corde, des voitures en parcs Les trottoirs regorgent de troupes cantonnées, c'est une fourmilière. Hôtels combles, tous les logemens réquisitionnés. Atmosphère de sécurité, d'entrain. Ce quartier général d'armée, on y respire vraiment la victoire. Sur la chaussée de la grande rue, que gardent gendarmes et fantassins, défilent, depuis le

matin, des troupes anglaises. Elles donnent une étonnante impression de calme, de jeunesse et de force. Il est onze heures du soir, le flot coule toujours. On regarde se succéder sans arrêt, dans un clair de lune fantastique, ces alertes théories de chevaux et d'hommes. Cavaliers, fantassins, artilleurs en vêtemens kaki, les caissons et les pièces, les charrois d'autos. Un fleuve qui déferle et clapote, inlassablement... Les trompes meuglent, les moteurs ronflent. Toute la nuit, le pas scandé, les fers des chevaux, le tumultueux chaos des camions retentissent sur le pavé... L'aube se lève que le fleuve humain coule encore... Salut à ces frères qui s'en vont, allégrement, vers leur destin !...

Le lendemain, à dix heures, en route vers Soissons. On emporte un panier de provisions pour le déjeuner et deux mousquetons chargés, en vue des mauvaises rencontres possibles. Route charmante par le ravissant Valois, la forêt où çà et là des cadavres ballonnés de chevaux se décomposent, dans les taillis. Voici Longpont, avec son beau château, sa ruine gothique ; la destruction du temps, fatale, ajoute aux pierres une beauté ; l'imbécile ravage des hommes n'y apporte que de l'horreur... Toute cette région est pleine de campemens anglais. Les pittoresques villages ne voient-ils pas sans surprise ces imprévus soldats de France, grands enfans qui, près de leurs faisceaux, jouent au *football*, ou écoutent la prière du pasteur ? Plus loin, de solides gaillards demi-nus, des highlanders, se lavent au bord des ruisseaux...

Nous sortons des lignes anglaises ; nous arrivons à l'extrémité des lignes françaises. Le terrain, par d'heureux mouvemens, s'abaisse vers l'Aisne...

Rien ne signale qu'on est au front. Embusquées dans les replis, voilées par les haies, les lignes d'arbres, nos troupes sont invisibles.. Soissons est là, devant nous, dans sa ceinture verte. Par delà la rivière, sur la côte crayeuse et jaune, des fermes s'étagent... Nul bruit. Nous ne croirions jamais, si nous ne le savions, que l'ennemi fait face, tapi dans ces carrières dont à la lorgnette nous voyons l'entrée, dans ces tranchées dont on distingue la ligne terreuse. Pas plus que nous ne croirions que ces jolies routes, que nous venons de suivre, les Boches y précipitaient leur retraite, il y a trois semaines, semant derrière eux, avec leurs munitions, des milliers de bou-

teilles. Hélas! le chapelet des tombes, à chaque pas, nous le rappelle.

Elles parsèment les prés, bossuent le sol, un peu partout. Sur certaines déjà l'herbe repousse, plus drue. Pauvres petits gas, qui étiez « de la classe, » et vous, et vous, et vous, Français de toutes les provinces, de tous les âges, de toutes les conditions, et qui par centaines dormez là où vous êtes tombés, on ne peut se résigner à l'idée que vous y allez pourrir, inconnus! Ces corps que jamais on n'identifiera, et que toujours les parens pleureront, cette moisson d'hommes irréparablement fauchée en tant de coins de la terre française, cette immense perte éparse, — il faut se dire, — pour que ces fiers mots : la nécessité, la gloire nous consolent, — il faut se dire qu'une telle mort est de la survie. Elle a reconquis, pied à pied, le sol natal, elle libère, elle libérera la France! Et pas seulement la France. Mais ces autres mots où bat le cœur des plus hautes idées, le droit, la justice, le progrès, tout ce qui vaut qu'après le père, l'enfant grandisse...

Soissons. Une ville déserte; l'abandon et la ruine. Partout des maisons effondrées, toits crevés, façades trouées, fenêtres arrachées. Autour de l'hôtel du Lion Rouge, — où nous garons l'auto, — l'obus a particulièrement sévi. Il y a des murs pareils à des écumoires, des devantures de tôle zébrées, criblées, à l'emporte-pièce. D'énormes trous creusent la chaussée; les trottoirs sont barrés de décombres. La caserne est à demi détruite; à côté, cinq squelettes de maisons se suivent, noirs d'incendie. Le grand séminaire, la poste ont servi de cibles. La belle chapelle latérale de la cathédrale est atteinte. Quant à la délicieuse église de Saint-Jean-des-Vignes, — ruine qui déjà avait connu le ravage de 1870, — elle a perdu la pointe d'une de ses flèches, l'autre est dentelée de shrapnells...

On se demande pourquoi cette furie barbare. Soissons est ville ouverte. Sa caserne était vide. Nulle défense française n'a motivé le bombardement qui, chaque jour, et trois fois par jour, durant deux semaines, s'est acharné. De six à huit, de midi à deux heures, de cinq à sept. Joie d'outrager une des plus antiques cités de la Gaule? Ou peut-être passaient-ils ainsi leur rage d'avoir reculé, fui?... Nous pèlerinons à travers les rues

muettes. De grandes flèches, indicatrices de la retraite, sont peintes à tous les tournans : *Brück in Soissons* (Pont de Soissons). De loin en loin, quelques faces hagardes de vieilles femmes, guettant derrière des volets entr'ouverts, et, sur le seuil d'une ou deux portes, de pauvres, jaunes figures d'habitans, sortant des sous-sols. Ils y vivaient depuis le 15 septembre. Le bombardement a cessé d'avant-hier.

On se met à table, autour des provisions déballées. L'hôtel ne peut rien fournir, qu'un peu de purée de pommes de terre, du café, — et la seule bouteille d'eau minérale qui lui reste. Le vin, on n'en parle plus ! Toutes les caves sont à sec. Quand les Allemands arrivèrent, ils étaient admirablement renseignés : « Il y a ici N... qui est marchand de vins en gros. Conduisez-moi chez lui. » Et de râfler tout... Mais, brusquement, nous sursautons. On se regarde. Coup sur coup, des détonations, très proches, et le sifflement si caractéristique de nos obus (l'air déchiré comme de la soie), puis le bruit lointain, atténué, de l'éclatement... Est-ce le bombardement qui recommence? On va aux renseignemens. C'est une batterie de 155 court, deux groupes de trois pièces arrivées la veille et mises en place pendant la nuit. Elles ouvrent le feu sur les tranchées allemandes, de l'autre côté de la vallée. On part à la recherche de la batterie. Un officier payeur nous mène au premier groupe défilé à l'entrée de la ville ; il avait cessé de tirer ; on va au second, dissimulé non loin, sous un boqueteau de peupliers. Et nous assistons à cette chose étonnante :

A vingt mètres de nous, dans leurs abris, les canons accroupis pareils à de grosses bêtes noires à l'arrêt. Les artilleurs derrière vont et viennent, comme à la manœuvre. Ils portent sur l'épaule les longs et lourds obus chargés de mélinite. Le lieutenant qui commande est assis sur un banc, déjeune, tout en donnant avec tranquillité ses ordres. Il découpe à petit morceaux son beefsteack figé, son pain bis. Le secrétaire est dans le trou du téléphone, où les indications sont transmises par l'officier observateur. Celui-ci est posté à cinq kilomètres, de l'autre côté de la vallée, là-bas sur cette crête boisée. Cinq cents mètres seulement la séparent de la crête adverse, où s'étend, dans le champ des jumelles, la ligne des tranchées allemandes.

Le tir a pour but de préparer l'attaque de quatre régimens d'infanterie, qui attendent massés, sous le couvert du bois. Il

faut, au préalable, que nos obus écrasent les tranchées ennemies, détruisent le lacet des fils de fer qui hérissent la pente. Les salves partent sans discontinuer, sauf les intervalles nécessaires au repère du tir. Aux commandemens des sous-officiers chefs de pièce, les coups tonnent. On voit les gros canons se dresser, cracher leurs jets de flamme, retomber à l'affut : on dirait, vraiment, des monstres irrités... L'obus file, on suit sa chantante trajectoire : on guette, au point visé, l'éclatement. Une énorme colonne de terre et de fumée le signale. A notre gauche, neuf batteries de 75 se mettent de la partie, et, à notre droite, le canon anglais. Le terrain commence à être suffisamment arrosé, l'heure fixée pour l'assaut, trois heures et demie, va sonner. A ce moment, un Taube est signalé. Les artilleurs se dissimulent dans leurs abris. On nous fait cacher contre les arbres. Il paraît que, d'en haut, la batterie et nous-mêmes sommes invisibles. On aperçoit le vilain oiseau, le moteur ronfle, se rapproche... Fausse alerte. — « C'est un Voisin, » assure le capitaine, et chacun reprend sa place dans une sécurité complète... Mais voilà les mitrailleuses qui là-haut crépitent, l'assaut français s'ébranle. C'est malheureusement l'heure où il faut partir. Nous apprendrons demain, par le Communiqué, que l'opération a réussi : « Nous avons progressé dans la région de Soissons, où des tranchées ennemies ont été prises... »

On est à X... vers cinq heures; les Anglais y défilent encore. En route pour Senlis, à travers les chemins sillonnés par l'armée alliée. On croise dans les champs un parc d'aéroplanes, des cavaliers au trot, qui ont fière allure... La nuit vient, on roule en silence.

*
* *

Senlis!...

C'est une chose inoubliable.

A la lueur éclatante du phare de l'auto, les ruines surgissent.

La grande rue dans sa longueur, l'amorce des rues transversales ne sont qu'un gigantesque amas de décombres. Vrai spectacle d'apocalypse que ce couloir de murs écroulés et noircis, ces façades lézardées aux ouvertures béantes. Du toit au sol, tout s'est abattu sur les mobiliers fracassés. On ne voit rien que de mornes tas de pierres, des fers déchiquetés et tordus, çà et là une cheminée en fol équilibre... Senlis, ou Pompeï?... On con-

temple, stupéfait. On se croirait en présence d'on ne sait quel fléau surhumain, de quelque ravage sismique. Le cataclysme. Comment admettre que des mains d'hommes, de civilisés, ont méthodiquement commis un tel crime?

Il convient de fixer, dès maintenant, cette histoire.

Et d'abord rappelons ce qu'est, ou plutôt, ce qu'était Senlis, fleur du Valois.

Il est, sur notre douce terre de France, de ces sites entre tous choisis où le ciel, la nature, la main des hommes et le travail harmonieux du temps composent un ensemble sans second. Senlis était un de ces lieux d'élection. Plus que partout ailleurs l'âme charmante de l'Ile-de-France y est sensible. On a écrit de bien jolies pages sur Senlis; nulle n'égale la page de pierre, — cette pierre du pays « plus belle que celle de Saint-Leu, plus fine que celle d'Arcueil, » — que du XVe au XVIIIe les siècles avaient construite, ligne à ligne, avec les vieux hôtels aux noirs pans de lierre et ces églises aux flèches dentelées dont J.-M. de Heredia, après Gérard de Nerval, après Rousseau, écouta les cloches... Il résonnera encore, ce bruit « qui portait une douce mélancolie » aux âmes du philosophe d'Ermenonville et du rêveur de Mortefontaine. Mais sur quelle vision d'enfer!

Relisons, pour aviver nos regrets, les mots évocateurs de Jacques Boulenger. Avec ses arènes vénérables, ses murs ecclésiastiques, son clair ruisseau de la Nonette, Senlis détruit s'y perpétue, comme survit à l'étoile éteinte le rayon, et à la rose morte, le parfum... « La petite cité de bourgeois et de nobliaux continue de vivre sur le rythme d'autrefois, et tout y évoque un passé français : les honnêtes maisons qu'on y voit encore, en bonnes pierres bien taillées, ajustées de main d'ouvrier, comme la campagne mesurée qu'on découvre par delà les cyprès du cimetière, la couleur des murailles, le ciel fin, l'air léger, la grâce des filles... Il faut errer sous les arbres antiques des cours et par ces rues qui ont conservé leurs noms : la rue Rougemaille, la rue du Heaume, du Chat-Héret, du Puits-Saint-Sanctin, la rue aux Fromages ou celle aux Pigeons-Blancs. N'est-ce point au pied de ce mur, qui a gardé ses bornes et que festonne le lierre, que Des Grieux marchait en regrettant Manon? M. de La Guéritaude ne logea-t-il point dans ce riche hôtel, précédé d'un portail somptueux? Çà et là, dans un jardin, au coin d'une rue, dans une cave, le moyen âge, la Renaissance apparaissent :

voici l'Hôtel-Dieu de Gallande et sa haute salle, l'hôtel des Trois-Pots avec son enseigne sculptée, son ange, ses bornes, sa haute façade de briques à chaînes de pierre; voici le xve siècle : des gargouilles et des fenêtres à meneaux flamboyans; le xvie : des linteaux armoriés, des murs à pilastres, des médaillons. Au carrefour de la Licorne, qui, grâce à Dieu, ne s'appelle point place Jules-Ferry ou Gambetta, une vieille enseigne montre trois écolâtres discutant avec un singe qui tient un broc et leur tend un hanap; plus loin, le rempart domine toujours la Fosse aux Anes où les Ligueurs ouvrirent la brèche lors du siège de 1589; ailleurs encore, un rouge tronçon de la muraille romaine semble cacher sous le lierre le sang de ses blessures; et tout à coup, au détour d'une rue, entre deux maisons, le clocher de Notre-Dame jaillit et, comme une fleur née de la ville, embellit le ciel... Se pourrait-il qu'on n'aimât point Senlis? (1) »

Et se pourrait-il, maintenant que toute cette grâce est meurtrie, qu'on ne l'aimât davantage encore? Si la rue de la République, grande artère de Senlis, a perdu tout le sang vivace du passé, Notre-Dame — en dépit des obus qui l'assaillaient — est encore debout. L'herbe verdoie toujours, aux pavés de son étroit parvis. Rien n'a bougé, du lourd portail à plein cintre, ni du décor paisible qui l'encadre, et la vieille maison voisine érige, comme naguère, au-dessus de son mur, le pignon et la tourelle de jadis. Seules, — témoigne M. Robert de Flers, — « certaines parties furent endommagées : entre autres, dans le haut du clocher les arêtiers de la flèche, les crochets qui les décorent, les pinacles qui surmontent les angles de l'étage carré; les têtes en saillie au bas de ces pinacles, l'archivolte de la baie inférieure de l'étage des cloches, la balustrade au bas de la façade principale, et, sur cette balustrade, une statue qui, dans sa chute, brisa une gargouille. » Dommages facilement réparables. Si les canons allemands n'en causèrent point davantage, ce ne fut pas, assurément, par respect du précieux sanctuaire. Il n'en faut accuser que leur insuffisante portée. Autrement, ils visaient juste.

Mais contons l'aventure.

Le mercredi 2 septembre, la marche de l'aile droite alle-

(1) *Au pays de Gérard de Nerval*, par Jacques Boulenger.

mande (venant de la direction de Verberie) atteignait Senlis. La retraite franco-anglaise, une fois de plus, fit front. Couverte par des troupes britanniques, que soutenaient hussards et turcos, la ville respirait encore, durant la matinée. Mais, convergeant des villages environnans, les masses ennemies resserraient l'étreinte. A midi trois quarts, le bombardement commença. Le tir, repéré avec soin, écrasait la gare, tentait d'atteindre, avec les édifices publics, la cathédrale, touchait l'hôpital plein de blessés allemands et français. Une vive fusillade crépitait, plusieurs habitans, qui se trouvaient alors dans les rues, furent tués ou blessés par les éclats d'obus et les balles. Vers une heure, les premiers uhlans apparurent, par les routes de Crépy-en-Valois et de Nanteuil-le-Haudouin.

En bon ordre, les alliés se replièrent alors vers Chantilly, et évacuèrent la ville, non sans avoir détruit les magasins à approvisionnemens. Une heure plus tard, par les rues de la République, du Faubourg-Saint-Jacques, et Vieille-de-Paris, les Allemands faisaient leur entrée. En avant de leurs hussards pédalaient leurs cyclistes, et, parmi eux, les guidant, ceux qui déjà connaissaient, — pour y avoir vécu, trafiqué, — la région et la ville. En tête, notamment, le chauffeur d'un propriétaire allemand dont le commerce fut, bien entendu, immunisé. Ainsi put-on plus tard lire, écrites à la craie sur les portes, des recommandations de ce genre : Maison à épargner (*Haus zu schonen*)... Prière de ne rien prendre, braves gens (*Bitte schœn, gute leute, nicht nehmen*)... De la mention : *mauvaise gens*, d'autres désignaient en revanche, au pillage et à l'incendie, des demeures de gros commerçans, d'Alsaciens, et celles des officiers de la garnison.

Cependant, un major et plusieurs officiers se rendaient droit à la mairie, en automobile. Ils n'y trouvèrent que le maire, M. Odent. Le sous-préfet, M. Douarche, étant mobilisé, son intérimaire avait cru devoir donner la veille, aux différens chefs administratifs, l'ordre (ou le conseil) d'abandonner leurs services. Et d'autre part, la plus grande partie des habitans, et notamment les classes aisées, n'avaient pas attendu, pour déserter en masse leurs demeures, que les Allemands fussent à proximité. M. Odent, « écrasé par la douleur, » était donc seul. Plus de conseil municipal; aucune mesure n'avait été prise, aucun avis donné, nulle affiche... Les vainqueurs s'enquièrent :

garantie peut-elle leur être donnée que les Senlisois ne s'opposeront en rien à l'occupation ?

« — Vous nous en répondez sur l'existence ?

« — Monsieur, répondit d'une voix très faible M. Odent, ma ville est une ville pacifique. On ne s'y livrera à aucune violence et vous pouvez être sûr... (1). »

Des coups de fusil, partis des bas faubourgs, coupèrent la phrase. C'était l'adieu de nos turcos, battant en retraite, à l'arrière-garde. Rouge de fureur, le major fait saisir le maire. Premier otage. Son compte est bon ! Et dans la rue, au hasard, ou bien entrant dans les maisons, les soldats allemands saisissent qui se montre ou qui passe. Il est trois heures.

Un entrepreneur de pavage, Alexandre Boullet, est ramassé rue de la République, avec cinq autres. On les pousse en avant, au milieu de la chaussée, contre les balles françaises que les Allemands évitent, en se blottissant contre les murs. Dans le débit de boissons tenu par le sieur Mégret, rue de la République, une dizaine de fantassins font irruption, tapagent. Mégret, caché dans un réduit de sa courette, se montre : « Prenez! Prenez! » dit-il. Lorsque sa femme, au bout d'un quart d'heure, se décide, met le pied dans le vestibule, elle voit son mari abattu sur l'escalier, la tête en bas. Deux balles ont, après le corps, troué le mur. Le débit est vide, vide aussi l'écurie. On a emmené cheval, harnais et voiture. Rue de Paris, chez l'hôtelier Simon, un officier et quelques soldats exigent à boire, râflent épicerie et tabacs, brisent les bocaux. D'autres leur succèdent, sifflent tout ce qui reste de liquides et, mécontens, entraînent patron et garçon. Simon proteste, les bras levés. Il n'a pas « le temps de prononcer deux paroles, » tombe, tiré à bout portant. Le garçon, Wagner, témoin du meurtre, est conduit jusqu'à l'hôpital où attendent déjà quelques autres prisonniers civils. Chemin faisant, il sert de bouclier, contre les tirailleurs dont les derniers coups de feu claquent...

En face de la rue de l'Épée, voici quatre badauds qui s'en revenaient de contempler l'incendie du parc à fourrages. Ils aperçoivent les uniformes gris, se sauvent à toutes jambes. Les balles en tuent deux, blessent le troisième. Le survivant, Vilcocq, est pourchassé jusque dans un grenier où il peut se

(1) *Figaro* du 28 octobre : *Le Louvain Français.*

blottir. Le soir, sa cachette flambant, il en sort, on le cueille. Prisonnier. En route, avec d'autres malheureux, vers Chamant...

Déjà quelques maisons brûlent. Entr'ouvrant les portes, en fracassant d'autres, brisant les vitres, les exécuteurs ont jeté, au passage, des bombes et des fusées, « par poignées de petites boules ou rubans, » — sans doute leurs longs sachets emplis de poudres, ou encore de ces pastilles noires et carrées, véritables comprimés d'incendies. Quelques instans après, le feu éclate. Émile Budin, jardinier fleuriste, a (d'une terrasse, 14, rue Bellon), vu pratiquer l'opération, « dans des maisons de commerce ou d'habitation. » Cependant, trouée par les sinistres lueurs, la nuit est venue. Les otages, — au nombre de vingt-six, — après de mortelles attentes, menacés d'exécution sommaire, ont été dirigés par groupes d'abord au Poteau, sur la route de Compiègne, puis à Chamant. Leurs gardiens les bourraient à coups de crosse, à coups de pied, à coups de poing. « Ils agissaient ainsi, — a déposé le témoin Boullet, — pour le plaisir de se distraire. »

En quatre tas, — un de treize personnes, un de sept où était le maire, un de six, — on les parque. A une certaine distance, pour qu'ils ne se puissent voir. Le groupe des six fut passé par les armes. Le groupe des sept assista, muet d'horreur, au tragique débat de son sort. D'abord ordre de se coucher à terre. C'était dans un champ, au lieu dit « les Glands... » — « Gardons le maire comme otage, et fusillons le reste ! » Mais un officier supérieur intervient : « Fusillez le maire, et gardez les autres. » On fait lever, avancer M. Odent. Deux bourreaux lui appuient les canons de leurs fusils au corps, font feu. Il s'effondra sur le côté droit, sans un cri. Puis ce fut le coup de grâce. « Je crois cependant qu'il n'était pas mort, relate le témoin Boullet, et que les soldats allemands l'achevèrent avec une hache. » Toujours est-il que les rescapés tremblèrent jusqu'au matin, à une dizaine de mètres du cadavre étendu... On les relâcha le lendemain, après les avoir traînés deux ou trois kilomètres, à la suite d'une colonne. Le groupe des treize, livrés à l'humeur des occupans qui se succédaient, eurent également, après d'anxieuses alternatives, la vie sauve grâce à l'un d'eux, M. Mader, qui parlait allemand. Il dut, en gage, servir d'interprète et faire l'essai constant des nourritures. La crainte du poison hantait les cervelles grossières.

A Senlis, cependant, on s'était installé. Le vaste pillage, aussitôt, de commencer. (Proportion : soixante-quinze des maisons sur cent.) Beaucoup flambaient comme de grandes torches. On fracturait les coffres-forts, on forçait les meubles. Ville conquise. Un paralytique (septuagénaire) qui gémissait, on le traîna dehors, et à coups de botte on lui brisa les jambes... Demeures abandonnées, certains hôtels largement ouverts, ils firent ripaille. Les caves se vidèrent. A l'hôtel du Nord, coupable, au temps de la garnison, d'avoir hébergé les officiers de hussards français, les officiers de hussards allemands saccagent. Leur bel espionnage les avait, préalablement, renseignés... « Vous aviez le mess, ici ! » ricanèrent-ils, en arrivant. Champagne, vins fins et liqueurs, — tout ce qu'en contenait l'hôtel, — leur est monté au premier étage. Ils y tiennent quartier, dansent lourdement, au son d'un gramophone. Ils ne dessaouleront pas de quatre jours, ivres morts au point qu'un des leurs, lorsqu'ils évacueront, sera oublié dans le bâtiment en flammes. Les zouaves l'y égorgèrent, vautré.

C'est le 5, après-midi, — la veille de leur définitif départ, — que le crime monstrueux fut accompli. Crime prémédité. L'archiprêtre de Senlis a certifié qu'un colonel, chez lui logé, lui tint ce propos : « Demain vous n'aurez plus de ville. Elle sera brûlée, détruite. Nous allons faire de Senlis un nouveau Louvain. Ce sera notre Louvain français... »

Il faut, à tout crime, un mobile. Quel fut le prétexte de celui-ci ? Les coups tirés par les habitans. Or, nous avons vu que seuls les belligérans français firent feu. C'était plus que leur droit : leur devoir... « Pour expliquer leurs cruautés et leurs violations de droit, les Allemands ont répandu le bruit que les civils auraient tiré sur eux à leur arrivée dans la ville de Senlis. Des personnes de cette ville accordent même une certaine créance à ces dires. Je les ai interrogées, et il leur a été tout à fait impossible de fournir même des suppositions de preuves. » Tels sont les termes, formels, de l'enquête officielle faite par un commissaire spécial. Alors? Reste, sans doute, la vraie raison : Senlis désertée par Senlis, cela, et la rage de renoncer à la descente sur Paris, le sadique besoin de se venger sur d'inoffensives pierres, qui incarnaient un pur visage de France.

Dès le 5, l'infernale besogne recommença. Les préposés au crime vont de maison en maison, et, dans les édifices publics,

(Palais de Justice, casernes) de chambre en chambre. Des bidons de pétrole suspendus au col par des bretelles, ils aspergent, au moyen de petites pompes foulantes, les murs, les tentures, les meubles. L'essence gicle à pleins robinets. Puis vient le boute-feu. Et d'une extrémité à l'autre de la rue de la République, sur des centaines de mètres, de nouveau l'incendie court, ne respectant que quelques îlots protégés. Les tourbillons de flammes s'élèvent, secouent dans le soir magnifique, puis dans la nuit sereine, leur dansante furie. De grands panaches de fumée, où pétillent des bouquets d'étincelles, se tordent et s'étalent, en voile opaque. Une pluie noire s'envole, au loin retombe. L'âcre odeur serre à la gorge, les yeux pleurent. Interdiction à quiconque d'approcher. Senlis voit, sans rien pouvoir en sauver, consumer sa forme vivante. Ceux qui furent témoins de ce spectacle en conservèrent longtemps, à leurs visages contractés, un douloureux reflet. Le propriétaire de l'hôtel du Nord demeure frappé de démence. Le brasier fut si formidable, et si terrible l'impression de fléau que les bêtes même s'effarèrent. Des chiens devenus fous s'enfuyaient par bandes, vers la forêt d'Hallate. On dut charger spécialement, ensuite, un homme d'abattre les animaux enragés.

Voilà, d'après des documens certains, le récit du forfait de Senlis. Deuil irréparable. Et non point seulement deuil matériel. De fond en comble, sans doute quantité de maisons sont détruites, et l'on évalue à plusieurs millions le dégât. Mais comment chiffrer la perte morale? Sous ces masses informes de moellons sont enterrées plus que des fortunes, — tout le trésor évanoui des souvenirs. Des vies entières avec leurs traditions de familles, et qui par générations s'étaient succédé là, les voici mortes, pour toujours. Passé, présent, avenir, il n'y a plus rien. Et sans doute Senlis se relèvera de sa ruine. Plus d'un, selon un mot touchant que j'ai entendu, reconstruira sur l'emplacement cher « une petite boîte. » Hélas! on aura beau se remettre à l'œuvre, réédifier avec courage. Ce ne sera plus la Senlis d'hier, — et d'autrefois.

* * *

L'auto roule. Des champs, des bois, la nuit... Ces deux jours, ce kaléiodoscope d'heures... Il semble qu'on soit parti depuis un

siècle! Voici Enghien et son lac de pierreries sous la lune. Voici Gennevilliers, Courbevoie... Là, à notre gauche, tout près, nous devinons, dans l'obscurité tiède, l'énorme sommeil, le souffle puissant de Paris. Paris, grand et noble Paris de la guerre! Il n'a plus, au-dessus de lui, l'habituel resplendissement, la géante lumière rousse qui désignait son mondial foyer, cet éclat qui attirait, il y a quelques semaines, l'invasion barbare, la ruée des armées, de l'illusion allemandes...

L'auto roule. Voici Ville-d'Avray. Un tour au bord de l'étang, si calme dans sa brumeuse clarté bleue que l'impression de rêve, de cauchemar s'accentue... Le champ de bataille de l'Ourcq, Soissons bombardée, la ruine de Senlis, est-ce que tout cela est possible?... Et ce n'est qu'un infime coin de l'immense horreur! Partout ailleurs j'ai vu, dans la Champagne où se déroulèrent les combats géans, dans l'Argonne, en Lorraine, d'autres lieux plus désolés encore. Rians villages, douces petites villes provinciales qui n'êtes plus que des décombres, et dont le nom seul survit! Et vous, Arras, Reims, grandes cités où avec la richesse du présent la rage teutonne s'est acharnée à détruire jusqu'à la forme auguste du passé! Et cette monstruosité dont parfois la pensée essaye de s'évader, et qui vous ressaisit aussitôt, comme un carcan : la terre de France couverte de tombes, les hôpitaux de la mutilation et de la mort, les foyers en misère et en deuil!... Alors on ne sait plus. Je regarde avec étonnement cette nuit silencieuse, les bois profonds, l'eau magique, et j'ai beau être certain de la victoire, certain aussi de la grandeur et de la nécessité du destin qui se joue, je ne me sens pas très fier de l'exemple que l'humanité donne, devant la leçon de la nature.

VICTOR MARGUERITTE.

LA TUNISIE DEPUIS LA GUERRE

Le loyalisme dont ont fait preuve, dès le début de la guerre, les empires coloniaux de la Grande-Bretagne et de la République française aura été l'un des traits les plus caractéristiques et les plus réconfortans de la période tragique que nous traversons. On sait avec quel empressement ardent et enthousiaste celui du Royaume-Uni répondit à l'appel de la métropole. Au Canada, à Terre-Neuve, en Australie, dans l'Afrique du Sud, aux Indes, partout enfin où flotte le pavillon britannique, les populations affirmèrent superbement leur dévouement que l'empereur d'Allemagne avait eu le tort de croire factice et fragile, et, sous un souffle généreux et patriotique, se dissipèrent comme par enchantement les nuages qui, à un moment donné, avaient pu faire craindre un désaccord entre l'Angleterre et ses possessions d'outre-mer. Ce démenti solennel infligé aux prévisions orgueilleuses de Guillaume II, en des conditions singulièrement imprévues pour lui, constitue, avec ce qui s'est passé en Irlande, l'événement le plus considérable de l'histoire de la Grande-Bretagne dans les temps contemporains.

Le spectacle qu'a donné au monde, dans les mêmes circonstances, l'empire colonial français n'a pas été moins digne d'admiration. Nous avons vu, là aussi, nos compatriotes et les indigènes communier dans l'amour de la France et, comme en France même, l'oubli des dissentimens et des griefs de la veille élevé à la hauteur d'un principe, d'une nécessité de salut national. En Tunisie, pays de protectorat, le seul dont je veuille parler ici, les témoignages de loyalisme ont été tout aussi éclatans que dans nos colonies. Il s'est manifesté avec autant d'éclat que d'unanimité et tout d'abord par l'ordre et le bon vouloir, la rapidité et l'entrain qui ont caractérisé la mobilisation.

Le devoir patriotique commandait aux Français mobilisables, commerçans, employés, colons établis en Tunisie, de donner le bon exemple aux indigènes. Ils l'ont donné en répondant, comme leurs frères de la métropole, à l'appel du pays en un élan de volonté que nous avons tous salué comme un prélude de victoire. Il en est qui ont sollicité ainsi qu'une faveur de marcher immédiatement au combat et ceux-là seuls ont paru mécontens, que les autorités militaires ont dû retenir dans le pays pour les nécessités de sa défense. J'en sais qui continuent à demander à être envoyés aux armées pour venger nos morts. Parmi ces soldats, figurent, comme en France, des prêtres, des religieux, tels que les Salésiens et les Pères Blancs de Carthage (1), préparés, on le sait, à une vie de périls, de privations et de sacrifices. Tel est donc l'exemple que les Français ont donné aux indigènes et qui d'ailleurs n'était pas nécessaire pour inciter ceux-ci à remplir leur devoir. Tous ceux qu'atteignait l'appel se sont présentés au jour voulu en proclamant hautement leur amour pour la France qu'hier encore le bey de Tunis, dans une allocution officielle, appelait « notre mère. » Au nombre d'environ 30000, ils ont été dirigés sur l'Algérie d'où on les a expédiés vers le champ de bataille avec les contingens algérien et marocain. A peine est-il besoin de rappeler que les tirailleurs et spahis se sont distingués par leur vaillance au feu, par leur fureur contre l'ennemi. Ils l'ont combattu et continuent à le combattre avec la fougue quasi sauvage qui les rend si redoutables quand ils sont déchaînés.

Il convenait de faire jouir ces incomparables combattans d'un traitement largement équitable, en ce qui touche leur solde et l'allocation à leur famille. C'était d'autant plus nécessaire que, par suite d'une sécheresse qui dure depuis des mois, la Tunisie subissait, notamment dans le Sud, une crise agricole désastreuse. Privés de toute récolte, les indigènes, en dépit des mesures prises par le gouvernement pour leur venir en aide, souffraient cruellement et eussent été réduits à la famine, si ces mesures n'avaient apporté un soulagement à leur misère. La mobilisation, en leur procurant d'importans avantages matériels, conjurait les maux dont ils étaient menacés. Une prime de

(1) Cinquante Pères Blancs, profès ou novices, sont sous les drapeaux et, au moment où j'écris, on vient d'apprendre que deux d'entre eux ont été tués à l'ennemi.

200 francs, accordée au mobilisé au moment où il est engagé au titre algérien, une solde journalière de 25 centimes, une allocation de 75 centimes à sa femme, qui s'augmente de 25, s'il est envoyé en France, et qui est alors payée par le gouvernement de la métropole, tel est le traitement que lui assurait la mobilisation à lui et aux siens. C'en était assez pour la rendre populaire, ne l'eût-elle pas été déjà grâce au prestige dont jouit le drapeau français parmi les indigènes et au sentiment qui les porte à considérer comme un honneur de servir sous ce drapeau. On peut donc dire qu'entre le gouvernement du Protectorat et les populations, il y eut satisfaction réciproque.

Il importe peu maintenant qu'elle ait paru un moment devoir être troublée par les retards involontaires qui se sont produits au début dans l'application des mesures qui viennent d'être exposées. Des mobilisés se plaignaient de ce que leur famille n'avait pas touché l'allocation promise. C'était vrai, et on a pu constater qu'en quelques cas, d'ailleurs assez rares, les promesses gouvernementales n'avaient pas été suivies d'effet dans les délais où elles auraient dû l'être. On a accusé d'abord la vénalité de certains caïds qui se seraient adjugé les allocations qu'ils étaient tenus de distribuer. Mais tout autre est la vérité, et les fonctionnaires indigènes méritent d'autant moins d'être accusés que ce n'est pas eux qui étaient chargés des distributions. Ce soin avait été confié aux agens des finances français, auprès desquels la femme arabe, empêchée par les mœurs et les usages d'entrer en relations directes avec eux, devait être représentée, en l'absence de son mari, par un mandataire désigné par lui. Or, le départ des premiers mobilisés avait été si rapide qu'ils n'eurent pas le temps pour la plupart de désigner ce mandataire, d'où un grand embarras pour nos agens des finances, qui durant quelques jours ignorèrent à qui les allocations étaient légitimement dues et ensuite par quelles mains ils pouvaient les faire parvenir aux ayans droit. On a dit aussi qu'en certain cas, le mandataire désigné par le mari, lequel est ordinairement un membre de sa famille, n'avait pas rempli loyalement le mandat qu'il avait reçu et n'avait versé à la femme qu'une partie de la somme qu'il devait lui remettre.

C'est là, on le reconnaîtra, de bien menus incidens auxquels il était aisé de remédier. Il y a été, en effet, mis fin en peu de temps. Si j'y fais allusion, c'est qu'ils donnèrent lieu, lorsque

le bruit s'en répandit, aux rumeurs les plus alarmantes, qui, du reste, ne me semblent pas avoir dépassé les limites de la Tunisie. Il y a, dans ce pays comme dans la métropole, des personnes trop disposées à voir tout en noir, à accueillir les bruits alarmans de préférence aux nouvelles rassurantes. Chez certaines de ces personnes, cette disposition au pessimisme est excusable. Elle résulte, quand elles ont un ou plusieurs membres de leurs familles sous les drapeaux, d'inquiétudes légitimes, et parfois aussi de leur douleur lorsque la mort a frappé l'un d'entre eux, douleur cruelle que peut ennoblir la gloire de son trépas, mais qu'elle ne saurait apaiser. Il faut avoir une âme cornélienne, — et rares sont ces âmes-là en dehors du champ de bataille, — pour garder une indomptable foi dans la victoire quand un être aimé court le risque de la payer de sa vie. Mais tous les propagateurs de fausses nouvelles n'ont pas cette excuse. C'est parmi ceux qui ne l'ont pas que les rumeurs auxquelles je fais allusion trouvèrent le plus rapidement créance et peut-être même prirent naissance.

Sans insister autrement sur leurs origines, je constate que l'espèce d'ébullition purement locale et toute de surface par laquelle s'était traduit le mécontentement des indigènes dont la famille n'avait pas encore reçu l'allocation promise fut interprétée comme le prélude d'une révolte générale des indigènes. Que dis-je, le prélude? La révolte elle-même fut annoncée comme un fait acquis; on en parlait entre soi, mystérieusement, comme aussi du massacre des colons prédit pour le jour du grand Baïram. On avait vu des aéroplanes suspects lancer sur le pays des banderoles de papier blanc; c'était là le signal du soulèvement; ce signal était donné par la Turquie. Est-il nécessaire d'ajouter qu'en tous ces récits, rien n'était vrai, que tout y était de pure invention, et qu'il n'en reste rien aujourd'hui, si ce n'est la preuve certaine de la sincérité du loyalisme des indigènes dont, au surplus, ceux qui sont sur le front rendent chaque jour héroïquement témoignage.

Néanmoins, les incidens isolés qui ont engendré tant d'invraisemblables prophéties mettent une fois de plus au premier rang des préoccupations du Protectorat la nécessité d'éviter tout ce qui pourrait ébranler la confiance des Tunisiens dans l'invincibilité finale de la France, dans son équité et dans sa constante sollicitude pour eux. Depuis longtemps, ils y sont accoutumés;

aujourd'hui plus que jamais, il importe de ne pas laisser s'affaiblir la reconnaissance qu'ils nous en gardent. D'autre part, il n'est pas moins indispensable de continuer à fortifier incessamment dans ces âmes impressionnables le prestige de notre puissance militaire par des manifestations propres à leur en démontrer le développement si glorieusement attesté par les brillans épisodes de la guerre actuelle. Des marches de troupes comme celles qui ont été faites en ces derniers temps, dans le Nord et dans le Sud de la Tunisie et qui ont montré aux populations nos superbes zouaves, et nos brillans chasseurs d'Afrique, nos canons et nos mitrailleuses, des promenades de prisonniers allemands à travers les villes et les villages, et enfin le retour de tirailleurs et de spahis ayant pris part à quelque grande victoire et pouvant en raconter les péripéties autour d'eux, voilà ce qui paraît devoir contribuer le plus efficacement à fortifier chez les indigènes leur confiance dans le gouvernement protecteur et, par voie de conséquence, le loyalisme dont ils viennent de nous donner une preuve éclatante, sans que jusqu'à ce jour, d'ailleurs, il y ait eu lieu d'en suspecter la sincérité.

J'ai entendu des gens prétendre le contraire en rappelant la tentative de soulèvement du mois de novembre 1911. A leur opinion, on peut opposer celle des hommes le mieux placés pour voir et savoir. Ceux-là sont restés convaincus que cette tentative, qui très probablement fut l'œuvre des influences exercées par l'espionnage allemand dont je parlerai tout à l'heure, a été un fait accidentel, isolé, auquel on ne vit prendre part aucune personnalité marquante de la société indigène.

A cette époque, les effectifs des forces métropolitaines en Tunisie étaient très diminués par le départ des troupes envoyées au Maroc et se trouvaient réduits à quelques centaines d'hommes. L'occasion parut propice à des agitateurs pour fomenter, en l'absence du Résident général, appelé à Paris, afin d'y traiter des questions intéressant le Protectorat, un mouvement dans la ville arabe. Réprimé en une journée, ce mouvement fut l'objet d'une enquête destinée à en faire découvrir les auteurs responsables.

Les soupçons s'étaient portés d'abord sur le parti « Jeune-Tunisien. » Comme le parti « Jeune-Égyptien » au Caire et le parti « Jeune-Turc » à Constantinople, le parti « Jeune-Tunisien, » quoique peu nombreux et constituant plutôt une coterie

qu'un parti proprement dit, pourrait, le cas échéant, exercer un certain ascendant sur la population, grâce au rang social de ses membres, qui sont, pour la plupart, riches, distingués et d'une haute culture intellectuelle. Mais l'enquête démontra que, sauf quatre ou cinq d'entre eux qui avaient agi isolément et furent aussitôt expulsés, ils étaient restés étrangers à la tentative de soulèvement. Leur attitude depuis les débuts de la guerre n'a pu que confirmer l'opinion qu'on s'était faite alors à cet égard. Quant à ce que j'appellerai l'aristocratie arabe, je veux dire les personnages qui, par leur passé, leur famille, leur fortune, les services que leurs ancêtres et eux-mêmes ont rendus au pays, se sont acquis le respect et la confiance de leurs compatriotes, la soupçonner eût été lui faire injure, car le mouvement dont on recherchait les origines lui avait justement fourni l'occasion d'affirmer son loyalisme en des circonstances dont, à la section tunisienne de la Croix Rouge, on n'a pas perdu le souvenir.

Le siège de la Croix-Rouge à Tunis est situé en plein cœur de la ville arabe; là fonctionnait déjà, sous l'autorité d'une infirmière-major envoyée de Paris et assistée de femmes dévouées, le dispensaire où, chaque jour, les indigènes pauvres viennent par centaines recevoir les soins que prescrivent, après examen, les chirurgiens et médecins attachés à la section. Dès les premiers incidens qui se produisirent, il parut au gouvernement du Protectorat comme aux autorités beylicales qu'étant donné le peu de troupes dont on disposait, il convenait de ne pas laisser au dispensaire les infirmières qui y étaient fixées à demeure; elles furent invitées à s'installer provisoirement dans la ville française. D'abord, elles opposèrent à cette invitation une résistance énergique. Indignées qu'on eût douté de leur courage, elles considéraient, en outre, comme un devoir de rester à leur poste; elles se flattaient de n'y courir aucun danger et d'y être protégées par la gratitude de la population à qui elles prodiguaient leurs soins. Leur conviction n'entraîna pas celle du gouvernement; l'invitation dont elles étaient l'objet devint un ordre qui leur fut signifié par le président de la section, et des landaus qu'il avait amenés les emportèrent dans un des principaux hôtels de la ville française, où d'ailleurs leur séjour fut de courte durée, car, peu de jours après, elles se réinstallaient au dispensaire et y reprenaient leurs fonctions. Mais, dans l'in-

tervalle, leur président avait reçu la visite de plusieurs indigènes notables, accourus pour lui exprimer leur surprise et lui reprocher courtoisement de n'avoir pas eu confiance en eux.

— Ces dames n'auraient couru aucun risque, puisque nous étions là, lui avaient-ils dit, et s'il en eût été autrement, elles auraient trouvé, dans nos harems, asile et protection.

Ce trait confirme ce qui a été dit plus haut du loyalisme des indigènes. On va voir d'ailleurs que, depuis la déclaration de guerre, ce n'est pas seulement par la mobilisation qu'il s'est manifesté. On en trouve une preuve non moins décisive dans la générosité avec laquelle ils ont répondu aux demandes de souscriptions qu'on leur avait adressées en faveur des institutions charitables dont, en Tunisie comme ailleurs, on est heureux de constater l'existence. Ces institutions sont actuellement au nombre de trois : *la Croix-Rouge* ou *Société de secours aux blessés militaires*, — l'*Union des Femmes de France*, — et l'*Œuvre tunisienne de secours aux soldats*. Celle-ci est de fondation toute récente, les deux autres existaient déjà; la guerre n'a fait que grandir leur rôle et multiplier leurs bienfaits.

En ce qui concerne la Croix-Rouge, il y a lieu de constater d'abord qu'encore que la mobilisation de la presque totalité des médecins attachés à la section tunisienne ait souvent gêné celle-ci dans son action de chaque jour, elle a pu garder ouvert son dispensaire de Tunis, et ceux qu'elle a créés à Bizerte et sur d'autres points de la Régence. C'était déjà singulièrement méritoire, si l'on tient compte des difficultés de toutes sortes qu'elle avait à résoudre par suite de l'état de guerre; mais elle a fait davantage. Tenue de fournir en cas de mobilisation quatre infirmeries de gares, elle était prête, en peu de jours, à faire face à cette obligation avec le personnel et le matériel au complet. L'une de ces infirmeries, celle de Bizerte, fut presque aussitôt réquisitionnée par l'autorité militaire pour être affectée, le cas échéant, aux blessés sur mer et transformée au besoin en hôpital auxiliaire. Cette transformation est prévue pour les trois autres. Bien que ces divers services exigent dès maintenant un assez grand nombre d'infirmières, on a pu, au moment de la mobilisation, en verser une quinzaine dans les formations hospitalières de France, et il en reste actuellement à Tunis une vingtaine à la disposition de l'autorité militaire. En attendant d'être employées par celle-ci, elles desservent les divers dispensaires de

la Croix-Rouge. S'il en fallait davantage, on les trouverait aisément, l'école de la rue Sidi-Ibrahim où on les forme n'ayant pas cessé de fonctionner et de recruter de nombreuses élèves. Depuis quelque temps, ils sont fréquentés par des musulmanes qu'on est parvenu à y attirer, et à qui on enseigne en théorie et en pratique les soins élémentaires à donner aux malades. L'empressement avec lequel elles se sont prêtées à cette tentative autorise les plus légitimes espérances, quant à la propagation de l'hygiène dans la population arabe.

Depuis la guerre, la section tunisienne de la Croix-Rouge a complété par la création d'ouvroirs son œuvre déjà si considérable. Dans ces ouvroirs, les dames de la société de Tunis viennent régulièrement travailler pour nos soldats; les nombreux envois d'objets de pansement et de lingerie faits à Paris et à Bordeaux, à destination de nos blessés, prouvent que, dans ces réunions, on ne perd pas son temps et qu'on y justifie par un admirable labeur ce titre de *Société de secours aux blessés militaires*, qui est comme l'estampille de la Croix-Rouge.

A côté d'elle, l'Union des Femmes de France se multiplie aussi avec un dévouement et un zèle inlassables. Prête comme son illustre aînée et comme elle le fait elle-même dans la métropole à prodiguer ses soins aux blessés qui pourraient être envoyés en Tunisie, elle a ouvert de son côté des ouvroirs où, sous les formes les plus variées et les plus ingénieuses, ses membres s'appliquent à soulager les maux de la guerre. Nous savions déjà par de mémorables exemples de quoi la femme est capable au cours des grandes crises nationales. Mais il faut bien reconnaître que jamais autant que de nos jours et surtout depuis que l'institution de la Croix-Rouge, créée par des hommes, l'a appelée à la seconder, elle n'avait mis une plus fougueuse ardeur à parcourir le champ immense ouvert à son activité. Dans le souvenir que l'Histoire gardera de son dévouement, dont elle associera les témoignages à ceux qui nous sont donnés chaque jour de l'héroïsme de nos soldats, l'Union des Femmes de France, due à l'initiative de l'une d'elles, occupera une belle place. Ce qu'elle fait en Tunisie, ce qu'y font ses émules ne sera pas le moins attachant chapitre de cette histoire, qui confondra dans le même sentiment de gratitude cette autre œuvre dite *Œuvre tunisienne de secours aux soldats*. qu'on a vue se greffer sur les deux autres au lendemain de la déclaration de

guerre, comme pour prouver à la mère patrie qu'à deux cents lieues de ses rivages, dans cette contrée africaine que protège son drapeau, les cœurs battent à l'unisson du sien en un élan de patriotisme que la distance qui les sépare ne saurait affaiblir.

L'honneur de cette fondation revient à Mme Alapetite, femme du Résident général. Sollicitée par de nombreuses femmes de réservistes qui, subitement privées des ressources procurées par le chef de famille, demandaient les moyens de subvenir elles-mêmes à leurs besoins et à ceux de leurs enfans, elle conçut l'idée d'ouvrir en faveur des blessés tunisiens une souscription dont les fonds ne quitteraient pas la Tunisie et permettraient de secourir par des dons en nature les soldats blessés et celles de leurs familles à qui ne pouvaient suffire les allocations accordées par le gouvernement. Grâce à l'initiative de la fondatrice et au concours très actif qu'elle trouva parmi les femmes des principaux fonctionnaires de la Régence, grâce aussi à l'exemple de libéralité donné par le Bey de Tunis et la Bey, qui s'inscrivirent des premiers parmi les donateurs, l'argent arriva de toutes parts. A l'appel qui leur était adressé, Européens, Musulmans, Israélites répondirent avec un empressement qui semblait contagieux. On avait donné pour la Croix-Rouge, on avait donné pour l'Union des Femmes de France : on donna plus encore pour l'Œuvre Tunisienne de secours aux soldats. Personne ne refusa son obole et, si l'offrande des indigènes pauvres fut forcément modeste, celle des Arabes riches fut largement abondante ; les membres les plus qualifiés du parti « Jeune-Tunisien » se montrèrent particulièrement généreux. Ainsi, l'œuvre à peine fondée se trouvait en état de fonctionner, et même de voguer à pleines voiles.

Le défaut d'espace me condamne à résumer brièvement les résultats qu'elle a obtenus en quelques semaines. Elle a rendu aux ateliers de tissage de Djerba, de Kairouan et de Tunis une activité qui depuis longtemps leur faisait défaut, en leur commandant des tissus de laine et des couvertures particulièrement appréciés par les tirailleurs et spahis à qui elle les destinait. Elle a demandé des cotonnades à des sociétés commerciales tunisiennes de création récente dont le gouvernement du Protectorat avait favorisé la constitution afin de développer chez nos protégés l'esprit coopératif. Elle a inauguré en Tunisie l'Assistance par le travail en des ouvroirs où les femmes des réser-

vistes transforment les matières premières en effets nécessaires aux blessés, vareuses d'hôpital, gilets de flanelle, chemises, chaussettes, draps, cache-nez, et tirent de leur travail un prix rémunérateur. Enfin, elle a décidé d'admettre des Musulmanes, dont le mari est sous les drapeaux, à participer à cette tâche, et bien qu'on pût craindre que ces femmes, étant habituellement cloîtrées et non accoutumées au labeur en commun, ne répondissent pas à l'invitation, elles se sont présentées en assez grand nombre à l'atelier. Encouragées par l'accueil qui leur a été fait, elles mettent à apprendre la couture, la coupe, le tricotage, autant de zèle qu'en mettent à apprendre à soigner les malades celles qui suivent les cours de la Croix-Rouge. Dans ces faits minimes en apparence, ne peut-on voir le point de départ d'un programme d'éducation de la femme arabe?

Tel n'est pas cependant le but principal poursuivi aujourd'hui par l'Œuvre tunisienne des secours aux soldats, et si elle y parvient, comme on peut l'espérer, ce sera par surcroît. Quant à celui qu'elle se proposait, il suffit de lire, ainsi que je l'ai fait, le volumineux inventaire des objets fabriqués par ses soins et envoyés déjà à plus de vingt hôpitaux et ambulances de la métropole pour se convaincre qu'il a été atteint; ce qui n'est pas moins éloquent que ce chiffre qui grossit de jour en jour, c'est la preuve nouvelle du loyalisme des indigènes que donne la large part qu'ils ont prise aux souscriptions dont l'abondance a contribué au rapide développement de tant de bienfaits.

Ce loyalisme avait été cependant soumis à de rudes épreuves, par suite du système d'espionnage organisé par l'Allemagne depuis le jour où elle fit entrer dans ses plans la conquête de nos possessions africaines, et notamment de ce poste admirable de Bizerte dont les avantages suffiraient seuls à justifier notre établissement en Tunisie. Située en sentinelle avancée sur le canal de Sicile, d'où elle a vue sur les deux bassins de la Méditerranée par son lac qui peut abriter les plus fortes escadres, Bizerte était le complément nécessaire de Toulon, notre grande base maritime méditerranéenne. Aussi, a-t-on sans cesse poursuivi l'outillage de l'arsenal pour qu'il fût en état de recevoir et de réparer nos plus grands navires. De puissantes batteries, bien réparties sur les hauteurs qui constituent son front de mer, garantissent Bizerte contre les entreprises du large, tandis que les accès par terre sont fermés par des ouvrages qui utilisent

heureusement les divers points qui dominent les vallées environnantes.

Ces défenses étaient en état de jouer dès les premiers jours de la mobilisation par le seul concours de la marine et de l'artillerie, celle-ci, renforcée par les réservistes, ayant armé sur l'heure les forts et les postes de surveillance du littoral, celle-là prolongeant à l'aide de torpilleurs et de sous-marins le rayon d'investigation de la place. On sait que si ces grand'-gardes ne parvinrent pas à rejoindre le *Gœben* et le *Breslau*, c'est que la vitesse de ces deux croiseurs leur permit, aussitôt leurs méfaits accomplis, de s'enfuir avant qu'on eût pu les atteindre. Depuis, la décision des escadres ennemies de rentrer dans leurs ports, et d'y demeurer à l'abri des forts et des mines, n'a pas fourni à Bizerte l'occasion de donner toute sa mesure en tant que valeur défensive. En revanche, elle a pu remplir dans le calme son rôle principal de base de nos escadres qui, après avoir assuré la sécurité du passage des troupes africaines sur le continent, allaient opérer dans l'Adriatique pour faire le blocus des côtes d'Autriche et tenter de frapper au cœur cette puissance en s'emparant de Pola. Si l'on ajoute à ces détails que, par sa position avancée sur les routes commerciales du Levant à Gibraltar, Bizerte se trouve dans des conditions exceptionnelles pour exercer la police de la mer à l'encontre des cargo-boats suspects de ravitailler l'Allemagne par des interpositions plus ou moins habilement dissimulées, on appréciera mieux encore tous les services qu'a rendus et est appelé à rendre un poste si merveilleusement situé et organisé pour assurer aux alliés, dans les circonstances actuelles, la maîtrise de la Méditerranée.

Ces services, l'Allemagne les prévoyait depuis longtemps; elle en avait saisi l'importance et lorsque, dans son infatuation, elle ambitionna, pour réaliser ses rêves de domination sur toutes les mers, de s'approprier nos colonies d'Afrique, la possession de la Tunisie, qui devait lui assurer celle de Bizerte, entra dans ses projets et y prit la première place. Dès ce moment, les pays qu'elle convoitait devinrent l'objet des études de son état-major, et quand on sait ce qu'elle a fait ailleurs pour se renseigner à l'avance sur la topographie des pays qu'elle voulait conquérir, sur les mœurs, les opinions et les dispositions de leurs habitans et l'espionnage infernal auquel elle s'est livrée

en France, en Belgique, en Angleterre, en Russie, on ne saurait mettre en doute qu'en Tunisie, elle a usé des mêmes procédés et que, là comme ailleurs, elle a jalonné les chemins qu'elle jugeait les plus rapides et les plus pratiques pour arriver à son but. A Tunis, au début de la guerre, on arrêta une demi-douzaine d'Allemands établis depuis longtemps dans cette ville et notamment deux photographes associés pour l'exploitation de leur industrie. Leurs promenades professionnelles leur avaient rendu familier tout le pays tunisien jusque dans ses coins les plus reculés, ses villes, ses villages, ses sites, ses montagnes, ce qui, vu leur nationalité, autorisait à croire que leur métier apparent s'était doublé d'un autre moins honorable, qu'ils avaient travaillé pour l'état-major de Berlin et qu'en un mot, ils méritaient les soupçons dont ils étaient l'objet. Ils ont été internés dans une localité africaine et leurs familles invitées à quitter la Tunisie.

Pour justifier cette accusation d'espionnage, il suffit de rappeler l'invasion d'Allemands dont ce pays était tous les ans le théâtre au printemps et en automne. Favorisée par sa beauté naturelle, par le désir commun aux Français et aux indigènes d'en accroître la prospérité en y attirant de riches étrangers, encouragée surtout par notre courtoisie proverbiale et par notre excès de confiance, cette invasion était devenue périodique et, tantôt en bandes d'excursionnistes, tantôt en groupes de savans, d'artistes, d'amateurs d'antiquités, l'Allemagne versait en Tunisie de nombreux voyageurs. Le tourisme, les recherches documentaires sur l'histoire et l'archéologie, le désir de voir du pays, d'observer les mœurs arabes, étaient de bons prétextes pour donner à cette affluence un caractère inoffensif. Mais, maintenant que les coutumes germaniques ne sont plus un secret pour nous, comment admettre que, parmi ces touristes, n'opéraient pas des espions qui observaient tout, questionnaient surtout, prenaient note de tout et, s'ils se flattaient d'avoir gagné ici ou là, par leurs propos ou leurs libéralités, la confiance des indigènes, s'efforçaient de les détacher de la France?

J'ai reçu à cet égard de personnes sages et pondérées des confidences significatives, comme si la guerre actuelle, en évoquant dans leur mémoire le souvenir de choses vues et entendues et trop promptement oubliées, avait subitement ouvert leurs yeux sur la perfidie des tentatives de nos ennemis

pour faciliter dans un avenir prochain la conquête des territoires et des populations qu'ils rêvaient de nous arracher. Les preuves de cette perfidie qui affectait des formes diverses, insinuantes ici, arrogantes là, revenaient à l'esprit de ces bons Français, jusque-là sans défiance, et, dans les entretiens que j'avais avec eux, ils rappelaient des traits qui ne les avaient pas frappés lorsqu'ils en avaient été les témoins ou lorsqu'on les leur rapportait. Tantôt, c'était un général allemand s'installant à Carthage, rayonnant de là dans toute la Tunisie, se montrant partout généreux, jovial, bon enfant, questionnant la main ouverte, s'informant et se vantant de se documenter en vue de travaux historiques; tantôt, c'était un touriste qui, en prenant congé de colons qui l'avaient aimablement reçu, lui et ses compatriotes, disait, d'un accent où perçait la menace :

— Nous reviendrons! Vous nous reverrez, et vous n'y perdrez rien.

Puis c'était, à Carthage, un groupe d'Allemands saluant au passage, par un feu d'artifice tiré sur les hauteurs qui dominent le golfe, un bateau sur lequel plusieurs de leurs compatriotes quittaient la Tunisie après l'avoir visitée et ceux-ci répondant par des cris et des chants qui proclamaient la grandeur de l'Allemagne et prédisaient qu'elle dominerait le monde; et encore un arabisant prussien, — il se donnait cette qualité, — récitant devant des indigènes un hymne à la gloire du Kaiser et le leur traduisant comme pour le leur apprendre. Quelles manœuvres souterraines cachaient ces allées, ces venues, ces manifestations extérieures, et n'y peut-on voir l'expression d'une vaste espérance à peine dissimulée sous les moyens plus ou moins audacieux et insolens, employés pour en hâter la réalisation? Au surplus, voici qui confirmera cette hypothèse. Au mois d'avril dernier, une personne de ma famille s'était rendue à Carthage pour visiter le musée des Pères Blancs. Comme elle sortait de la gare, un petit Arabe vint gambader autour d'elle, la main tendue, en criant et en baragouinant en mauvais allemand la fameuse devise qui est aujourd'hui le mot d'ordre germanique à travers le monde : *Deutschland über alles* (L'Allemagne au-dessus de tout).

— Qui t'a appris ce mensonge, mauvais drôle?

A cette question, l'enfant ne répondit pas; il s'éloigna moitié railleur, moitié piteux, comme s'il eût compris que son

cri s'était trompé d'adresse. Ce cri n'en constituait pas moins la preuve qu'une influence allemande avait tenté de s'exercer dans le milieu où vivait ce gamin.

Autre preuve à rapprocher de celle-ci : un de mes amis excursionnant dans le Sud de la Tunisie est surpris par un orage. Rencontrant un Arabe qui rentrait dans son douar, il lui demande un abri. L'Arabe, après avoir éloigné ses femmes, reçoit l'étranger dans sa demeure, et celui-ci est tout surpris de voir accroché au mur le portrait du Kaiser et ceux de ses fils groupés autour de lui et tous, comme lui, coiffés de la *chechia*. Feignant de ne pas les reconnaître, il demande :

— Qui sont ces gens-là?

— C'est l'empereur d'Allemagne avec sa famille.

— Où as-tu trouvé ce dessin? De qui le tiens-tu?

— Il m'a été donné à Tunis dans la rue par quelqu'un que je ne connais pas. Il en distribuait à tout le monde.

Comment ne pas mentionner encore les paroles prononcées par la femme du consul d'Allemagne à Tunis, lorsqu'après la déclaration de guerre, elle est partie pour rejoindre son mari? En faisant ses adieux à une femme de la colonie française, elle lui disait :

— Je vous plains, je plains ceux qui restent, car ils verront sous peu des choses épouvantables.

De ces traits, résulte la preuve que, bien avant la mobilisation, l'Allemagne préparait la guerre, en Tunisie comme ailleurs, soit par ses espions, soit par des émissaires turcs et qu'elle avait escompté une révolte arabe éclatant dans le pays au moment de la mobilisation.

Les tentatives d'espionnage faites en Tunisie, comme d'ailleurs en Algérie et au Maroc, ne sont donc pas niables. Mais il est également vrai qu'elles n'ont pas réussi à ébranler le loyalisme des indigènes, et puisque dans les circonstances actuelles et malgré tant d'efforts pour le détruire, il ne s'est pas démenti, c'est qu'il est au-dessus des manœuvres déloyales de nos ennemis. Cependant, quelque fondée que soit à cet égard la conviction dont j'ai recueilli autour de moi d'innombrables témoignages, on ne saurait trop approuver les mesures prises pour prévenir et déjouer les menées ténébreuses dont je me suis contenté de citer quelques preuves, alors qu'il m'eût été facile de les multiplier, et pour convaincre nos protégés

que la France gardienne de leurs intérêts ne laissera pas l'Allemagne se substituer à elle pour les défendre.

ERNEST DAUDET.

P.-S. — Tandis que je corrigeais les épreuves de cette étude, est arrivée à Tunis la nouvelle de l'événement qui, en quelques heures, a mis la Turquie en état d'hostilité contre les puissances de la Triple-Entente. On prévoyait cette complication à laquelle on n'attachait d'ailleurs qu'une importance secondaire quant à l'influence qu'elle exercerait parmi les Musulmans, et en effet, loin d'ébranler leur loyalisme, elle leur a fourni l'occasion de le manifester en des conditions qui permettent d'affirmer que si le Kaiser, entraînant le gouvernement ottoman dans la guerre, a espéré provoquer dans l'Islam des soulèvemens contre la France, il s'est lourdement trompé. Les populations arabes ne sont pas disposées à se soulever et le message que le Bey vient de leur adresser, le langage officiel du cheik-el-Islam, de Tunisie, parlant au nom du Chara, ce tribunal qui représente la plus haute autorité religieuse de ce pays, les déclarations du chef du parti Jeune-Tunisien, le blâme universel infligé à la conduite du gouvernement Ottoman, dupe et victime des « basses intrigues allemandes, » ces protestations de dévouement et de fidélité à la France qui éclatent de toutes parts sous les formes les plus diverses, ne sont que l'écho des sentimens de nos protégés. Quoi qu'ait dit et fait notre ennemi pour les conquérir, quoi qu'il dise et fasse encore, ils préféreront toujours à la domination germanique qui ferait peser sur eux un joug de fer, le Protectorat de la France qui leur assure, avec les services d'un régime libéral et fort, les bienfaits de la civilisation. — E. D.

UN CONCLAVE DE SIX MOIS

AU MILIEU DU XVIIIe SIÈCLE

ET SON RÉSULTAT IMPRÉVU

L'ÉLECTION DE BENOIT XIV (FÉVRIER-AOUT 1740)

Le conclave qui s'ouvrit à la mort de Clément XII et d'où Benoît XIV sortit pape, fut le plus long qu'eussent à enregistrer les annales ecclésiastiques depuis la fin du Grand Schisme. Durant six longs mois, le Sacré Collège ne put s'accorder, partagé qu'il était en deux factions équivalentes et rivales. Dans l'un et l'autre camp, ce furent les influences étrangères qui prévalurent le plus souvent : cardinaux français, espagnols et autrichiens s'employèrent à favoriser ou à empêcher l'élection de tel ou tel de leurs confrères, selon qu'ils le croyaient disposé à servir ou à contrarier la politique de leurs souverains respectifs. Dans un pareil conflit, la préoccupation religieuse semble si vague, si lointaine, qu'on serait porté tout d'abord à le déplorer et à regretter même qu'on en exhumât le souvenir. Il faut se garder de cette impression. Depuis plus de mille ans, en effet, à la mort de chaque pape, les princes se sont toujours efforcés d'assurer le trône pontifical à ceux qui, dans le Sacré Collège, tenaient leur parti : cette compétition séculaire n'est-elle pas une preuve manifeste, un témoignage éclatant de la vitalité et de la prééminence de la papauté ? Qu'ils fussent les faibles seigneurs de la seule ville de Rome ou les souverains absolus des vastes États de l'Église, qu'ils fussent couronnés avec magnificence dans la Ville Éternelle, ou proclamés furtivement dans quelque bourgade de la campagne, qu'ils soient enfin, comme aujourd'hui, emprisonnés et sans défense, les successeurs de saint Pierre n'ont jamais ceint la tiare sans que la chrétienté tout

entière s'en soit émue. Depuis Charlemagne, aucun prince n'a pu se désintéresser d'un conclave : voilà ce qui explique et justifie les luttes qui s'y sont produites à maintes reprises, luttes aux détails parfois misérables et indignes du sénat de l'Église, mais cependant bien fertiles en enseignemens, quand on en recherche la cause et qu'on en discerne l'objet. N'est-il pas remarquable enfin que cette rivalité des puissances séculières au sein du conclave, — indice de l'importance qu'elles attribuaient à son issue, — ne se montra jamais plus âpre et plus passionnée qu'à la mort de Clément XII, en 1740, au milieu du XVIIIe siècle, en un temps où la religion était raillée et dédaignée, où princes et peuples s'en allaient à la suite des idées nouvelles, oublieux de la foi de leurs ancêtres? De l'élection de Benoît XIV, considérée à ce double point de vue, ressort une haute leçon d'histoire.

Le 6 février 1740 (1), à l'aube, la cloche du Capitole se mit à tinter le glas : le pape Clément XII venait d'expirer. Bientôt le canon du château Saint-Ange se fit entendre, les tambours roulèrent de tous côtés, les troupes sortirent de leurs quartiers et les rues s'emplirent d'une foule bruyante que fendaient à grand'peine carrosses, chaises et berlines, emmenant au Quirinal cardinaux et prélats, réveillés en sursaut et à peine habillés. — Attendue depuis six mois, la mort du Pape paraissait surprendre tout le monde ! Aveugle et nonagénaire, torturé par la goutte, miné par la fièvre et la dysenterie, Clément XII avait lutté contre la maladie, avec cette force d'âme et cet amour de la vie que l'on ne voit qu'aux vieillards. A plusieurs reprises, les médecins trouvant le pontife évanoui et agité de convulsions, avaient jugé sa dernière heure venue, et trois fois les secours suprêmes de la religion lui avaient été apportés. Durant le mois de janvier, le bruit de la mort du Pape avait couru la ville à toute heure, et même, une fois, un messager avait été en porter la nouvelle à Paris. Tant de fausses alertes avaient lassé les inquiétudes et endormi les vigilances : le peuple croyait qu'une poudre merveilleuse, apportée de Florence, assurait encore à son souverain plusieurs années de vie.

Du reste, Clément XII n'était pas aimé de ses sujets. A la

(1) Les principales sources de cet article sont les documens conservés aux Affaires étrangères dans la *Correspondance de Rome*, vol. 777-79 et 783 et une relation italienne du Conclave de 1740 publiée à Fribourg en 1888 par F. X. Krauss (d'après le manuscrit appartenant au marquis Malvezzi de Bologne) à la suite des *Briefe Benedicts XIV an den Canonicus P. Francesco Peggi in Bologna* (*1729-58*). Les *Lettres familières* du président de Brosses (édit. Colomb) ont été aussi utilisées.

mort de Benoît XIII, ils avaient réclamé un pape jeune et de famille romaine : seul, un long pontificat, libre de toute influence étrangère, pouvait, à leur avis, réparer les finances délabrées. Le jour même de son élection, Laurent Corsini, Florentin et octogénaire, fut donc impopulaire. Le châtiment sévère qu'il infligea au ministre prévaricateur de Benoît XIII, le cardinal Coscia, ne lui fut compté pour rien : en revanche, on lui imputa les ravages causés dans les États de l'Église par le passage des troupes françaises ou espagnoles, et l'on condamna sa politique qui n'avait pas su empêcher l'Italie d'être encore une fois le champ clos de l'Europe. Lorsque Clément XII, devenu aveugle, confia les affaires à son neveu, le cardinal Nerio Corsini, le peuple se crut revenu aux jours de Sixte IV et d'Alexandre VI. Enfin, en 1738, une crise monétaire, suivie d'une réduction de l'intérêt légal, mit le comble au mécontentement public, et l'on disait tout haut que l'argent ne circulait plus à Rome parce qu'il remplissait à Florence les coffres de la maison Corsini. Détestée dans la rue, la famille pontificale n'était pas moins haïe dans les salons. Princes et barons romains jalousaient « ces émigrés de Florence, » détenteurs de toutes les grâces, et il n'y avait que rancune et envie au cœur de ceux qui venaient en foule, à la Longara, faire leur cour au palais Corsini. Dans le Sacré Collège, la même animosité se retrouvait. Groupés autour du camerlingue, Alexandre Albani, les « vieux » cardinaux, ceux de Clément XI et de Benoît XIII, protestaient contre le népotisme du règne et flétrissaient ce Nerio Corsini, qui, pour s'assurer des voix au prochain conclave, distribuait à la seule faveur les chapeaux vacans. Deux cardinaux avaient été créés, quelques mois auparavant, à un consistoire tenu dans la chambre du pape moribond et, tout récemment encore, la même manœuvre se fût répétée sans l'énergie du secrétaire des brefs, qui avait refusé de prêter la main à une nomination *in extremis*. Jusqu'au dernier soupir de Clément XII, le cardinal-neveu, insouciant et superbe, avait méprisé ces haines, tandis que les princesses Corsini se targuaient de leur impopularité. « Les gens de la famille papale, disaient-elles souvent, meurent deux fois : la première de la mort de leur oncle, la seconde de leur mort naturelle. » Le Pape expiré, toute cette belle assurance tomba, et ce fut dans un misérable carrosse d'emprunt, les stores baissés, tremblant

d'être reconnus par la foule, que neveux et nièces du pontife défunt sortirent de ce Quirinal où, la veille encore, ils parlaient en maîtres.

*
* *

Durant la vacance du Saint-Siège, le pouvoir était exercé par le cardinal-camerlingue. C'était alors Alexandre Albani, le neveu de Clément XI. Revêtu de la pourpre à vingt-neuf ans, camerlingue avant la quarantaine, comblé de bénéfices, chargé d'honneurs, il avait été l'objet de toutes les complaisances de son oncle. Sous Benoît XIII, il s'était signalé par sa rupture éclatante avec le cardinal Coscia et avait ainsi conquis le cœur du peuple. Éloigné de Rome jusqu'à la mort de ce pape, il avait ensuite prétendu à la tiare. Devenu l'implacable adversaire de Clément XII, son rival heureux, il avait groupé autour de lui les ennemis des Corsini, fait échec au nouveau gouvernement et traversé de toutes manières les desseins du cardinal-neveu. Partisan de l'Empereur parce que le Pape tenait pour la France, il avait eu, lors de la succession de Pologne, une attitude si outrageante pour le beau-père de Louis XV, que celui-ci avait ordonné à ses représentans de ne plus frayer avec lui. Le président de Brosses nous a laissé de ce terrible prélat un peu séduisant portrait. « Il est, dit-il, extrêmement considéré pour sa capacité, haï et redouté à l'excès : sans foi, sans principe, ennemi implacable, même quand il paraît s'être réconcilié, inépuisable en ressources dans les intrigues, la première tête du collège et le plus méchant homme de Rome. » Aux termes du cérémonial, c'était au camerlingue qu'il appartenait de vérifier le décès du Souverain Pontife. Arrivé au Quirinal, Alexandre Albani, suivi des cardinaux, gagna donc l'appartement du Pape. Parvenu à la chambre mortuaire, il en heurta la porte à deux reprises. N'obtenant point de réponse, il fit mine de l'enfoncer et pénétra dans la pièce où Clément XII reposait, comme il avait expiré. Alors, s'approchant de la couche funèbre, il appela à haute voix Laurent Corsini, tandis que, d'un marteau d'argent, il frappait trois fois le front du cadavre. « Éminentissimes seigneurs, le Saint-Père est mort, » dit-il, en se tournant vers l'assemblée. Le cardinal Ottoboni, chancelier de l'Église, dressa aussitôt l'acte de décès, que signèrent le camerlingue et un cardinal de chaque ordre. Tous quittèrent ensuite la chambre,

où quatre Jésuites de la Pénitencerie demeurèrent en prières. Le premier rite des funérailles était accompli.

Le lendemain matin, 7 février, le gouverneur de Rome fit ouvrir les prisons de la ville, car, avant de paraître devant Dieu, le Pape était censé avoir remis toutes les peines infligées à ses sujets. Mais, pour que cet usage fût observé sans compromettre la sécurité publique, on transférait secrètement d'avance au château Saint-Ange les criminels et les malfaiteurs de marque. Le soir, à la tombée de la nuit, la dépouille du Pape fut portée à la chapelle Sixtine. Le cortège n'était formé que de soldats, et un seul prêtre y figurait, le curé de la paroisse du Quirinal. Cette cérémonie martiale frappait toujours les étrangers. Le président de Brosses, qui séjournait alors à Rome, ne fit point exception. «Je suis allé, dit-il, chez le duc de Saint-Aignan (1) voir passer ces obsèques qui ne sont que la translation du corps à Saint-Pierre. Il était porté sur une litière découverte de velours cramoisi brodé d'or, entouré de la garde suisse en hallebardes, précédé des chevau-légers et de quelques autres troupes, des trompettes et de plusieurs pièces de canon posées à l'envers sur leurs affûts roulans : le tout accompagné de plusieurs estafiers et d'une considérable illumination. C'était à huit heures du soir. J'ai cru d'abord que c'était quelque général d'armée, tué dans une bataille, que l'on rapportait dans son camp. »

Avec cette pompe nocturne commençaient les « grandes funérailles » pontificales, qui se prolongeaient neuf jours durant. Le mardi 8 février, au matin, les cardinaux, vêtus de violet en signe de deuil, se réunirent dans la sacristie de Saint-Pierre. Là, le secrétaire du Sacré Collège, Levizzani, leur donna lecture des diverses constitutions réglant l'élection du Pape et chacun d'eux jura d'en observer les termes. Le camerlingue se fit ensuite apporter l'anneau du Pêcheur (2) et le rompit avec ostentation, empêchant ainsi la fabrication de tout acte posthume; pareillement, il brisa la matrice des bulles et reprit le sceau des brefs à son dépositaire. Puis, faisant appeler le gouverneur de Rome, il le confirma dans sa charge, avec l'assentiment de ses confrères. Enfin, avant de se séparer, les cardinaux tirèrent au sort ceux d'entre eux qui surveilleraient les

(1) L'ambassadeur de France.

(2) On appelle ainsi la bague épiscopale du Pape, dont le chaton lui sert de cachet.

préparatifs du conclave. Dans l'après-midi, le corps du Pape ayant été descendu dans Saint-Pierre, la foule put défiler devant le catafalque. Le président de Brosses nous l'a décrit. « Il est magnifique, dit-il, d'un grand goût, orné d'architecture, de statues peintes, et de médaillons, d'inscriptions et de tableaux représentant les principales actions du pontificat et les monumens élevés par le Pape. On n'y a pas oublié le port d'Ancône et la construction d'un beau lazaret au milieu de la mer. Il est étonnant qu'on ait pu avec tant de promptitude élever un catafalque que l'on pourrait appeler un édifice. »

Les trois jours suivans, en présence de la cour pontificale et de la noblesse romaine, une messe solennelle de *Requiem* fut célébrée dans Saint-Pierre par le plus jeune cardinal de chaque ordre. Assemblé ensuite dans la sacristie de la basilique, le Sacré Collège vérifia les pouvoirs des magistrats et des fonctionnaires de tout l'État ecclésiastique. Cette fastidieuse besogne occupa plusieurs séances heureusement coupées par la réception des ambassadeurs, venus apporter les condoléances de leurs princes. Le reste du temps fut consacré aux préparatifs du conclave et à l'audition des cardinaux préposés aux travaux. Ceux-ci étaient immenses, et le peu de jours que l'on avait pour les exécuter en décuplait la difficulté.

La clôture du conclave n'étant levée en aucun cas, les cardinaux devaient assurer d'avance la santé de leurs âmes et de leurs corps. Aussi, les 12, 13 et 14 février, firent-ils choix d'un confesseur, de deux médecins, d'un chirurgien, d'un pharmacien, de quatre barbiers et de domestiques variés. Le cardinal Sacripante, le plus jeune des diacres, tira ensuite au sort les cellules du conclave : attribution qui avait certes son importance, car, si aucun des logemens destinés à Leurs Éminences n'était confortable, certains d'entre eux étaient de véritables taudis. Le hasard aveugle favorisa en première ligne le cardinal Coscia ! Rohan fut après le mieux partagé : la plus méchante cellule échut à Fleury, qui ne s'en soucia guère, ne devant pas venir à Rome ! Le 13 février, après la messe, cinq cardinaux donnèrent tour à tour l'absoute au Souverain Pontife. Cette cérémonie se répéta les deux jours suivans et attira, par sa pompe, un grand concours de peuple. Le Sacré Collège examina ensuite la liste des « conclavistes. » On appelle ainsi les deux prêtres que tout cardinal a le droit d'emmener au conclave,

comme secrétaires particuliers. Le nom, la nationalité et les grades théologiques de chaque candidat durent être mis par écrit, car « il importait que ce fussent tous sujets de morale reconnue et de discrétion éprouvée. » Enfin, les cardinaux, non revêtus des ordres sacrés, remirent au camerlingue les brefs qui leur permettaient de voter dans le conclave.

Selon l'usage, les funérailles furent clôturées par l'ensevelissement provisoire du Pape dans Saint-Pierre. Après le coucher du soleil, à la lueur des torches, les cardinaux, vêtus de chapes blanches et portant la mitre, s'assemblèrent au pied du catafalque. La bière fut descendue et découverte : chaque prélat vint fléchir le genou devant l'auguste mort et lui donna le baiser de paix. Le cercueil fut scellé et porté par les chanoines de Saint-Pierre dans un bas-côté de l'église, où il fut hissé dans une niche préparée à cet effet. Durant un an, Clément XII devait reposer là, attendant l'anniversaire de sa mort pour être conduit, en grande pompe, à Saint-Jean de Latran où l'admirable cuve de porphyre, qui avait abrité les restes d'Agrippa sous le portique du Panthéon, lui servirait de tombeau.

L'ouverture du conclave avait été fixée au vendredi 19 février. Ce jour-là, dans Saint-Pierre, le cardinal doyen, Ottoboni, chanta la messe du Saint-Esprit à l'autel de la Pietà : le Sacré Collège, la prélature, la Cour pontificale et la noblesse romaine y assistèrent. Puis on écouta le chanoine Assanani discourir en latin sur le choix d'un bon pape : l'orateur fut détestable et languissant. « Il m'a rappelé, écrit un de ses auditeurs, ces vers d'un poète burlesque :

> Phlégias là fait des sermons,
> Outre qu'ils sont mauvais, fort longs. »

Les cardinaux se mirent ensuite en procession : escortés par les Suisses, précédés de la croix et des cierges, suivis des prélats, ils traversèrent lentement l'église aux accens du *Veni Creator* et par l'Escalier Royal gagnèrent la chapelle Sixtine, dont le seuil marquait l'entrée du conclave. Sur leur passage, une foule compacte faisait la haie et les gardes maintenaient à grand'peine hommes et femmes qui se montraient du doigt les cardinaux les plus connus et se communiquaient tout haut leurs pronostics pour l'élection. Les portes de la Sixtine étant closes,

le cardinal doyen exhorta brièvement ses confrères à élire sans délai un saint et digne pape, puis chacun s'en alla reconnaître sa cellule et faire le tour de l'enceinte où il était désormais confiné.

Dans la clôture, on avait englobé la chapelle Sixtine et ses annexes, les salles Royale et Ducale, les Chambres et les Loges de Raphaël, les appartemens Borgia, ainsi que la galerie surplombant le péristyle de Saint-Pierre. Sauf la chapelle Sixtine, réservée aux séances et aux scrutins, toutes les autres pièces avaient été transformées, entresolées, ou coupées de cloisons : ainsi seulement on avait pu y répartir les logemens des soixante-huit cardinaux (1) qui composaient le Sacré Collège à la mort de Clément XII. L'incomparable curieux qu'était le président de Brosses ne manqua point, comme il séjournait à Rome, de se rendre sur les lieux. « Chaque logement, dit-il, est à peu près fait d'une cellule où est le lit du cardinal, d'une autre petite pièce à côté, d'un bout de cabinet, avec un escalier montant à l'entresol où l'on ménage deux petites pièces pour des domestiques... Ceux qui sont dans la grande loge au-dessus du portail [de Saint-Pierre]... ont l'avantage d'avoir vis-à-vis d'eux, de l'autre côté du corridor, tout un rang de cabanes le long des fenêtres, dont ils font des cabinets d'étude ou d'assemblée. » Les cardinaux les plus mal lotis étaient relégués dans les Loges, dont les larges baies avaient été presque entièrement murées. « On y est là, continue de Brosses, pressé comme des harengs en caque, sans air, sans lumière, avec de la bougie en plein midi, perdu d'infection, dévoré des puces et des punaises. » Les cellules étaient construites et aménagées aux frais de leurs titulaires, qu'ils vinssent ou non au conclave. La dépense en était élevée et montait à cinq ou six mille francs, les ouvriers ne voulant travailler avec tant de hâte que contre un salaire exorbitant. « Chaque cabane de planches, poursuit avec dédain notre chroniqueur, est partout uniformément revêtue de serge violette, si c'est une créature de feu Clément XII, verte, si c'est un cardinal de l'ancien collège. Au dedans, on la meuble comme on

(1) Le Sacré Collège n'était pas tout à fait au complet à la mort de Clément XII, Deux vacances s'y étaient produites peu avant le décès de ce pape. Onze cardinaux ne devaient pas entrer au conclave : Laurent Altieri, Benoît Odescalchi, Italiens. Louis d'Alcunha et Jean de la Motta, Portugais; Melchior de Polignac, Léon de Gesvres et André de Fleury, Français; l'infant Louis d'Espagne et son compatriote Gaspard de Molina; l'Allemand Hugo de Schönborn et le Polonais Jean Lipsky.

veut... Celle de l'infant (1), qui reste inhabitée, est bien plus magnifique que les autres, en damas, trumeaux et tables de marbre avec des vitraux de glace, les plus grands qu'il a été possible de les faire, pour laisser la parure de l'intérieur à découvert. » En haut de l'Escalier Royal, se dressait la grande porte du conclave. Dans l'un de ses battans, on avait percé un judas par lequel les cardinaux chefs d'ordre pouvaient écouter les rapports du gouverneur de Rome ou, en certains cas, donner audience aux ambassadeurs. A droite et à gauche de la porte, avaient été installées deux tours par lesquels les vivres et les subsistances de toute sorte seraient passés à l'intérieur.

Mais, si, le matin du 19 février, le Sacré Collège avait été seul à pénétrer dans la chapelle Sixtine, les barrières du conclave ne s'étaient pas définitivement refermées sur lui. Se conformant à un aimable usage, le cardinal Albani autorisa ses confrères à recevoir dans leurs cellules, jusqu'au coucher du soleil, leurs amis ou leurs proches. Et, tout l'après-midi, ce fut un long défilé de princesses romaines, d'ambassadeurs et de prélats venant apporter leurs vœux aux Éminences prisonnières et leur souhaiter bonne chance et prompte réussite. A la tombée de la nuit, une sonnette fut agitée dans les couloirs pour hâter les derniers départs, puis le camerlingue, s'étant assuré qu'aucun intrus ne restait en arrière, donna l'ordre de clore les portes. Il en tira lui-même les verrous et les cadenassa, tandis qu'au dehors, le prince Chigi, maréchal héréditaire du conclave, en fermait à double tour les serrures extérieures. Le sort en était jeté !

***

Quel serait le nouveau pape? telle était la préoccupation de la Ville Éternelle tout entière. Du Corso au Transtévère, dans les palais comme dans les masures, sur les places, dans les églises, le jour comme la nuit, la même question revenait sur toutes les lèvres. Bien plus, les ambassadeurs la retrouvaient dans les dépêches de leurs ministres, les banquiers romains dans les lettres de leurs cliens étrangers, les savans sous la plume de leurs correspondans. De près comme de loin, en France comme en Italie, à Madrid comme à Vienne, l'élection

(1) Louis-Antoine de Bourbon, un des fils du roi Philippe V, pourvu des revenus de l'archevêché de Tolède en 1734, cardinal en 1738, quitta l'état ecclésiastique en 1754 et mourut en 1785.

pontificale passionne les esprits et captive l'attention. N'est-ce pas là chose curieuse en plein XVIIIe siècle, à cette époque d'incrédulité, lorsque les « philosophes » sont à la mode et que la libre pensée devient de bon ton? Cette anomalie s'explique pourtant : en ce temps, où la guerre faisait rage, où la force des armes était le seul droit, le grand pouvoir moral du Saint-Siège se découvrait aux yeux du monde civilisé. En outre, depuis quelques années, les événemens avaient obligé la plupart des princes à recourir aux bons offices du Souverain Pontife. Pour s'affermir sur le trône de Pologne, l'électeur de Saxe avait eu besoin de Clément VII ; pour être reconnu roi de Naples, l'infant Don Carlos avait jugé utile de demander l'investiture de ce pape ; pour assurer l'Empire à sa fille unique, Marie-Thérèse, Charles VI avait sollicité l'appui du même pontife. Le roi d'Espagne, gêné dans ses ressources, attendait de Rome avec anxiété l'extension fructueuse de son droit de nomination aux bénéfices de son royaume; le roi de France enfin comptait sur Rome pour apaiser ses Parlemens, aux prises avec les évêques sur la bulle *Unigenitus* et lancés dans une lutte qui ébranlait les bases mêmes de l'État. Presque tous les pays d'Europe étaient donc, à quelque titre, intéressés à la compétition ouverte au Vatican.

Or personne ne pouvait en prévoir le résultat. De mémoire de Romain, jamais conclave ne s'était annoncé aussi incertain. Le Sacré Collège était divisé en deux factions : l'une, groupée autour du camerlingue, Albani, comprenait les cardinaux de Clément XI et de Benoît XIII ; l'autre, rangée derrière le neveu du pape défunt, Corsini, se composait des « créatures » de Clément XII. Toutes deux étaient environ de même force, disposait chacune de vingt-cinq ou vingt-huit suffrages. Si ce nombre était insuffisant pour assurer à l'une ou à l'autre la victoire, puisque le Pape était élu aux deux tiers des votans, il permettait en revanche à chacun des partis de réduire son adversaire à l'impuissance. C'était donc aux « cardinaux de couronne, » dont la plupart étaient encore loin de Rome, qu'il appartiendrait de faire l'appoint nécessaire et de départager les voix. Mais ces retardataires se porteraient-ils tous sur le même candidat? Ils viendraient au conclave, munis d'instructions sévères, et leurs princes respectifs n'avaient-ils pas trop à attendre du Souverain Pontife, pour s'accorder sur son choix? « Faire le Pape pour

soi seul » avait toujours été l'ambition de l'Empereur, comme des rois de France ou d'Espagne.

Tandis que partout frémissaient l'impatience, l'inquiétude et de secrets espoirs, le conclave achevait de s'organiser dans la paix du Vatican.

L'aube du 20 février vit la procession du Sacré Collège s'avancer dans la Sixtine : tout était prêt pour les séances. Élevés autour du chœur et surmontés de leurs baldaquins, soixante-huit trônes attendaient les éminentissimes électeurs : deux pupitres, un à droite et un à gauche du sanctuaire, allaient servir à la rédaction de leurs bulletins, et, sur les marches de l'autel, une longue table dressée était un lieu propice au dépouillement des scrutins futurs. La *funzione* s'ouvrit par la messe du Saint-Esprit : elle fut célébrée par le doyen du Sacré Collège, Ottoboni, et tous ses confrères communièrent de sa main. Il devait en être ainsi tous les matins. L'office terminé, le prélat Reali, premier maître des cérémonies, lut à haute voix le règlement du conclave ; il rappela que le camerlingue, président de l'assemblée, désignerait tous les trois jours et dans chacun des trois ordres, un *cardinal gardien* chargé de la police intérieure et de la surveillance de la clôture, un *cardinal scrutateur* préposé au dépouillement des scrutins et un *cardinal infirmier* qui irait, dans la cellule des malades, chercher leurs bulletins de vote. Il exposa ensuite dans quelles formes l'élection pontificale devait être faite. Celles-ci sont encore usitées aujourd'hui. Le Souverain Pontife est nommé par les seuls cardinaux, à la majorité des deux tiers. Trois modes d'élection sont autorisés : l'*adoration*, le *scrutin*, l'*accès*. Le premier est peu employé, car il présuppose l'unanimité des cardinaux sur un candidat. En cette occurrence, le vote a lieu par acclamations dans la première séance du conclave, et le pape est déclaré aussitôt. Le *scrutin* et l'*accès* obligent au contraire les cardinaux à mettre leurs suffrages par écrit : ils peuvent porter sur un nombre illimité de *sujets*, et on les recommence, tant que la majorité requise n'est pas atteinte.

Lorsqu'elle se dessine, le camerlingue propose à ses confrères de rectifier leurs votes et de se rallier sur les noms les plus favorisés. C'est là ce qu'on appelle l'*accès*. Chaque jour, on distribue aux cardinaux les bulletins nécessaires. Faits de simple papier, ils sont divisés en trois compartimens. Dans le premier l'auteur inscrit son propre nom (*Ego... X... Cardinal... X...*)

dans le deuxième, celui de son candidat (*Eligo in summum Pontificem Eminentissimum Dominum meum Cardinal... X...*). Le troisième compartiment s'agrémente d'une devise pieuse ou de tout autre signe de reconnaissance. Une fois rédigé, le bulletin se plie de telle façon que, le nom de l'électeur demeurant caché, la devise reste apparente et naturellement aussi le nom de l'élu : le bulletin est enfin clos par deux cachets et ceux-ci ne doivent porter ni armoiries, ni légendes indiscrètes. Chaque cardinal monte ensuite à l'autel et dépose son vote dans le calice ayant servi à la messe et laissé là pour la circonstance. Lorsque tous ont défilé, le plus jeune des scrutateurs couvre le vase sacré d'une patène, l'agite deux ou trois fois pour bien en mélanger le contenu, puis le descend solennellement et le pose sur la table dressée au pied du sanctuaire. Les bulletins sont alors extraits l'un après l'autre par le doyen des scrutateurs : il les remet au premier de ses assistans, qui les compte, les vérifie et les passe au dernier scrutateur : celui-ci lit à haute voix le nom et la devise tracés sur chaque billet. Une fois le dépouillement terminé, le camerlingue en proclame le résultat : s'il n'est pas définitif et que l'*accès* ne soit pas jugé utile, on commence un second *scrutin*. Auparavant, les bulletins dont il a été fait usage sont ostensiblement passés sur un lacet de soie, liés ensemble, portés dans la sacristie de la Sixtine et brûlés aussitôt. On empêche ainsi toute confusion de se produire entre les bulletins des différens tours, car, le Sacré Collège, siégeant d'ordinaire matin et soir, peut voter quatre ou cinq fois par jour. Expliquer des rites aussi minutieux n'était certes pas une vaine formalité : aussi, dès que Reali eut cessé de parler, les cardinaux de la façon de Clément XII, dont c'était naturellement le premier conclave, affluèrent-ils autour de lui, en quête de plus amples détails. Nonchalant, sur son trône, le camerlingue suivait ce manège d'un œil amusé et supputait sans doute en lui-même le profit qu'il saurait tirer de tant d'inexpérience ! Ses consultations achevées, le maître des cérémonies prit congé de l'assemblée, et le Sacré Collège, laissé à lui-même, pouvait entrer en délibération.

Avant toute chose, se posait une question délicate. Le cardinal Coscia devait-il être admis au conclave ? L'ancien ministre de Benoit XIII était toujours détenu au château Saint-Ange, faute d'avoir acquitté encore les lourdes amendes auxquelles il

avait été condamné. Durant plusieurs années, Clément XII l'avait privé de la voix active et de la voix passive, c'est-à-dire de la faculté d'élire ou d'être élu; mais, avant de mourir, il lui avait rendu la voix passive. Au lendemain de l'interrègne, Coscia, jugeant cette grâce dérisoire, avait adressé à tous les cardinaux une violente protestation : aux termes des constitutions apostoliques, y disait-il, tout membre du Sacré Collège, fût-il accusé de lèse-majesté ou suspecté d'hérésie, doit jouir au conclave de la plénitude de ses droits. Depuis, comme son libelle ne lui valait que des blâmes, il avait remis son sort entre les mains du camerlingue. Après un long débat, le Sacré Collège décida de le recevoir en son sein, craignant que son exclusion n'entachât d'un vice de forme le vote d'où allait sortir le futur pontife. Et le cardinal Albani fut chargé d'amener le prisonnier, la nuit suivante, au Vatican : si la foule l'avait vu passer, Coscia eût été jeté dans le Tibre.

Cette affaire réglée, rien ne s'opposait plus à l'élection du Pape. Le camerlingue déclara donc le premier scrutin ouvert et invita les candidats à se faire connaître. Cette motion resta sans écho. S'observant mutuellement, les cardinaux gardèrent un prudent silence, car tous redoutaient d'affronter le premier feu, et nul ne se souciait de voir les diverses factions essayer leurs forces à ses dépens. Ayant vainement, et à plusieurs reprises, supplié ses confrères de se départir de leur réserve, Albani allait, en désespoir de cause, suspendre la séance, lorsque le cardinal Acquaviva demanda la parole. Agréablement surprise, l'assemblée fit entendre un long murmure d'approbation. Cet orateur imprévu était en effet une des *têtes* les plus illustres du Collège. Archevêque de Monreale, protecteur d'Espagne et de Naples, immensément riche, il jouissait d'un crédit sans égal. A Rome, dans la prélature comme dans la noblesse, il ne comptait que des obligés, et le peuple le chérissait à cause de ses largesses. L'indépendance qu'il affectait à l'égard des plus grands princes, l'intégrité dont il faisait parade, le souci qu'il professait pour les intérêts de l'Église, lui attiraient les cardinaux les plus austères. Enfin, tous ceux qui possédaient quelque bénéfice en Espagne ou dans le royaume de Naples avaient besoin de sa protection et lui composaient une vaste clientèle. « Acquaviva d'Aragon, écrit Brosses après l'avoir visité, tient l'état du plus grand seigneur de Rome : il est naturellement

magnifique et à portée, par ses grands revenus, de suivre son goût à cet égard. Le seul archevêché de Monreale en Sicile lui vaut, à ce que l'on dit, cinq à six cent mille livres... Ce prélat est d'une belle et grande figure, quoiqu'un peu matérielle : il paraît avoir l'esprit fait comme la taille. » Son discours fut bref : il proposa simplement à l'assemblée de surseoir aux scrutins, tant qu'elle ne serait pas au complet. Plusieurs cardinaux gouvernaient, en Italie même, des diocèses écartés : comment leur en vouloir d'un peu de retard ? Mieux excusés encore étaient les cardinaux étrangers, contraints à un long et souvent difficile voyage, sur des routes que l'hiver rendait plus incertaines. Et puis, il y avait autre chose : les princes catholiques ne s'offusqueraient-ils pas de voir traiter si cavalièrement des sujets illustres qui étaient aussi des mandataires officieux? Une absence entre toutes pouvait provoquer des colères; elle eût d'ailleurs été un paradoxe : celle du cardinal Giudice, chargé du *secret* de l'Empereur, l'avoué, depuis Charlemagne, de la sainte Église Romaine !

Le discours d'Acquaviva avait provoqué une vive agitation dans l'assemblée. Ses dernières paroles se perdirent dans un tumulte où les applaudissemens frénétiques se mêlaient aux protestations indignées. Autant la proposition de l'archevêque de Monreale, en effet, agréait au parti Albani, dont elle faisait le jeu, autant elle déplaisait à la faction Corsini, qui n'avait rien à gagner et tout à perdre à la venue des retardataires. Le calme enfin rétabli, le camerlingue suggéra de voter à mains levées sur la motion Acquaviva : il se flattait d'en intimider ainsi les adversaires qui n'oseraient, pensait-il, se déclarer ouvertement contre l'avocat de l'Empereur et des rois. Albani se faisait illusion : ce fut une surprise pénible pour lui d'entendre un cardinal demander la parole, et sa déception se mua en véritable émoi, lorsqu'il reconnut Tencin dans ce fâcheux interrupteur, Tencin chargé d'affaires du roi de France et lui-même cardinal de couronne. L'élégant prélat, dès l'abord, dressa contre la thèse politique d'Acquaviva une antithèse subtilement fondée sur le terrain religieux. Depuis quand, dit-il en résumé, le conclave a-t-il souci de la volonté des princes ? Les cardinaux ne sont-ils pas seuls les électeurs du Pape, tenus par un serment solennel à n'écouter que leur conscience ? Or, la chrétienté, privée de son chef, en réclamait un sans délai. Et le Roi Très Chrétien, se

souvenant qu'il était avant tout le fils aîné de l'Église, voulait oublier que, sur six cardinaux français, un seul se trouvait actuellement à Rome. Dans sa péroraison, Tencin s'honora de partager les sentimens du camerlingue, qui venait lui-même, avec un louable zèle, d'inviter les candidats à se déclarer! On ne pouvait railler plus finement. Tout dépité, Albani mit aux voix la proposition Acquaviva : elle fut repoussée. Comment fermer l'oreille à l'appel de Tencin; comment ne pas être ému de la générosité de son langage, voile décevant, à la vérité, d'une pensée retorse? Le désintéressement du Roi Très Chrétien était une douceur pour le Sacré Collège qui n'en soupçonnait pas la raison. Tencin pouvait se résigner, d'une âme allègre, à se passer d'attendre ses compatriotes. Gesvres, hébété par l'âge, Polignac goutteux, Fleury lié à sa chaise du Conseil l'eussent fait attendre sans terme. Restaient La Tour d'Auvergne et Rohan : mais que pesait leur absence en face de celle des cardinaux d'Allemagne, de Pologne, de Hongrie et du Nord de l'Italie, de tous ceux, en un mot, dont Acquaviva venait de réclamer la présence et appelait passionnément le renfort?

Victorieuse avec Tencin dans le débat sur l'ajournement, la faction Corsini se trouvait amenée, par son succès même, à présenter un candidat. Or, l'histoire des précédens conclaves en faisait foi, le premier nom soumis au choix du Sacré Collège ne pouvait manquer d'être rejeté. C'était en quelque manière un nom sacrifié. Et même, il arrivait que des sacrifices de cette sorte se renouvelassent plusieurs fois. Stratège prudent, soucieux de n'envoyer à l'échec certain qu'un second rôle, un personnage d'arrière-plan, un *mauvais sujet* en style de conclave, Corsini obtint de l'évêque d'Ancône, Massei, qu'il consentît à être la première victime. Son sort n'étonna personne. Le secrétaire d'État de Clément XII, Firrao, le précédent gouverneur de Rome, Corio, l'archevêque de Bénévent, Cenci, se dévouèrent à leur tour, sans plus de succès. Tous quatre réunirent, à peu de chose près, le même nombre de suffrages, quinze ou dix-sept, tandis que les autres voix s'éparpillaient sur de multiples noms. De tous ces scrutins, ne se dégageait aucune indication précise, et nulle majorité ne semblait se dessiner dans l'assemblée. Mais le neveu de Clément XII tenait en réserve un dernier candidat et d'une tout autre envergure : le cardinal Riviera. Sa proche parenté avec le camerlingue, sa popularité parmi les

amis d'Albani pouvaient lui attirer des suffrages, outre ceux de sa faction propre, et, dans un conclave fatigué par des votes successifs, cet avantage suffirait peut-être à déterminer l'élection. Cette partie qu'il croyait pouvoir être décisive, Corsini se résolut néanmoins à ne pas l'engager le jour même. Il avait observé en effet que le cardinal Acquaviva, avec cinq ou six de ses confrères, se tenait à l'écart du scrutin, et il sentait le besoin d'être éclairé sur les intentions d'hommes qui apparaissaient déjà comme formant un tiers parti maître du résultat final. Il prit donc rendez-vous avec l'énigmatique Acquaviva, dans la cellule de ce dernier, pour la nuit suivante.

Ces entretiens nocturnes étaient dans l'usage des conclaves. Pendant les séances, aucune conversation particulière ne passait inaperçue. D'autre part, les billets échangés à la dérobée pouvaient prêter à des indiscrétions et, le cas échéant, rendaient impossible tout mensonge officieux. Lorsque les cardinaux désiraient se concerter en secret, force leur était donc de se visiter nuitamment. Et même alors, ils n'étaient pas à l'abri. « J'ai cru bon, écrira un jour Tencin à Fleury, de poster la nuit des observateurs pour surveiller les allées et venues, » et le président de Brosses, toujours railleur, prétendra que « la première chose que fait un cardinal dès qu'il est prisonnier, c'est de se mettre, lui et ses domestiques, à gratter, durant l'obscurité, les murs fraîchement maçonnés, dans le voisinage de sa cellule, jusqu'à ce qu'ils aient fait un petit trou pour se donner, quand ils peuvent, un peu d'air et de clarté, mais surtout pour descendre par là, durant la nuit, des ficelles semblables aux tirelires des prisonniers pauvres, par où les avis vont et viennent du dedans au dehors. » Corsini se risqua néanmoins et, à une heure indue, se glissa dans la cellule où il espérait trouver des lumières. Il y apprit d'abord qu'Acquaviva n'était pas, lui non plus, sans avoir fait son choix et se flattait, en le présentant à l'heure propice, de réunir sur le nom de son favori la majorité des suffrages. Sans se laisser rebuter, Corsini entreprit le siège du prélat : les argumens pour convaincre celui-ci étaient sérieux. Si Acquaviva le voulait, Riviera était pape; or, ne valait-il pas mieux s'assurer d'une part prépondérante dans l'élection que de s'exposer à n'en avoir aucune, pour avoir cherché à en être le seul artisan ? Enfin, le nouveau pontife saurait témoigner de la gratitude à l'auteur de son élévation et lui garderait la place de

secrétaire d'État. A ces insinuations, à cette alléchante promesse, Acquaviva demeura insensible : il consentit seulement à révéler le nom de son candidat, c'était Ruffo, son compatriote et son parent. Corsini ne put cacher sa surprise. Au moment de recevoir le chapeau, l'archevêque de Monreale ne lui avait-il pas promis, sur l'honneur, de ne jamais soutenir Ruffo dans un conclave ? Allait-il maintenant, créature de Clément XII, tenter de remplacer son bienfaiteur par l'ennemi le plus acharné de ce pape ? A la mort de Benoît XIII, en effet, Ruffo, comme Albani, avait brigué la tiare. Issu d'une des plus grandes maisons de Naples, résidant à Rome depuis un demi-siècle, rompu aux affaires, consulté par tous, considéré pour sa science, estimé pour ses mœurs, il se croyait assuré de la victoire et n'avait jamais pardonné à Laurent Corsini de la lui avoir arrachée. Depuis lors, il avait traversé en tout et partout son rival heureux, battu en brèche l'influence de son neveu, critiqué sa politique, blâmé ses alliances et tenu avec éclat le parti de l'Empereur dans une cour où la France avait toutes les prédilections. Placide et silencieux, Acquaviva écouta les doléances de Corsini. Il ne s'émut pas davantage lorsque celui-ci entreprit de lui démontrer que Ruffo, dans le présent conclave, ne pouvait triompher, car si, d'aventure, une majorité se dessinait pour lui, l'Empereur lui donnerait aussitôt l'exclusion : ce prince le craignait en effet tout autant qu'il l'eût souhaité aux jours où, possesseur du royaume de Naples, il était le suzerain des immenses biens de la maison Ruffo. — Comme la nuit s'avançait, Acquaviva congédia son hôte.

En dépit de son insuccès, le neveu de Clément XII tint bon, persuadé, malgré tout, que son protégé obtiendrait d'emblée un nombre imposant de voix et qu'impressionné, l'archevêque de Monreale se rallierait avec son groupe au moment de l'*accès*. Le surlendemain, 22 février, Corsini proposa officiellement Riviera. On vote, on dépouille. Le nom de Riviera n'est prononcé que dix-sept fois. Déception grande pour ce cardinal, effondrement pour l'instigateur de sa candidature, le tacticien de la campagne avortée ! Le Sacré Collège ne s'y trompa point. C'est bien vers Corsini que se tournèrent les regards interrogateurs, amusés, cruels. Ils épiaient sur son visage naguère confiant l'inquiétude, l'émoi, la déconvenue se peindre tour à tour, en présence d'un échec jugé impossible, survenu si complet et

demeurant inexpliqué : Acquaviva tenait la clef du mystère. Aussitôt après la visite de Corsini, le cardinal de Monreale s'était glissé hors de chez lui, dans la cellule de son voisin Porzia et l'avait informé en toute hâte de la brigue dont le secret venait de lui être révélé. Jamais secret ne tomba dans une oreille plus jalouse ! Porzia, candidat éventuel à la tiare, employa le dimanche, 21 février, moins à prier le Seigneur qu'à ruiner son concurrent dans l'esprit du Sacré Collège. Les cardinaux apprirent avec une pieuse indignation « que c'était le roi d'Angleterre (1) qui avait inventé Riviera » et qu'un seigneur protestant, familier du prince, négociait cette candidature. Ainsi, en définitive, c'était un hérétique qui allait pourvoir le trône de saint Pierre. On ne pouvait laisser se perpétrer un tel crime !

Le neveu de Clément XII n'avait pas encore repris ses esprits lorsque Acquaviva, se levant, proposa Ruffo. Tant d'audace mit le comble au désarroi de Corsini, et le résultat du scrutin ne fut pas pour le diminuer : une voix de plus et Ruffo était pape ! Sans doute, à l'*accès*, cette « stupéfiante » majorité fondit, et « l'on vit que ce n'était là qu'un vote de surprise. » Néanmoins, l'alerte avait été chaude.

La manœuvre d'Acquaviva venait de friser le succès de trop près pour ne pas laisser un trouble extrême dans l'âme des cardinaux atterrés en pensant qu'ils avaient, contre leur gré, failli se donner un pape. Ils l'échappaient belle : du coup, ils n'osèrent « présenter » personne ce jour-là. La nuit même fut impuissante à rendre un peu de calme aux nerfs de Leurs Éminences : le lendemain les trouva frémissantes encore. Il fallait leur donner le temps de se ressaisir. Appuyé cette fois par Corsini, le camerlingue proposa derechef, et à l'agrément général, que l'on suspendît les scrutins jusqu'à l'arrivée du cardinal Giudice, protecteur d'Empire. Brûlant la route, ce prélat n'était qu'à deux journées de Rome. Le matin même, Thunn, l'ambassadeur ordinaire impérial, en était venu donner la nouvelle au guichet du conclave. Et, effectivement, dès l'aube du 25 février, la clôture sacrée s'entr'ouvrit devant Giudice, voyageur ponctuel, mais si exténué que, de sa chaise de poste, on dut le porter jusqu'à sa cellule. Cette fatigue bien-

(1) Jacques III (1688-1766), célèbre sous le nom du chevalier de Saint-Georges. Il vivait retiré à Rome depuis plusieurs années.

faisante prolongeait les loisirs des cardinaux. D'aucuns, sans avoir de respect pour l'âge, ni d'égards pour la mine défaite de leur confrère, virent là un jeu diplomatique. Et l'on peut admettre qu'ils avaient raison en quelque manière, car jamais courbature ne fut plus diplomatiquement employée. Tandis que Giudice reposait ses membres las, son esprit demeurait actif et, tout le jour durant, les cardinaux qui se succédaient charitablement au chevet du malade furent dûment interrogés et chapitrés par lui. De leur côté, les chefs de faction profitèrent aussi de ce délai fortuit pour reprendre en main leurs partisans et les prémunir contre le danger des votes fantaisistes qui risquaient, on venait de le voir, d'amener des surprises parfois irréparables.

Le 26 février, Giudice put descendre dans la chapelle Sixtine et le scrutin se rouvrit. Corsini, reprenant encore l'initiative des propositions, posa la candidature de Spinola. Ce Génois, à cinquante-huit ans, avait déjà derrière lui une longue et brillante carrière. Gouverneur de Rome, il avait fait merveille dans cette charge, et son indulgente fermeté lui avait gagné le cœur du peuple. Légat de Bologne, il n'avait pas moins bien réussi : c'était pourtant un poste difficile. A la tête d'une province ravagée sans cesse par le passage des troupes françaises, espagnoles ou impériales, Spinola avait su défendre les droits de ses administrés et n'avait pas craint d'aller, jusque dans les camps, réclamer des généraux ennemis restitutions ou indemnités. « C'est un excellent sujet, infiniment sage et prudent, d'un jugement admirable, » lit-on dans un mémoire envoyé de Rome à Paris à la mort de Clément XII. Le Sacré Collège ne partagea point cet avis : au dépouillement du vote, l'on vit que tant de mérite n'avait eu que treize partisans ! On ne passa même pas à l'*accès*. Dévorant ce nouvel affront, Corsini, d'une voix blanche, déclara « que, devant l'indécision de l'assemblée, il préférait surseoir à un second scrutin sur le cardinal Spinola. » Un silence approbateur accueillit cette résolution.

Après quelques momens d'attente, faute de nouveaux candidats, le camerlingue leva la séance. Les cardinaux sortirent de la Sixtine, « les uns ayant des mines allongées et les autres marquant de l'humeur ou même s'évaporant en injures. » Nonobstant ce tumulte, Corsini arrêta au passage Ottoboni, Giudice et Acquaviva, respectivement protecteurs de France, d'Empire et d'Espagne, et les pria de venir le rejoindre dans la

cellule de Tencin, « afin que, représentant les trois grandes couronnes, ils s'entendissent avec lui sur un sujet. » Tous trois acceptèrent l'invitation. Dès qu'ils furent réunis, Corsini, ouvrant le débat, les adjura de se rallier à Spinola. Giudice et Acquaviva refusèrent de s'engager avant d'en avoir écrit à Vienne et à Madrid. Ottoboni et Tencin se montrèrent presque aussi réservés : ce dernier était d'autant plus circonspect que l'ambassadeur de France à Rome, le duc de Saint-Aignan, venait de lui faire passer un billet persuasif lui conseillant de surseoir à toute décision avant l'arrivée prochaine des cardinaux de Rohan et de La Tour d'Auvergne, porteurs des dernières instructions de la Cour. D'abord révolté de cette ingérence, Tencin, à la réflexion, avait jugé plus politique d'en tenir compte.

Cette nouvelle déception fut pour Corsini la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Sa colère, cherchant au hasard un objet, éclata sur Ottoboni. Celui-ci se vit traité de fourbe, de menteur, et accusé de faire échouer, l'un après l'autre, tous les candidats à la tiare, dans l'espoir qu'elle lui serait offerte à la fin. Surpris par cette brutale apostrophe et tout d'abord décontenancé, Ottoboni se ressaisit bien vite : le prenant de haut avec son adversaire, il riposta de son mieux et autant que le lui permettait la grosse toux dont il était déchiré. Bientôt à bout de souffle, il voulut néanmoins continuer à se défendre ; mais, passant de la parole au geste, il s'élança sur Corsini avec un air si furieux que Tencin et Acquaviva, s'interposant, le ramenèrent dans sa cellule. Là, le belliqueux vieillard, épuisé sans doute par tant d'émotions, eut une faiblesse : ses conclavistes, pour le remettre, lui firent absorber, bien qu'il fût en sueur, un verre de vin glacé. Une congestion se produisit aussitôt. Les médecins, appelés en toute hâte auprès du malade, exigèrent qu'on le transportât sur l'heure hors du conclave dans son palais de la Chancellerie. Trois jours après, Ottoboni y rendait le dernier soupir.

Cette mort tragique causa dans Rome un vif émoi, mais n'y laissa que de faibles regrets. Au dire des contemporains, le défunt ne méritait en effet qu'une très médiocre estime. Dans une de ses lettres, l'abbé Certain, secrétaire de l'ambassadeur de France, fait au prélat cette oraison funèbre : « C'était un grand seigneur, fort riche, fort magnifique, qui, pendant quarante ans, à Rome, a fait des dépenses ruineuses en théâtres, en musi-

ciens et surtout en femmes et en enfans qu'il a eus en grand nombre et qu'il a été obligé de faire élever et d'établir. Alexandre VIII, son grand-oncle, le laissa avec 55 000 écus romains de revenu, 200 000 écus d'argent comptant et un palais tout meublé. Il avait eu, depuis, plusieurs bénéfices dans l'État ecclésiastique et dans celuy de Venise, la protection de France avec trois grosses abbayes dans le royaume qui luy rendaient 140 000 livres de rente. Il avait vendu, il y a longtemps, les propines de la protection de France au feu prince Vaini...; il avait vendu aussi à Giraud, banquier, une partie des revenus de la Chancellerie et s'était démis d'une abbaye de 60 000 livres de rente dans le Milanais en faveur du fils d'un banquier de Milan, pour s'acquitter envers luy des sommes immenses qu'il luy devait. » Et, à en croire le même abbé Certain, Ottoboni n'avait même pas eu la convenance de servir les intérêts de la France qui l'avait comblé de bienfaits. « Dans le cours des affaires qui se présentaient, si on avait besoin de luy, il disait qu'il était obligé de garder des ménagemens, tantôt comme cardinal, tantôt comme préfet du Saint-Office, tantôt comme chancelier : on ne le trouvait qu'avec ces qualités et jamais avec celle de protecteur de France. »

Quoi qu'il en fût, les cardinaux, amis ou ennemis d'Ottoboni, se montrèrent également sensibles à la soudaineté tragique de sa fin, et nombre d'entre eux firent mauvaise figure à Corsini pour avoir été la cause première de sa mort. Saisissant aux cheveux l'occasion offerte, Albani ne négligea rien pour perdre le neveu de Clément XII dans l'esprit de ses confrères. Médisances et calomnies ne coûtaient rien au camerlingue : il en usa largement et ses insinuations les plus perfides, venues à l'heure propice, trouvèrent une facile créance. Corsini vit bien d'où partait le coup, mais, jugeant que cette cabale, montée par surprise, tomberait d'elle-même, il dédaigna de la combattre et résolut d'attendre en paix des jours meilleurs. On l'évitait : pourquoi s'imposerait-il? Force serait aux plus obstinés de se tourner tôt ou tard vers lui et de le venir chercher dans sa tour d'ivoire. Et, de fait, il se retira dans sa cellule. On ne l'en vit plus sortir qu'à l'heure des scrutins, où il descendait trôner à la Sixtine, simple spectateur dans l'assemblée.

En ces jours-là, rien ne rompit, en effet, la monotonie du conclave. Le cardinal Giudice attendait du renfort dans la per-

sonne de l'archevêque de Vienne, Kollonitz, et de l'évêque de Breslau, Sinzendorf, et il avait proposé qu'on différât jusqu'à leur apparition toute nouvelle candidature. La motion votée, grâce à l'appui de Tencin qui obéissait aux suggestions de Saint-Aignan, il ne restait d'autre ressource au Sacré Collège pour occuper ses loisirs que de « faire des scrutins de politesse, » distribuant quelques voix à ceux des cardinaux qu'on voulait honorer, sans penser toutefois à les élire. Ainsi Fleury, Tencin eurent chacun leur « scrutin de civilité. » Ces aimables passe-temps eurent un intermède funèbre dans l'apoplexie du cardinal Jean-Baptiste Altieri, frappé en pleine chapelle Sixtine. C'était la plus belle humeur du Sacré Collège qui s'éteignait. Démocrite, ainsi l'appelait-on par contraste avec son frère, également revêtu de la pourpre, à qui une âme chagrine valait le surnom d'Héraclite, Démocrite offrait encore une originalité qui mérite d'être notée. Seul entre tous ses confrères, il n'eût pas voulu ceindre la tiare : il la craignait comme la fatalité! La veille de la mort de Clément XII, un moine inconnu lui avait remis un papier, où se lisaient ces mots: « Le Pape mourra demain, tu seras fait pape, mais tu ne régneras que trois jours. » La première partie de cette prédiction s'étant réalisée, le pauvre Altieri était dans les transes à chaque scrutin!

La mort infortunée de ce prélat devait amener dans le conclave un incident fort comique : conséquence inattendue des choses de ce monde! Les cardinaux Sacripante et Corio, s'étant mis à discuter le testament du défunt qui déshéritait son neveu et laissait tout son bien à des œuvres de bienfaisance, se querellèrent à ce sujet. Le premier approuvait Altieri, tandis que le second le condamnait vivement. Corio s'échauffa si bien « qu'il déclara que le sentiment contraire au sien ne pouvait être défendu que par une âme vile, née dans la misère et élevée dans l'avarice. » Sacripante riposta « que se défendre par de tels argumens n'estoit permis qu'à de vieux radoteurs, qui, pendant soixante-douze ans, avaient vécu dans une profonde ignorance des choses humaines et divines. » Après l'échange de ces aménités, les deux cardinaux se lancèrent l'un contre l'autre et luttèrent si bien qu'ils roulèrent à terre. Et ce fut dans cette posture peu ecclésiastique qu'ils furent découverts par un de leurs confrères, Rezzonico, accouru au bruit!

Sur ces entrefaites, la nouvelle se répandit dans le conclave

que l'on verrait au Vatican, et avant la fin de mars, les cardinaux de Rohan, de La Tour d'Auvergne, Kollonitz et Sinzendorf. Aussitôt, tout le Sacré Collège s'émut; l'activité, l'agitation firent place à l'inaction et à la tranquillité des semaines précédentes. L'arrivée des prélats retardataires marquait en effet la reprise des scrutins et, dans chaque faction, l'on voulait élaborer d'avance la liste des candidats. Les « groupes » se reformèrent : celui des Corsini vint, en corps, supplier le neveu de Clément XII de quitter sa retraite. Celui-ci, devant une démarche aussi flatteuse pour son amour-propre, se laissa faire une douce violence; mais, assagi par l'expérience, il prévint ses partisans que, tout en restant leur chef, il était décidé à s'éclairer des conseils d'autrui et notamment à prendre l'avis du cardinal de Rohan, dont il « prisait la sagesse par-dessus tout. »

Cet illustre guide ne devait pas manquer longtemps à Corsini. Devançant La Tour d'Auvergne, Rohan arrivait le samedi 19 mars aux portes de Rome. Il y fut accueilli par Saint-Aignan, qui le conduisit, avec sa suite, à l'ambassade de France où de somptueux appartemens l'attendaient. Fatigué de la route, l'auguste voyageur décida de remettre au mercredi suivant son entrée au conclave; et, après avoir pris quelque repos, il profita de son loisir pour visiter dans la ville diverses personnes considérables : le roi d'Angleterre et ses fils, les princesses Corsini, la duchesse de Fiano, la nièce préférée d'Ottoboni. Enfin le 23, au matin, Saint-Aignan mena le cardinal en grande pompe au Vatican. Sur la route du cortège, la foule se rua, brûlant d'apercevoir, derrière les glaces du carrosse, l'altière et impassible figure du grand aumônier de France! Sous cette calotte rouge et cette perruque à frimas, avec ces moires violettes et les dentelles du rochet fameux que rehaussaient encore les diamans du Saint-Esprit, c'étaient toutes les grâces de Versailles et un peu de la majesté du Roi qui passaient, vision prestigieuse, devant la plèbe romaine! Les cardinaux firent fête au nouvel arrivant. « Avec vous, lui dit l'un d'eux par une fine allusion, le Saint-Esprit pénètre enfin au conclave. »

L'entrée de Rohan au Vatican ne devait pas être, ce jour-là, le seul spectacle offert à la curiosité des Romains. A la demande du cardinal Kollonitz arrivé de Vienne, le Sacré Collège avait en effet résolu de donner audience au prince de Sainte-Croix, envoyé extraordinaire de l'Empereur auprès du conclave : la

même date du 23 mars avait été assignée à ce diplomate pour la présentation de ses lettres de créance. Aussi, tandis que le duc de Saint-Aignan faisait à son illustre compatriote une pompeuse conduite, le cortège de Sainte-Croix achevait de s'organiser à l'ambassade d'Autriche. Il s'annonçait magnifique; cardinaux et seigneurs romains avaient joint leurs équipages à ceux du prince « pour rehausser par leur nombre l'éclat de la cavalcade. » Vers les onze heures du matin, Sainte-Croix sortit de son appartement « vêtu de drap d'or, portant la Toison et un grand chapeau de plumes blanches. » Après avoir, dans l'antichambre, salué à la ronde prélats et gentilshommes venus lui présenter leurs devoirs, il monta dans un carrosse attelé de six chevaux et, à une allure majestueuse, s'achemina vers la place Saint-Pierre. Là, ayant mis pied à terre, il pénétra dans la basilique et s'en vint prier devant le tombeau du Prince des Apôtres. Ses oraisons achevées, il sortit de l'église par le grand portique et gagna l'Escalier Royal, au pied duquel se tenait Chigi, maréchal du conclave. Prenant la tête du cortège, celui-ci gravit alors les degrés à pas comptés, tandis que les Suisses, postés sur les marches, rendaient les honneurs à l'envoyé impérial. Arrivé devant la grand'porte du conclave, Chigi, de sa canne, en heurta le battant à trois reprises, comme le voulait le cérémonial. Aussitôt, dans l'embrasure du judas apparut la tête de Pico, « cardinal-gardien » de jour; « d'un ton sévère, il demanda la cause de ce bruit insolite. » Sainte-Croix, s'avançant, déclina ses titres et tendit au prélat ses lettres de créance. Les ayant prises, Pico, après en avoir vérifié le sceau, les passa au secrétaire du Sacré Collège Levizzani, qui, se postant devant le guichet, les lut à haute voix. Tête nue, immobile, l'ambassadeur écouta. La lecture achevée, il se couvrit, fit une profonde révérence, puis, retirant de nouveau son chapeau, il débita en latin une belle harangue où il assura les cardinaux, tout à la fois du bon vouloir de l'Empereur et de la fidélité de ce prince au Saint-Siège. En quelques paroles, Pico répondit à Sainte-Croix et lui souhaita la bienvenue; après des salutations réciproques, le judas se referma, et le diplomate, regagnant son carrosse, reprit le chemin de son palais.

Tandis que cette cérémonie se passait ainsi aux portes du Vatican, à l'intérieur du palais le cardinal de Rohan tenait, dans sa cellule, un conciliabule avec Tencin, Acquaviva et

Giudice. La cour de Versailles souhaitait en effet que les cardinaux français liassent partie avec leurs confrères d'Espagne et d'Autriche « afin de les déterminer à la faction Corsini. » Fidèle observateur de ces instructions, Rohan voulait donc, et dès son arrivée, s'aboucher avec les protecteurs de ces deux couronnes, et convenir avec eux de la tactique à suivre dans les scrutins futurs. En premier lieu, parmi les candidatures possibles, quelles étaient celles qui déplaisaient à Madrid ou à Vienne? A cette question précise de Rohan, Giudice répondit sans détours que, dans le Sacré Collège, Ruffo lui paraissait le seul cardinal contre lequel l'Empereur fût prévenu. Acquaviva fut loin d'avoir la même franchise : exaspéré par l'exclusion donnée ainsi à son compatriote chéri, il se refusa nettement à indiquer de prime abord les répugnances du Roi Catholique. Celles-ci, dit-il en résumé, se manifesteront plus tard : d'ailleurs, quel que soit le nouveau pape, il dépendra de l'Espagne, « la cour de Madrid ayant un moyen sûr de mettre celle de Rome à la raison, qui est de fermer la datterie. » Et Tencin, en rapportant à Fleury les propos de l'archevêque de Monreale, concluait avec mélancolie : « S'il ne vient rien de la cour d'Espagne pour contenir un peu la fougue de ce cardinal, il est bien à craindre que nous ne voyions de fâcheuses scènes et que notre prison ne se prolonge à l'excès. » La violente sortie d'Acquaviva mit fin à la conférence. Restés seuls, Tencin et Rohan, après avoir hésité longtemps, convinrent d'engager Corsini à offrir encore une fois la bataille et à présenter « une de ses créatures. » Ainsi l'on connaîtrait exactement les forces de chaque faction et, devant l'insistance de ses adversaires, le camerlingue se déciderait peut-être à quitter sa réserve et à proposer, à son tour, quelqu'un de ses partisans. Misérable solution, en vérité, mais l'attitude équivoque d'Acquaviva ne l'imposait-elle pas?

Docile aux conseils du cardinal de Rohan, Corsini se mit aussitôt en quête d'un candidat et, au premier scrutin, il « déclara » Massei. Ce choix ne semblait guère indiqué : ce même prélat, l'on s'en souvient, avait, trois semaines auparavant, affronté sans succès le vote du Sacré Collège. Ses « éminentissimes électeurs » lui surent mauvais gré de sa persévérance, et douze voix seulement « vinrent le récompenser de sa récidive. » Pleinement édifié, Rohan suggéra là-dessus à

Corsini de composer avec le camerlingue et de « quitter le fol espoir de faire le Pape à lui seul. » Mais le présomptueux Florentin, fermant l'oreille « à la voix de la sagesse, » repoussa « une capitulation aussi humiliante » et se déclara tout au contraire « prêt à pousser sa chance. » Impopulaire dans le Sacré Collège, Massei, dit-il, n'avait subi qu'un « échec personnel, » et « le scrutin n'eût pas été de même si, au lieu de ce mauvais sujet, l'on avait présenté un candidat aimé de tous. » Or, précisément la faction Corsini en comptait un parmi ses membres, Gentile, le cardinal dataire de Clément XII ; « si on le proposait sur l'heure, le Pape était fait. » Le ton péremptoire de ce discours et l'obstination bien connue de son auteur rendaient toute discussion inutile : aussi Rohan laissa-t-il à l'expérience le soin de dessiller les yeux de son imprudent allié. Mis aux voix deux jours après, le nom de Gentile recueillait péniblement dix-neuf suffrages !

Le neveu de Clément XII vit « qu'il s'était fourvoyé. » Honteux, confus, « étourdi par ce nouveau coup de la destinée, » il vint, à l'issue de la séance, demander humblement au cardinal de Rohan aide et protection. Celui-ci était trop avisé pour rebuter ce suppliant et manquer l'occasion d'amener Corsini à s'entendre avec le camerlingue : l'adversité en effet rabat l'orgueil et diminue les prétentions ! Paternel et indulgent, le prélat français accueillit donc avec bonté son malheureux confrère, le réconforta, le consola, lui rendit courage. Agréablement surpris d'échapper aux reproches qu'il méritait, Corsini agréa tout ce que voulut son généreux ami et l'autorisa même à négocier, en son nom, avec Albani. — Le cardinal de Rohan n'en souhaitait pas davantage ; mais « cette joie s'en alla en fumée, » car le camerlingue lui refusa tout net de lier partie avec la faction Corsini. « Quand on est certain de la victoire, lui déclara-t-il, on ne s'embarrasse pas d'alliés intéressés. » Le coup était manqué : l'astucieux Rohan avait fait une démarche inutile ! Pour masquer sa déconvenue, il s'efforça de railler Albani et l'engagea d'un ton narquois « à précipiter sa victoire, afin que le Sacré Collège pût sortir de prison : » au fond de lui-même, il demeurait « la mort dans l'âme et anxieux de trouver une issue pour ne pas se perdre dans l'esprit de Corsini. »

Le mois d'avril arriva sans qu'il l'eût découverte. Chaque jour, la messe entendue, les cardinaux se réunissaient reli-

gieusement dans la Sixtine, mais les séances étaient levées au bout de quelques instans, faute de candidats.

Pourtant, le 8 avril, un incident imprévu « manqua de terminer le conclave tout d'un coup. » Ce jour-là, à peine le Sacré Collège était-il entré en séance, que le cardinal bénédictin Porzia, prenant la parole, se mit à blâmer ses confrères de leur inaction et critiqua amèrement « cette pénurie de candidats qui tournait au scandale. » Sa diatribe achevée, le moine, « comme conclusion et pour donner l'exemple, » posa lui-même sa candidature au pontificat suprême et invita l'assemblée à procéder incontinent au scrutin. Cette louable initiative, ce généreux dévouement n'abusèrent pas les chefs de faction : leur méfiance devint de l'inquiétude lorsqu'ils apprirent, le vote commencé, que le sournois Porzia avait, la veille, demandé en cachette à chacun de leurs partisans de lui donner sa voix « à titre de simple essai et pour mesurer leurs forces à ses dépens. » Le stratagème faillit d'ailleurs réussir : le bénédictin obtint trente suffrages. C'était la deuxième fois que le hasard décidait presque d'un conclave, où tout n'était que calcul et préméditation !

L'audacieuse tentative de Porzia avait également troublé Corsini, Acquaviva et Albani : cette commune émotion les déterminerait peut-être à accepter l'idée d'un rapprochement, et Rohan voulait être le premier à la leur suggérer. Aussi pria-t-il ses trois confrères de s'assembler chez lui sans délai. Au début de l'entretien, l'harmonie la plus parfaite régna, la conduite de Porzia fut censurée à l'envi et les cardinaux se congratulèrent d'avoir échappé à ce guet-apens. Mais Corsini, dès qu'il tenta de rouvrir l'épineux débat des candidatures et de soutenir celle de Spinola, souleva une tempête. Tranchant la discussion, Acquaviva déclara durement « que la question avait déjà été vidée et qu'il n'y avait plus à penser à ce sujet : » le roi d'Espagne au surplus était résolu à lui donner l'exclusion. Le camerlingue se montra encore plus impératif. Justement inquiet de cette dispute et craignant que, loin d'amener la paix désirée, elle ne consommât au contraire la brouille des trois prélats, Rohan simula un malaise subit pour pouvoir congédier ses irritables visiteurs.

Leur conférence resta sans lendemain. D'ailleurs, la fin du carême approchait, — Pâques tombait cette année-là le 17 avril, — et, durant la Semaine sainte, un pieux usage voulait que les

cardinaux s'absorbassent tout entiers dans les exercices spirituels. Ils en furent néanmoins distraits un jour par une facétie de l'évêque de Breslau, Sinzendorf. Ce prélat, bien qu'arrivé à Rome trois semaines auparavant, n'avait pu encore entrer au Vatican, grâce à un fâcheux accès de goutte qui l'avait tenu jusque-là cloué dans son lit. Un seul remède était venu à bout de ses souffrances : l'introduction du pied malade dans le ventre d'un porc fraîchement égorgé ! Aussi, le samedi saint, Sinzendorf fit-il demander à ses confrères l'autorisation d'amener avec lui dans le conclave « un cochon vivant, pour le cas où il serait repris de ses douleurs. » Comme bien l'on pense, le Sacré Collège refusa d'accéder à cette singulière demande ; et le cardinal de Breslau, fort déçu, décida de « remettre son entrée, jusqu'à une plus entière guérison. »

Pendant toute l'octave de Pâques, les cardinaux demeurèrent encore dans une complète inaction. Cette semaine fut seulement marquée par la réception solennelle du duc de Saint-Aignan, venu le 21 avril à la porte du conclave présenter ses lettres de créance au Sacré Collège. Bien qu'il résidât à Rome depuis huit ans, ce diplomate, aux termes du cérémonial, ne s'y trouvait qu'*incognito :* par raison d'économie, il n'avait pu, en effet, *se mettre en public*, c'est-à-dire organiser la somptueuse cavalcade qui devait, selon l'usage romain, accompagner au Vatican, lors de sa première audience officielle, tout nouvel ambassadeur. L'Empereur ayant envoyé une mission extraordinaire auprès du conclave, le roi de France « crut de sa dignité d'avoir au moins à Rome un ambassadeur reconnu, » et il avait donné l'ordre à Saint-Aignan « de faire incontinent tout ce qui était nécessaire pour cela. » Le duc apprit sans plaisir la volonté royale, car, nommé depuis trois mois au gouvernement de Bourgogne, il attendait, pour quitter Rome, l'élection du Pape ! La « pompe » du 21 avril rappela dans son ensemble celle que le prince de Sainte-Croix avait étalée un mois auparavant. Au dire de Saint-Aignan, le cortège, réglé par ses soins, fut d'une rare magnificence ; et, pour le mieux admirer, les cardinaux, aux fenêtres, demandèrent qu'il évoluât, à plusieurs reprises, sur la place Saint-Pierre. « J'eus pour remerciemens, écrivait le duc à Fleury, des signes réitérés que Leurs Éminences me firent de leurs bonnets. » Moins flatteuse est la description que l'auditeur de rote français, Canillac, nous a laissée de la chose. « Trois

jours auparavant, dit-il, les équipages (*de Saint-Aignan*) n'étaient pas complets : il luy manquait un des quatre premiers carrosses, et nous étions tous dans la crainte que cette cérémonie ne se fît pas avec la décence convenable ; mais il eut le bonheur d'en trouver un à acheter à M. le duc de Guadagnole qui était assez propre pour ne pas blesser les règles du cérémonial et, au moyen d'un nombreux cortège, composé de tous les Français que la curiosité a emmenés ici, la chose alla passablement bien. »

A son tour, la semaine de Quasimodo s'écoula sans que les factions eussent montré la moindre velléité d'arriver à une entente, et les jours se succédèrent, monotones, sans qu'une seule candidature sérieuse se fût produite. La morne tranquillité du Vatican fut cependant troublée le 26 avril. Descendu de grand matin dans la Sixtine, le cardinal Porzia y aperçut, fixés aux quatre angles de la chapelle, des placards fort injurieux pour lui. Après s'être exprimé très librement sur le compte du bénédictin, l'auteur anonyme de ces libelles se résumait ainsi : « Tant que ce diable de moine n'aura pas reçu la bastonnade, nous n'arriverons pas à sortir d'ici. » A la vue de ces pamphlets, Porzia entra dans une violente colère, et fit grand tapage, « réclamant à grands cris justice pour lui et châtiment exemplaire pour l'audacieux criminel. » Accouru au bruit, le camerlingue s'efforça de calmer son irascible confrère et lui promit de découvrir le coupable. Et, de fait, Albani interrogea devant le Sacré Collège conclavistes, domestiques et employés de toute sorte : aucun d'eux ne put révéler ou ne voulut trahir le nom du délinquant. Tout dépité, Porzia demanda là-dessus que l'affaire fût remise à la justice ordinaire et que les magistrats compétens fussent introduits dans le Vatican. Albani n'ayant pu accéder à ce désir, le moine sortit de chapelle avec esclandre et s'en fut dans sa cellule « cacher sa rage. » Quinze jours durant, il y demeura, invisible à tous, et lorsqu'il en sortit, ce fut pour abandonner le conclave ! La maladie de reins, dont il se prétendait atteint, ne rencontra aucune créance, et quand, le 10 juin, on apprit à Rome la mort du pauvre homme, chacun déclara qu'il avait succombé à la *rabbia papale*.

Vers la fin d'avril, Corsini hasarda une dernière tentative en faveur de Spinola. A trois reprises, le nom de ce cardinal fut mis aux voix : Albani et Acquaviva, coalisés, lui opposèrent vingt-cinq, vingt-sept et même trente suffrages ! Cet essai

malheureux provoqua de surcroît une explication fort pénible entre Tencin et l'archevêque de Monreale. A l'issue du scrutin, le premier blâma tout haut le protecteur d'Espagne de s'acharner « contre un candidat auquel la cour de Madrid n'était pas si opposée. » Acquaviva ne le laissa pas achever : il n'avait, dit-il brusquement, ni compte à rendre, ni leçons à recevoir, « *che sapevacio che faceva et che a lui spettava de' eseguire gli ordini del suo sovrano;* » d'ailleurs Tencin se repentirait peut-être un jour « de suivre servilement Corsini. » Et, sur ce, Acquaviva s'en fut, digne et courroucé!

Le sens de ces paroles menaçantes n'apparut point sur l'heure à Tencin. Il ne le découvrit qu'au bout de quelques jours, en apprenant que le camerlingue et ses alliés se préparaient à accuser, en pleine séance, le neveu de Clément XII d'avoir, du vivant de son oncle, opéré des malversations dans les finances pontificales! L'attaque fut conduite par le cardinal Cibo, patriarche de Constantinople et grand prieur de Rome : le 5 mai, ce prélat demanda en effet à Corsini comment la Chambre Apostolique se trouvait endettée de quatre millions d'écus, quand elle avait encaissé « du fait de la loterie et des indemnités de l'Espagne pour le passage des troupes » une somme presque équivalente. Flairant un piège, Corsini esquiva la question et, pour toute réponse, il reprocha au camerlingue d'avoir autorisé un semblable débat, car seul le nouveau pape avait qualité pour reviser les comptes de son prédécesseur. Cette habile repartie retourna l'assemblée en faveur de Corsini et, lorsqu'il se fut rassis sur son trône, les applaudissemens éclatèrent.

Corsini avait si prestement évité le coup préparé par Albani, que celui-ci, désespérant d'atteindre ce trop souple adversaire, résolut de traiter avec lui. Il reprenait ainsi tardivement, et pour son propre compte, l'idée que le cardinal de Rohan lui avait jadis exposée en pure perte! A l'instigation du camerlingue, le grand pénitencier Petra, doyen de la promotion de Benoît XIII, vint donc proposer aux chefs de la faction Corsini « de concourir à l'élection d'un membre du vieux collège, » le cardinal Gotti. Flatté de la démarche d'Albani et n'ayant aucune prévention contre ce candidat, « moine jacobin, ayant quelque science monacale, assez de piété et de crédit, » Corsini inclinait à lui promettre son appui : Rohan et Tencin s'y opposèrent « avant de connaître l'opinion des cardinaux de couronne avec

lesquels ils étaient tenus d'agir de concert. » Consulté en premier lieu, Acquaviva déclara « qu'il suivrait l'exemple des cardinaux français. » La réponse était embarrassante. « Je lui repartis, écrit le 18 mai Tencin à Fleury, que mes instructions étaient muettes sur le compte de Gotti, parce que l'on n'avait pas imaginé en France qu'après un pontificat tel que celuy de Benoît XIII, on pût songer à un dominicain; que Gotti n'avait ni naissance, ni expérience dans le gouvernement, ce qu'on n'aurait pas pu dire d'Orsini (*Benoît XIII*), dont la sainteté n'était pas moins bien reconnue que celle du candidat dont il s'agissait; qu'au surplus, nous ne sçavions rien de ce qui pouvait regarder sa parenté, ses habitudes, etc.; que son habit nous inspirait quelques craintes dans l'état présent de la religion en France. » Continuant sa tournée, Tencin trouva Giudice et Kollonitz « enclins à suivre Gotti. » L'Empereur, dirent-ils, voulait du bien à ce cardinal et partageait en cela les sentimens du roi de France qui « l'avait inscrit sur une liste de sujets papables envoyée de Paris à Vienne. »

Voulant à tout prix « ébranler leur conviction et les tourner contre Gotti, Tencin circonvint les deux prélats : il leur remontra « que la liste en question était déjà ancienne, » leur insinua « que l'Empereur ne retirerait aucun honneur de cette élection » et leur donna même à entendre qu'Acquaviva en était le principal artisan! Tant d'audace réussit : Giudice et Kollonitz promirent « de ne pas s'engager pour Gotti, tant que celui-ci n'aurait pas vingt-sept ou vingt-huit suffrages assurés. » Ce chiffre ne pouvait être atteint sans les voix françaises et autrichiennes. Tencin était donc tranquille; « il y a apparence que cette négociation n'ira pas plus loin, » confessait-il à Fleury, après lui avoir narré toutes les péripéties de cette candidature mort-née.

En agissant ainsi, Tencin n'avait pas seulement ruiné les desseins du camerlingue : il avait par contre-coup servi les intérêts de Corsini « en resserrant autour de lui l'alliance des couronnes. » Pour profiter de cet avantage, le neveu de Clément XII résolut de « proposer » sans délai son compatriote et ami Delci; mais, patron trop souvent malheureux, il chargea Tencin de faire la campagne et d'assurer à son candidat l'appoint des suffrages espagnols et autrichiens. En premier lieu, le prélat français pressentit Giudice et Kollonitz : c'étaient les plus incertains.

Ils adhérèrent sans réserve au projet de Corsini. Le succès de l'affaire semblait dès lors assuré. Acquaviva pouvait-il en effet s'opposer à un cardinal, son proche parent d'abord, et fort ami ensuite du roi de France, auprès duquel il avait séjourné comme nonce? Ce fut lui pourtant qui fit échouer la brigue. « Il est Napolitain, écrivait-on de lui à Fleury, peu après l'ouverture du conclave, et veut un pape napolitain : il ne sait rien en dehors de cela et les intérêts de la couronne d'Espagne passeront après. » Jamais prédiction ne se trouva plus justifiée. Tout en promettant de voter pour Delci, Acquaviva déplora amèrement que l'on n'eût pas choisi « Ruffo, Napolitain et sujet de la maison de Bourbon, » au lieu d'un « Florentin, sujet de l'Empereur : » ces récriminations laissèrent Tencin en doute. Et lorsque le 27 mai, au sortir du scrutin où Delci n'avait obtenu que vingt-cinq voix, le cardinal de Monreale « vint insinuer qu'il était encore temps de faire adopter Ruffo, » Tencin comprit qu'il avait été joué. Pour « faire adopter Ruffo à tout prix, » le perfide Acquaviva, bien loin d'encourager ceux de son groupe à voter pour Delci, leur avait donné lui-même l'exemple contraire. Incrédule à l'ordinaire, Corsini se refusa toutefois « à croire à tant de noirceur » et ne voulut pas retirer son candidat. Au scrutin du lendemain, celui-ci n'obtint que vingt-quatre voix et, les jours suivans, il n'en regagna aucune. Fatigué bientôt de ce « ballottage inutile, » Delci pria lui-même ses confrères « de ne plus songer à lui, et le conclave retomba dans l'inaction. »

Pensant que sa ruse n'avait pas été éventée et que, dans le parti Corsini, nul ne songeait à lui imputer l'échec de Delci, Acquaviva résolut de faire une dernière tentative en faveur de Ruffo. Le 6 juin, payant d'audace, il pria Tencin et Rohan de lui prêter leur concours. Ceux-ci refusèrent : « ayant partie liée avec les couronnes, » dirent-ils, « ils ne pouvaient soutenir un prélat napolitain, car l'Empereur y serait délibérément opposé. « C'est une domination, répondit Acquaviva, c'est une tyrannie qu'on ne doit point souffrir et qui doit surtout réunir contre luy (*l'Empereur*) tous ceux qui sont attachés à la maison de Bourbon. » Impassibles, les deux cardinaux répliquèrent, non sans ironie, que, si l'on pouvait faire changer la règle d'union avec les couronnes qui leur avait été imposée, ils iraient volontiers à Ruffo. A son tour, le protecteur d'Espagne était joué ! Voyant

la bataille perdue, il se replia en bon ordre, et « l'entrevue finit par des amitiés réciproques et des embrassades très affectueuses. » — Après avoir narré la scène à Fleury, Tencin, pour parer à toute éventualité, s'étendit longuement sur les inconvéniens que présenterait un pape napolitain. Dans le dernier conclave, les Espagnols, sages et prévoyans, avaient écarté à tout prix les candidats de cette nationalité, « pour être les vassaux de l'Empereur; » pouvait-on se dispenser de suivre cet exemple, « quand aujourd'hui le roi de Naples réside dans ses États, est aux portes de Rome, et que les prétentions sans bornes de ce prince ont dépassé de beaucoup celles des Espagnols et des Impériaux? Plusieurs cardinaux ont des bénéfices dans le royaume de Naples, plusieurs familles y ont des fiefs; en outre, les prélats napolitains sont traités comme Italiens et, comme ce, admis à toutes les charges et pourvus d'un nombre illimité de chapeaux. Enfin, jamais les souverains de Naples n'ont tenu leurs vassaux dans une si grande servitude. »

Cependant ce conclave de cinq mois énervait toutes les patiences : la lassitude des cardinaux était surtout provoquée par le sincère désir que chacun d'eux avait de donner enfin un chef à l'Église et de mettre un terme à leurs discordes lamentables. Telle est bien d'ailleurs la préoccupation que l'on retrouve dans une lettre charmante, envoyée du conclave à Fleury, par le plus fin lettré du Sacré Collège, Quirini, évêque de Brescia, et avant tout bibliothécaire du Vatican. « Nous nous trouvons, dit-il avec tristesse, *dentro la selva oscura* de Dante, en pouvant ajouter, avec bien de raison, *che la diritta via era smaritta.* »

Sur ces entrefaites, la mort subite du cardinal Cenci, survenue le 24 juin, acheva d'émouvoir le Sacré Collège : les cardinaux virent, dans cet accident, un avertissement de la Providence et un signe avant-coureur de la colère divine. Acquaviva lui-même, « oubliant ses rancunes et Ruffo, » offrit à Rohan un concours sans réserve et, chez certains prélats, le désir « de sortir de prison » devint si impérieux que, lorsque, cinq jours plus tard, le cardinal Firrao « fut déclaré candidat, » ceux-ci, sans attendre le scrutin, renvoyèrent leur argenterie dans leurs palais et se firent apporter leurs habits de cérémonie pour l'intronisation du nouveau pape ! — Firrao, d'ailleurs, n'obtint que

vingt-trois voix, ce qui inspira la pasquinade suivante où la constante malchance de ce cardinal était raillée :

« *Cadde in mare e non s'annegò*
Porto le fascie e non le consegnò
Fù nunzio e non entrò : fù
Segretario di Stato e non contò.
Fù papa e non regno (1). »

La sachant condamnée d'avance, Corsini et les cardinaux de couronne ne s'étaient pas inquiétés de la « candidature indépendante » de Firrao : ils l'avaient même vue se produire sans déplaisir, car, en retenant l'attention du Sacré Collège, elle leur permettait d'élaborer à leur aise le choix « du sujet qu'ils désiraient présenter collectivement, afin de lui assurer la victoire. » Le cardinal Pompée Aldovrandi fut leur élu. « C'est un homme de beaucoup d'esprit et de capacité, lit-on dans un mémoire contemporain, il a quelques amis et un monde d'ennemys... Je doute qu'il puisse réussir à cause de la multitude de ses adversaires. » Cette fâcheuse crainte devait se réaliser : la haine du seul cardinal Albani perdit Aldovrandi ! Le camerlingue s'était révolté à l'idée « que le Pape fût fait en dehors de lui et appartînt à une famille mal traitée sous le règne de son oncle Clément XI. » Souverain Pontife, Aldovrandi ne serait-il pas en effet disposé à venger les siens sur le neveu de leur persécuteur ? Pour empêcher une élection aussi funeste, Albani inventa un perfide stratagème. Ayant su qu'un franciscain du couvent des Saints-Apôtres, le Père Ravali, jouissait de l'entière confiance d'Aldovrandi, le camerlingue fit adroitement informer le religieux des « craintes de famille » qui l'empêchaient de soutenir la candidature de ce cardinal. Voulant servir la cause de son ami, le Père Ravali prévint aussitôt celui-ci des sentimens hostiles d'Albani et lui conseilla de les adoucir en protestant par écrit de son bon vouloir envers le camerlingne. Aldovrandi écrivit sa réponse au dos même du billet de Ravali. « Tu es Doctor in Israël e però sa meglio di me, che cosa sia possibile in una

(1) Voici la traduction littérale et l'explication de ce quatrain : « Il est tombé dans la mer [en faisant naufrage] et ne s'est pas noyé ; il a porté les langes [de la part du Pape, lors du baptême d'une infante de Portugal] et ne les a pas donnés ; il a été nonce [en Portugal] et n'a pas fait son entrée ; il fut secrétaire d'État [de Clément XII] et n'a pas compté, il fut pape et n'a pas régné. »

materia tanta delicata. Dizzò altro non posso nò devo dire, se non che Ella faccia a nome mio tutto quello, che con tutta coscienza più farsi e promettersi senza contraere debito con Dio, potendo per altro asseverare che, come uomo di onore, non sarei mai per mancare al mio dovere verso chi mi ha beneficato come prescindendo dal presente caso, conserve sempre viva la memoria delle mie obbligazioni alla sagra e gloriosa memoria di Clemente XI. Per altro, io non desidero, che dè sortire dal conclave colla salute prima dell' anima poi del corpo, ed a tal fine non m'ingerisco in alcun maneggio, non sortendo dalla mia cella che per andare allo scrutinio et sia quella che Dio ha disposto, alla cui suprema volontà mi umilio con la maggior venerazione. » De ce noble langage, la « noire malice » du camerlingue allait tirer de quoi ruiner la candidature d'Aldovrandi ! — Le 5 juillet, à l'issue du scrutin qui avait donné trente et un suffrages à ce cardinal, Albani informa ses confrères, « avant qu'ils n'allassent plus loin, » que le candidat proposé à leurs votes s'était rendu coupable de simonie, en s'efforçant de corrompre les électeurs par des promesses tentatrices, et, à l'appui de son dire, il exhiba la lettre du P. Ravali. Ce fut un coup de théâtre. Se dressant sur son trône, pâle, les mains crispées, Aldovrandi réclama la parole. D'une voix étranglée par l'émotion, il relata minutieusement ce qui s'était passé et, pour toute conclusion, dédaignant de faire l'apologie de sa conduite, il somma le camerlingue de donner incontinent lecture à l'assemblée de la correspondance incriminée. La lettre de Ravali était devenue inintelligible : une main scélérate en avait effacé ou biffé la plus grande partie ! « Bien que la réponse d'Aldovrandi, écrit Saint-Aignan à Fleury, eût suffi à elle seule à dissiper le soupçon, cela a tout de même fait grand effet, et ceux qui n'allaient qu'à contre-cœur à Aldovrandi ont déclaré vouloir se retirer pour l'instant, ce qui a dû faire ajourner la proposition du candidat. » — Elle fut reprise le surlendemain. Ce jour-là, en effet, à l'ouverture de la séance, Aldovrandi produisit un double de la lettre du P. Ravali : celui-ci en garantissait la copie, « la main sur sa poitrine sacerdotale », et l'accompagnait de ce serment : « Je jure de plus que ledit mien billet n'a jamais esté par moy ni altéré, ni biffé dans la moindre partie, ny aussi consigné à personne du monde, et trouvant qu'il me manque, il faut dire qu'il m'a esté enlevé secrètement. »

Pour Albani, cette déclaration était accablante : il en supporta néanmoins la lecture avec « un visage de marbre. » Et, sitôt qu'elle fut achevée, sans tenter de se disculper ni de s'excuser, il invita simplement les cardinaux à procéder au vote. Aldovrandi réunit trente et un suffrages. Qu'il gagnât trois (1) voix de plus et il était Pape !

Corsini et les cardinaux de couronne résolurent de « remuer toutes choses pour achever la victoire. » Mais, à cet instant critique, le camerlingue, « se raidissant contre la destinée, » leur opposa une résistance désespérée. Pendant plus d'un mois, les scrutins se succédèrent, invariablement stériles. Aldovrandi obtint trente et un, trente-deux et même, un jour, trente-trois suffrages, sans pouvoir arracher au camerlingue la dernière voix qu'il lui fallait. Serrés autour d'Albani, dix-sept cardinaux demeurèrent irréductibles, vieille phalange que rien ne pouvait entamer. Cependant leur chef s'ingéniait pour jeter la discorde dans le camp adverse ; ainsi Acquaviva apprit que le peuple de Rome, pour indiquer ses préférences, avait dans les carrefours allumé des lanternes vénitiennes sur lesquelles s'étalaient les armes de Ruffo, surmontées de la tiare et il vint aux oreilles des cardinaux les plus craintifs que la plèbe du Transtévère avait manifesté contre Aldovrandi ! Le camerlingue en fut d'ailleurs pour ses frais, et ces démonstrations, qu'il avait provoquées à prix d'or, restèrent sans effet.

La moitié d'août s'écoula, « le conclave demeurant dans cette impasse. » Un instant, Aldovrandi, mû par un sentiment de pieuse générosité, avait voulu poser les armes. Le 30 juillet, dans une lettre adressée au neveu de Clément XII, il supplia « qu'on abandonnât sa candidature, puisqu'elle obstruait le scrutin, » disant, à l'exemple du prophète Jonas : « Si c'est à mon occasion que cette tempête s'est levée, prenez-moi et me jetez à la mer. » Corsini et ses alliés avaient rejeté cette offre magnanime. Mais, à mesure que les jours se succédaient dans la chaleur croissante de l'été, le « sacrifice » d'Aldovrandi apparut peu à peu aux cardinaux de couronne comme l'unique moyen de résoudre le conflit, et la plupart d'entre eux inclinèrent doucement vers cette concession qu'ils avaient repoussée deux semaines auparavant. L'initiative du cardinal Cibo, l'un des

(1) Les morts et les absences réduisaient le Sacré Collège à 51 membres. La majorité des deux tiers, nécessaire à l'élection, était donc de 34.

partisans d'Albani, eut raison de leurs derniers scrupules : dans la matinée du 16 août, ce prélat informa Tencin « que, si la faction d'Aldovrandi voulait voter pour Lambertini, le Pape serait fait le soir même. »

A cette offre, Tencin prêta une oreille complaisante : une amitié de vingt ans le liait en effet à Prosper Lambertini. Tous deux s'étaient connus jadis à Rome : le premier, venu avec le cardinal de Rohan au conclave de Benoît XIII, était demeuré en Italie pour négocier la promotion de Dubois au cardinalat; le second, modeste avocat consistorial, faisait alors au Vatican ses débuts dans la prélature. Les deux hommes s'étaient vite sentis attirés l'un vers l'autre : l'Italien, séduit par le génie souple, l'esprit brillant, la conversation enjouée du Français; celui-ci, charmé par le causeur délicat, le fin lettré, le savant érudit, le docteur éclairé qu'était déjà l'abbé Lambertini. Depuis lors, les hasards de la vie les avaient presque toujours séparés, mais devenus archevêques, l'un d'Embrun, et l'autre de Bologne, les deux amis d'antan n'avaient jamais perdu l'occasion de se voir ou de s'écrire, et les six mois qu'ils venaient de vivre côte à côte dans le conclave n'avaient pas manqué de resserrer encore les liens de leur mutuelle affection.

Rendu tout joyeux par la proposition de Cibo, Tencin la communiqua aussitôt au parti Corsini, assemblé en toute hâte dans la cellule de Rohan. La plupart des cardinaux acceptèrent, d'un cœur léger, d'entrer dans une combinaison au bout de laquelle ils entrevoyaient la liberté; mais Corsini « fut étourdi du coup : il lui était dur de sortir de sa faction. » Tencin lui remontra doucement que Lambertini, créé archevêque de Bologne par Clément XII, était, à ce titre, une « créature » de ce pape, et il se porta garant des sentimens que nourrissait ce cardinal à l'égard de la famille de ce même pontife. « Ébranlé et convaincu à demi, » Corsini demanda cependant quelques heures de réflexion. En lui-même, il espérait encore dans le scrutin de l'après-midi. Cibo avait-il agi à l'instigation ou à l'insu du camerlingue, et, dans ce dernier cas, celui-ci, se voyant trahi, ne se jetterait-il pas dans les bras d'Aldovrandi? La proclamation du vote dissipa les dernières illusions de Corsini, et lorsque, vers le soir, Tencin entra dans la cellule de ce cardinal pour le prier « affectueusement de trouver avant l'aube les deux voix qui manquaient à Aldovrandi ou d'aller le lendemain de bonne grâce à

Lambertini, » Corsini comprit que l'heure de la capitulation avait sonné. Et, l'archevêque d'Embrun s'étant discrètement retiré, il demeura dans sa chambre, accablé, brisé, anéanti, incapable même d'un dernier effort en faveur d'Aldovrandi. Trois heures après, il venait lui-même annoncer à Tencin « qu'il acceptait Lambertini ! »

En quelques instans, la nouvelle s'en répandit par tout le conclave ; malgré l'heure avancée, nombre de cardinaux, sortant de leurs cellules, se précipitèrent vers l'appartement de l'archevêque de Bologne et, y faisant irruption, fléchirent le genou devant « l'élu de la Providence. » Parmi ces courtisans de la première heure, on put voir le camerlingue, qui, la veille encore, s'exprimait publiquement contre lui. »

L'élection régulière se fit le lendemain matin, 17 août. La messe entendue, le scrutin eut lieu, comme à l'ordinaire, dans la Sixtine. Au dépouillement, il se trouva cinquante et un bulletins dans le calice : cinquante portaient le nom du cardinal Lambertini ; celui-ci, par une délicatesse suprême, avait donné sa propre voix à son collègue Aldovrandi. — Selon l'usage, le camerlingue proclame le résultat du vote, et il s'établit un silence auguste. Puis, sans regagner son trône, mais resté debout sur les marches de l'autel, parmi l'assemblée recueillie et muette, dans la majesté du lieu et de l'heure, sa voix s'élève encore. « L'éminentissime seigneur Prosper Lambertini, ayant obtenu la majorité requise, est élu au pontificat suprême. » S'avançant alors vers l'archevêque de Bologne, Albani lui demande s'il consent à recevoir « la charge auguste entre toutes. » La réponse vient affirmative. Derechef, le camerlingue interroge : « Quel nom voulez-vous assumer ? » « Je régnerai sous celui de Benoît, » décide le maître. Et aussitôt il voit à ses pieds l'orgueilleux Albani humblement prosterné, tandis que s'abaissent les baldaquins des sièges cardinalices, un seul excepté, celui du nouveau pape, devant qui viennent s'agenouiller les cardinaux, lui baisant les mains et prêtant le serment d'obédience. Prosper Lambertini est ensuite mené dans la sacristie de la chapelle Sixtine et, là, il revêt les ornemens pontificaux. Au même instant, entrent en branle les cloches de la basilique Vaticane, et les cardinaux-gardiens, aidés du prince Chigi, maréchal du conclave, ouvrent toutes grandes les portes de la clôture...

Cependant le bruit de l'événement a volé dans Rome. Déjà,

sur le parvis de Saint-Pierre, un peuple sans nombre tend les yeux vers le balcon fatidique d'où va être jeté à la foule le nom de l'élu. Et soudain le balcon s'anime, les maîtres des cérémonies paraissent, la croix d'or à triple traverse brille aux regards, et l'on voit, dressée contre les balustres, la pourpre d'une robe cardinalice. C'est le « premier des diacres, » le cardinal Marini, qui vient pour publier la grande nouvelle. « *Annunzio gaudium magnum, Papam habemus Eminentissimum et Reverendissimum Dominum Prosperum de Lambertini tituli Sanctæ Crucis in Hierusalem, qui sibi nomen imposuit Benedictus XIV.* »

Cette fois, l'œuvre est bien accomplie, Benoît XIV attend l'hommage de la chrétienté. Il n'y a plus de conclave!...

Oui, le conclave était fini, et déjà l'on s'habituait à le croire éternel. Du 19 février au 17 août, six mois durant, il avait traîné sa lente carrière. Depuis la fin du grand schisme, on n'en avait pas vu de pareil. Son dénoûment aussi frappait les âmes. Deux grandes factions l'avaient déchiré, chacune trop faible pour vaincre; et voici qu'elles avaient enfin mêlé leurs forces ennemies, qu'elles s'étaient ralliées sur le nom d'un homme soustrait à leurs influences, étranger à leurs calculs, ignorant tout de leurs intrigues et promettant, à leurs espérances rivales de domination, une ruine semblable. Une fois de plus, se justifiait le vieux proverbe romain : « Celui qui entre pape au conclave en sort cardinal! »

Au lendemain de la mort de Clément XII, autour de son catafalque, il s'était produit toute une éclosion de prophéties et de conjectures; une seule se trouvait réalisée, celle de l'abbé Certain, le modeste secrétaire de l'ambassadeur de France. « Ce sont presque toujours, écrivait-il le 7 février, des circonstances imprévues qui décident du choix des papes. Les arrangemens, les projets et les plans faits de longue date ont rarement leur effet. On bataille toujours sans pouvoir s'accorder; enfin on se lasse d'être entre quatre murailles, la patience échappe, la santé s'affaiblit et par lassitude, par dégoût, par envie de sortir de prison, on se réunit à élire tel à qui on n'avait jamais pensé. » Or, durant les lenteurs du conclave, les faits en témoignent, on n'avait justement pas songé à Prosper Lambertini. Le coup de théâtre de son élection parut l'œuvre d'un hasard où n'entrait pour rien la prudence vulgaire des hommes.

Et puis Benoît XIV régna, et il s'acquit le renom d'un grand

pape. Si la destinée ne mêla sa vie à aucun de ces événemens illustres qui, par leur éclat même, assurent la célébrité à leurs acteurs, ce pontife nous apparaît cependant paré d'un rare prestige, et ce n'est pas aux contingences qu'il l'emprunte. Par la supériorité de ses talens, par la distinction de son caractère, par ce qu'il y a en lui d'universel et d'achevé, Benoît XIV domine toute l'histoire religieuse de son temps. En ce XVIIIe siècle, siècle de tant de lumières et de si vives illusions, Benoît XIV apporte l'ornement d'une intelligence douée de finesse et de force, l'arme d'une raison droite et d'un jugement que rien n'abusa. Chez ce pape, un équilibre harmonieux unit les facultés les plus opposées et assemble les connaissances les plus diverses : le théologien sévère n'exclut ni l'humaniste délicat, ni l'amateur des sciences naturelles, ni le protecteur des arts. Savant sur beaucoup de choses, Benoît XIV se montre curieux de toutes.

Aussi bien, l'œuvre de sa vie ne paraît-elle pas moins digne d'attention que son caractère. Avocat consistorial à ses débuts, il se révéla juriste distingué autant que plaideur habile. La bibliothèque de l'Université de Bologne renferme encore nombre de mémoires présentés par lui au tribunal de la Rote, et l'on se plaît à louer en ces écrits la perspicacité du jugement, la subtilité de la dialectique, la modération des conclusions. Clément XII ne fit que justice en plaçant Prosper Lambertini sur le siège d'Ancône, puis sur celui de Bologne. Par ses vertus, le nouveau prélat devint, en effet, le modèle des évêques de son temps. Prêtre zélé, pasteur plein de bonté, docteur prudent, administrateur scrupuleux, il remplit exactement tous les devoirs de sa charge, sans se reposer sur autrui de la moindre de ses fonctions. Et, parmi tant de travaux, il trouvait encore le loisir de composer de volumineux traités de théologie et de controverse, dont l'appareil fait même de nos jours l'étonnement des plus laborieux érudits. Son élévation sur le trône de Saint-Pierre ne ralentit point son ardeur : Benoît XIV gouverna la chrétienté comme le cardinal Lambertini avait dirigé ses diocèses. Tout fut soumis à son examen, tout fut délibéré, tout fut résolu par lui. Réorganiser la curie, en simplifier les rouages, rétablir l'ordre dans les finances, conseiller les évêques et éclairer leur doctrine, surveiller les séminaires et diriger l'enseignement des clercs, encourager les missionnaires et subvenir à leurs besoins,

guider, à travers la confusion de l'Europe, la diplomatie des nonces, cet immense labeur, qui eût absorbé plusieurs vies d'hommes, ne suffisait pourtant pas à rassasier l'activité dévorante du pontife. Celui-ci trouvait encore le temps de correspondre avec les savans les plus illustres de l'époque et de commenter leurs travaux. Sur son initiative, des recherches archéologiques étaient faites à Rome et par toute l'Italie : par ses soins, les collections du Vatican et du Capitole se voyaient considérablement accrues, et la Ville Éternelle devait à sa munificence la construction ou la réfection de nombreux édifices.

En un mot, il fut un de ces papes qui, tout en resserrant l'armature de l'Église, savent néanmoins empêcher le grand corps catholique de se replier sur lui-même en une défense timide, mais le portent à l'action et à l'expansion par où l'Église manifeste sa vitalité et affirme à la face du monde les droits qu'elle a hérités de son institution divine. N'était-ce pas bien l'homme qu'il fallait au gouvernail de la barque de Pierre, pour en assurer la route sur une mer traîtresse et mêlée d'écueils ?

Et pourtant, il faut le redire et bien méditer cette parole : nul n'avait songé à Prosper Lambertini avant l'heure où, mis à la tête de la chrétienté, il s'y révéla comme le plus digne. Étonnante réussite pour un vote de hasard ! Mais vingt ans après, l'abbé Certain se fût-il exprimé de même ? Lassitude des querelles sans fin, dégoût de la vie recluse, impatience de l'obsédante clôture, les santés ébranlées, les nerfs en déroute, tout cela explique bien que les cardinaux, dans leur hâte d'en finir, aient voulu à tout prix faire un choix, mais non pas qu'ils aient fait le choix le meilleur, l'unique choix, ce choix-là ! C'est donner la part trop belle à l'infirmité humaine que de lui attribuer le mérite d'un événement où, nous, catholiques, nous reconnaissons hardiment la main de la Providence.

GABRIEL DE MUN.

LES
OPÉRATIONS MARITIMES

GUERRE DE COTES ET GUERRE DU LARGE

Nous avons eu pendant quelques semaines, sur le littoral de la Belgique, la véritable guerre de côtes, telle qu'on la pratiquait autrefois, lorsque, par exemple, la flotte anglaise inquiétait de son feu, à la bataille des Dunes, entre Nieuport et Dunkerque, — on se bat toujours aux mêmes endroits, — l'armée espagnole que dirigeait un prince français, le Grand Condé, momentanément égaré par sa haine pour Mazarin.

Cela se passait en 1658 (14 juin). Aujourd'hui, c'est une force navale anglo-française qui est venue flanquer l'aile gauche de nos alliés les Belges et battre violemment l'aile droite allemande, acharnée à s'ouvrir par Nieuport le chemin de Dunkerque.

Quand on publia la nouvelle de cet intéressant épisode de guerre, les télégrammes anglais parlaient d'un groupe de *canonnières*. Ce terme, très général en soi, mais très précis et significatif pour les marins, étonna quelque peu ceux qui savaient que l'Amirauté ne disposait pas de petits bâtimens présentant, avec un faible tirant d'eau, nécessaire au milieu des bancs de Flandre, une puissance offensive et défensive sérieuse, de gros canons et une bonne cuirasse.

Tout s'expliqua bientôt. Un hasard heureux avait servi nos alliés et nous-mêmes en se chargeant de combler une lacune importante de l'*ordre de bataille* des deux marines. Au moment où la guerre éclata, il y avait aux chantiers Wickers trois monitors de 1300 tonnes, armés chacun de 2 pièces de 152 millimètres, 2 de 120 et 4 de 47, qui, sous les noms de *Solimoës*, *Javary* et *Madeïra*, étaient destinés à la marine brésilienne. Ces petits bâtimens, encore que leur artillerie fût un peu faible, pouvaient rendre d'immédiats services dans les rades de Dunkerque, Nieuport et Ostende, longs couloirs que des bancs parallèles à la côte et affleurant à mer basse défendent à peu près des grosses houles. Les trois monitors furent donc réquisitionnés, armés, équipés par la marine britannique et furent baptisés *Humber*, *Shannon* et *Mersey*. Dès le 20 octobre, leur action, appuyée de celle de nos grands contre-torpilleurs de la Manche (ceux-ci ont des pièces de 100 millimètres) ne tarda pas à se faire sentir, d'abord sur les colonnes allemandes qui suivaient soit l'estran, soit la route côtière, puis sur les batteries de campagne qui, vers la bouche de l'Yser, couvraient d'obus les tranchées belges et les avancées de Nieuport.

Mais nos tenaces adversaires n'entendaient pas céder si vite à des engins dont la mise en jeu semblait les surprendre, eux si prévoyans, si avertis pourtant... Quelques jours après le commencement de cette lutte, on apprenait qu'ils dressaient sur le rivage, à couvert derrière la frange littorale de dunes, des batteries d'artillerie lourde. Un peu plus tard, c'étaient des canons de côte proprement dits et des pièces de marine transportées en grande hâte de Wilhelmshaven que l'on établissait vers Middelkerke et Ostende. Entre temps, et comme les Allemands avaient réussi à amener des sous-marins dans les eaux belges aussi promptement que je l'avais admis, — on s'en souvient peut-être, — dans mon étude sur *Anvers, base navale* (1), nous étions informés que, déjà, leurs torpilles automobiles s'étaient attaquées à la flottille alliée et aussi que des mines automatiques étaient semées à tous les débouchés des bancs de Flandre. Les sous-marins allemands débordaient dans le Pas de Calais et dans l'Est de la Manche, utilisant habilement les

(1) Voyez la *Revue* du 1er novembre.

chenaux de nos eaux territoriales pour éviter le champ de mines constitué par les Anglais dans le vestibule nord du Pas de Calais. Le 31 octobre, l'une de ces dangereuses unités coulait le croiseur *Hermès*, de 5 600 tonneaux, qui, du moins avant la guerre, portait le guidon du commandant de l'aviation navale anglaise. Presqu'en même temps, c'était un paquebot, transport de blessés et de réfugiés belges, qui subissait de graves avaries, heureux de ne pas sombrer à pic. Le 11 novembre, enfin, l'aviso torpilleur *Niger*, mouillé en rade des dunes, était frappé mortellement...

Ces difficultés n'empêchèrent pas les alliés de renforcer la petite force navale qui opérait sur la côte de Belgique. On dit que nos croiseurs cuirassés y parurent. En tout cas, l'Amirauté envoya un cuirassé, le *Venerable* (classe *Formidable* : 1899 ; 4 canons de 305 millimètres, 12 de 152 et 16 de 47 ; 225 millimètres de cuirasse ; 18 nœuds de vitesse) dont les grosses pièces contrebattirent avec succès les plus fortes batteries allemandes. Mais le *Venerable*, qui déplace 15 000 tonnes, comme nos unités du type *Patrie*, cale près de 9 mètres, et l'on sent combien ses manœuvres doivent être gênées dans des parages où les contours des bancs sont variables, où il n'y a plus de balisage et où les chenaux de 10 mètres de fond sont déjà rares. Les sous-marins en ont profité pour l'attaquer, heureusement sans résultat. Outre que le cuirassé faisait bonne garde et qu'il était couvert par les navires légers, la faible vitesse à laquelle il était obligé de se mouvoir lui laissait l'avantage de garder à la mer ses doubles filets à mailles d'acier. Peut-être y a-t-il déjà recueilli quelques torpilles *Schwartzkopf*, retenues captives en dépit de leurs coupe-filets.

Ainsi, tout va bien de ce côté-là, et, aux dernières nouvelles, la petite escadre combinée opérait avec succès contre Zeebrugge. Il n'en est pas moins vrai que les marines alliées n'ont pas sur la côte de Belgique, — pas plus, d'ailleurs, que les Allemands ne les auraient eux-mêmes, — les types exactement adaptés aux circonstances hydrographiques locales. Les trois petits monitors pourraient être, en cas de mauvais temps, « mangés par la mer » à marée haute, quand le flot recouvre de trois ou quatre mètres les bancs les plus élevés. La mobilité et la petite taille des contre-torpilleurs les dérobe aux coups d'une artillerie à laquelle ils ne sauraient opposer de cuirasse ; mais leurs canons

sont trop faibles. Je ne dirai rien de nos croiseurs cuirassés, ne sachant pas au juste s'ils opèrent là-bas d'une manière effective et continue. On ne peut douter, en tout cas, qu'ils ne soient pas faits, en principe, pour ce genre d'opérations. Quant au *Venerable*, certes ses grosses pièces, appuyées d'une bonne artillerie moyenne, satisfont aux besoins (sauf en ce qui touche les feux courbes, car il n'a pas d'obusiers...); mais ce cuirassé d'escadre, d'un prix élevé et qui serait si utile en haute mer, le jour de la bataille décisive, est exposé, dans cette région, à des dangers sérieux qu'éviterait aisément une unité de dimensions beaucoup plus restreintes, quoique bien protégée et bien armée. J'ai déjà dit, en parlant de son tirant d'eau, que le rivage bas, les bancs mouvans, la mer trouble parcourue de courans capricieux, lui sont de fâcheux ennemis, susceptibles de favoriser l'action des sous-marins et celle des gros mortiers des batteries de côte. Un échouage, peu dangereux en soi, deviendrait funeste en présence d'adversaires vigilans. Faut-il rappeler qu'en 1849, dans la première guerre des Duchés, le beau trois-ponts danois *Christian VI* fut réduit par quelques méchans canons de campagne auxquels, jeté à la côte d'Eckernförde, il ne pouvait plus répondre? Ne se rappelle-t-on pas, aussi, que dans la seconde guerre, celle de 1864, le jour même de la bataille de Düppel, le monitor *Rolfkrake*, embarrassé dans des filets de pêcheurs tendus sur sa route par les Prussiens, reçut immédiatement sur son pont, dépourvu de cuirasse, des obus qui l'obligèrent à se retirer?

Nous avions, il y a peu de temps encore, nous Français, des bâtimens exactement faits pour le genre d'opérations qui nous occupe en ce moment. C'étaient les quatre canonnières cuirassées de 1 800 tonnes du type *Achéron*. Le vice-amiral Jauréguiberry, le glorieux commandant du 15e corps à l'armée de la Loire de 1870, les avait fait mettre en chantier pendant son ministère (1882) avec la pensée bien arrêtée que ces unités étaient destinées à combattre sur les côtes basses de la mer du Nord. Leur canon de 274 millimètres, en tout cas, aurait fort bien fait ici, avec ses obus de 216 kilos. Ces pièces étaient, bien entendu, sous tourelles. La ceinture de flottaison portait 200 millimètres d'acier et le pont principal 80 millimètres. Quant au tirant d'eau, il ne dépassait pas 4 mètres. Enfin, malgré certaine lourdeur apparente, ces canonnières tenaient

bien la mer. L'une d'elles, le *Styx*, alla sans encombre jusqu'à Saïgon.

Un peu plus tard, nous construisions des cuirassés gardes-côtes, les uns du type *Terrible* (7300 tonneaux de déplacement), les autres du type *Valmy-Bouvines*, de 6000 ou 6500 tonnes seulement. Le *Valmy* et le *Jemmapes*, pour ne parler que de ceux-ci, avaient chacun deux canons de 340 millimètres, pièces d'une puissance considérable et à qui, grâce à d'ingénieux appareils, on avait pu assurer les bénéfices d'un chargement très rapide. Le tirant d'eau de ces bâtimens ne dépassait pas 7 mètres. Leur longueur n'était que de 88 mètres, tandis que le *Venerable* arrive à 130. Enfin le *Valmy* et le *Jemmapes*, protégés sur leur flanc, à la flottaison, par 45 centimètres d'acier, avaient sur leur pont principal des plaques de 10 centimètres. Quant à leur vitesse, — 14 ou 15 nœuds, — elle était plus que suffisante dans les parages et pour le genre d'opérations dont il s'agit, leurs facultés évolutives étant d'ailleurs remarquables.

Tels étaient les bâtimens que nous eussions pu mettre en ligne devant la côte des Flandres, — où ils avaient déjà paru, d'ailleurs, à plusieurs reprises, de 1896 à 1907 environ, — si, les idées ayant complètement changé sur le rôle et les méthodes d'utilisation des unités de combat, on n'avait jugé à propos de désarmer, puis de condamner, vendre ou démolir les représentans encore très valides de types auxquels on reprochait leur insuffisance dans la grande bataille rangée, au large.

Gardons-nous de récriminer à ce propos. La critique serait d'autant plus inutile qu'elle ne pourrait viser des personnalités déterminées et qu'après tout, grâce à la haute valeur des équipages, la petite force navale anglo-française de la côte de Belgique a rendu déjà et rendra encore des services signalés. Pour de bons ouvriers il n'y a pas de mauvais instrumens et, au demeurant, les instrumens que nous avons là-bas ne sont pas mauvais; ils ne sont que médiocrement adaptés. Tirons seulement de tout ceci l'enseignement qu'une marine bien constituée doit comprendre des types convenant à la guerre de côtes aussi bien que d'autres, répondant aux exigences de la guerre du large.

Sous cette dernière rubrique, *guerre du large*, on peut comprendre, si l'on veut, les opérations des escadres de ligne,

que certaines circonstances, — assez rares d'ailleurs, — conduiraient à combattre en dehors des mers territoriales et, en tout cas, les opérations de croisière ayant pour objet de détruire le commerce de l'ennemi, d'affamer sa population, de paralyser ses fabriques et ses usines.

C'est à ce dernier genre d'opérations que les Allemands semblent jusqu'ici (20 novembre) vouloir borner l'activité de leur marine, en dehors des coups de main fort audacieux qu'ils font exécuter par leurs sous-marins dans la mer du Nord et dans le Pas de Calais.

Disons donc quelques mots des croiseurs allemands qui battent les mers lointaines.

Ces bâtimens, — après la disparition presque complète et singulièrement rapide des croiseurs auxiliaires (1), — appartiennent presque tous au type dit « des villes d'Allemagne, » répété, après le *Bremen* (1903), à 29 exemplaires, les unités en construction comprises. Les caractéristiques des premiers de ces navires rapides étaient les suivantes : 3 300 tonnes; 23 nœuds; 860-880 tonnes de charbon; 50 millimètres d'acier sur le pont principal; 10 canons de 105 millimètres; 2 tubes lance-torpilles sous-marins. Pour les derniers, tels que le *Karlsruhe* (dont on a signalé dernièrement la présence dans l'Atlantique sud), on a voulu augmenter la vitesse et le rayon d'action, ce qui s'est traduit par une sensible augmentation du déplacement. Mais en outre, et comme ces bâtimens étaient tenus pour éclaireurs d'escadre, autant que pour croiseurs du large, on leur donna une ceinture, — ceinture incomplète, du reste, — de plaques de 100 millimètres. C'est qu'il s'agissait de les opposer aux « light armoured cruisers » mis en chantiers en 1912 par l'Amirauté anglaise, et dont le premier exemplaire, l'*Arethusa*, s'est distingué, il y a quelques semaines, dans une des rencontres de navires légers qui se sont produites dans la mer du Nord. Tant y a que le *Breslau*, par exemple, déplace 4 600 tonnes, file de

(1) On se rappellera peut-être que, dans un travail sur les croiseurs allemands, paru dans la *Revue* du 1er avril dernier, j'avais signalé les mesures prises par le département impérial de la marine pour que les paquebots rapides pussent être convertis en croiseurs auxiliaires dès la déclaration de guerre et même à l'étranger. Ces mesures ont été parfaitement suivies d'exécution. Mais le rôle de ces croiseurs improvisés est resté assez peu important. J'en dirai plus tard les raisons.

27 à 28 nœuds, prend 1 200 tonnes de combustible et s'arme de 12 canons de 105 millimètres, tandis qu'il protège son flanc de 100 millimètres d'acier, sans avoir perdu pour cela les 50 millimètres que ses prédécesseurs avaient sur leur pont. Le *Graudenz*, que l'on achève en ce moment, pousse jusqu'à près de 5 000 tonnes, ce qui le rapproche de la classe des croiseurs protégés anglais de 2e classe, navires de 5 250-5 600 tonnes, à laquelle appartient justement le *Sydney*, qui a victorieusement combattu l'*Emden*.

On sait les « exploits » de ce dernier croiseur, dans la mer des Indes. Le plus remarquable, au point de vue exclusivement militaire, est la surprise du *Jemtschoug* et du *Mousquet* à Poulo Pinang, le 28 octobre, au point du jour. L'*Emden* s'était maquillé. Il battait pavillon russe, disent les uns, pavillon japonais, disent les autres. Le pavillon japonais est mieux indiqué parce que ni le *Jemtschoug*, ni le *Mousquet* ne pouvaient guère exiger d'un croiseur de cette nationalité l'échange obligatoire et évidemment indispensable des *signaux de reconnaissance*. Mais si de telles ruses sont permises,— disons plutôt tolérées, — dans la marche d'approche, il est absolument interdit de commencer le combat sous un autre pavillon que celui de la nation à laquelle on appartient. Cette condition essentielle d'une lutte loyale a-t-elle été remplie par l'*Emden?* Nous l'ignorons, et j'estime que les Anglais feront bien de s'en assurer avant de faire au commandant du croiseur allemand l'accueil flatteur qu'ils réservent généreusement à l'ennemi qui leur fit, dit-on, pour 70 ou 80 millions de prises... mais qui est enfin réduit à l'impuissance.

Tandis que l'*Emden* était détruit par le *Sydney*, notablement plus fort que lui, aux îles des Cocos, en plein Océan Indien, le *Königsberg*, toujours du même type, était enfermé dans le Rufidji par le *Chatham*, frère jumeau du *Sydney*. Je ne serais pas étonné que le *Karlsruhe*, à son tour, éprouvât quelque mésaventure avec un autre bâtiment de cette classe « des villes anglaises » qui apparaît nettement supérieure à celle « des villes allemandes. » Et il en sera peut-être de même du *Berlin* (1), qui

(1) Les télégrammes parlent du *croiseur auxiliaire* « Berlin. » En réalité, il y a, dans la liste des bâtimens auxiliaires de la flotte militaire allemande, un navire de ce nom ; mais c'est un *transport*, paquebot de 29 000 tonnes et 18 nœuds seulement, de la Compagnie de Brême Norddeutscher Lloyd. Je ne pense pas qu'il s'agisse de ce bâtiment, mais bien du croiseur de guerre « Berlin. »

semble avoir forcé le blocus de la mer du Nord ces jours derniers et dont on mentionne, le 16 novembre, la présence à Trondjhem de Norvège, où il ne peut faire séjour, d'ailleurs, sans être désarmé.

Ainsi se révèle le vice de la conception allemande. Si l'on veut que la guerre de croisière soit efficace, il faut qu'elle dure longtemps, assez, du moins, pour produire des effets de dépression sérieux sur l'adversaire. Dès lors, si l'on y emploie des unités isolées, il est nécessaire que, par leur vitesse et leur rayon d'action, ces unités soient en mesure de se dérober à tous ou presque tous les bâtimens ennemis qui pourront être détachés contre elles; et il ne l'est pas moins que, contraintes à la lutte, elles trouvent dans leur armement défensif et offensif de suffisantes garanties de succès dans un combat singulier. Or, tout cela conduit aux grands déplacemens, aux grands croiseurs cuirassés, pourvus de canons puissans.

Mais une unité isolée finit toujours par trouver sur sa route deux bâtimens doués de la même vitesse et à peu près aussi bien armés qu'elle. Une méthode plus sûre, — il n'y en a évidemment pas d'infaillible, — consiste à mettre à la mer non plus des unités isolées, mais des divisions ou même de petites escadres de grands croiseurs cuirassés, pourvu que ces bâtimens disposent tous de la même vitesse, à très peu près, et que leurs machines soient également sûres.

Mais, heureusement, la marine allemande n'avait pas encore, au commencement d'août, assez de *Seydlitz*, de *Lützow* et de *Derfflinger* (1) pour organiser méthodiquement la guerre de croisière, tout en satisfaisant aux exigences de la guerre d'escadre, *à laquelle, on peut en être assuré, elle ne renonce pas du tout*. C'est que, si prévoyant que l'on soit, il est bien difficile, surtout en marine, d'être absolument prêt de tous les côtés.

Reconnaissons cependant qu'une petite division de ses croiseurs cuirassés relativement anciens vient de se distinguer dans un combat livré, sur la côte du Chili, à un nombre égal de croiseurs anglais. D'après les rapports parvenus à l'Amirauté au moment où j'écris, il semble que le succès ait été dû à l'habile emploi d'une artillerie parfaitement homogène et, dans l'ensemble, beaucoup plus puissante que celle de la division

(1) Voir, à ce sujet, mon étude du 1er avril 1914 sur *le Rôle des croiseurs cuirassés allemands*.

britannique. De plus, les circonstances avaient donné aux Allemands l'avantage de pouvoir discerner nettement les silhouettes des croiseurs anglais, se détachant en noir, à 10000 mètres environ, sur la partie encore éclairée du ciel, au crépuscule.

Je ne veux pas commenter encore les résultats d'un engagement sur lequel plane un certain mystère et où ne figurait pas, justement, le cuirassé *Canopus*, principale unité de la force navale anglaise dans ces parages. Nous reviendrons là-dessus. Associons-nous, en attendant, au juste éloge que l'Amirauté a décerné aux équipages du *Good Hope*, et du *Monmouth* quand elle a dit que, jusqu'au dernier moment, tout le monde avait fait son devoir avec le même sang-froid que s'il se fût agi d'un simulacre de combat aux grandes manœuvres.

On ne pouvait mieux exprimer ce qu'attendait l'Angleterre. A de tels hommes, la fortune ne peut rester contraire ni la victoire infidèle.

Contre-amiral DEGOUY.

LA
DÉFENSE NATIONALE
ET
LE PROBLÈME FORESTIER

En présence de la guerre déchaînée par l'Allemagne, l'attention publique se concentre sur la Défense nationale, et chacun voit nettement combien il est nécessaire d'en renforcer constamment tous les élémens, au premier rang desquels figurent : le chiffre de la population, dont dépend le nombre des poitrines opposées à l'assaillant; la richesse générale, réserve des ressources financières qui sont le nerf de la guerre.

Ces deux élémens de résistance, auxquels ne sauraient suppléer ni la supériorité intellectuelle, ni la force morale d'une nation, sont intimement liés à la prospérité forestière dont les données sont familières aux lecteurs de cette *Revue* (1), et c'est du concours de la prospérité forestière à la Défense nationale qu'il doit être aujourd'hui question.

En ce qui concerne l'importance tactique ou stratégique des forêts, c'est un sujet d'étude réservé à l'armée que ne saurait aborder un simple volontaire de 1870.

I. — LA POPULATION

Ce n'est un mystère pour personne que le chiffre de la population reste stationnaire en France, pendant qu'il augmente

(1) Voyez *la Défense des montagnes*, dans la *Revue* du 15 juin 1907, et *la Défense des forêts*, dans la *Revue* du 15 novembre 1911.

rapidement dans les pays voisins, et qu'une grande commission comptant une quarantaine d'anciens ministres, avec autant de membres de l'Institut, travaille depuis plusieurs mois à la recherche des mesures législatives susceptibles d'augmenter la natalité, comme de diminuer la mortalité. Aucun forestier n'ayant été appelé à y siéger, elle ne semble pas avoir encore signalé au flanc de la France une plaie béante : la dénudation du sol, par laquelle disparaît au cours de chaque siècle la population de plusieurs départemens, plaie dont il est urgent de chercher le remède, afin de l'appliquer au plus vite.

C'est surtout dans nos montagnes que la dénudation du sol est une cause accélérée de dépopulation, signalée par Surell depuis plus de soixante-dix ans.

La dégradation des montagnes. — Les montagnes de France présentent quelques forêts et d'immenses pâturages plus ou moins rocheux, parcourus par des troupeaux qui sont pour les montagnards le principal élément d'existence. Si ces pâturages étaient sagement administrés, s'ils ne recevaient que la quantité de bétail qu'ils peuvent nourrir sans s'épuiser, si quelques travaux d'entretien remédiaient en temps utile à leur dégradation par les eaux pluviales, leur fertilité resterait constante et la situation économique des montagnards se maintiendrait stationnaire; elle pourrait même être améliorée facilement par la mise en valeur du domaine pastoral.

Il en est malheureusement tout autrement.

La plupart de ces pâturages, qui appartiennent aux communes et sont livrés à la vaine pâture des usagers, reçoivent bien plus de bétail qu'ils n'en peuvent nourrir; ce bétail exagéré les surcharge et les bergers, dont chacun cherche à occuper le premier les parties les moins abîmées, sans se préoccuper des dégradations que cause son troupeau sur un sol encore détrempé par la fonte des neiges, s'y livrent à une véritable course à la destruction. Souvent même les communes cherchent à augmenter leurs revenus en louant pendant l'été une partie de leurs pâturages aux propriétaires de troupeaux éloignés, qu'on appelle transhumans parce qu'ils émigrent pendant une partie de l'année à grande distance de leur région habituelle; quand on a vu circuler ces immenses troupeaux affamés, dont chaque animal arrache une touffe d'herbe et piétine l'emplacement dépouillé par son chef de file, on se rend compte que

là où ils ont passé il ne reste rien ; quand on les voit pacager en traversant les parties dépouillées du sol, découronnant les talus qui limitent l'érosion et faisant rouler les cailloux qui la tapissent, on est épouvanté des ravages qu'ils commettent. Chaque fois que survient une période de sécheresse, les moutons arrachent l'herbe en la broutant; la place dépouillée de végétation est ravinée par la première pluie d'orage, qui entraîne la précieuse terre de la montagne; le passage des troupeaux élargit ces ravines, et l'on ne tarde pas à voir des pelouses fertiles transformées en rochers dénudés. La surface et la qualité du pâturage diminuent en même temps, et la quantité de bétail qu'il peut nourrir va toujours décroissant.

Mais le montagnard ne réduit le nombre de ses troupeaux que le plus tard possible, quand il lui est déjà depuis longtemps impossible de les alimenter sans dégât. Bien souvent, appauvri par cette réduction de son bétail, il fuit un sol qui disparaît sous ses pas et va chercher fortune au loin, généralement à l'étranger.

C'est ainsi que le département des Hautes-Pyrénées, par exemple, a pendant les années 1846-1901 perdu 34 021 habitans de ses arrondissemens en montagne, alors qu'augmentait encore la population de ses plaines.

Au cours de cette période, la diminution a été :

Pour la population en montagne . . .	23,3 p. 100
Pour la race bovine	4,9 —
Pour la race ovine.	55,4 —

et la coïncidence de ces réductions dans le chiffre de la population, du gros bétail et du petit bétail montre nettement, en même temps que les misères locales, la corrélation du dépeuplement avec la décadence pastorale produite par la dégradation des montagnes.

Ce déplorable résultat n'est malheureusement pas une exception.

Les statistiques et les tableaux graphiques de l'*Étude sur l'aménagement des montagnes dans la chaîne des Pyrénées*, publiés le 1er mai 1904 dans la *Revue Philomatique de Bordeaux*, ont montré que les arrondissemens en montagne de cinq départemens pyrénéens avaient perdu 161 479 habitans, près du quart (23,4 pour 100) de leur population, pendant la période 1846-1901. Comme un inspecteur des Eaux et Forêts, M. L.-A. Fabre,

a fait connaître dans de nombreuses publications, et notamment dans *La Question des Montagnes depuis Cézanne* (*La Montagne*, février 1912), que la dépopulation atteignait la même proportion du quart au cinquième dans les Alpes et le Plateau Central, la perte en habitans de nos cinquante départemens montagneux représente sensiblement dix fois la dépopulation des 161 479 montagnards enlevés à ces cinq départemens pyrénéens; elle est d'environ 1 600 000 montagnards en un demi-siècle et dépasse ainsi le chiffre des 1 500 000 Alsaciens-Lorrains arrachés à la France en 1871.

Tous ces montagnards, sans doute, n'ont pas quitté la France pour l'étranger. Près de la moitié ne se sont pas complètement expatriés, et ont seulement émigré vers les villes où les guettaient la misère, la tuberculose et toutes les épidémies contre lesquelles l'air pur qu'ils sont habitués à respirer ne les avait pas mithridatisés. Si une moitié de ces citadins improvisés, un quart de l'ensemble déraciné, a pu survivre, c'est aux trois quarts des montagnards émigrés, à 1 200 000 Français, que peut être évaluée la dépopulation résultant de la dégradation pastorale.

Il est navrant d'avoir à constater la perte en un demi-siècle de 1 200 000 montagnards français, et l'on ne peut se dispenser d'envisager dans toutes ses conséquences cet affaiblissement de la Défense nationale.

Les 1 500 000 Alsaciens-Lorrains momentanément détachés de la France lui seront rendus par l'héroïsme de son armée et de ses alliés, tandis que les 1 200 000 montagnards enlevés à la mère-patrie en ont disparu pour toujours. Et nous ne saurions oublier que ces vaillantes populations de nos hautes vallées, avec leurs solides poumons et leurs jarrets d'acier, sont une incomparable pépinière de nos troupes alpines, qu'elles sont entraînées d'avance pour les campagnes d'hiver par de longs séjours annuels au milieu des neiges.

Non seulement leur disparition a creusé dans notre recrutement un sérieux déficit, mais ce déficit est périodique; il doublera pendant le premier demi-siècle, triplera dans le suivant, et ira toujours s'aggravant ainsi, tant qu'on n'aura porté remède à la dégradation des montagnes. C'est la population de plus de deux départemens dont la Défense nationale s'appauvrira chaque demi-siècle, tant que la France n'aura pas résolu le grave pro-

blème de conserver à ses montagnes leur terre et leur population.

Le déboisement en plaine. — La suppression des forêts en plaines ou coteaux et leur appauvrissement, qui constituent deux formes distinctes du déboisement, sont également une cause de dépopulation. L'exploitation régulière des forêts bien aménagées procure en effet aux populations rurales, par l'abatage, le bûcheronnage, l'écorçage et le transport aux gares, un travail d'hiver qui augmente leur bien-être sans gêner la main-d'œuvre agricole et contribue à les attacher au sol. Quand ce travail supplémentaire, qui représente une vingtaine de francs par an et par hectare boisé, se trouve supprimé par le défrichement de la forêt ou par une coupe précipitée, décorée du nom barbare de *déforestation*, qui supprime tous les grands arbres et suspend pendant une longue période les exploitations régulières, les habitans privés d'une partie de leurs ressources émigrent vers les villes; et cet exode des campagnes, généralement suivi d'une crise agricole correspondant au manque de bras, est un acheminement vers la dépopulation du pays lui-même.

Contrairement aux idées qui avaient orienté Malthus vers de si déplorables conclusions à une époque où l'homme craignait la disette d'alimens, où l'industrie des transports était encore dans l'enfance et où l'agriculture n'était pas encore devenue intensive pour multiplier les produits du sol, les 6 225 000 hectares incultes révélés par les statistiques françaises montrent que ce n'est pas la terre qui manque à la population, mais la population qui fait défaut pour la culture de la terre. Il suffit de rapprocher le chiffre de 6 225 000 hectares incultes avec celui des 5 882 000 hectares déboisés à la fin du XVIIIe siècle (1), et signalés par l'inspecteur des Forêts Antonin Rousset, pour penser à la part considérable que ces grands déboisemens purent avoir dans la crise qui s'est manifestée, moins d'un demi-siècle après, sur l'accroissement de la population.

Une dizaine d'années avait cependant suffi pour cette destruction : « Dans les premières années qui suivirent l'épopée révolutionnaire, alors qu'on avait abandonné la réglementation du domaine forestier, disait le ministre de l'Agriculture au Sénat le 14 mars 1910, nous assistons à une véritable dévasta-

(1) Antonin Rousset, *Étude d'économie sociale forestière à propos du déboisement de la France. Cosmos*, du 21 mai 1914.

tion des forêts, aussi bien dans le domaine de l'État que dans celui des communes et des particuliers. » Malheureusement la France n'a réparé au XIXe siècle qu'une faible partie des destructions forestières du siècle précédent.

L'augmentation de 600 000 hectares, apportée pendant ce siècle à l'aire forestière d'après le rapport du Directeur général des Eaux et Forêts sur l'inondation de Paris, n'a en effet réparé qu'un dixième à peine de ces destructions. Si cette réparation n'était accélérée, il faudrait la continuer pendant mille ans sans interruption pour reconstituer le reboisement normal, et les pertes par inondation dépasseraient de beaucoup au cours d'une aussi longue période ce qu'on croirait avoir économisé par l'ajournement.

L'œuvre forestière du XIXe siècle a cependant été spécialement intéressante, car c'est alors que la France a donné le premier exemple des grands reboisemens d'utilité publique, et ils comprennent plus d'un million d'hectares, savoir :

	hectares
Dans les dunes de Gascogne, sous la direction de Brémontier, environ	50 000
Dans les landes de Gascogne, en exécution de la loi du 19 juin 1857, due à Chambrelent	500 000
Dans la Sologne et les Dombes, en vertu de lois analogues faites à la même époque	200 000
Dans les périmètres de montagne (travaux obligatoires prévus par les lois de 1860 et 1882)	147 025
En montagne, hors des périmètres, travaux facultatifs subventionnés : sur les terrains communaux	54 254
Sur les terrains particuliers	53 576
	1 004 855

Ces reboisemens d'utilité publique dépassent de plus de 360 000 hectares l'accroissement total de 600 000 hectares apporté à l'aire forestière; de sorte que, sur le reste du territoire, le jeu naturel des reboisemens et défrichemens particuliers s'est traduit depuis un siècle par la suppression de 360 000 hectares de bois; et, comme aucune loi n'a été depuis longtemps préparée pour de nouveaux reboisemens d'utilité publique, comme les causes de déboisement persistent, si même elles n'augmentent, il est fort à craindre que le siècle suivant n'assiste à une réduction des surfaces boisées, et que les pertes forestières de la Révolution ne soient jamais réparées.

La surface boisée d'un pays n'est d'ailleurs qu'un élément de sa prospérité forestière, où le bon aménagement des massifs et l'abondance de leurs réserves en bois de futaie n'a pas un rôle moins considérable. Depuis que les combustibles minéraux, la houille et le pétrole, se sont substitués aux menus bois pour le chauffage des habitations et pour la métallurgie, depuis que l'immense développement de l'industrie a fait augmenter dans d'énormes proportions l'emploi des gros bois, l'avilissement des bois de feu et la hausse constante des bois d'œuvre ont précipité la spéculation sur l'exploitation exagérée des grands arbres. *L'insuffisance de la production du bois d'œuvre dans le monde*, que Mélard signalait en 1900, va toujours en s'accentuant, les coupes prématurées par lesquelles on s'efforce d'y remédier au jour le jour suppriment la production à venir et ne font qu'empirer la situation prévue par Sully depuis plus de quatre siècles: « La France périra faute de bois. »

Pendant le siècle qui vient de s'écouler, la plupart des forêts privées, qui forment en France deux tiers de l'aire forestière, ont été dépouillées de leurs grands arbres et transformées en maigres taillis; d'importans capitaux se sont groupés pour ces exploitations soi-disant scientifiques, dont le ministre de l'Agriculture a montré le péril à la Chambre dans la séance du 13 février 1908.

« Nous sommes menacés aujourd'hui, disait le ministre, d'une déforestation des plus inquiétantes, puisqu'il est démontré que les inondations, avec leurs terribles conséquences, sont dues à des déboisemens généralisés. D'autre part, le régime des sources et des cours d'eau est en relation directe avec l'état boisé, et l'on a pu constater que le débit de certains grands fleuves a singulièrement diminué depuis quelques années, depuis qu'on procède à une véritable déforestation dans les régions supérieures de leurs bassins. C'est, pour les modestes ouvriers de nos campagnes, bûcherons, charretiers, etc., qui vivent de la forêt, une cause d'avilissement de prix et une source de misère qui peuvent avoir pour conséquence d'accentuer le mouvement d'exode des campagnes. »

L'influence du déboisement sur la dépopulation, signalée par le ministre, avait compté sans doute parmi les mobiles qui ont fait participer si activement les Allemands à la « traite internationale des forêts françaises » pour affaiblir notre pays et

utiliser, en outre, ce prétexte à l'envoi de légions d'ouvriers, à la préparation de leurs opérations ouvrières et à l'encombrement des quais militaires, remarqué et déjoué à la veille du « coup d'Agadir. » La campagne menée par les professeurs allemands contre les expériences de Belgrand et des forestiers sur l'atténuation des inondations par le reboisement était d'ailleurs de nature à endormir notre vigilance, et bien peu nombreux sont ceux qui discernèrent dans cet ensemble de faits une manœuvre de « l'avant-guerre » dont la découverte récente d'assises cimentées pour canons, des tranchées-abris et des dépôts de munitions dissimulés aux abords de nos places fortes a révélé tant de détails insoupçonnés. Mais les déforestations de l'avant-guerre ne devront pas être perdues de vue quand le moment sera venu de fixer le chiffre d'une indemnité pour réparer tant de ruines accumulées.

On ne saurait trop se rappeler que, en plaine comme en montagne, le déboisement par défrichement ou par déforestation collabore avec la dénudation du sol pour enlever à la France pendant chaque demi-siècle la population de plus de deux départemens, pour affaiblir la défense nationale autant que le démembrement périodique de deux départemens arrachés à son territoire.

II. — LA RICHESSE GÉNÉRALE

L'augmentation de richesse générale que le reboisement rationnel apporterait à la France a déjà fait l'objet d'une évaluation dans *la Défense forestière et pastorale*, éditée en 1911 par la librairie Gauthier-Villars, qu'il convient de résumer ici.

Le bilan est établi pour la période des soixante années 1847-1907, dans l'hypothèse où sa situation forestière et pastorale aurait été prospère pendant toute sa durée :

D'une part, la France aurait alors possédé en plus quatre millions d'hectares boisés, dont la production supplémentaire eût établi l'équilibre entre les importations et les exportations de bois, et qui auraient rapporté chacun trente francs par an.

D'autre part, l'aménagement antérieur de trois millions d'hectares de pâturages en montagne leur aurait, d'après les données développées par M. Audiffred, à la tribune du Sénat, fait rapporter chacun quarante francs par an pendant cette période.

Dans ce cas, la somme de 6 946 900 000 francs que les Français ont dû payer pendant cette période à des étrangers comme excédent des importations de bois (8 910 900 000 francs) sur les exportations (1 964 000 000 seulement) aurait été dépensée en France et aurait augmenté d'autant la richesse générale.

	francs.
Soit	6 946 900 000
Les forêts supplémentaires auraient rapporté :	
60 × 4 000 000 × 30 francs	7 200 000 000
Les pâturages aménagés auraient rapporté :	
60 × 3 000 000 × 40 francs	7 200 000 000
Le désastre des inondations eût été réduit de	1 000 000 000
On y devrait ajouter la plus-value du réseau navigable et des forces hydrauliques	pour mémoire.
Accroissement périodique de la richesse générale	21 946 000 000

La dépense qu'il faudrait faire une fois pour toutes afin d'apporter à la richesse publique cette augmentation de près de 22 milliards, est évaluée dans le même ouvrage à 1 milliard 730 000 000 de francs, savoir :

	francs.
Reboisement de 4 000 000 d'hectares à 200 francs l'un	800 000 000
Préservation des forêts actuelles par achats et encouragemens	500 000 000
Aménagement intensif des montagnes : 3 000 000 × 100 fr.	300 000 000
Arrêt de la dégradation sur les terrains montagneux non périmétrés	15 000 000
Restauration en montagne dans les périmètres	115 000 000
	1 730 000 000

D'après les considérations développées dans ce livre, il suffirait d'une bonne politique forestière pour que les capitaux privés pussent s'appliquer à plus de moitié de cette dépense et que, dans les circonstances les plus défavorables, la participation de l'État n'excédât pas un milliard.

Quelle que soit d'ailleurs la répartition de cette dépense entre l'État et les particuliers, une dépense initiale de un milliard trois quarts suffirait à augmenter périodiquement la richesse générale de vingt-deux milliards tous les soixante ans. L'opération nécessaire pour empêcher la France de perdre chaque demi-siècle la population de deux départemens serait donc extrêmement profitable au point de vue financier, et l'on

peut s'étonner qu'elle ne soit pas depuis longtemps entreprise.

Les États-Unis ont fait bien plus, avec le président Roosevelt et le forestier Gifford Pinchot, en augmentant leurs forêts domaniales d'une surface plus grande que la France entière et inscrivant plus d'un milliard par an à leur budget forestier.

Ce n'est certes pas la faute du personnel des Eaux et Forêts, si l'effort forestier n'a pas pris en France un développement semblable, car ce personnel, dont la science et le dévouement sont au-dessus de tout éloge, n'a cessé de signaler les dangers qu'entraînait l'oubli des questions forestières.

Mais jusqu'à présent, — le ministre de l'Agriculture le disait en 1908, — « l'Administration ignorait les Forêts particulières, » qui couvrent cependant en France les deux tiers de l'aire boisée, les officiers forestiers étaient exclusivement chargés de gérer les forêts de l'État et des communes, aucun Conseil ou Comité spécial permanent n'était consulté sur la préparation des lois concernant la sylviculture privée, et la politique forestière flottait au hasard des conceptions parlementaires ou des expédiens financiers.

C'est seulement quand un règlement d'administration publique aura précisé les conditions dans lesquelles devra s'appliquer la loi du 2 juillet 1913, « tendant à favoriser le reboisement et la conservation des forêts privées, » que le personnel forestier pourra contribuer à la gestion des bois particuliers, compris pour la première fois dans un remarquable inventaire publié en 1912, par l'administration des Eaux et Forêts. La résolution de la Chambre votée le 13 mars 1908, qui a été le point de départ de cette belle publication, peut être considérée comme clôturant la longue période où l'Administration considérait les forêts particulières comme absolument étrangères à ses attributions.

III. — LA POLITIQUE FORESTIÈRE

Les opérations de la sylviculture diffèrent essentiellement, par leur longue échéance et par la périodicité de leurs produits, des opérations de l'Agriculture qui sont annuelles et donnent des produits annuels. Les résultats s'en font attendre pendant de longues périodes, plus d'un siècle parfois, et l'on peut dire

que la prospérité forestière des nations est la mesure de leur prévoyance.

Cette prospérité ne peut être que le fruit d'une politique forestière extrêmement prévoyante, dont les élémens sont peu connus du public, car les particularités de la propriété forestière, la formation et le caractère juridique de son capital en particulier, ont souvent déconcerté le législateur et l'économiste.

L'ancienne politique forestière, instituée en 1669 par l'Ordonnance de Colbert avec un caractère nettement coercitif, a cessé d'être appliquée quand la loi des 20 août et 27 septembre 1791 supprima toute surveillance de l'État dans les bois appartenant aux particuliers, et c'est seulement la loi du 2 juillet 1913, tendant à favoriser le reboisement, qui vient d'ouvrir une ère nouvelle en fixant la première assise d'une politique forestière libérale. Pendant plus de cent ans, les lois faites au jour le jour n'ont eu pour objet que les forêts domaniales, communales ou de montagnes, et les officiers des Eaux et Forêts n'ont pu qu'attendre l'effet de leurs bons exemples en déplorant la décadence des forêts privées, dont aucun organe administratif n'avait spécialement à connaître les intérêts et les doléances. Lorsqu'au milieu du XIXe siècle les conditions économiques furent universellement transformées par l'emploi de la vapeur, la sylviculture privée fut désorientée par l'avilissement des petits bois et le renchérissement des gros bois qui résultaient de cette transformation, et la sylviculture officielle n'était encore qu'une Régie financière. Les sylviculteurs, confondus parmi les agriculteurs, s'adressèrent d'abord aux organes agricoles, où dominait la préoccupation des récoltes annuelles, et les desiderata spéciaux aux récoltes périodiques y trouvèrent peu d'écho; on s'explique ainsi comment les allocations budgétaires pour les dépenses forestières d'intérêt général ont pu subir une diminution de près d'un million, détaillée dans la *Revue politique et parlementaire* du 10 mars 1912, pendant une période de vingt-cinq ans (1887-1912), où les crédits du ministère de l'Agriculture étaient augmentés de 14 millions. Puis, après avoir vu longtemps leurs doléances ballottées entre les Eaux et Forêts, seuls dépositaires de la science forestière qui légalement ignoraient les forêts particulières, et les bureaux de l'Agriculture, plus éclairés sur les cultures annuelles que sur ces ardues questions, ils commencèrent, vers 1890, à se grouper dans des

associations forestières; et ces Associations, se heurtant aux mêmes obstacles administratifs, appliquèrent surtout leurs efforts à la propagande et à l'éducation du public, spécialement à celle des jeunes générations, pour lesquelles elles s'attachent à propager les fêtes de l'arbre et les sociétés scolaires forestières.

Dans les montagnes, dont le déboisement provoquait l'inondation des plaines, où le problème forestier est infiniment plus difficile qu'en plaine, à cause de son enchevêtrement avec le problème pastoral, l'État est intervenu directement à l'appel de Surell, et grâce aux lois de 1860, 1864 et 1882 l'Administration des Eaux et Forêts a dépensé une centaine de millions en admirables travaux qui servent d'exemple à toutes les nations.

Pour faciliter l'urgente exécution de ces travaux, le législateur s'était efforcé d'abord d'écarter la question pastorale, dont les complications économiques sont à peu près inabordables aux services publics, et il se trouva conduit par étapes successives à l'achat des terrains très dégradés compris dans les périmètres de restauration obligatoire. Ces terrains étaient forcément dépeuplés par le seul fait de leur acquisition, mais cette dépopulation pouvait paraître un mal nécessaire et limité à des étendues restreintes, car il était impraticable d'attendre pour protéger les plaines contre l'inondation que les montagnards eussent abandonné des pratiques pastorales remontant à des milliers d'années.

La loi du 2 avril 1882 a cependant prévu la réglementation du pacage communal; mais, en présence de l'opposition des montagnards, le décret du 11 juillet 1882 a limité cette réglementation aux communes contenant des périmètres de restauration. La zone montagneuse se trouvait ainsi divisée en deux parties : l'une, comprenant environ 70 000 hectares très dégradés, devait être acquise et restaurée par l'État: l'autre, seulement en voie de dégradation et évaluée par Demontzey à trois millions d'hectares, restait provisoirement abandonnée à la dévastation des troupeaux. Un service des améliorations pastorales fut d'ailleurs organisé en 1897 pour accélérer la conversion des habitans des montagnes à des habitudes moins destructives.

Après vingt-deux ans d'application, la loi du 4 avril 1882 avait fait progresser les périmètres de restauration obligatoire, caractérisés par le *danger né et actuel*, de 70 313 hectares qu'ils occupaient en 1889 à 315 062 hectares; et l'on pouvait craindre

que l'État ne se trouvât entraîné, par une dégradation de plus en plus accentuée des terrains compris dans l'intervalle des périmètres, à l'acquisition successive de toutes les montagnes non encore périmétrées, à la suppression complète de leur population.

C'est alors qu'une œuvre désintéressée, l'*Association Centrale pour l'aménagement des montagnes*, se fonda en 1904 pour conserver aux montagnes leur terre et leur population, et résuma son programme dans la devise : « Sauver la terre de la patrie. »

N'ayant pour arme que la persuasion et joignant l'exemple au précepte, elle adopta une organisation plus souple que celle des services publics, afferma en montagne des milliers d'hectares, les améliora par des procédés simples et peu coûteux sans gêner les populations pastorales, et ses *leçons de choses* transforment les montagnards en amis de l'arbre qui les plantent à son imitation. Ses opérations bienfaisantes, auxquelles elle a consacré déjà cent cinquante mille francs provenant de ses souscripteurs et des subventions de l'État, de départemens, de villes, de Chambres de Commerce, du *Touring-Club* et d'autres sociétés, ont été décrites dans *la Défense forestière et pastorale.* Les nations étrangères cherchent à les imiter, et l'Italie organise à cet effet une collaboration entre l'État et la Fédération *Pro Montibus* : à la suite de la mission officielle du professeur Pérona, Inspecteur général des forêts italiennes, sur les territoires affectés aux leçons de choses (1) et de leur visite par le président de la Fédération qu'accompagnait le professeur Lino Vaccari, le Gouvernement italien alloue une subvention annuelle de quatorze mille francs à *Pro Montibus* qui prépare son action sur le terrain en répandant par milliers dans ses fêtes de l'arbre la traduction italienne des conférences et des statuts de l'Association Centrale pour l'aménagement des montagnes. Tout en sachant que le reboisement en montagne présente des difficultés bien supérieures à celui des plaines, les merveilleux débuts de l'Association Centrale dans les Pyrénées comme dans les Alpes permettent de prédire à son initiative désintéressée et à celle de l'Italie qui y est similaire, des résultats comparables à ceux qui ont été obtenus en Danemark, où la Société cultivatrice des

(1) Perona. — *L'opera della* Association centrale pour l'aménagement des montagnes (*L'Alpe, Revista florestale italiana*, p. 219, Bologne, 1913).

landes a reboisé en collaboration avec l'État danois plus de 48 000 hectares en moins de cinquante ans, dans des districts dont la population s'accroît aujourd'hui plus rapidement que celle des régions voisines (1).

Aussitôt après avoir institué sur le terrain pastoral ses expériences économiques sans précédent, l'Association pour l'aménagement des montagnes étendit ses études aux forêts de plaine, en donnant comme point de départ à la politique forestière la nécessité pour le sylviculteur de produire des gros bois vendables au lieu de menus bois invendables. La sylviculture doit en effet devenir une industrie productrice de la matière première appelée « bois, » de même que l'industrie houillère produit la matière première appelée « houille » et doit mettre sa production en harmonie avec la consommation.

Il fallait tout d'abord préparer l'application aux forêts particulières des procédés perfectionnés de la sylviculture et des capitaux appartenant aux possesseurs impérissables, ce qui n'était facile ni pour les uns ni pour les autres, étant donnée la situation où se trouvait alors la législation.

L'Administration des Eaux et forêts n'ayant aucune latitude pour intervenir dans la gestion des forêts privées et la plupart des possesseurs impérissables n'ayant pas alors capacité légale de posséder des immeubles, il était indispensable de supprimer d'abord ces obstacles, et tel fut le but des vœux du 12 mai 1905 qui viennent d'aboutir à la loi du 2 juillet 1913, « tendant à favoriser le reboisement et la conservation des forêts privées. » Grâce à cette loi, tous les propriétaires forestiers peuvent aujourd'hui confier leurs bois à la gestion éclairée du personnel des Eaux et Forêts, et diverses catégories de possesseurs impérissables, les Associations et les Caisses d'épargne, sont admises à comprendre dans leurs placemens l'achat de forêts ou de terrains à reboiser.

Il serait trop long d'énumérer ici tous les obstacles semés devant le reboisement, toutes les primes involontaires au déboisement qu'il reste encore à supprimer. Les mesures susceptibles d'aboutir à cette suppression sont des plus variées et mentionnées par la Commission des inondations, elles remplissent la page 516 du volume de ses Rapports et Documens publié en

(1) Ch. Dalgas. — *Société cultivatrice des Landes*, Aarhus, 1913.

1910 par le ministère de l'Intérieur. Le président de cette commission, l'ingénieur Alfred Picard, a d'ailleurs donné dans son rapport récapitulatif un aperçu lumineux de la politique forestière qu'il avait en vue pour servir l'intérêt général sans léser les intérêts particuliers; il conviendrait de l'appeler politique économique, mais on la désigne sous le nom de politique libérale pour ne pas laisser croire qu'elle puisse être appliquée sans dépense initiale : « Une obligation impérieuse, disait-il, incombe aux pouvoirs publics, pour le bassin de la Seine de même que pour le surplus du territoire : conserver intacts les massifs boisés existans, encourager les plantations nouvelles, inculquer les bonnes méthodes d'exploitation, pousser à la production des bois d'œuvre en remplacement des petits bois, soulager les propriétaires forestiers qu'écrase l'impôt et qui sont entraînés à alléger leurs charges par l'abatage d'un plus grand nombre d'arbres de futaie.

« ... Les funestes conséquences de l'inaction qui a suivi les catastrophes du passé doivent être un avertissement salutaire. Des résolutions promptes et courageuses honoreront la génération actuelle, attesteront sa sagesse et son esprit de prévoyance. »

On a peine à croire que cet éloquent appel, lancé après la désastreuse inondation de Paris par une voix si autorisée, n'ait eu jusqu'ici d'autre effet sur les pouvoirs publics que de faire élargir l'Administration des Eaux et Forêts par l'adjonction de l'Hydraulique agricole, de prévenir la destruction de la forêt d'Eu et de faire préparer par une Commission temporaire de réorganisation quelques projets de décrets pour la création d'un *Comité consultatif des forêts*, d'un *Office de renseignemens forestiers* et d'un *Service scientifique des forêts*, destinés à combler d'invraisemblables lacunes. De son côté, l'Association centrale a redoublé ses efforts, préparé les textes de lois complémentaires, étudié l'organisation d'un *Crédit forestier*, et entrepris d'initier le public à l'économie et à la politique forestière en créant à la Faculté des sciences de Bordeaux un cours libre de *Sylvonomie* (1), complément de la Sylviculture aussi indispensable que l'Agronomie l'est pour l'Agriculture.

(1) Les deux premières années de ce cours sont publiées en édition populaire sous le titre d'*Élémens de Sylvonomie* (Bordeaux, 1913, Librairie Féret) et de l'*Évolution de la politique forestière* (Paris-Nancy, 1914, Berger-Levrault).

Si la politique forestière libérale à laquelle Alfred Picard faisait un magistral appel n'a pas été mise en pratique aussitôt après l'inondation de Paris, tous les détails de son application sont aujourd'hui préparés, et il suffira de quelques lois et décrets pour la faire rapidement aboutir. Son but et ses moyens ont d'ailleurs été définis à Madrid, en 1911, par le vœu du IXe Congrès international d'Agriculture :

« Que les États favorisent énergiquement par leurs exemples, par leur enseignement, par leurs appuis matériels et moraux, par leurs immunités fiscales et par l'adaptation de leur législation au concours des capitaux collectifs et particuliers, le maintien et l'amélioration des forêts existantes, l'aménagement sylvo-pastoral des montagnes et le reboisement des surfaces dénudées. »

Les voies sont ouvertes pour l'application de cette politique forestière, depuis que la loi du 2 juillet 1913, *tendant à favoriser le reboisement*, permet aux capitaux de s'orienter vers la sylviculture et à l'État de graduer ses encouragemens d'après les garanties de conservation offertes par les propriétaires, depuis aussi qu'une méthode pratique contrôlée par l'expérience de dix années permet de préserver les montagnes sans les dépeupler. Les bois créés avec le concours des initiatives et des capitaux français ne seront plus exposés à une destruction inconsidérée quand les populations des montagnes et des plaines sauront partout qu'elles sont les premières victimes du déboisement. Mais, faute de fonds alloués pour cette application, la Défense forestière et pastorale est encore dans la situation lamentable que M. Cyprien Girerd, ancien sous-secrétaire d'État au ministère de l'Agriculture, dépeignait le 22 février 1910, à la Société Nationale d'encouragement à l'Agriculture :

« L'exploitation forestière, disait-il, n'a que bien peu participé à l'enseignement et aux encouragemens officiels; c'est un oubli, c'est une injustice, c'est une méconnaissance de ses services qu'il faut se hâter de réparer.

« Les pouvoirs publics n'interviennent auprès d'elle que pour lui créer des obstacles, des gênes, des entraves, par des prohibitions et des réglementations; leur existence ne se manifeste que par des réquisitions d'impôts, et quels impôts! On sait que par suite des bizarreries ou des erreurs des évaluations cadastrales, il y a des propriétés boisées dont les contribu-

tions aux charges publiques vont jusqu'à dépasser leurs revenus.

« En un mot, tandis que toutes les initiatives ont été provoquées, encouragées, récompensées dans les entreprises agricoles, elles ont été paralysées dans les exploitations forestières. »

Cette appréciation, si nettement énoncée par le président de la section forestière d'une Commission extra-parlementaire, par l'ancien chef direct de l'Administration des Eaux et Forêts, suffit à montrer combien fut insuffisante l'œuvre forestière du XIXe siècle, combien il est urgent de la compléter à tout prix.

IV. — CONCLUSION

Trop longtemps on a reculé devant l'ensemble du problème forestier et pastoral, en taxant d'exagération ceux qui signalaient son importance et son urgence comme on taxait d'exagération ceux qui pressentaient la sauvage agression dont nous étreignent aujourd'hui les sanglantes réalités.

Si certaine que soit la France du succès final, il lui faut regretter amèrement les 1 200 000 montagnards dont la dégradation pastorale a diminué sa population, les vingt-deux milliards dont l'ajournement du reboisement rationnel a diminué sa richesse.

La défense forestière et pastorale fait partie intégrante de sa défense nationale, qui chaque demi-siècle s'affaiblira encore de vingt-deux milliards, tant que ne sera pas fermée la plaie béante par laquelle s'écoulent sans répit la chair et l'or de la France.

Tous les remèdes sont préparés, et si leur effet n'est pas instantané, ce n'est qu'une raison de plus pour n'en pas différer l'application. Au moment prochain où notre Patrie réparera les ravages de la barbarie, la réfection de son outillage sylvo-pastoral ne devra pas être plus oubliée que celle de son outillage militaire.

Le relèvement pastoral et forestier est un élément essentiel de la préparation à la guerre, qui, sans lui, verrait constamment tarir la source des hommes et de l'argent indispensables à la Défense nationale.

Si vis pacem, para bellum.

PAUL DESCOMBES.

REVUE LITTÉRAIRE

CONTEURS BELGES (1)

En 1905, au moment où la Belgique célébrait le soixante-quinzième anniversaire de son indépendance, M. Eugène Gilbert publiait, sous ce titre, *France et Belgique*, une première série d'études littéraires ; sous le même titre, une deuxième série parut cette année, peu de semaines avant que ne commençât le martyre de la Belgique et, disons avec une confiance obstinée, peu de mois avant sa renaissance. Les hasards qui ont associé à de grands épisodes d'histoire les deux volumes de cet écrivain soulignent la véritable signification de son œuvre et, à cette œuvre, confèrent une dignité qu'elle mérite ; elle est un important témoignage et d'une opportunité, non voulue, d'autant plus saisissante.

M. Gilbert est un critique très avisé, très simple, très juste et qui a cette qualité la meilleure : il aime à aimer. Il lit avec complaisance et admire avec générosité. D'ailleurs, cette indulgence naturelle ne l'induit pas en erreur. Il a du goût ; même, il a des principes : catholique, il ne perd nulle occasion d'affirmer ses préférences réfléchies. Son impartialité n'en est aucunement gênée. Au surplus, on a tort si l'on exige d'un critique (ou d'un historien) cette impartialité, cette nudité d'esprit, cette fausse innocence qui ne serait que niaiserie. « Je ne serai impartial que longtemps après ma mort, » disait un humoriste ; et il se résignait à juger contradictoires l'indifférence et la

(1) *France et Belgique*, « études littéraires, » par M. Eugène Gilbert, tome I, (avec une préface de M. Paul Bourget), 1905 ; et tome II, (avec une préface de M. René Bazin), 1914 ; Plon.

vie. Le plus honnête critique avoue ses prédilections ; vous êtes avertis : désormais, de quoi vous plaindriez-vous ? Le critique le plus intelligent veille à entendre et à ne point mésestimer ce qu'il n'approuve pas ; et mieux il est sûr de sa doctrine, sûr aussi de sa fidélité à ses idées, moins il tâtillonnera autour d'elles. Qui tient une fois ses principales certitudes est plus libre que personne, a plus d'aisance et a une aimable franchise. Tel nous apparaît M. Gilbert, si heureux à la lecture de livres variés, content si le livre lui célèbre ses croyances, et encore très satisfait si l'auteur, un mécréant, rachète par quelque talent sa folie. Les poètes spiritualistes l'enchantent ; mais il ne méconnaît pas la verve de M. Albert Giraud qu'il intitule cependant « poète du paganisme en Belgique. » Enthousiasme et bonhomie, voilà en deux mots sa manière, extrêmement agréable. Notons que, très attentif à la pensée des écrivains, il ne néglige pas d'apprécier l'art et le style. Parfois, il gronde le prosateur qui s'est dépêché. Je le voudrais plus sévère pour un assez grand nombre de néologismes qu'emploient sans discernement, à mon avis, la plupart des romanciers belges ; et lui-même ne semble pas détester cette façon d'écrire, assez amusante et prime-sautière, mais dangereuse : ce n'est rien, ou presque rien.

France et Belgique : M. Gilbert étudia pareillement des littérateurs français et des littérateurs belges ; le roman social et philosophique en France, le roman social et philosophique en Belgique ; le roman provincial français, et le belge ; l'humour français et l'humour en Brabant ; les romanciers de la tradition française et le roman régionaliste en Belgique ; les poètes chrétiens, dans les deux pays ; les essayistes belges et les essayistes français. Il n'établit pas, entre les uns et les autres, un parallèle et il n'aboutit pas à vanter ceux-ci par-dessus ceux-là. D'origine française et d'habitude belge, il s'est plu, dit-il, à « confondre, dans son ouvrage, l'activité littéraire des deux nations. » Il a montré, par ce rapprochement, la fraternité morale et intellectuelle de la France et de la Belgique : belle fraternité, que les événemens ont embellie.

Allons plus loin, la littérature belge dérive de la littérature française. Ce n'est pas la diminuer, que de signaler cette dépendance première. En d'autres termes, la Belgique a présentement une littérature qui provient d'une littérature française plus ancienne, au même titre que notre littérature contemporaine. Dans la préface qu'il donnait, il y a neuf ans, à la première série de *France et Belgique*, M. Bourget mentionnait comme évidente et profonde l'influence qu'a exercée

notre Balzac sur les romanciers belges : « Ce génie prodigieux, notre Shakspeare, est réellement l'arbre légendaire dont parlait le poète, si vaste qu'un cheval au galop mettrait *cent ans à sortir de son ombre...* » Romanciers belges et romanciers français procèdent de Balzac. En outre, on ne voit pas — et M. Gilbert ne dit pas — qu'un autre Balzac soit né en Belgique, ait marqué prodigieusement sa suprématie et gouverne, chez nos voisins, l'art de l'époque. M. Gilbert ne cite pas un nom qui rayonne universellement et il ne désigne pas une œuvre qui porte le sceau du génie.

Ce qu'il nous présente n'est pas moins digne d'admiration : toute une littérature, ample et diverse, très féconde, vouée à l'amour d'un pays. Il l'appelle « régionaliste ; » oui, et magnifiquement, et minutieusement : pleine de réalité locale, embaumée des odeurs qui montent de la terre. Le « virus des Schopenhauer et des Nietzsche » ne l'a pas atteinte, ni la sociologie scandinave, ni le lyrisme italien, ni généralement la mode étrangère. Elle est bien de chez elle et s'y enferme plus volontiers qu'elle ne court le monde. Elle est un peu casanière et ignore la plupart des toquades ou perversions qui ont, plus d'une fois, touché nos écrivains. Elle a une bonne santé. Elle a une sagesse qui consiste à ne pas croire qu'un petit domaine soit pauvre. Elle laboure son domaine ; et, plus elle le laboure, plus elle y trouve de richesse. Elle ne s'éparpille pas ; elle connaît bien ses limites et elle se plaît à s'y confiner. Elle sait qu'il est vain de chercher au delà de son horizon le paysage où l'on aura ses familiarités, ses amitiés.

Voici M. Georges Virrès. Il a écrit *Bonnes gens dans leur petite ville*. Et c'est Tiest, leur petite ville. Peu d'animation, dans la petite ville et aussi dans le roman. Le bruit des voix, le pas des hommes, à Tiest, on les entend lorsque les tâcherons reviennent de l'ouvrage et passent par la place du Tilleul. Autour de ce tilleul, des enfans jouent quelquefois ; et, pour troubler le silence de toute la journée, il n'y a qu'eux. Le matin, la clochette du béguinage. M. Georges Virrès analyse comme cela le silence et les relâches du silence, jeux analogues à ceux de l'ombre et de la pénombre. Aux alentours du béguinage, c'est plus tranquille encore : « Ici, maisons et maisonnettes n'étaient pas peinturlurées d'ocre, de couleurs blanches ou rouges ; et les vêtemens, comme les pierres, avaient les teintes assourdies, presque pieuses du passé qui s'attachait à chaque pan de mur. Les demeures de rentier aux façades régulières, ayant remplacé les pittoresques logis flamands, prenaient dans l'air ambiant des aspects d'un charme

désuet, d'une douce monotonie. La population ouvrière ne donnait pas dans les idées nouvelles... » Ces nuances, pour les démêler, il faut avoir observé longtemps la petite ville ; et même, ce n'est pas l'observation la plus adroite qui vous les fait apercevoir : c'est une intimité constante qui vous les fait deviner. Ainsi pouvons-nous suivre sur un cher visage le passage à peine visible d'un émoi.

M. Virrès est le peintre du Limbourg, contrée farouche et à laquelle sa misère donne « une sorte de majesté. » Des sapinières sombres, des étendues crayeuses ; de distance en distance, des villages aux toits rouges ; les chaumières ne sont pas appuyées les unes contre les autres, mais séparées et tristes dans leur isolement ; des marais, des landes violacées de bruyères ; et des dunes. Les habitans peinent à la besogne : êtres bizarres, qui ne révèlent guère leurs passions, et qu'on dirait mornes, et que brûle une ardeur singulière, « mystiques jusqu'à la superstition, emportés par l'amour et la volupté de vivre jusqu'aux plus sanglantes folies. » L'œuvre de M. Virrès, M. Gilbert l'appelle « une bible du Limbourg, » tant il y voit et il y sent, vivante, réelle, l'âme de ce pays. Dans *la Terre passionnée*, un paysan, Paul Nisse, fuit avec sa bien-aimée : triomphe de leur double enchantement ! Puis, à l'instant de quitter le village, Paul Nisse est pris de désespoir. Et il crierait, car il souffre. Mais il se maîtrise : Maria, sa bien-aimée, souffre également. Tous deux cheminent, par la nuit claire qui projette leurs ombres sur la route. Ils ne se tiennent pas l'un auprès de l'autre ; l'amoureux va devant. Maria gémit. Paul se retourne, la regarde : elle sanglote. Elle dit : « Je ne veux pas aller plus loin !... » Peu s'en faut que la « terre inséparable » ne laisse pas s'éloigner ce couple éperdu. Paul Nisse épousera sa bien-aimée. Sa bien-aimée le trompera ; et alors il voudra se sauver, n'être plus au pays de sa honte et de ses larmes. Il ne pourra pas partir. Il se réfugiera dans sa cabane et dormira sur le sol ; pour apaiser sa douleur, il aura l'éveil du printemps. Les personnages qu'a inventés M. Georges Virrès, en quelque aventure qu'il les emmène, sont dominés par une forte passion, « — la plus enracinée des passions flamandes, » — l'amour de la terre natale, fût-elle âpre, dure à leur travail, dénuée de grâces séduisantes. « Singulier pays ! Tes rustres semblent si doux. Tes hommes et tes femmes se ploient au labeur, à la vie misérable, d'un cœur résigné et confiant. Tes gens sont pieux. Je les vois, le dimanche, après la grand'messe, faire le chemin de croix, leurs visages transfigurés par l'onction ; et ils prient, les bras étendus, comme les saint Jean et les Vierges des calvaires. Vienne le soir, viennent les heures

où les cabarets fascinent l'ombre de leurs yeux sanglans, et les instincts réfractaires s'allument. Les blousiers sauvages dressent leur haine, guettent l'occasion favorable aux ressentimens, retroussent leurs manches et crachent insolemment... » Terribles gaillards, et dociles comme des enfans à la chanson de la campagne qui les a vus naître et qui fut leur nourrice.

Un peintre excellent de la Wallonie, de ses paysages et de ses mœurs, est l'auteur de *Mihien d'Avène* et de *la Petite reine blanche*, M. Maurice des Ombiaux. Du triste Limbourg, transportons-nous dans des sites plus gais. M. Maurice des Ombiaux nous invite à des bals champêtres, à des banquets, à des fêtes religieuses ou ducasses... « Tout le long de la route, depuis les Quatre-Bras jusqu'à l'église, les échoppes qui s'étaient installées à la piquette du jour venaient de relever la bâche grise qui les fermait. Les marchandes achevaient d'arranger sur les établis volans recouverts d'une serviette blanche les caramels, les bâtons de sucre d'orge, les boules de gomme multicolore, les chiques de sirop durci, les bablutes, les babulaires, les couques de Dinant et de Reims, les pains d'épices de Gand et ceux de Verviers. A une corde qui allait de l'un à l'autre montant pendaient les saucisses de Boulogne : le sel dont elles étaient saturées traversait la membrane qui les recouvrait; on eût dit qu'elles avaient été roulées dans la poussière de la route... » Et, autour des boutiques, les enfans ont la « cense » à la main, pour acheter ce qu'ils auront choisi ; les gamins « tirent à la chandelle pour gagner un mauvais cigare ; » en sarrau bleu, les paysans font manœuvrer le tourniquet, pour l'aubaine d'une pipe ou d'une blague. Et les cloches à toute volée : « Derrière les auvens et les abat-sons, on les voit bondir dans la tour pour répandre dans la campagne et jusqu'aux hameaux lointains leur appel joyeux. » Le canon, sur la colline, rivalise avec les cloches. Tout le monde dehors ; et les femmes, pauvres ou cossues, toutes « étrennent du neuf, » qui la robe et qui le bonnet ou le caraco. De la maison communale, sort l'Harmonie, drapeau en tête, précédée du maître-jeune-homme et de ses adjoints. « Ils étaient coiffés d'un bonnet garni de dahlias ; une touffe de rubans blancs et rouges était épinglée à leur blouse bleue. Ils entrèrent à grand fracas dans l'église. L'éclat des cuivres s'écrasait contre l'ogive des voûtes, retombait, se cognait contre les murs et rebondissait parmi les ronflemens de l'orgue, ce pendant que les cloches là-haut ne cessaient d'appeler les fidèles... » Joli tableau, et où l'on reconnaît l'art des peintres flamands, l'art d'un Téniers. C'est la même façon méticuleuse de ne rien laisser perdre,

dans le détail pittoresque et amusant, le même don d'attraper vite l'exacte vérité, la même patience à l'égard de quelque vulgarité, la même adresse à rehausser, par la justesse de la copie et par son élégante habileté, la médiocrité banale d'un sujet.

Tout art est une poésie; et cela ne veut pas dire que l'artiste doive chercher son thème hors du spectacle quotidien. Mais alors, quelle poésie trouvera-t-il dans l'humble village où il demeure, sur la route où il se promène parmi les forains et les rustres endimanchés? Cette banale médiocrité, comment la relèvera-t-il? C'est toute la question du réalisme littéraire. Eh bien! le sentiment qu'on ajoute à l'authentique réalité l'ennoblit. Nos écrivains, en général, recourent à quelque ironie ingénieuse, moquerie indulgente et, souvent, satire assez rude. La haine que nourrissait Flaubert contre la bassesse des bourgeois anime, excite les pages qu'il a consacrées au récit de leur tran-tran. Le concours agricole, dans *Madame Bovary*, est le portrait d'une laideur, admirable portrait par la maîtrise du peintre en colère. Et un Zola, quand il accumule les ignominies de *la Terre*, aboutit à une espèce de beauté, par la fureur de son chagrin. Or, plus d'une fois, M. Gilbert, analysant l'œuvre des réalistes belges, les compare à l'auteur de *Bouvard et Pécuchet*, roman de la plus douloureuse raillerie.

Je ne prétends pas que les réalistes belges ne doivent rien du tout à Flaubert : il a donné à la littérature des directions impérieuses. Mais enfin, le réalisme de M. des Ombiaux ne ressemble point à celui de Flaubert, non, pas plus que M. Virrès, un pessimiste, n'est l'élève de Zola. Ce qui, à mon avis, caractérise les réalistes belges, ce n'est pas ce génie de la caricature auquel nous devons Bouvard et Pécuchet, formidables bonshommes et les héros de la bêtise humaine : c'est, au contraire, la bienveillance. M. des Ombiaux ne déteste pas et même ne trouve pas ridicules ces magistrats municipaux, si drôlement enrubannés et coiffés de dahlias; il a pour eux une cordiale sympathie. La fête sur la route ne lui déplaît aucunement; loin de la dénigrer, il en apprécie la simplicité joyeuse.

Et voici un humoriste belge, M. Léopold Courouble : un Jean Steen, dit M. Gilbert. Sous le titre de *la Famille Kaekebroeck*, M. Courouble a réuni quatre nouvelles qu'on ne peut lire, assure M. Gilbert, « sans rire aux larmes » et qui sont des études de mœurs bruxelloises. L'une des héroïnes, Mme Keuterings, on la rencontre habituellement dans « le bas de la ville, » corpulente, couverte de bijoux, chaînes, croix, boucles d'oreilles. Un chapeau rutilant de jais, de perles et de fleurs, chapeau « percé » qui, au sommet, livre passage à l'édifice des

cheveux. Un châle des Indes, très riche et qui laisse voir la robe de soie gris d'acier, « couleur de rollmops. » Elle marche à petits pas et ne va guère vite, car elle est « courte d'haleine » et l'avoue sans nul embarras. Mais elle rend visite à ses amies, Mmes Van Poppel, Timmermans, Posenaer et Van Steenkiste : autant de personnes très comiques, d'ailleurs honorables. Les négocians de la rue du Miroir et de la rue des Harengs, les buveurs de lambic, les habitués de la Grande-Harmonie : autant de bons diables et qui ont le culte de leurs manies, de leurs plaisirs, de leur respectabilité. C'est tout un monde, un petit monde singulier, que M. Courouble fait mouvoir avec le plus joyeux entrain, sans le ménager, sans lui épargner les traits de sa verve abondante. Seulement, ce petit monde dérisoire, il l'aime. M. Demolder l'a noté : les Kaekebroeck, Keuterings et Van Poppel, « il dépeint leur vie un peu ridicule avec une complaisance émue ; son livre est cordial ; il raconte les fêtes de famille de la rue du Rempart-des-Moines à la façon narquoise, bonhomme et tendre dont Jean Steen représentait à coups de pinceau les fêtes des Roys de son temps. » Les intrigues peu ravissantes qui mettent de l'agitation dans l'existence de ses plus ventripotens bourgeois, M. Courouble les raconte gentiment : il a soin de n'en être pas scandalisé ; quelle intrépidité calme est la sienne ! Il sourit ; et l'on devient complice de sa mansuétude. Un vif langage ne l'effraye pas, ni une aventure audacieuse. Puis, dès que se présente l'occasion de colorier un gracieux tableau, modeste et intime, il est encore plus content. Par exemple, il va nous conduire au magasin des bonnes demoiselles Janssens, qui tiennent une papeterie et qui vendent un peu de tout. Elles sont célèbres dans le quartier. Quand il manque, chez les Kaekebroeck ou les Keuterings, quelque chose, la première pensée est de dire : « On aurait peut-être ça chez les demoiselles Janssens... » Et on l'y trouve, en effet, presque toujours... « Lorsqu'on pénétrait dans leur boutique, on humait d'abord un parfum vraiment distingué de crayon Faber ; mais cette odeur, très furtive, disparaissait aussitôt pour laisser place à des remugles d'oignons cuits, de quinquet à pétrole et de chat. Il y faisait au surplus très sombre, à cause de ces images qui mettaient comme des stores à la vitrine et aveuglaient les carreaux de la porte d'entrée. Cette atmosphère écœurante et noire convenait aux deux vieilles filles qui la respiraient depuis quarante ans. Elle était devenue nécessaire à leurs bizarres poumons... » Économes, ces demoiselles n'éclairaient point au gaz leur magasin. Le soir, quand on avait poussé la porte et ainsi fait retentir une sonnette enragée, l'une des demoiselles, Prudence

ou Félicie, arrivait sans trop tarder, avec une lampe carcel en porcelaine blanche. Les grandes personnes tâchaient de ne pas rester longtemps, à cause de l'odeur. Mais gamins et fillettes n'en finissaient pas de choisir parmi la quantité des images d'Épinal... « La complaisance des demoiselles Janssens était inaltérable. Elles déposaient le ballot sur le comptoir, dénouaient la ficelle, ouvraient le papier de couverture; puis, sans se lasser jamais, elles feuilletaient les images jusqu'à ce que les petits, haussés sur les pointes, toujours hésitans, eussent fait un choix définitif, ce qui était long. Elles savaient leurs goûts et disaient parfois de leur voix molle et traînante : — *Non, ça, vous n'aimez pas, n'est-ce pas?...* Ou bien : — *Non, ça, vous avez déjà eu...* Elles leur étaient bienveillantes. Les cliens disparus, elles retournaient bien vite se tapir dans la pièce de derrière qui leur servait de tout, s'occupaient au tricot, à quelque broderie d'église, à moins qu'elles ne jouassent au bézigue sous le ronronnement de Pouske, leur gros matou, perché sur la table. Elles parlaient peu entre elles : c'était inutile, elles avaient les mêmes pensées. » Et, après cela, M. Courouble peut, sans inconvénient, plaisanter : longues et minces, toutes plates, sans nulle beauté, le teint jaune, des yeux pâles de béguines, des cheveux gris peignés en bandeaux, le nez fort, la bouche rentrée, l'une ayant le menton pourvu d'un bouton noir, velu et pareil à une araignée, il aime les demoiselles Janssens. Il a des souvenirs avec elle, souvenirs d'enfance et qui l'engageraient à pleurer, s'il ne divertissait sa mélancolie au souci de parfaire ce dessin du passé.

Les Kaekebroeck et les Keuterings, même un peu grotesques, ne le touchent pas beaucoup moins. Le sentiment qu'indique sa manière, le voici : le rire n'est pas dérision, la moquerie n'est pas dédain. Familiarité, plutôt ; et ancien usage de camaraderie. Entre l'auteur et ses bonshommes, il y a une entente, une communauté de cœur ; on devine que les bonshommes et l'auteur s'égaient ensemble et, ensemble, deviennent graves, de temps à autre. M. Courouble, vers la fin d'un de ses volumes, a écrit : « *La Famille Kaekebroeck*, c'est l'histoire d'un coin de notre Ville chérie, une histoire en petites images crûment coloriées comme celles d'Épinal. Regardons-les avec indulgence. Peut-être témoigneront-elles un jour du passé ingénu, quand Bruxelles, impitoyablement saccagé au profit de la banalité moderne, perdra le souvenir de ses douces ruelles et ne saura plus même la place de son berceau. » Que ces lignes sont émouvantes aujourd'hui! Elles datent de quelque douze années. Et l'on y sent une inquiétude,

mêlée d'erreur et de vérité. Bruxelles impitoyablement saccagé... La pensée du lecteur s'arrête sur ces mots. D'ailleurs, ce n'est pas la banalité moderne qui menaçait la « ville chérie » de M. Courouble. S'il annonçait une menace, eh bien ! il se trompait de menace : en tout cas, il préservait contre l'ennemi — l'ennemi, c'est toujours l'avenir, avec ses troubles provisions de périls, — ce qu'il aimait fidèlement, une vie d'autrefois, le charme de cette vie, ses défauts adoucis par la durée, enfin le trésor d'une habitude humaine.

On dirait que les romanciers et les conteurs belges se sont partagé la tâche auguste de célébrer leur patrie. Chacun d'eux a pris un coin de province, une ville, un village. Et le partage ne s'est point fait au hasard ou capricieusement : il me semble que chacun d'eux a pris le coin de province, la ville ou le village de sa naissance et de sa jeunesse, de telle sorte qu'il sût mieux ce qu'il avait à dire, de telle sorte aussi que l'œuvre profitât de l'accord véritable et de l'analogie qu'on remarque entre le sol et les habitans d'un pays. Jadis, quand l'extrême facilité des transports n'avait pas bouleversé ici-bas toutes choses, les bâtisses étaient en harmonie de couleur et de forme avec le paysage. On employait, pour la construction, les matériaux de l'endroit; on les prenait au flanc de la colline. Le plan même des édifices, leurs dimensions, correspondaient aux ressources et à l'imagination plus ou moins hardie, plus ou moins généreuse de la localité. Je trouve une pareille qualité de mesure et de spontanéité naturelle aux récits de ces écrivains, les uns sombres, les autres clairs comme leurs régions d'âpres forêts ou de fertile campagne, les uns tristes comme le Limbourg, les autres enjoués comme leurs vallées au soleil, et quelques-uns plus agités, narquois et impertinens comme les faubourgs des grandes villes.

En Belgique, il y a deux races, la flamande et la wallonne, qui vivent côte à côte ; et chacune a son caractère, son tempérament, ses coutumes. M. Henri Davignon, que les lecteurs de la *Revue* n'ignorent pas, a consacré plusieurs volumes à l'analyse des différences et des affinités qui opposent et qui rapprochent ces deux races, qui maintiennent l'originalité de chacune et qui permettent leur réunion. Simon Maquinay, de *Déracinée*, un Wallon des environs de Saint-Hubert, amène à un fermier de Desteldonck, en Flandre, une paire de chevaux. Arrivé là, il y demeure ; il entre comme aide-comptable chez un industriel des environs de Gand. Bientôt, il est pris de nostalgie, regrette ses Ardennes, souffre d'exil. Une jeune fille, la nièce du fermier de Desteldonck, Priska Soltendries, s'intéresse à lui gentiment et vou-

drait le consoler. Simon dit à Priska : « Mon pays est saturé d'un air inconnu au vôtre. Il y passe à la fois l'enivrement de la mer et la vigueur contenue dans les forêts profondes. On se sent près du ciel, si près que les clochers des villages déchirent de leur coq les nuages qui les frôlent. Autour de soi, partout, jusqu'au fond de l'horizon, les bois s'étendent ; ils sont roux maintenant, la feuille craque sur le sol, on entend galoper sous les hêtres les hardes des cerfs et des chevreuils... C'est le cœur de l'Ardenne, et c'est mon cœur aussi... » Et Priska : « Je voudrais connaître votre pays, Simon... » Provisoirement, Simon qui regrette ses forêts d'Ardenne, Priska le conduit au bois qui entoure le château de Desteldonck : un petit bois, des arbres réguliers, élancés, trop élégans ; il leur manque la jonchée des branches mortes. Ce n'est pas l'Ardenne, sauvage, ample et superbe. Simon s'en ira, quittera l'existence facile de la plaine pour le labeur de la montagne. Soudain, son âme « s'est imprégnée de tendresse pour la Flandre rêveuse et paisible ; » et, la Flandre qui l'émeut, c'est la petite Flamande Priska. Il demande à Priska : « Vous vouliez connaître mon pays ; ne voudriez-vous pas y habiter ? — Si vous le voulez, oui, Simon, » répond-elle. « Et tout l'obscur, indéfini, instinctif dévouement de sa race tient dans la réponse de la Flamande... » Simon épouse Priska et l'emmène. Là-bas, en Ardenne, c'est maintenant Priska qui va souffrir. Dès le voyage, pour aller à Saint-Hubert, elle frissonne du changement : la ligne de l'horizon s'élève et enferme le paysage. L'air et la bruine la déconcertent ; Simon, lui, hume l'air et la bruine. Il faut l'amour rassurant de Simon pour empêcher Priska de défaillir. Et puis, en Wallonie, on a des habitudes de galanterie taquine et agaçante, qui tourmentent la rêveuse et fidèle Priska. Une Babette Hurtebise, coquette et luronne, s'occupe de Simon. Les gens disent : « Babette a retrouvé son galant ; » et, un jour, Priska n'a pas fait exprès de voir Simon baiser la bouche de Babette. Priska se réfugie dans le silence et dans la piété. Peu à peu, elle s'apaise ; elle songe : « Babette et Simon, des amis d'enfance ; et voilà jeux de Wallonie... » Priska sort de l'église où elle a prié ; elle rencontre son mari et lui sourit avec douceur. Cependant, ces deux êtres sont séparés par un étrange malentendu, qui vient des différences de leurs races ; et le malentendu persiste jusqu'à un incident bizarre, brutal, jusqu'à un dénouement qui a l'air d'un symbole. Ce dénouement, lorsque M. Davignon l'a inventé, il ne pouvait pas lui attribuer cette qualité de symbole que nous y apercevons aujourd'hui... Un jour, Priska et Simon, des parens et des amis sont allés voir les cerfs s'ébattre

dans la forêt. Priska ne s'attend à rien ; mais un fou concupiscent se jette sur elle et est sur le point de la terrasser : Simon court et sauve Priska. Elle est bientôt dans les bras de Simon, le sent très fort, très bon, sent plus encore que leur union les protège. C'est la sauvage agression de ce bandit luxurieux qui révèle aux deux races distinctes leur unité profonde et leur devoir de bonne entente.

Je ne veux pas prêter à ces écrivains belges un don de prophétie ; je ne les présente pas comme les annonciateurs des événemens extraordinaires et terribles que nous voyons et des lendemains que nous entrevoyons. Toujours est-il qu'à lire, dans les volumes de M. Gilbert, les résumés de leurs romans et de leurs nouvelles, nous sommes à chaque instant touchés d'une allusion plus ou moins nette et, quelquefois, étonnante d'à-propos et de vérité, qui s'éveille, apparaît et rayonne mystérieusement. Ce n'est pas sorcellerie ; ou bien, toute la sorcellerie de ces conteurs provient de la science très pénétrante et intime qu'ils ont de leur pays et de l'âme de leur pays. La destinée n'est-elle pas écrite, en quelque façon, dans les derniers replis des âmes ? Ils ont été jusqu'à l'âme de leur Belgique et ils y ont lu, je ne dis pas les hasards, au moins les volontés certaines.

Enfin, ne sera-t-on pas surpris, — ému aussi, — de trouver dans le dernier recueil de M. Gilbert (et j'insiste sur ce fait que le volume est de plusieurs semaines antérieur à la présente guerre) tout un chapitre, et bien touchant, relatif à nos provinces de Lorraine et d'Alsace ? L'occasion, pour le critique, ce fut une enquête menée au bord du Rhin par deux journalistes belges, M. Dumont-Wilden et M. Léon Souguenet. Leur étude, M. Gilbert l'a classée parmi les œuvres des écrivains régionalistes. C'est une indication déjà sur la question que posaient et qu'ont résolue MM. Dumont-Wilden et Souguenet : que devient, après de longues années de conquête, une région durement soumise à l'entreprise du vainqueur ? A bicyclette, ils ont parcouru les villes et les villages des pays annexés, causant avec les gens qu'ils rencontraient, couchant à l'auberge, interrogeant les paysans, les bourgeois, les fonctionnaires, les hommes politiques, écoutant bien, regardant avec soin ; et ils ont travaillé « avec tout le désir d'impartialité dont se croyaient capables deux hommes vivant dans l'atmosphère fiévreuse et passionnée de ce temps. » Cette impartialité, ce n'était pas de l'indifférence : « il faudrait avoir l'âme glacée pour ne pas avoir envie de se ranger dans l'un ou l'autre parti, quand on parcourt le théâtre d'une guerre séculaire. » Ils ont recueilli tous les témoignages, sans fausseté ; et ils les ont tous interprétés avec bonne

foi. Leur enquête n'aurait eu, autrement, nul intérêt. Seulement, ils examinaient le problème de la germanisation dans nos provinces; et ils désiraient de pouvoir, en toute sincérité renseignée, répondre : non, ces provinces ne sont pas germanisées, au bout de quarante-quatre ans. C'est ce qu'ils répondent. Le livre que leur enquête leur a donné porte ce titre : *La victoire des vaincus*. Notre victoire, à nous vaincus de 1870, ce fut, en attendant mieux, l'âme française demeurée intacte, en Alsace et en Lorraine. Or, demanderons-nous, qu'importe à ces écrivains belges ? ou, plutôt, que leur importait ?... Amitié pour nous, certes : remercions-les ; et, tant est forte leur joie d'annoncer la victoire des vaincus, on dirait que le pressentiment des jours prochains les a frôlés. Il y a, dans toute la littérature contemporaine, en Belgique, des signes de l'avenir.

Mais alors, quoi ! l'état-major allemand ne lit donc pas ? De ces frivolités, romans et nouvelles, non sans doute !... Il avait partout, et en Belgique, un prodigieux service d'espionnage : ses espions ne lisent donc pas ?... Eh bien ! la littérature belge leur eût donné un avertissement profitable et qu'ils ont méconnu. Ils auraient su, oui, par les livres des conteurs, faiseurs de fables toutes pleines de vérité, que cette nation, si tendrement attachée à ses paysages et à ses coutumes, si jalouse de son originalité, si heureuse de son indépendance et pieusement fière de ses traditions jusqu'en leur détail pittoresque ou simple, ne se laisserait pas envahir sans dresser contre l'insolent sa furieuse résistance ; et, au départ de la campagne qu'il organisait, l'état-major allemand n'aurait pas commis cette immense erreur de supposer, hypothèse riche en désastres, le renoncement et l'avilissement belge. C'est une grande et admirable dignité, pour les écrivains, d'être, en de telles conjonctures, et même si on a refusé de les entendre, les porte-parole d'un peuple.

André Beaunier.

REVUES ÉTRANGÈRES

QUELQUES ÉCHANTILLONS RÉCENS DE LA SCIENCE ALLEMANDE

Sherlock Holmes, Raffles, und ihre Vorbilder, etc., par Friedrich Depken, un vol. Heidelberg, 1914. — *Muzio Clementi's Leben*, par Max Unger, 1 vol. Langensalza, 1914. — *Mozart's Iugendsymphonien*, par Detlef Schultz, un vol. Leipzig, etc.

« Pour tirer de ces obscurs décombres un grand fait historique au moyen duquel on rectifie les traditions incertaines, il a fallu un étrange parti pris, ou plutôt ce manque de mesure dans l'induction qui nuit si souvent, en Allemagne, aux plus rares qualités de diligence et d'application. On repousse de solides témoignages et on y substitue de faibles hypothèses ; on récuse des textes satisfaisans et on accueille presque sans examen les combinaisons hasardées d'une archéologie complaisante. Du nouveau, voilà ce que l'on veut à tout prix ; et le nouveau, on l'obtient par l'exagération d'idées souvent justes. L'observation était bonne, mais on en tire de fausses conséquences. Loin de moi la pensée de nier ou d'atténuer les services que la science allemande a rendus à nos difficiles études ; mais, pour profiter réellement de ces services, il faut y regarder de très près, et y appliquer un grand esprit de discernement. Il faut surtout être bien décidé à ne tenir aucun compte des critiques hautaines d'hommes à système, qui vous traitent d'ignorant et d'arriéré, parce que vous n'admettez pas d'emblée la dernière nouveauté éclose du cerveau d'un jeune docteur. »

C'est ainsi qu'en 1877, dans la préface de ses *Évangiles*, Ernest

Renan nous livrait son opinion définitive sur cette science allemande que personne, peut-être, n'avait d'abord admirée et vantée plus que lui (1). Il l'avait admirée parce qu'il ne la voyait que de loin, parce qu'il s'en était fait d'avance une idée merveilleuse; et puis, à mesure qu'il l'avait pratiquée, force lui avait été d'en reconnaître la faiblesse secrète et les graves dangers. Pareille déception est arrivée, avant comme après lui, à maints autres érudits ou chercheurs de chez nous, qu'avait un temps séduits l'apparence, éminemment « savante, » de la science d'outre-Rhin. Combien de fois j'ai entendu, pour ma part, des historiens, des critiques d'art, des musicologues, voire des physiciens ou des naturalistes, raconter de quelle façon l'expérience les avait amenés à changer d'avis sur la valeur de l'œuvre des plus fameux parmi leurs confrères allemands! Tantôt cette œuvre leur avait paru trop « en l'air, » et tantôt trop « à terre; » tantôt leur raison s'y était offusquée d'une vaine hardiesse, et tantôt d'un servile respect pour des assertions antérieures dénuées d'autorité : mais toujours, par-dessous tout cela, c'était leur goût natif qui avait fini par ne pouvoir plus supporter, dans ces produits d'une science plus ou moins authentique, le manque trop complet de toute vie et de toute lumière, — le manque d'une certaine qualité littéraire indéfinissable sans laquelle l'effort le plus assidu risque de nous demeurer tristement inutile.

A quoi j'ajouterai que la science allemande d'aujourd'hui est encore bien déchue de l'état où l'avaient trouvée les contemporains de Renan. Tout de même que les autres manifestations de l'âme nationale, cette science a subi l'effet de l'atmosphère nouvelle résultant, pour l'Allemagne, d'un coup de fortune trop soudain et trop « colossal. » Ayant eu, pour ainsi dire, la tête « tournée » par l' « héritage » imprévu de ses victoires d'il y a un demi-siècle, la race entière s'est prise dorénavant d'un funeste orgueil, qui n'a pu manquer d'exercer son action sur l'œuvre de ses savans aussi bien que sur celle de ses généraux ou de ses diplomates; et notamment c'est chose incontestable que, sous l'influence de cet orgueil maladif qui la portait à se croire d'une espèce supérieure et privilégiée, la science allemande a perdu, elle aussi, quelques-unes de ses vertus « morales » de jadis. Elle est devenue moins consciencieuse, et, partant, moins sûre; avec des ambitions plus hautes (ou, en tout cas, plus bruyantes), elle s'est déshabituée de son ancien labeur; et l'on entend

(1) *Les Évangiles et la seconde génération chrétienne*, Calmann-Lévy, 1877.

bien que sa fièvre subite de confiance en soi-même n'a pas été pour lui inspirer le désir de cette qualité « latine » de lumière et de vie dont l'absence, chez elle, l'avait déjà rendue d'un accès difficile à maints lecteurs français des générations précédentes.

J'ai eu d'ailleurs l'occasion de signaler ici, tout récemment, un échantillon bien caractéristique de ces produits nouveaux de la science allemande, sous la forme d'une brochure consacrée par M. Ernst Curtius à l'*Œuvre Critique de Ferdinand Brunetière* (1). Je n'avais alors à cœur, en vérité, que de défendre mon très regretté maître et ami contre les reproches que lui prodiguait la prétentieuse ignorance d'un obscur *privat-docent* germanique : mais il m'avait été impossible de ne pas exprimer aussi, dès ce moment, ma surprise devant l'étrange méthode critique de M. Curtius. Pendant les neuf dixièmes de sa brochure, il s'était borné à découper dans l'œuvre de Brunetière les opinions de l'écrivain français touchant diverses questions d'esthétique ou d'histoire. Ses chapitres s'appelaient : *Les Idées de Brunetière sur l'Art ; ses Idées sur la Critique ; sa Conception de l'Histoire littéraire ; ses Jugemens littéraires ; ses Opinions sur les Philosophes de son temps ; ses Opinions sur les Critiques littéraires français du XIXe siècle.* En un mot, une « anthologie » de l'œuvre de Brunetière, composée sans le moindre souci des dates, ce qui lui enlevait toute portée documentaire : et pas une fois, au cours de ses citations, l'auteur allemand ne s'occupait d'approuver ni de blâmer les innombrables fragmens ainsi rassemblés. Après quoi, brusquement, dans une « conclusion » d'une demi-douzaine de pages, voilà que M. Curtius se mettait à accabler d'invectives méprisantes une œuvre dont nous avions pu croire, jusque-là, qu'il en prenait à son compte les différens morceaux ! Et nous apprenions tout d'un coup que Brunetière n'avait été qu'un médiocre pédant, un successeur attardé des Laharpe et des Geffroy, un polygraphe dont la *mentalité simpliste* ne souffrait pas d'être comparée au fécond génie créateur d'un Jakob Burckhardt ou d'un Herman Grimm !

Mais veut-on connaître un spécimen plus récent encore, — et pour le moins aussi « représentatif, » — de l'érudition allemande d'aujourd'hui ? Un hasard m'a fait tomber sous la main l'un des derniers travaux de la critique littéraire d'outre-Rhin, publié à Heidelberg quelques jours avant la guerre. Il s'agit de nouveau, naturellement,

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet 1914.

d'un de ces courts « mémoires » d'une centaine de pages qui tendent de plus en plus à remplacer, dans tous les domaines de la science allemande, les pesans et respectables in-octavo d'autrefois. Seuls, les titres des écrits « scientifiques » conservent volontiers leur ancienne longueur. Le mémoire en question est intitulé : *Sherlock Holmes, Raffles, et leurs modèles, Contribution à l'histoire du développement et de la technique du récit d'aventures criminelles.* C'est une sorte de thèse doctorale, présentée à la faculté d'Heidelberg par un jeune érudit, M. Friedrich Depken.

Et d'abord, je dois observer que le titre de la brochure, pour long qu'il soit, se trouve être manifestement exact. « Les principaux représentans du récit d'aventures criminelles, — nous dit l'auteur dans sa préface, — sont Arthur Conan Doyle et Ernest W. Hornung, qui tous les deux ont eu pour modèles, d'une part, les romans criminels du Français Émile Gaboriau, de l'autre les histoires policières de l'Américain Edgar Poe. » En fait, M. Depken ne cesse pas, dans toute sa brochure, d'associer et de comparer les quatre œuvres d'Edgar Poe, de Gaboriau, de M. Conan Doyle, et de M. Hornung, tout à fait comme si ces quatre œuvres dataient du même temps. C'est seulement vers la fin, dans un chapitre de quelques pages, qu'il se souvient vaguement de nous avoir promis l'étude du « développement historique du récit d'aventures criminelles depuis Poe jusqu'à Hornung. » Tout le reste du mémoire est exactement quelque chose comme une « composition » ou un « concours, » — à la manière des collèges, — entre les quatre conteurs choisis par M. Depken. Tour à tour, l'un ou l'autre d'entre eux se voit décerner la première place. Par exemple, le « prix » de « vraisemblance » est accordé à M. Conan Doyle, et celui d' « humour » à M. Hornung. Pour le « prix » de « composition, » l'auteur du *Scarabée d'Or*, le puissant et subtil poète américain arrive *ex æquo* avec notre compatriote Émile Gaboriau. Une longue suite de petits chapitres sont affectés à cet exercice « scolaire, » sur la portée « scientifique » duquel j'aurai, du reste, à revenir tout à l'heure.

Mais, en attendant, je dois noter encore l'un des traits les plus typiques du sujet même du livre. Ce sujet consistant, comme je l'ai dit, à comparer entre eux quatre conteurs de « récits criminels, » M. Depken s'est tenu rigoureusement à n'étudier que ces quatre écrivains, sans se permettre jamais d'en rapprocher ou de leur opposer tels autres hommes qui nous ont laissé des récits du même

genre. D'un bout à l'autre de son mémoire, il procède absolument comme si Edgar Poe, Gaboriau, MM. Conan Doyle et Hornung avaient seuls produit des « récits criminels. » Tout au plus nomme-t-il en passant des maîtres comme Balzac, dont la *Ténébreuse Affaire* doit cependant avoir contribué autant et plus que les contes de Poe à nous valoir les romans policiers d'Émile Gaboriau ; et la façon dont il le nomme n'est certes pas pour donner à son lecteur une bien haute idée du rôle et de la signification historiques du créateur de l'immortel Vautrin. « Vidocq, Balzac, Eugène Sue, Paul Féval et maints autres, — nous dit-il, — ont rendu populaire en France l'utilisation littéraire du crime. » Quant aux chefs-d'œuvre « policiers » d'un Dickens ou d'un Dostoïevski, pas une minute le critique allemand ne s'arrête à rechercher s'ils n'auraient pas exercé, eux aussi, quelque influence sur le « développement du récit d'aventures criminelles. »

Cette limitation arbitraire et « radicale » non seulement du sujet traité, mais encore du terrain sur lequel devra porter l'enquête, c'est là vraiment l'un des traits « distinctifs » de la science allemande. Je me rappellerai toujours l'étonnement que m'a causé, jadis, un jeune critique d'art badois qui venait d'écrire un très savant « mémoire » sur je ne sais plus quel détail de l'architecture extérieure de l'une des plus anciennes églises de son pays. Je l'avais interrogé, à ce propos, sur la date probable des vitraux de la même église : mais le jeune archéologue m'avait répondu que, n'ayant eu à s'occuper que du dehors du vénérable édifice, jamais il n'avait pris la peine d'en examiner le dedans. Sa réponse m'avait surpris comme l'avait fait également, vers le même temps, celle de l'un de ses compatriotes qui, après s'être rendu fameux par la publication d'une analyse et d'un commentaire approfondis des symphonies de Beethoven, m'avait déclaré que la musique de Beethoven ne l'intéressait pas, étant, à son gré, « trop *metaphysisch!* » C'était un temps où l'âme allemande m'était encore un livre fermé : aujourd'hui, ni l'un ni l'autre de ces deux modes de sa pensée ne me surprennent plus, et je pourrais citer notamment, du premier d'entre eux, une foule d'exemples qui, pour un lecteur français, auraient de quoi dépasser, en singularité, le naïf aveu de mon critique d'art.

Voici, — pour m'en tenir à des exemples d'hier, — un petit livre de M. Max Unger sur le compositeur Muzio Clementi ! Ou plutôt non : le livre s'appelle *Vie de Muzio Clementi*, et, en effet, l'auteur s'est imposé le devoir de ne jamais toucher à l'œuvre musicale du grand

maître italien. Pas une fois il ne nous dit un seul mot de cette œuvre, pas une fois il ne nous laisse deviner qu'il en a entendu ou déchiffré une seule note : il semblerait que son livre eût été écrit par un sourd-muet. Que l'on imagine une *Vie de Poussin* où il ne serait pas fait mention de peinture ! Mais combien plus « topique » encore, à ce point de vue, le « mémoire » de M. Detlef Schultz sur les *Symphonies de la jeunesse de Mozart!* Il faut savoir que le maître salzbourgeois, pendant sa jeunesse, a composé un bon nombre de morceaux qui, sous les noms divers de « sérénades, » de « cassations, » d'« ouvertures, » etc., comportaient exactement la même coupe, la même instrumentation, les mêmes règles et coutumes traditionnelles que ses « symphonies. » Tous ces morceaux étaient, en vérité, autant de « symphonies, » ne différant des pièces proprement revêtues de ce nom que par les circonstances de leur exécution. Or, tandis qu'il analysait note par note jusqu'aux plus insignifiantes des « symphonies » de Mozart, jamais M. Schultz n'a songé à jeter un coup d'œil sur les morceaux, identiquement pareils, que le maître avait composés dans le même temps sous les appellations d' « ouvertures » ou de « sérénades ! » Et comme quelques-uns de ces morceaux dont il paraît avoir ignoré l'existence étaient, précisément, parmi les œuvres où le jeune Mozart a déployé le plus au large son génie d'invention et de réalisation orchestrales, on peut juger par là de la portée de ce qu'ont à nous apprendre, touchant celui-ci, les plus abondantes et minutieuses « comparaisons » de la brochure allemande.

Car il va sans dire que M. Schultz, de la même manière que M. Depken, a employé toute sa brochure à établir une sorte de « concours » entre les diverses parties du sujet qu'il traitait. Considérant tour à tour les *allegro* initiaux, les *andante*, les *menuets*, et les *finales* d'une vingtaine de symphonies de Mozart, — et presque sans s'inquiéter de la date de chacune d'elles, — il s'est livré simplement, dans ces quatre sections de son étude, à une véritable « distribution de prix. » Se représente-t-on un critique français appliquant une telle méthode à l'examen des tragédies de Corneille, y passant successivement en revue la manière de traiter tous les actes, du premier au cinquième, et puis déclarant que, pour les troisièmes actes, la palme revient à *Médée* et à *Théodore*, mais que, pour les quatrièmes, ce sont *Polyeucte* et *Agésilas* qui méritent la place d'honneur?

Et que l'on ne croie pas que j'exagère, ni non plus que je tire argument d'un cas exceptionnel! Ce système de comparaisons entre

des parties d'œuvres juxtaposées, malgré la diversité de leurs dates, M. Schultz aussi bien que M. Depken l'ont emprunté aux maîtres les plus glorieux de la critique allemande. C'est tout à fait ainsi que, naguère, l'éminent Otto Jahn analysait et jugeait les chefs-d'œuvre de Mozart, ainsi que son confrère Pohl disséquait patiemment les œuvres de Joseph Haydn ; c'est ainsi que procédaient leurs plus illustres rivaux dans les voies, non moins « scientifiques, » de la critique littéraire et de la critique d'art. Au fait, n'avons-nous pas rencontré une méthode toute semblable dans la brochure où M. Curtius, — sans aller, il est vrai, jusqu'à décerner des récompenses, — s'est amusé à réunir côte à côte des opinions émises par Brunetière aux diverses époques de son active « évolution » intérieure?

Je ne crains pas de l'affirmer : toute cette critique « scientifique » allemande d'aujourd'hui en est restée à ses vieilles routines « scolaires » d'il y a cinquante ans. Elle a beau se vanter complaisamment de sa « méthode, » nous l'offrir à tout propos comme l'une des plus brillantes conquêtes de sa « culture » nouvelle : la vérité est que, depuis l'illustre « professeur » honoraire, membre-correspondant de nos académies, jusqu'à l'humble « jeune docteur » d'Erlangen ou de Greifswald, personne d'outre-Rhin ne conçoit la tâche du critique, — ni celle de l'historien, — autrement que sous les espèces d'un « devoir d'élève » plus ou moins « étoffé, » avec une étroitesse d'horizon, une monotonie d'allures, une banalité invariable de plan et de contours qui feraient honte au dernier « licencié » de notre Sorbonne.

Et tandis que, sous ce rapport de son idéal esthétique et de ses procédés, la science allemande est demeurée immobile depuis un demi-siècle, d'année en année nous l'avons vue porter plus fâcheusement la peine de ce « manque naturel de mesure » que lui reprochait jadis Ernest Renan. Encore n'est-ce pas seulement d'un « manque de mesure » qu'il faudrait parler, mais aussi d'un manque absolu de ce sens profond des « réalités » qui maintient le savant en contact avec l'essence intime des sujets qu'il aborde. Avec toutes les lacunes de sa formation professionnelle, par exemple, un critique allemand d'autrefois n'aurait pas eu l'idée de comparer, comme l'a fait M. Depken, l'œuvre d'Edgar Poe et celle de Gaboriau. Une telle comparaison implique, par soi-même, tout ensemble une faute de goût et une grave erreur. Il existe, dans tous les arts, des différences de « nature » qui rendent d'avance et à jamais impossible toute tentative de comparaison ; et serait-il prouvé que la musique de Mozart

eût servi de « modèle » à celle d'Offenbach, nul musicographe de chez nous ne s'aviserait de confronter *les Noces de Figaro* avec *la Périchole*. Sans compter toute l'invraisemblance « historique » d'un lien quelconque entre les deux ou trois fantaisies policières de l'admirable poète américain et les aventures « sensationnelles » d'un *M. Lecoq* ou d'un *Raffles*, — ce médiocre et déplaisant « gentleman-cambrioleur » dont on ne s'attendait guère à rencontrer le nom en pareille compagnie !

Chose étrange, pourtant, cette exagération du manque de mesure et de goût n'a pas eu pour effet d'accroître du même coup, chez les savans allemands, la hardiesse d'invention qui choquait à bon droit l'auteur de l'*Antéchrist*. Bien loin de transporter dans sa science une audace que, sur maints autres terrains, elle pousse volontiers jusqu'à l'effronterie, l'Allemagne victorieuse y est même devenue infiniment plus timide que l'avaient naguère connue les contemporains de Renan. Vainement nous chercherions désormais chez elle l'équivalent des amples systèmes édifiés autrefois dans les nuages par la dialectique d'un Hegel, ou même l'équivalent des paradoxes faciles de ces David Strauss et de ces Feuerbach qui, « repoussant de solides témoignages, prétendaient leur substituer des hypothèses de hasard. » L'instinctif « respect » que déjà Mme de Staël découvrait au fond de toute âme allemande a décidément achevé de l'emporter sur ces anciens essais d'indépendance critique : il règne aujourd'hui d'un pouvoir absolu, dans toutes les provinces de la pensée allemande. Et la chose n'est pas, en somme, aussi surprenante qu'elle pourrait le sembler au premier abord : car l'on comprend sans peine qu'un empire foncièrement « militarisé, » comme l'est celui-là, ait toujours employé ses soins à « discipliner » la pensée nationale.

Jamais à coup sûr le respect de la « chose imprimée, » en particulier, n'a atteint les proportions qu'on lui voit aujourd'hui dans la science allemande. *Magister dixit :* il n'y a plus maintenant jusqu'aux erreurs des « maîtres » qui ne soient assurées de l'immortalité. Tout récemment encore, sous la direction de M. de Waldersee, un groupe de musicographes allemands ont publié une nouvelle édition du précieux *Catalogue chronologique de l'Œuvre de Mozart*, compilé voilà cinquante ans par le géologue Ludwig von Kœchel. Celui-ci avait, ainsi qu'il sied, classé les diverses œuvres du maître suivant l'ordre des dates, certaines ou probables, de leur composition ; et personne ne s'étonnera d'apprendre que, pour quelques-unes de ces

œuvres, des découvertes récentes aient permis de rectifier les dates ainsi proposées. Oui, mais l'autorité de Kœchel était là, contre laquelle pas un des compatriotes du vénérable géologue n'a encore jamais osé s'aventurer. Si bien que la nouvelle édition du *Catalogue* nous présente, en trois ou quatre endroits, un spectacle à la fois imprévu et comique. Voici, par exemple, au milieu du chapitre consacré à l'année 1775, entre des morceaux sûrement écrits par Mozart durant cette année-là, voici, sous le numéro que lui avait donné l' « infaillible » Kœchel, un *Double Canon* dont on nous apprend, aussitôt après, qu'il « a été composé le 24 avril de l'année 1787 ! » Les nouveaux éditeurs se sont bien crus tenus de modifier la date, depuis qu'ils ont découvert la date véritable, inscrite par Mozart lui-même sur l'autographe du canon. Mais quant à modifier la liste de Kœchel, ou même à suggérer d'une manière quelconque au lecteur que la place et le numéro véritables du morceau n'étaient pas ceux que lui avait jadis assignés l'auteur du *Catalogue*, c'est à quoi ces types parfaits de l'érudit allemand n'ont pas pu se résoudre.

La même vénération obstinée de la « chose imprimée » se retrouve, comme je l'ai dit, dans tous les domaines de la science allemande. Il suffit qu'un livre se soit acquis une certaine autorité pour que chacune de ses affirmations devienne, désormais, quasiment « sacrée : » pour la déloger de l'usage courant, il faudra un effort comparable à celui que doivent faire nos troupes alliées pour contraindre l'ennemi à sortir des « champignonnières » où il s'est installé . Il y a plus : des affirmations qui d'abord, dans le livre du « maître, » n'avaient été expressément hasardées que comme de simples conjectures, les voilà qui, désormais, se transmettent de main en main avec un caractère de vérité prouvée ; et c'est assez qu'un Jahn ou un Kœchel, par exemple, obligé d'assigner une date probable à un morceau de Mozart, ait timidement classé le morceau aux environs de l'année 1783 pour que, depuis un demi-siècle, tous les autres travaux publiés sur Mozart et toutes les éditions, « classiques » ou « populaires, » du morceau lui-même, nous présentent formellement celui-ci comme ayant été composé en 1783. Le procédé est si constant, si éminemment « national, » que personne n'a pu fréquenter d'un peu près l'érudition allemande sans être amené tôt ou tard à le constater, — à le constater et à en souffrir, car quel moyen de se fier encore, après cela, à des guides qui poussent aussi loin, de leur côté, leur confiance native dans l'absolue infaillibilité de leurs sources ? J'imagine que, parmi les motifs divers de la déception que trahissait, tout à l'heure, le passage cité de la

préface d'Ernest Renan, celui-là n'aura pas été l'un des moins puissans. Combien de fois, pour ma part, — et soit qu'il s'agit de Mozart, des vieux peintres de Cologne, ou des premiers manuscrits de *la Légende Dorée*, — combien de fois j'ai eu l'ennui de reconnaître que tel fait qui m'était garanti par vingt livres allemands n'avait été, à l'origine, que l'opinion personnelle, plus ou moins fantaisiste, de quelque *Professor* plus ou moins notoire !

Mais à cette cause d'erreurs déjà très ancienne, et dénoncée chez nous par bien d'autres que Renan, est venue s'ajouter aujourd'hui une cause nouvelle qui, si l'auteur des *Origines du Christianisme* avait pu la connaître, l'aurait certes déçu plus tristement encore. En même temps qu'elle perdait son audace d'autrefois, la science allemande se dépouillait aussi de ces « rares qualités de diligence et d'application » qui, pendant un siècle, lui avaient mérité l'estime de nos pères. Une différence énorme nous apparaît, à ce point de vue, entre son état présent et celui que s'accordait à louer la génération de Renan et de Taine. C'est comme si les chercheurs d'outre-Rhin en étaient arrivés à considérer également comme de méprisables préjugés « latins » tout souci d'exactitude rigoureuse, tout désir de perfection dans la « mise au point » d'un travail. Voici, par exemple, les *index* placés à la fin des trois derniers « mémoires » que j'aie eu l'occasion de lire : l'étude sur les *Modèles de Sherlock Holmes*, l'étude sur *Brunetière*, et la *Vie du Muzio Clementi !* A chaque page des trois brochures, je rencontre des noms qui manquent dans l'*index*; ou bien, souvent, les pages désignées par l'*index* ne sont pas celles qui contiennent les noms énoncés. Et si encore toute la ration d'erreurs de ces trois mémoires se trouvait concentrée dans les tables des matières ! Mais c'est d'un bout à l'autre du texte lui-même que fourmillent les dates inexactement rapportées, les phrases françaises ou anglaises fâcheusement défigurées, pour ne rien dire de l'effroyable lourdeur, parfois à peine correcte, des phrases allemandes des trois « jeunes docteurs ! » Pas un de ces travaux qui ne porte les traces d'une négligence coutumière et presque « obligatoire, » comme si les auteurs avaient reçu de leurs maîtres la « consigne » de ne plus perdre leur temps à satisfaire de vains scrupules de conscience professionnelle !

Oui, vraiment, il s'est fait de nos jours une révolution très profonde dans l'atmosphère « morale » de la science allemande, — la même révolution que nous ont montrée déjà les autres grands modes de la vie nationale d'outre-Rhin. Rappellerai-je brièvement tels exemples

typiques, qui durant ces années précédentes sont venus nous surprendre, — nous préparant dès lors à la connaissance de la nouvelle Allemagne qu'allait nous révéler bientôt un contact plus étroit avec la race entière des « héritiers » de nos vainqueurs de 1870 ? Voici un éminent professeur et musicologue, longtemps revêtu, à la vénérable église Saint-Thomas de Leipzig, des fonctions qu'y remplissait jadis le grand Sébastien Bach ! Après avoir été chargé par un Comité international de diriger la publication de l'œuvre complète de son glorieux devancier, ce professeur Wilhelm Rust entreprend de faire connaître au monde l'œuvre de son propre arrière-grand-père, dont on savait seulement qu'il avait été un honnête et habile musicien de la seconde moitié du XVIIIe siècle. Tout d'un coup, grâce au zèle pieux de l'honorable professeur, nous découvrons chez ce vieux claveciniste contemporain de Mozart une hardiesse prodigieuse d'harmonie et d'instrumentation ; nous voyons sortir de terre des sonates où la liberté pathétique du dernier style de Beethoven se renforce des modulations les plus téméraires de l'école de Liszt. Pendant un quart de siècle, toute l'Europe admire en Frédéric-Guillaume Rust le plus incroyable « précurseur » qu'il y ait eu jamais; et puis le petit-fils meurt avant d'avoir pris soin de détruire les manuscrits originaux de son brave homme d'aïeul ; et l'on reconnaît alors que ces manuscrits ne renferment pas l'ombre des nouveautés merveilleuses que leur avait prêtées l'impudente fantaisie du *cantor* de Leipzig!

Ou bien encore c'est un chimiste en renom qui, avant de communiquer à ses confrères la formule d'un produit qu'il vient de combiner, s'empresse de vendre sa formule à une société financière. Ce sont des chirurgiens d'une célébrité « mondiale,» qui, autour du lit d'agonie d'un empereur, insultent grossièrement un confrère anglais qu'ils accusent de leur enlever « un client » de choix. Ou encore des directeurs de musées royaux ou princiers qui, s'autorisant du prestige de leurs hautes fonctions, font métier de garantir aux amateurs d'œuvres d'art l'authenticité de peintures ou de statues anciennes que leur offrent des marchands plus ou moins scrupuleux. Et parmi les « intellectuels » de tout ordre qui s'unissaient, l'autre jour, pour attester à l'univers civilisé que l'armée allemande n'avait nullement songé à violer la neutralité de la Belgique, a-t-on oublié déjà que plus d'un, au courant des années passées, s'était trouvé contraint de se défendre et de plaider d'abord pour son propre compte, — celui-ci convaincu simplement d'un modeste plagiat, celui-là soupçonné de s'être avancé beaucoup plus loin encore « par delà les limites du bien et du mal ? »

Et combien d'autres aussi, parmi ces « intellectuels » dorénavant fameux, combien d'autres dont les noms nous sont apparus là pour la première fois! Voilà donc la liste complète des « sommités » littéraires, artistiques, scientifiques, de l'Allemagne d'aujourd'hui, — car le fait est que je ne sais guère de noms un peu connus que l'on n'y ait racolés ! Bien plus que par l'effronterie de son texte, le pompeux manifeste m'a frappé par cet aveu inconscient qu'il nous apportait de l'extrême pauvreté « spirituelle » d'une race déchue. Oui, en effet, c'est bien à ces seuls noms que se borne l'élite des artistes et des savans d'outre-Rhin !

Je me souviens de la surprise que j'ai ressentie lorsque, voici cinq ou six ans, ayant résolu de rendre compte ici de l'œuvre des nouveaux romanciers allemands, j'ai constaté que les plus adroits de ces auteurs de romans étaient encore infiniment au-dessous de tels médiocres conteurs de la génération précédente. Une surprise pareille m'a envahi devant la liste des « intellectuels » coalisés pour exalter le « militarisme » prussien. Quelle indigence en fait de poètes et de peintres, en fait d'historiens, et de sculpteurs, et de philosophes! Que l'on songe à ce qu'aurait pu être cette liste, il y a quarante-quatre ans, que l'on se rappelle les principaux « intellectuels » d'alors et qu'on les compare avec ceux d'à présent ! Vainement l'Allemagne impériale a employé tous les moyens pour ravir à la France sa suprématie « spirituelle, » dépensant des sommes énormes à la création d'universités, d'écoles en tout genre, de somptueux musées. Tout cela pour aboutir enfin, malgré son fol orgueil, à devoir presque s'avouer impuissante : car ne l'avons-nous pas vue, depuis vingt ans, accorder de plus en plus sa faveur à des traductions innombrables d'œuvres étrangères, et n'est-il pas vrai que l'unique effort des directeurs de ses musées « modernes » a été, en dernier lieu, pour remplir leurs salles d'œuvres de nos « impressionnistes, » voire de nos « cubistes ? » Et puis, lorsqu'il s'est agi pour elle de « mobiliser » tous les représentans de son art et de sa pensée, ne pouvoir mettre sur pied que cette pauvre troupe, où une demi-douzaine de noms un peu notoires s'entourent de cinquante noms de « comparses » obscurs! Aucun autre témoignage ne saurait nous démontrer avec plus d'éloquence le terrible danger que risque toujours de constituer, pour une nation tout de même que pour une personne particulière, l'arrivée trop subite d'un trop gros « héritage ! »

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La première question que nous nous posons tous les quinze jours, la seule peut-être qui intéresse vraiment nos lecteurs, est de savoir où en sont les opérations militaires. Le *Bulletin des armées*, dans son numéro du 25 novembre, y a répondu, et nous l'en remercions, par une note beaucoup plus développée que ne le sont les communiqués ordinaires dont nous devons nous contenter matin et soir : ce document donne, dès les premières lignes, une idée d'ensemble de la situation. « A l'heure, y lisons-nous, où des résultats sont nettement acquis, le moment est venu d'établir le bilan des six dernières semaines. Il peut se résumer ainsi : le formidable effort tenté par les Allemands pendant cette période, d'abord pour tourner notre gauche, ensuite pour la percer, a totalement échoué. » Après avoir indiqué dans ces quelques mots le caractère général des opérations, le document officiel entre dans le détail. Il montre les assauts de l'ennemi « répétés, précipités, frénétiques, » toujours impuissans. Pour ce qui est de nos soldats, quand il leur est arrivé de reculer sur un point, ils ont toujours mis « leur fierté » à reconquérir le terrain perdu et à le faire le jour même. Finalement, leur ligne de défense n'a fléchi sur aucun point, sur beaucoup, elle a été portée en avant et sur tous, sans exception, les projets de l'état-major allemand ont échoué. La note a donc le droit de dire de nos armées qu'« en brisant l'offensive de l'ennemi, elles lui ont infligé la plus humiliante des déceptions. » L'Empereur était là ; il encourageait ses troupes par sa présence ; il leur assignait pour but, d'abord Calais, puis Ypres ; on a trouvé sur les morts ou sur les prisonniers des ordres qui parlaient du « coup décisif à frapper. » Il n'a pas encore été frappé ; notre front est resté inébranlable. Tout porte à croire qu'avec la ténacité qui leur est propre, les Allemands vont tenter un nouvel effort, non moins formidable que les précédens, plus même sans doute, car ils ont reçu des ren-

forts importans ; mais nous en avons reçu aussi. La confiance de nos hommes reste la même : les Allemands ne sont pas passés, ils ne passeront pas.

Leur plan, on le sait, est de gagner Calais à tout prix et de s'en emparer de vive force. Ils croient qu'une fois là, ils menaceront plus sérieusement l'Angleterre et que, maîtres de la côte sur une longue étendue, avec des points d'appui comme Anvers, Dunkerque et Calais, ils donneront une base solide aux projets d'invasion dont leur imagination exorbitante, colossale comme ils aiment à dire, s'est depuis quelque temps enivrée. Pourquoi ne réussiraient-ils pas où Napoléon a échoué? Pourquoi ne passeraient-ils pas le détroit pour frapper l'Angleterre au cœur, sur son propre territoire? N'ont-ils pas des moyens nouveaux, des instrumens perfectionnés d'une puissance telle que rien ne peut leur résister? Ils ne connaissent plus les limites du possible, et nous avouons volontiers qu'elles ont été reculées jusqu'à un point qu'il est difficile de fixer. Sans croire que l'invasion de l'Angleterre soit d'une exécution aussi simple qu'ils l'ont rêvé, il est bien vrai que, depuis le camp de Boulogne, les conditions du problème ont été assez sensiblement modifiées. Seulement, pour le résoudre, ou du moins pour en préparer la solution, il faut prendre Calais, et on ne l'a pas encore pris.

Il n'y a rien de tout à fait nouveau sous le soleil, et les grands desseins de l'état-major allemand ne sont pas chez lui une invention tout à fait récente. Le général de Bernhardi, dans son ouvrage intitulé : *La guerre d'aujourd'hui*, en avait déjà eu une idée, qui ne lui appartenait pas non plus en propre, car il la rattachait lui-même à Frédéric II. « Si, dit-il, dans un duel entre la France et l'Allemagne, l'offensive allemande s'engageait en Belgique, cette offensive pourrait se mouvoir avec la plus grande liberté, dès que la flotte française serait battue et si la flotte allemande était maîtresse de la mer au point que les armées de terre pussent s'appuyer en partie sur la côte. Le grand Frédéric a, on le sait, esquissé un plan de campagne qui s'inspire de cette idée. Il admet, conformément aux circonstances d'alors, une coalition de l'Angleterre, de la Prusse, de l'Autriche et de la Hollande contre la France, celle-ci ayant concentré son armée principale en Flandre, tandis qu'elle protège ses autres frontières au moyen de corps particuliers. En face de cette disposition, le Roi veut, de son côté, rassembler l'armée principale des alliés dans le Nord. Elle partirait de Bruxelles et battrait d'abord l'armée principale ennemie supposée en Flandre ; puis elle prendrait une direction à droite,

investirait Dunkerque, Bergues et Gravelines, se baserait ensuite sur Nieuport, Dunkerque et la flotte anglaise, et, tournant par l'Ouest presque toutes les places de la frontière, avancerait sur Abbeville et Paris. Depuis que le grand Roi a fait ce plan, les temps ont certes changé ; mais les grands principes de la guerre sont restés et la pensée qui a inspiré ce plan de campagne garderait encore aujourd'hui sa signification dans les mêmes conditions politiques. » On aperçoit tout de suite les ressemblances entre le présent et le passé ; elles sautent aux yeux en quelque sorte, et l'état-major allemand en a été ébloui jusqu'à en être aveuglé ; il n'a pas vu les différences, qui sont pourtant très sensibles. Sans doute, la principale armée française est aujourd'hui en Flandre et l'armée allemande a pu partir de Bruxelles comme dans le plan de Frédéric ; mais, pour aller plus loin, elle aurait dû d'abord nous battre : elle ne l'a pas fait ; notre flotte n'a pas été battue davantage et, la flotte allemande n'étant pas maîtresse de la mer, les armées de terre allemandes ne peuvent pas s'appuyer sur la côte. L'état-major de Guillaume II, s'il s'est inspiré du plan du grand Frédéric, n'a oublié qu'une chose, qui est à la vérité d'une souveraine importance, c'est que l'Angleterre est son ennemie et que la Hollande est neutre. Négligeons, si l'on veut, la neutralité de la Hollande, bien que Frédéric ait raisonné dans l'hypothèse où ce pays lui donnerait un concours qu'il jugeait indispensable. Reste l'Angleterre. Si l'Allemagne l'avait eue avec elle, elle aurait certainement battu la flotte française ; mais l'Angleterre est aujourd'hui avec nous ; ce n'est pas l'armée allemande, mais l'armée franco-anglaise qui s'appuie sur la côte et y est soutenue par la flotte des deux pays ; dès lors, le plan du grand Frédéric s'effondre. Guillaume II a voulu l'exécuter tout de même, en quoi, il a seulement prouvé qu'il n'était pas le grand Frédéric. Frédéric mêlait beaucoup de bon sens et une parfaite justesse de calcul à ses hardiesses : il n'aurait pas cherché à aller à Calais le long de la côte, entre l'armée de terre et la flotte anglo-française ; il ne se serait pas orgueilleusement obstiné dans une combinaison irréalisable ; les circonstances politiques et militaires n'étant plus les mêmes, il aurait fait un autre plan.

Même aujourd'hui, il ne semble pas que l'empereur Guillaume soit disposé à en faire un autre ; l'action s'est ralentie assez sensiblement et elle se réveille, comme par sursaut, tantôt sur un point, tantôt sur un autre de son armée, sans qu'on puisse dire encore avec certitude où l'effort principal se portera définitivement, mais tout donne à croire que ce sera encore entre Ypres et la mer. On avait

cru, il y a quinze jours, que, l'inondation étant venue s'ajouter aux autres obstacles qu'il rencontrait, il avait renoncé, au moins provisoirement, à la marche sur Calais; mais presque au même moment, un nouvel et violent effort était fait par lui dans le même sens; il a tenté une fois de plus d'enfoncer notre extrême gauche et de la tourner. La tactique allemande est toujours la même : elle consiste à livrer un assaut furieux avec des masses profondes; elle n'a eu jusqu'ici d'autre résultat que d'amener de véritables hécatombes humaines. Nous faisons malheureusement des pertes sensibles, mais il est hors de doute que, par suite de leurs formations de combat, les Allemands en éprouvent de plus considérables encore. Si nous nous usons, ils s'usent davantage. Jusqu'ici, ils ont toujours réparé leurs pertes en faisant venir des troupes nouvelles, mais le pourront-ils toujours, le pourront-ils longtemps ? N'oublions pas qu'ils sont obligés de faire front de deux côtés à la fois, contre nous et contre les Russes. Nous réparons nos pertes, nous aussi, nous comblons nos vides, et les Anglais font de même, mais nous avons encore des réserves nombreuses et celles des Anglais sont à peu près intactes. De ce côté l'avenir est plein de promesses. Tout le monde l'a compris en France, et de là vient le stoïcisme impassible avec lequel on y supporte tant de deuils douloureux. On y croit fermement que la victoire sera au plus patient, à celui qui tiendra le plus longtemps, et on ne met pas en doute que ce sera nous. Cette conviction du pays est encore bien plus celle de l'armée. Il n'y a pas une famille qui n'ait un ou plusieurs représentans dans les tranchées, sur le front, et par conséquent nous recevons tous des lettres de soldats. On ne peut donc pas nous tromper sur leur véritable état moral : il est admirable de courage, d'entrain, de fermeté, et ces qualités, d'où résulte une grande force, se communiquent à ceux qui lisent leurs lettres. De là cette parfaite communauté de sentimens entre l'armée et la nation. Elles ont une même âme : rien n'en a ébranlé, rien n'en ébranlera la virilité.

Nous avons parlé de l'Angleterre : aucune lecture n'est pour nous plus réconfortante que celle de ses journaux. Non seulement ils rendent pleine justice à notre armée et à nos généraux, mais ils trouvent que nous ne le faisons pas assez nous-mêmes. Il y a quelque chose de fondé dans cette observation. Dans leur continence un peu sèche, nos communiqués quotidiens montrent une modestie qu'il est permis de trouver exagérée et nous aurions des réserves à faire sur cet « anonymat du courage » que l'on vante si fort. La presse anglaise nous renseigne sur nous-mêmes plus abondamment que ne

le fait la nôtre, et nous lui en savons gré ; mais surtout, nous savons gré à l'Angleterre et à son gouvernement de l'énergie de leurs dispositions. Si les Allemands ont de la ténacité, les Anglais n'en ont pas moins; la leur est même devenue légendaire, et nous sommes heureux de la retrouver aujourd'hui telle qu'elle était dans ce passé, que nous ne connaissons que par l'histoire. L'Angleterre continue de nous promettre que, d'ici à très peu de mois, elle enverra sur le continent une armée de 7 à 800000 hommes, bien équipée, solidement encadrée, munie des instrumens de guerre les plus perfectionnés. Nous verrons bien si l'empereur Guillaume continuera de la traiter de « méprisable. » Cette armée n'existe pas seulement en projet, sur le papier, elle est déjà réunie, sinon encore tout à fait formée. Les appels que le gouvernement a adressés au pays ont été entendus et, quoiqu'il y ait eu des momens où le recrutement s'est un peu ralenti, les volontaires ont afflué. La remarque a été faite que c'est dans les momens où les affaires des alliés marchent le mieux que le nombre des volontaires diminue, comme s'ils avaient l'impression qu'on n'a pas besoin d'eux et qu'ils peuvent dès lors s'abstenir; au contraire, ils se présentent en foule sitôt qu'un nuage passe sur nos têtes. On reconnaît là le caractère des Anglais, courageux autant qu'il est possible de l'être quand le danger apparaît manifeste, un peu indifférent, un peu imprévoyant, quand il est plus caché. Mais, tout caché qu'il est, il n'en existe pas moins, et l'Angleterre peut se rendre compte aujourd'hui des proportions effrayantes qu'il avait pris en pleine paix, et qui se sont révélées depuis le commencement de la guerre.

Il avait grandi sourdement, sournoisement, mais terriblement contre elle. La haine de l'Anglais couvait et fermentait comme un virus puissant, dans les cœurs allemands; elle avait fait naître les projets les plus redoutables et, de ces projets, la préparation avait déjà été poussée très loin. Pendant que l'Angleterre, trop fidèle à de vieilles habitudes d'esprit, continuait à se préoccuper du péril que pouvait lui faire courir un tunnel sous-marin entre la France et elle, — tunnel qui, en ce moment, serait si précieux pour les deux pays, — un péril beaucoup plus réel, beaucoup plus sérieux, la visait sur la mer et dans les airs et, sur son territoire même, l'espionnage allemand, avant-coureur des armées, s'était infiltré partout profondément. En même temps l'Allemagne, usant de qualités plus avouables et que nous ne lui contestons pas, s'était fait en Angleterre, comme ailleurs, une clientèle d'amis plus généreux que perspicaces, qui désarmaient les

soupçons contre elle et lui apportaient la force d'une conviction sincère, honnête, un peu ingénue. Mais il était impossible qu'il n'y eût pas dans le gouvernement des hommes plus avisés, parce qu'ils étaient mieux avertis du développement prodigieux de l'ambition et de la présomption allemandes, qui se rendaient compte de l'effort fait en Allemagne pour saper à sa base même la grandeur de l'Angleterre en se donnant pour but de détruire sa flotte et de remplacer son commerce, à travers les mers, sur tous les continens. On a pu croire quelque temps qu'il n'y avait là qu'une rêverie malsaine, mais peu redoutable et qui ne troublait que les cerveaux allemands ; on aperçoit aujourd'hui la réalité imminente de la menace et, certes, il n'était que temps de le faire; encore quelques années, il aurait été trop tard. C'est de cela que l'Angleterre a eu la révélation soudaine et l'impression très vive; elle s'est alors donné pour tâche de réparer en quelques mois la négligence de longues années, et elle le fait avec une merveilleuse activité et rapidité. Le lion britannique est sujet à s'endormir quelquefois, comme on l'a dit du vieil Homère, mais il a des réveils terribles. D'un bout à l'autre du royaume, la vérité de la situation a frappé tous les yeux. Les divisions de la veille, — on sait combien elles étaient ardentes en Irlande, — ont disparu comme par enchantement; comme chez nous, tous les cœurs se sont trouvés unis.

Le gouvernement s'est montré aussitôt à la hauteur des circonstances : elles n'étaient certainement pas pour lui tout à fait imprévues. Il a compris, il a fait comprendre au pays que, dans la lutte qui s'engage, l'enjeu, pour l'Allemagne, était la domination et, pour l'Angleterre, la liberté du monde, la sienne surtout, et il a demandé au Parlement les moyens matériels de soutenir victorieusement, à côté de la France et de la Russie, le choc prodigieux qui allait battre avec la brutalité d'un bélier les vieilles murailles de la Grande-Bretagne. Que coûtera cette guerre qui, en quatre mois, a déjà dévoré tant de milliards? Nul n'en sait rien et, en présence des intérêts en cause, nul ne paraît s'en mettre en peine. Le 16 novembre, le gouvernement a demandé à la Chambre des Communes un crédit de 250 millions de livres, soit de 6 milliards 250 millions, pour les frais de la guerre, et l'appel d'un nouveau million d'hommes. Sur ce crédit doivent, à la vérité, être prélevés les prêts sans intérêt jusqu'à la fin de la guerre que l'Angleterre a consenti de faire à la Belgique jusqu'à concurrence de 10 millions de livres (250 millions de francs) et de 800 000 livres (20 millions de francs) à la Serbie. Et ce n'est pas tout : l'Angleterre recourt non seulement à l'impôt, mais encore

à l'emprunt, et cet emprunt vraiment colossal s'élève à 350 millions delivres (8 milliards 750 millions de francs). Jamais emprunt pareil ne s'était vu ; mais quoi ! le gouvernement anglais parle d'envoyer sur le continent des armées de 2 millions, de 3 millions d'hommes s'il le faut. Crédits et emprunt ont été votés à l'unanimité. Ce sont là des faits tout nouveaux dans l'histoire du monde. Personne ne les avait prévus et l'Allemagne moins que personne. Un formidable orage s'amoncelle contre elle : de violens coups de foudre en sortiront lorsque ses armées, déjà si éprouvées, commenceront à être épuisées. Nous demanderons toutefois à l'Angleterre de se presser le plus possible. Garantie, au moins jusqu'à présent, contre l'invasion par le ruban d'argent qui l'entoure, elle a toujours eu le temps de se préparer et elle s'y est hâtée rarement ; mais elle a affaire à un ennemi dont la préparation militaire est achevée et portée au dernier état de perfectionnement. Nos armées dans les Flandres en savent quelque chose ! Cent mille hommes qui viendraient les renforcer aujourd'hui vaudraient le double ou le triple de ce qu'ils vaudraient dans trois mois.

Les conditions de la guerre sur la frontière germano-russe sont différentes. La Russie n'est pas embarrassée pour trouver des hommes autant qu'il lui en faut : ceux qui tombent sont aussitôt remplacés, et derrière eux, il y a des réserves dont il est difficile de sonder la profondeur. C'est déjà là pour la Russie une force peut-être décisive, mais elle en avait une autre dans l'audace et l'habileté dont ses généraux ont fait preuve, sous la direction suprême du grand-duc Nicolas, qui a révélé du premier coup les qualités d'un véritable homme de guerre. Les admirateurs attitrés de l'Allemagne dépréciaient naturellement l'armée russe : tout en reconnaissant l'avantage que lui donnait sa supériorité numérique, ils affectaient de dire que, du côté allemand, celle du commandement était si grande qu'elle emporterait tout. C'était, à leurs yeux, une vérité à ce point évidente qu'elle n'avait pas besoin d'être démontrée. Nous attendions cependant l'épreuve des faits, la seule qui compte ici, et, autant qu'on en puisse juger dès maintenant, cette supériorité du commandement allemand ne s'est encore manifestée nulle part avec l'éclat qu'on avait annoncé. Il est toujours dangereux de trop dédaigner ses adversaires : c'est ce qui est arrivé aux Allemands. Ils ont cru qu'ils arriveraient toujours à temps sur les champs de bataille de l'Est et qu'ils pouvaient laisser seuls à seuls les Russes et les Autrichiens, pendant qu'ils accableraient eux-mêmes les Français et qu'ils prendraient Paris en

trois semaines. Le résultat a été que les Autrichiens ont commencé par être battus à plate couture, début fâcheux qui s'est trouvé être difficilement réparable. Du premier coup, les Russes ont été maîtres d'une grande partie de la Galicie et de Lemberg, sa capitale. Depuis lors, leurs progrès ont été quelquefois un peu lents, mais ils ne se sont pas arrêtés et, aujourd'hui, la Galicie à peu près entière est entre leurs mains : on ne la leur arrachera pas. Au Nord, le général Rennenkampf a poussé une pointe hardie, et qui, par contre-coup, nous a été fort utile, dans la Prusse orientale et jeté un tel effroi dans la population qu'elle s'est enfuie vers l'Est. Ce n'était là qu'un très brillant fait d'armes : le général Rennenkampf n'a pas tardé à se replier en arrière et à repasser la frontière. L'armée allemande l'a passée derrière lui, et nous nous sommes demandé, non sans quelque inquiétude, ce qui allait arriver : il est arrivé que la victoire d'Augustow a remis sur un bon pied les affaires des Russes ; ce sont les Allemands qui, cette fois, se sont repliés en plus ou moins bon ordre sur leur territoire. Depuis lors, l'aile droite de l'armée russe au Nord et son aile gauche, en Galicie, au Sud, ont non seulement gardé leurs positions, mais presque constamment gagné du terrain.

Reste le centre où opère une troisième armée russe, car, autant que nous puissions en juger, il y a trois armées russes, qui, naturellement, manœuvrent de conserve, mais n'ont pas entre elles une liaison étroite et gardent une certaine indépendance dans leurs mouvemens. L'armée du centre, qui couvre Cracovie, a eu affaire dans ces derniers temps au général de Hindenburg, qui paraît bien être, dans l'Europe orientale, le meilleur général de l'armée allemande. C'est un manœuvrier à la fois audacieux et habile. Il est apparu récemment à la tête d'une armée de 400 000 hommes entre la Warta et la Vistule et l'armée russe a reculé devant lui. Les pessimistes, — il y en a toujours et partout, — ont jeté l'alarme ; mais il faut reconnaître que, du moins pour cette fois, les Allemands n'ont pas eux-mêmes exagéré l'importance d'un avantage qui n'était peut-être qu'apparent et qui risquait, en tout cas, de n'être que provisoire. Les communiqués de leur état-major ont été réservés. Faut-il répéter encore que, dans une guerre comme celle qui se poursuit sur des fronts de plusieurs centaines de kilomètres et avec des armées qui n'ont pas les unes avec les autres une liaison parfaite, après avoir avancé sur un point, on peut être amené à reculer sur un autre, sans que le succès d'ensemble en soit compromis ? Il entre d'ailleurs dans les traditions de la stratégie russe de reculer de parti pris pour amener l'adversaire sur un champ de bataille

choisi d'avance et où les chances de victoire sont plus grandes. Mais l'opinion publique, énervée par une longue attente, éprouve parfois à l'excès le contre-coup immédiat des événemens et, quelque inébranlable que soit sa confiance dans le succès définitif, elle s'émeut de tout ce qui paraît le contrarier ou le retarder. Dans le cas dont il s'agit, elle a été bientôt rassurée. Les nouvelles de Pologne sont redevenues bonnes. L'armée russe reprend l'avantage et, à leur tour, les Allemands reculent du côté de leur frontière. Nous nous en réjouissons de tout cœur; et si, dans l'avenir, les Russes éprouvent de nouveau, sur un point quelconque, un de ces accidens comme il en arrive inévitablement dans une longue guerre, nous n'en serons pas plus inquiet qu'il ne faudra. Nous avouons d'ailleurs modestement qu'à moins d'être un géographe de profession, il est parfois difficile de suivre dans tous les détails les mouvemens des armées russes. Les noms de villes que nous apportent les télégrammes ont des orthographes différentes dans les différens atlas, et lorsque nous lisons, par exemple, qu'on signale un recul allemand sur la ligne Strykois-Igierz-Szadek-Zdunska-Voola-Woskini, notre pensée a une peine infinie à s'y retrouver. Il nous suffit de savoir que les armées russes sont aujourd'hui en bonne forme. Toutes attirent vivement notre attention parce que le sort de chacune d'elles est lié à celui des deux autres; mais celle des trois sur laquelle les yeux se portent de préférence est celle du Sud, l'armée de Galicie, qui arrive en ce moment à Cracovie. On assure que la ville de Przemysl est sur le point d'être prise : elle ne peut pas tenir au delà de quelques jours. Après cela, l'armée russe n'aura plus de préoccupations sur ses derrières. Cracovie ouvre le chemin de la Silésie et de Breslau : c'est la porte de l'Allemagne, c'est le chemin de Berlin. Mais le chemin est long et semé d'obstacles. Les illusions que nous avons eues au commencement de la guerre sur la rapidité avec laquelle l'armée russe pourrait le parcourir n'ont pas résisté à l'épreuve des faits. Ni les Russes ni nous ne sommes au bout de nos peines; mais, dans une guerre, le jugement à porter sur les chances de succès des armées en présence est le résultat de la comparaison qui s'établit entre elles, et ni nous, ni les Russes, ni les Anglais, ni les Belges ne voudrions, à coup sûr, changer de place avec celle des Allemands et des Autrichiens. La conclusion est facile.

De nouveaux élémens se sont mêlés, on le sait, et peuvent se mêler encore à cette guerre qui se poursuit sur une surface déjà immense : l'Allemagne a persuadé à la Turquie de s'y jeter sans me-

surer ses forces, en lui promettant, dit-on, qu'après la victoire, il n'y aurait plus que deux grands empires dans le monde, l'Empire allemand et l'Empire ottoman, car, s'il y a un pangermanisme, il y a aussi un panislamisme, et ils ne sont pas plus sensés l'un que l'autre. La sotte infatuation d'Enver pacha risque de coûter très cher à son pays, mais qu'importe à l'Allemagne ? c'est de son seul intérêt qu'elle se préoccupe et elle a pensé qu'en déclarant la guerre à l'Angleterre, à la Russie et à nous, la Porte provoquerait sur plusieurs points du monde des diversions qui lui seraient profitables à elle-même. Elle a demandé au Sultan de proclamer la guerre sainte : il a commencé par résister, puis il a cédé, parce qu'une longue résistance est au delà de ses forces morales, et on a obtenu de lui qu'il agitât sur le monde ce vieil épouvantail de l'étendard vert du prophète, dont nous avons plus d'une fois entendu parler, mais qu'on s'était jusqu'ici bien gardé d'exhiber. C'était prudent, car le talisman a singulièrement perdu de son efficacité, soit que les musulmans d'Asie et d'Afrique aient assez d'intelligence pour comprendre qu'Enver pacha et sa bande ne se moquent pas moins du Coran que de l'Évangile et qu'ils sont médiocrement qualifiés, eux qui font profession d'impiété, pour jouer un rôle religieux, soit que, reconnaissant les bienfaits d'une civilisation supérieure, ils aient renoncé à se révolter contre l'Angleterre dans l'Inde et en Égypte et contre nous en Tunisie, en Algérie, au Maroc. Ce qui est certain, c'est que la déclaration de la guerre sainte n'a nullement agité le monde musulman : l'effet, au moins jusqu'ici, peut en être considéré comme négligeable. Le loyalisme des sujets musulmans de l'Angleterre et de la France a résisté à l'épreuve et s'est même traduit par des manifestations qui ne laissent aucun doute sur sa sincérité. La guerre sainte a donc fait long feu, mais la guerre pure et simple dans laquelle la Turquie est entrée a, comme il fallait s'y attendre, remué dans les Balkans des cendres mal éteintes d'où la flamme pourrait bien jaillir de nouveau. Qu'en résultera-t-il ? L'Allemagne y trouvera-t-elle finalement un avantage ou, au contraire, se sera-t-elle créé de nouvelles difficultés, de nouveaux ennemis ? L'événement seul peut répondre.

On s'est demandé plus d'une fois pourquoi la Roumanie, qui a un intérêt si évident à participer à la guerre pour délivrer du joug autrichien les Roumains de Transylvanie et les réunir à la mère patrie, ne profitait pas d'une occasion qui ne se représentera sans doute pas de longtemps. Les origines allemandes auxquelles le feu Roi était resté fidèle pouvaient en fournir une explication qui, à la vérité, n'était

pas bien bonne et le serait encore moins aujourd'hui que la Roumanie a un nouveau souverain. Cependant elle a continué de ne pas bouger. A notre sentiment, elle a tort et, si elle laisse passer le moment opportun, le gouvernement actuel et la dynastie elle-même encourront une responsabilité qui sera très lourde pour eux.

Mais il y a un autre côté de la question : la Roumanie se regarde comme garante du traité de Bucarest, qui a été fait sous ses auspices et qu'elle considère à bon droit comme son œuvre. Il est fort probable que, si elle déclarait la guerre à l'Autriche, la Bulgarie ne resterait pas indifférente et inerte et qu'elle sortirait de la neutralité. Dans quel sens? On ne peut pas le dire avec certitude : la seule chose sûre est que les scrupules ne l'embarrasseraient pas; elle a montré avec éclat qu'elle était au-dessus de semblables préjugés, et il est hors de doute que, pour elle comme pour certains autres, les traités sont des chiffons de papier. Les hésitations de la Bulgarie peuvent paralyser la Roumanie; mais, dans toutes les hypothèses, la folie belliqueuse de la Porte amènera un peu plus tôt ou un peu plus tard dans les Balkans des changemens inévitables avec tout un cortège de difficultés. Que la Bulgarie cherche à y trouver son profit, rien n'est plus naturel. On pourrait l'encourager à faire la guerre à la Porte pour lui reprendre Andrinople ; mais qui sait ce qui arriverait? La Porte, même dans l'état où elle est tombée, n'est pas pour la Bulgarie un adversaire négligeable, et la Bulgarie ne veut cette fois jouer qu'à coup sûr. Elle émet des exigences pour prix de son concours, et même, dit-on, de sa neutralité. La neutralité lui conviendrait particulièrement : ne rien faire et obtenir la cession de la Macédoine, qu'elle appelle une restitution, comblerait sans doute ses vœux; mais on ne peut lui faire de semblables promesses que dans le cas où la Serbie se serait déjà assuré des compensations en Herzégovine, et en Bosnie, et, en attendant, la Bulgarie, qui se connaît assez elle-même pour se défier des autres, demande des gages. A trop exiger, elle s'expose à ne rien avoir : l'occasion lui est favorable, nous le voulons bien, mais il ne faut abuser de rien et la meilleure occasion devient mauvaise lorsqu'on en abuse ou qu'on la violente. La Bulgarie en a déjà fait l'expérience. Nous en disons assez pour montrer que l'initiative militaire prise par la Porte a créé une situation nouvelle et que les Balkans sont redevenus un nid d'intrigues. Il est possible qu'il n'en sorte rien d'immédiat, il est probable qu'il en sortira quelque chose et cette probabilité augmentera si la Bulgarie n'arrête pas tout par des prétentions exagérées. A nos yeux, l'intérêt

dominant est celui de l'union balkanique. Elle a été autrefois troublée par l'ambition bulgare et rétablie par l'intervention armée de la Roumanie; mais elle a été à ce moment imposée au lieu d'avoir été consentie. Il est aujourd'hui désirable que, si les conditions en sont modifiées, elles le soient par suite d'un consentement plus libre. La Bulgarie émet des demandes; soit: qu'on les examine et qu'on y fasse droit dans une mesure raisonnable; mais la Bulgarie ne s'attend sans doute pas à ce qu'on lui donne quelque chose pour rien, et le moins qu'on puisse exiger d'elle est qu'elle entre sincèrement cette fois dans l'Union balkanique, qu'elle en soutienne la politique, qu'elle en adopte les intérêts.

On voit que cette guerre, qui a déjà fait naître tant de surprises, pourra encore en provoquer de nouvelles, et nous ne sommes pas au bout. Que se passera-t-il en Égypte? Rien d'inquiétant sans doute; mais la situation de l'Asie-Mineure, de la Syrie, de la Palestine, est profondément troublée par les entreprises turques. Les intérêts que nous y avons se rattachent à la religion catholique. Disons, à ce sujet, que l'Angleterre vient de nommer un ministre auprès du Vatican: c'était le seul grand pays de l'Europe qui n'en eût pas. Nous nous trompons, il y en a un autre et c'est la France: c'est aussi celui qui, ne fût-ce qu'à cause de son protectorat catholique en Orient, aurait le plus grand profit à en avoir un. Une pareille omission juge un régime et l'expose à une lourde responsabilité. Les intérêts de la Russie, ceux de l'Angleterre, les nôtres sont mis en cause avec une audace où la Porte, suggestionnée par l'Allemagne, s'imagine montrer de la force et où elle ne montre que de l'inconscience. Un vent de folie a soufflé sur elle: elle expiera rudement plus tard l'imprudente témérité de ses provocations et de ses violences. Sa situation est déjà condamnée et perdue en Europe: elle le sera bientôt en Asie.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

e
n
r
n
s
et
e
n,
nt
e,

s,
u
;
st
ne
t,
n :
us
ni,
le
ne
ie,
ce
la
e a
né-
éjà